

## ANNEXES

« Question climatique et responsabilité journalistique : analyse de la couverture médiatique de la COP27 dans le journal *Le Soir* », Madeline ALEXANDRE.

### 1. CORPUS DE TRAVAIL (BIBLIOGRAPHIE PRIMAIRE)

2. Michel De Muelenaere, « Un pâle compromis pour le climat », *Le Soir*, le 15 novembre 2021. <https://www.lesoir.be/406253/article/2021-11-13/cop26-un-pale-compromis-pour-le-climat>.
4. Peter Thomson, « 2022, l'année pour mettre fin au déclin de la santé des océans », *Le Soir*, le 6 mai 2022. <https://www.lesoir.be/441003/article/2022-05-09/2022-lannee-pour-mettre-fin-au-declin-de-la-sante-des-occeans>.
5. AFP, « Le roi Charles III n'ira pas à la COP27 en Egypte, suite à l'opposition de la Première ministre », *Le Soir*, le 2 octobre 2022. <https://www.lesoir.be/468779/article/2022-10-02/le-roi-charles-iii-nira-pas-la-cop27-en-egypte-suite-lopposition-de-la-premiere>.
- 5bis. Belga, « Le roi Charles III n'ira pas à la COP27 après l'opposition de Liz Truss: "Une décision prise à l'amiable" », *Le Soir*, le 2 octobre 2022. <https://www.lesoir.be/468829/article/2022-10-02/le-roi-charles-iii-nira-pas-la-cop27-apres-lopposition-de-liz-truss-une-decision>.
6. AFP, « COP27: 'il s'agit pour nous d'une question de vie ou de mort', déclare Antonio Guterres » *Le Soir*, le 3 octobre 2022. <https://www.lesoir.be/469056/article/2022-10-03/cop27-il-sagit-pour-nous-dune-question-de-vie-ou-de-mort-declare-antonio>.
7. AFP, « Des régions entières vont devenir invivables au cours des prochaines décennies: les infographies qui alertent », *Le Soir*, le 10 octobre 2022. <https://www.lesoir.be/470312/article/2022-10-10/des-regions-entieres-vont-devenir-invivables-au-cours-des-prochaines-decennies>.
8. AFP, « Dérèglement climatique: la moitié des pays manquent de préparation, selon l'ONU », *Le Soir*, le 13 octobre 2022. <https://www.lesoir.be/470896/article/2022-10-13/dereglements-climatiques-la-moitie-des-pays-manque-de-preparation-selon-lonu>.
9. Belga, « Bruxelles: des milliers de manifestants pour le climat rassemblés ce dimanche », *Le Soir*, le 23 octobre 2022. <https://www.lesoir.be/472809/article/2022-10-23/bruxelles-des-milliers-de-manifestants-pour-le-climat-rassemble-ce-dimanche>.
10. AFP, « COP27: l'Union européenne prête à relever ses objectifs climatiques », *Le Soir*, le 24 octobre 2022. <https://www.lesoir.be/473117/article/2022-10-24/cop27-lunion-europeenne-prete-relever-ses-objectifs-climatiques>.
11. AFP et Belga, « L'ONU alerte sur le réchauffement climatique: les engagements sont 'très loin' de répondre à l'objectif 1,5 degré », *Le Soir*, le 26 octobre 2022. <https://www.lesoir.be/473405/article/2022-10-26/lonu-alerte-sur-le-rechauffement-climatique-les-engagements-sont-tres-loin-de>.
12. La rédaction, « Un nouveau rapport sur le réchauffement climatique de l'ONU inquiète », *Le Soir*, le 26 octobre 2022. <https://www.lesoir.be/473490/article/2022-10-26/un-nouveau-rapport-sur-le-rechauffement-climatique-de-lonu-inquiete-infographies>.
13. AFP, « Climat: la Russie pourrait accélérer la transition énergétique de la planète malgré elle », *Le Soir*, le 27 octobre 2022. <https://www.lesoir.be/473576/article/2022-10-27/climat-la-russie-pourrait-avoir-accelere-la-transition-energetique-de-la-planete>.
14. La rédaction, « Copenhague, la ville qui ne veut plus de son carbone », *Le Soir*, le 27 octobre 2022. <https://www.lesoir.be/473636/article/2022-10-27/crises-climatique-et-energetique-copenhague-la-ville-qui-ne-veut-plus-de-son>.
15. La rédaction, « Pitoyablement" insuffisants: l'ONU sermonne le manque d'ambition des engagements internationaux », *Le Soir*, le 27 octobre 2022. <https://www.lesoir.be/473678/article/2022-10-27/pitoyablement-insuffisants-lonu-sermonne-le-manque-dambition-des-engagements>.
16. Baudoin Loos, « Rami Saath: 'La COP27 en Egypte, c'est du greenwashing!' », *Le Soir*, le 27 octobre 2022. <https://www.lesoir.be/473796/article/2022-10-27/rami-shaath-la-cop-27-en-egypte-cest-du-greenwashing>.
17. Alain Berenboom, « 'Je dirais même plus': COP, COP, Hourrah! », *Le Soir*, le 28 octobre 2022. <https://www.lesoir.be/473667/article/2022-10-28/je-dirais-meme-plus-cop-cop-hourrah>.
19. AFP, « Greta Thunberg ne se rendra pas à la COP27 'pour beaucoup de raisons' », *Le Soir*, le 31 octobre 2022. <https://www.lesoir.be/474319/article/2022-10-31/greta-thunberg-ne-se-rendra-pas-la-cop27-pour-beaucoup-de-raisons>.

21. Belga, « Les verts dénoncent la situation des droits humains en Egypte », *Le Soir*, le 2 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/474696/article/2022-11-02/cop27-les-verts-denoncent-la-situation-des-droits-humains-en-egypte>.
22. AFP, « Climat: 2015-202 en passe d'être les années les plus chaudes jamais enregistrées », *Le Soir*, le 6 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/475394/article/2022-11-06/climat-2015-2022-en-passe-detre-les-annees-les-plus-chaudes-jamais-enregistrees>.
23. La rédaction, « Coup d'envoi de la COP27, avec le financement des dégâts au menu », *Le Soir*, le 6 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/475431/article/2022-11-06/coup-denvoi-de-la-cop27-avec-le-financement-des-degats-au-menu>.
24. Michel De Muelenaere, « Les tensions Nord-Sud menacent la COP27 », *Le Soir*, le 15 novembre 2022.
25. Bertrand Piccard, « La COP27 aura-t-elle du Charm? », *Le Soir*, le 7 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/475421/article/2022-11-07/la-cop27-aura-t-elle-du-charm>.
26. Baudoin Loos, « Au Caire, le prisonnier politique Alla Abdel Fattal entame une grève de la faim », *Le Soir*, le 6 novembre 2022.
27. Marius Gilbert, « Poser des actes sans compromettre le bien commun », *Le Soir*, le 6 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/475149/article/2022-11-06/apres-lorage-poser-des-actes-sans-compromettre-le-bien-commun>.
28. Michel De Muelenaere, « Des 'nuits climatiques' sur la place Schuman », *Le Soir*, le 15 novembre 2022.
29. Michel De Muelenaere, « Toujours pas assez d'argent », *Le Soir*, le 11 novembre 2022.
30. Belga, « Accréditations, caméras de surveillance... Les restrictions au droit de manifester à la COP 27 en Egypte critiquées », *Le Soir*, le 7 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/475490/article/2022-11-07/accreditations-cameras-de-surveillance-les-restrictions-au-droit-de-manifester>.
31. AFP, « Au moins 15.000 morts en Europe à cause des canicules de 2022, selon l'OMS », *Le Soir*, le 7 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/475644/article/2022-11-07/au-moins-15000-morts-en-europe-cause-des-canicules-de-2022-selon-loms>.
32. Belga, « COP27: La Belgique évoque des pertes et préjudices climatiques dans un nouvel accord avec le Mozambique », *Le Soir*, le 7 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/475492/article/2022-11-07/cop27-la-belgique-evoque-des-pertes-et-prejudices-climatiques-dans-un-nouvel>.
33. AFP, « COP27: 'Nous sommes sur l'autoroute vers l'enfer climatique', lance le chef de l'ONU », *Le Soir*, le 7 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/475526/article/2022-11-07/cop27-nous-sommes-sur-lautoroute-vers-lenfer-climatique-lance-le-chef-de-lonu>.
34. Michel De Muelenaere, « Coopérer ou Périr », *Le Soir*, le 14 novembre 2022.
35. Belga, « COP27: le discours d'Alexander De Croo jugé 'décevant' par la Coalition Climat », *Le Soir*, le 8 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/475880/article/2022-11-08/cop27-le-discours-dalexander-de-croo-juge-decevant-par-la-coalition-climat>.
36. AFP, « Climat, les pays du Sud ont besoin de plus de 2.000 milliards de dollars par an », *Le Soir*, le 8 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/475697/article/2022-11-08/climat-les-pays-du-sud-ont-besoin-de-plus-de-2000-milliards-de-dollars-par>.
37. Michel De Muelenaere, « En Egypte De Croo vante la technologie et plaide pour qu'on maintienne la cohésion », *Le Soir*, le 8 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/475898/article/2022-11-08/de-croo-vante-la-technologie-et-plaide-pour-quon-maintienne-la-cohesion>.
38. DPA, « 'Une mauvaise blague'; plus de 630 lobbyistes du secteur des énergies fossiles présent à la COP27 », *Le Soir*, le 10 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/476405/article/2022-11-10/une-mauvaise-blague-plus-de-630-lobbyistes-du-secteur-des-energies-fossiles>.
39. AFP, « COP27: le patron de TotalEnergies pris à partie des militants », *Le Soir*, le 11 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/476526/article/2022-11-11/cop27-le-patron-de-totalenergies-pris-partie-par-des-militants>.
40. La rédaction, « COP27: la 'vie même de la planète' est en jeu, selon Joe Biden », *Le Soir*, le 11 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/476515/article/2022-11-11/cop27-la-vie-meme-de-la-planete-est-en-jeu-selon-joe-biden>.
41. Belga, « Biden appelle à 'faire plus' pour le climat... », *Le Soir*, le 11 novembre 2022.
43. Maxime Biermé, « 'Nadia Naji (Groen): "les écologistes ne sont pas des boxeurs par nature' », *Le Soir*, le 11 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/476575/article/2022-11-12/nadia-naji-groen-les-ecologistes-ne-sont-pas-des-boxeurs-par-nature>.
44. Michel De Muelenaere, « La COP27 en panne d'inspiration », *Le Soir*, le 11 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/476738/article/2022-11-13/climat-la-cop27-en-panne-dinspiration>.
45. Marius Gilbert, « Philippe Henry: 'L'urgence c'est d'agir! d'agir!' », *Le Soir*, le 7 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/476740/article/2022-11-13/philippe-henry-lurgence-cest-dagir-dagir>.

46. La rédaction, « Des activistes éclaboussent la cage d'une momie égyptienne dans un musée en Espagne et critiquent la COP27 », *Le Soir*, le 14 novembre 2022. <https://soirmag.lesoir.be/476842/article/2022-11-14/des-activistes-eclaboussent-la-cage-dune-momie-egyptienne-dans-un-musee-en>.
47. Charline Burton et Filip Reyniers, « La transition verte de la Belgique doit aussi être certifiée 'sans conflit' », *Le Soir*, le 14 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/476863/article/2022-11-14/la-transition-verte-de-la-belgique-doit-aussi-etre-certifiee-sans-conflit>.
48. Michel De Muelenaere, « Les dégâts climatiques: une facture difficile à assumer », *Le Soir*, le 14 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/476975/article/2022-11-14/cop27-les-degats-climatiques-une-facture-difficile-assumer>.
49. Michel De Muelenaere, « Belgique, pas de 'haute ambition'... », *Le Soir*, le 14 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/476973/article/2022-11-14/belgique-pas-de-haute-ambition>.
50. Belga, « COP27: 'On déroule le tapis rouge aux entreprises fossiles' », *Le Soir*, le 15 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/477019/article/2022-11-15/cop27-deroule-le-tapis-rouge-aux-entreprises-fossiles>.
51. António Guterres, « Huit milliards de personnes, une seule humanité », *Le Soir*, le 15 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/477073/article/2022-11-15/huit-milliards-de-personnes-une-seule-humanite>.
52. Belga, « COP27: la Belgique intègre 'l'Opep de l'éolien en mer' », *Le Soir*, le 15 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/477077/article/2022-11-15/cop27-la-belgique-integre-lopep-de-leolien-en-mer>.
53. Sandra Durieux, « COP27: la chaleur extrême pourrait causer 90.000 décès par an en Europe », *Le Soir*, le 9 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/475809/article/2022-11-09/cop27-la-chaleur-extreme-pourrait-causer-90000-deces-par-en-europe>.
107. V.K avec Belga, « La population dépasse les 8 milliards d'habitants: les infographies pour comprendre cette croissance 'sans précédents' », *Le Soir*, le 15 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/477034/article/2022-11-15/la-population-depasse-les-8-milliards-dhabitants-les-infographies-pour>.
55. Ivan Radja, « Neutralité carbone de l'aviation: 'il faudra réduire le nombre de nos déplacements en avion' », *Le Soir*, le 15 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/477141/article/2022-11-15/neutralite-carbone-de-laviation-il-faudra-reduire-le-nombre-de-nos-deplacements>.
56. Michel De Muelenaere, « Un traité pour venir à bout des énergies fossiles », *Le Soir*, le 15 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/477157/article/2022-11-15/cop27-un-traite-pour-venir-bout-des-energies-fossiles>.
57. Michel De Muelenaere, « L'Union européenne fera plus de réductions », *Le Soir*, le 15 novembre 2022.
58. Pauline Martial, « Du levier de changement climatique à la pathologie paralysante », *Le Soir*, le 17 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/art/d-20221116-3Z4ULA>.
59. Michel De Muelenaere, « Le cauchemar du speechwriter », *Le Soir*, le 7 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/477741/article/2022-11-17/le-cauchemar-du-speechwriter>.
60. Michel De Muelenaere, « La nature et le climat: des alliés précieux à réconcilier », *Le Soir*, le 17 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/477740/article/2022-11-17/la-nature-et-le-climat-des-allies-precieux-reconcilier>.
61. Belga, « COP 27: le sommet prolongé jusqu'à samedi », *Le Soir*, le 18 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/477833/article/2022-11-18/cop27-le-sommet-prolonge-jusqua-samedi>.
62. Michel De Muelenaere, « De fortes tensions brouillent la fin de la COP27 », *Le Soir*, le 18 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/477961/article/2022-11-18/climat-de-fortes-tensions-brouillent-la-fin-de-la-cop27>.
63. Bertrand Piccard, « La pathologie, c'est l'inaction, pas l'«éco-anxiété' », *Le Soir*, le 18 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/477923/article/2022-11-18/la-pathologie-cest-linaction-pas-leco-anxiete>.
64. Michel De Muelenaere, « COP, hop, on prolonge », *Le Soir*, le 18 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/477843/article/2022-11-18/cop-hop-prolonge>.
65. AFP, « L'Égypte remet en cause les acquis de Paris et de Glasgow sur la baisse des émissions », estime la France », *Le Soir*, le 19 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/478001/article/2022-11-19/egypte-remet-en-cause-les-acquis-de-paris-et-de-glasgow-sur-la-baisse-des>.
66. La rédaction, « Frans Timmermans à la COP27: 'plutôt pas d'accord qu'un mauvais accord' », *Le Soir*, le 19 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/478004/article/2022-11-19/frans-timmermans-la-cop-27-plutot-pas-daccord-quun-mauvais-accord>.
67. Belga, « Zakia Khattabi inquiète à la COP27: 'La proposition de l'Égypte est inacceptable et dépasse les lignes rouges' », *Le Soir*, le 19 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/478012/article/2022-11-19/zakia-khattabi-inquiete-la-cop-27-la-proposition-de-legypte-est-inacceptable-et>.
68. Belga, « 'Inacceptable', 'un échec n'est pas exclu'...La tension monte à la COP27 », *Le Soir*, le 19 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/478016/article/2022-11-19/inacceptable-un-echec-nest-pas-exclu-la-tension-monte-la-cop-27>.

69. AFP, « La COP27 adopte un texte final, l'UE et l'ONU déçues par l'accord », *Le Soir*, le 20 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/478067/article/2022-11-20/la-cop27-adopte-un-texte-final-lue-et-lonu-decues-par-laccord>.
70. AFP, « 'Frustration', 'manque d'ambition': la COP27 suscite des réactions mitigées », *Le Soir*, le 20 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/478084/article/2022-11-20/frustration-manque-dambition-la-cop27-suscite-des-reactions-mitigees>.
75. Belga, « La ministre flamande Demir critique le résultat de la COP27: 'Nous faisons déjà beaucoup' », *Le Soir*, le 20 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/478127/article/2022-11-20/la-ministre-flamande-demir-critique-le-resultat-de-la-cop27-nous-faisons-deja>.
71. Michel De Muelenaere, « Un symbole fort et des tonnes de problèmes en souffrance », *Le Soir*, le 20 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/478109/article/2022-11-20/cop27-un-symbole-fort-et-des-tonnes-de-problemes-en-souffrance>.
72. Sara Scarafia, « COP27: l'urgence attendra encore », *Le Soir*, le 31 décembre 2022.
73. Michel De Muelenaere, « Climat: la solidarité attend d'autres gestes », *Le Soir*, le 20 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/478161/article/2022-11-20/climat-la-solidarite-attend-dautres-gestes>.
74. Virginie Lenk, « Un pas en avant trop court », *Le Soir*, le 29 octobre 2022.
77. Michel De Muelenaere, « Température: faut-il sauver le soldat 1,5°C? », *Le Soir*, le 20 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/478081/article/2022-11-20/cop27-pourquoi-faut-il-sauver-le-soldat-15oc>.
78. Michel De Muelenaere, « Des réactions mitigées dans le monde », *Le Soir*, le 7 novembre 2022.
80. Arthur Sente, « Devant la justice, l'urgence climatique justifie-t-elle les moyens? », *Le Soir*, le 20 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/478667/article/2022-11-22/desobeissance-civile-face-la-justice-lurgence-climatique-justifie-t-elle-les>.
82. Jean-Pierre Clause, « COP27; le climat ne doit pas devenir un astre mort pour les politiques internationales », *Le Soir*, le 25 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/479196/article/2022-11-25/cop27-le-climat-ne-doit-pas-devenir-un-astre-mort-des-politiques-internationales>.
89. Sara Scarafia : « L'explorateur Alex Bellini: 'nous devons à nouveau nous émerveiller face à la nature' », *Le Soir*, le 27 décembre 2022. <https://www.lesoir.be/485494/article/2022-12-27/leexplorateur-alex-bellini-nous-devons-nouveau-nous-emerveiller-face-la-nature>.
84. Susi Denninson, « Apres la COP27: comment l'Europe peut prendre un véritable leadership en matière de protection du climat ? », *Le Soir*, le 28 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/479765/article/2022-11-28/apres-la-cop27-comment-leurope-peut-prendre-un-veritable-leadership-en-matiere>.
85. Claudia Ehrenstein, « Aide au développement: quand la Chine donne d'une main ce qu'elle refuse de donner de l'autre », *Le Soir*, le 2 décembre 2022. <https://www.lesoir.be/480739/article/2022-12-02/aide-au-developpement-quand-la-chine-tente-detre-la-fois-donatrice-et>.
86. Macarena Vidal Liy, « Le 'je t'aime moi non plus' de Xi Jinping et Joe Biden », *Le Soir*, le 2 décembre 2022. <https://www.lesoir.be/480737/article/2022-12-02/le-je-taime-moi-non-plus-de-joe-biden-et-xi-jinping>.
87. Eric Muraille, « COP27: l'équité au détriment du bien commun? », *Le Soir*, le 13 décembre 2022. <https://www.lesoir.be/482736/article/2022-12-13/cop27-lequite-au-detriment-du-bien-commun>.
88. Julien Bosseler, « Des milliards pour les gros pollueurs, des miettes pour les gens », *Le Soir*, le 18 décembre 2022. <https://www.lesoir.be/483828/article/2022-12-18/des-milliards-pour-les-gros-pollueurs-des-miettes-pour-les-gens>.
91. Michel De Muelenaere, « Lula sera-t-il le sauveur de l'Amazonie? », *Le Soir*, le 2 janvier 2023. <https://www.lesoir.be/486462/article/2023-01-02/bresil-lula-sera-t-il-le-sauveur-de-lamazonie>.
92. Vanessa Dougnac, « Maldives: face à la montée des eaux, la course effrénée aux îles artificielles », *Le Soir*, le 10 mars 2023. <https://www.lesoir.be/500127/article/2023-03-10/maldives-face-la-montee-des-eaux-la-course-effrenee-aux-iles-artificielles>.
93. Marc Roche, « Charles III a imposé son style: plus de simplicité, moins de protocole », *Le Soir*, le 29 avril 2023. <https://www.lesoir.be/510207/article/2023-04-28/charles-iii-impose-son-style-plus-de-simplicité-moins-de-protocole>.
94. Frédéric Delepierre, « Guerre en Ukraine: Le climat parmi les victimes collatérales », *Le Soir*, le 21 mai 2023. <https://www.lesoir.be/514588/article/2023-05-21/quand-le-climat-est-une-victime-collaterale-de-la-guerre-en-ukraine>.
95. Michel De Muelenaere, « Pour les activistes du climat, le temps est à l'orage », *Le Soir*, le 6 juin 2023. <https://www.lesoir.be/517857/article/2023-06-06/pour-les-activistes-du-climat-le-temps-est-lorage>.
96. Michel De Muelenaere, « Le monde n'est toujours pas en phase avec l'Accord de Paris », *Le Soir*, le 8 septembre 2023.
97. Michel De Muelenaere, « Climat: les promesses de l'Accord de paris sont hors de portée », *Le Soir*, le 8 septembre 2023. <https://www.lesoir.be/536087/article/2023-09-08/climat-les-promesses-de-laccord-de-paris-sont-hors-de-portee>.

98. Chloé Goudenhoft, « Rishi Sunak relègue l'écologie à l'arrière-plan », *Le Soir*, le 29 septembre 2023. <https://www.lesoir.be/540432/article/2023-09-29/au-royaume-uni-rishi-sunak-relegue-lecologie-larriere-plan>.
99. AFP, « COP28. L'Europe défendra la quasi élimination des combustibles fossiles », *Le Soir*, le 17 septembre 2023. <https://www.lesoir.be/544011/article/2023-10-17/cop28-leurope-defendra-la-quasi-elimination-des-combustibles-fossiles>.
100. Ugo Santkin, « Jenan Almarzooqi: 'Un pays qui viole tant les droits humains ne devrait pas pouvoir organiser la COP' », *Le Soir*, le 1er décembre 2023. <https://www.lesoir.be/552837/article/2023-12-01/jenan-almazooqi-un-pays-qui-viole-tant-les-droits-humains-ne-devrait-pas>.
101. Candice Bussoli, « Sécheresse, canicules, inondations, mégafeux: le bilan climatique de l'année 2022 », *Le Soir*, le 20 décembre 2022. <https://www.lesoir.be/486154/article/2022-12-30/secheresse-canicules-inondations-megafeux-le-bilan-climatique-de-lannee-2022>.
102. Lucie Boudin-Dufils, « Alexandrie, une île artificielle pour contrer la montée des eaux », *Le Soir*, le 20 décembre 2022. <https://www.lesoir.be/486145/article/2022-12-30/alexandrie-une-ile-artificielle-pour-contrer-la-montee-des-eaux>.
104. Michel De Muelenaere, « COP27: faut-il brûler les conférences sur le climat? », *Le Soir*, le 20 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/475197/article/2022-11-05/cop-27-faut-il-bruler-les-conferences-sur-le-climat>.
105. Michel De Muelenaere, « La méfiance entre le Nord et le Sud mine la COP27 qui se prolonge », *Le Soir*, le 19 novembre 2022. <https://www.lesoir.be/478050/article/2022-11-19/la-mefiance-entre-le-nord-et-le-sud-mine-la-cop27-qui-se-prolonge>.
106. Michel De Muelenaere, « Des préjudices à compenser », *Le Soir*, le 7 novembre 2022.

## 2. CALCULS, RESULTATS CHIFFRES ET COMPTABILISATION ANALYSE DE CONTENU

### LE CHANGEMENT CLIMATIQUE COMME PHENOMENE (1)

**[Catégorie thématique A : le réchauffement climatique]** *Mention RC* [oui] 77 60 101 89 4 6 7 8 22 27 31 92 29 73 94 62 106 9 10 11 12 13 15 23 32 33 36 40 39 47 51 53 69 70 87 97 71 48 54 107 19 [41%] *Sans mention RC/focalisation sur le processus politique* [non] 86 37 80 28 49 74 18 85 88 43 3 96 95 93 91 78 63 5 5B 16 17 57 45 34 58 30 35 38 46 50 52 61 64 65 66 67 68 75 82 84 102 100 2 24 56 72 25 44 59 21 1 55 98 41 26 14 20 79 99 104 [59%].

**[Catégorie thématique B : approche tridimensionnelle du réchauffement]** *Mention causes* [oui] 11 12 15 39 51 69 87 97 71 73 77 94 19 13 70 [38%] *Sans mention causes* [non] 4 6 7 8 10 9 22 23 32 33 31 36 27 92 62 47 53 101 40 60 48 89 106 54 107 [63%] [Paramètre] la cause la plus médiatisée dans l'échantillon est [le combustible fossile] *Mention conséquences* [oui] 4 6 7 8 9 10 11 12 13 15 22 23 32 33 31 36 47 51 53 70 87 101 71 89 73 27 48 77 92 106 107 [78%] *Sans mention conséquences* [non] 60 94 40 39 69 97 62 54 19 [23%] [Paramètre] la conséquence la plus médiatisée dans l'échantillon est [la catastrophe naturelle] *Mention responsables* [oui] 33 39 71 88 77 62 94 107 19 54 106 [27%] *Sans mention responsables* [non] 4 6 7 8 9 10 11 12 13 15 22 23 32 31 36 40 47 51 53 69 70 87 101 97 89 73 27 60 92 48 [73%] [Paramètre] le responsable le plus médiatisé dans l'échantillon est [étatique/pays du nord].

### LA CONFERENCE DE CHARM EL-CHEIKH : VICTOIRE OU DEFAITE ? (2)

**[Catégorie thématique C : état de la crédibilité de la COP27]** [Crédible] 102 2 24 71 56 75 82 84 101 69 68 67 66 65 76 97 89 73 57 77 45 25 27 51 52 53 61 64 35 40 47 32 33 31 36 10 11 12 13 22 23 4 5 5B 6 8 7 9 34 18 59 58 48 28 85 49 88 43 80 106 62 29 63 55 37 86 96 78 41 92 93 95 98 60 91 1 70 94 14 20 54 99 107 [81%] Non crédible [reste] [19%]. [Justifications] A. Contexte égyptien [40%] / dont [88%] 19 17 21 30 100 26 44 droits de l'homme et 21 [12%] environnemental. B. Non-respect des engagements antérieurs 15 17 72 74 [20%] C. Caractère inadapté au fondement du problème climatique 87 104 [10%] D. Accusations de greenwashing 15 16 19 79 104 [25%] E. Présence nuisible de lobbies/multinationales 38 39 46 50 64 56 44 [35%].

**[Catégorie thématique D : bilan 1]** [Réussite ou espoir] 4 5 5B 6 8 7 9 10 11 13 22 23 32 33 31 36 35 40 47 51 52 53 61 65 66 67 75 84 57 101 102 97 2 56 89 25 59 27 45 34 58 48 41 85 49 28 29 91 93 3 77 37 55 43 106 60 92 63 96 1 98 14 20 54 99 107 [65%] [Ambigu] 18 12 21 30 68 69 70 82 97 100 24 71 73 44 26 80 86 94 95 64 [20%] [Vouée à l'échec] 15 16 19 17 38 39 46 50 87 72 74 88 62 78 79 104 [15%].

**[Catégorie thématique E : bilan 2]** [Convaincant] 6 10 23 32 33 36 35 47 51 53 61 68 69 70 84 101 2 71 25 73 44 45 31 48 41 85 49 62 29 37 106 78 34 99 107 [34%] ; [70% parmi les mentions] [Pas convaincant] 75 82 72 95

60 63 91 48 86 96 92 93 94 55 83 [14%] ; [30% parmi les mentions] [Sans mention] 4 5 5B 8 7 9 11 12 13 15 16 19 17 21 22 30 31 38 40 39 46 50 52 64 65 66 67 87 102 97 9 100 24 56 89 59 58 26 57 18 74 88 28 77 80 1 43 98 27 14 20 54 79 104 [52%].

**[Catégorie thématique F : bilan 3]** [Solidaires] 10 32 47 53 75 84 56 72 25 34 45 85 49 13 23 37 99 107 [18%] ; [49% parmi les mentions] [Non solidaires] 33 36 35 52 61 68 69 70 2 24 71 73 44 59 48 62 29 106 78 [19%] ; [51% parmi les mentions] [Sans mention] 4 5 5B 6 7 8 9 11 12 15 16 19 17 21 22 30 31 38 40 39 50 51 64 66 65 82 26 101 55 102 97 98 100 58 89 63 96 92 86 60 43 18 88 74 95 91 94 93 77 27 80 1 46 67 87 41 57 14 20 54 79 104 [63%].

#### LES SOLUTIONS AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE (3)

**[Catégorie thématique G : les solutions au réchauffement climatique]** [Sans mention] 16 17 21 30 38 39 46 26 30 54 74 79 100 104 [14%] [Avec mention] [reste] [86%]. [Solutions associées] A. COP 102 2 24 71 56 75 82 84 101 69 68 67 66 65 76 97 89 73 57 77 45 25 27 51 52 53 61 64 35 40 47 32 33 31 36 10 11 12 13 22 23 4 5 5B 6 8 7 9 34 18 59 58 48 28 85 49 88 43 80 106 62 29 63 55 37 86 96 78 41 92 93 95 98 60 91 1 70 94 14 20 54 99 107 [SA en première position]. B. Investissement dans l'énergie propre ou projet développement durable 4 7 13 15 32 35 47 50 51 52 53 69 84 101 102 97 71 56 89 25 27 45 41 18 77 62 78 63 55 57 14 99 [SA en seconde position] C. Adaptation aux conséquences 6 7 8 10 32 36 51 53 69 101 102 72 25 73 45 34 48 41 62 29 27 99 106 107 [SA en troisième position] D. Réduire ou sortir des énergies fossiles 9 10 50 51 69 82 84 97 2 71 56 72 73 44 38 77 78 13 6 15 61 45 57 [SA en quatrième position] E. Diminuer nos habitudes individuelles 4 7 35 97 58 18 28 27 55 43 63 14 [SA en cinquième position] F. Atteindre la neutralité carbone 5 5B 10 13 15 88 97 27 18 55 14 99 [SA en cinquième position] G. Technologie 8 61 56 25 27 57 18 77 63 14 99 [SA en sixième position] H. Améliorer la solidarité économique Nord-Sud 24 71 25 73 48 85 29 13 [SA en septième position] I. Réforme des institutions financières 36 71 62 J. Demander à la jeune génération 82 2 45 [SA en huitième position] K. Révolution du système mondiale et remise en question de la logique de marché 19 87 [SA en neuvième position]. L. Restauration 97 60 [SA en dixième position] M. Diminution des subventions aux énergies fossiles 99 N. Augmentation des taxes aux multinationales du business fossile 35 O. Changer les modèles agricoles 97 P. Réduire la déforestation 91 Q. Se reconnecter à la nature 60 R. Construire des villes vertes 14 S. Recycler 14 [SA en onzième position].

#### LES RAISONS DU MAINTIEN DE LA TRAJECTOIRE DU RÉCHAUFFEMENT (4)

**[Catégorie thématique H : état du discours des différents facteurs]** [Sans mention] 4 5 5B 6 7 8 10 16 21 22 23 32 30 33 35 40 47 52 61 64 65 66 67 75 83 101 102 100 73 44 59 34 58 26 57 85 18 49 28 62 29 55 43 106 63 86 60 96 98 93 95 91 1 31 80 92 27 14 20 54 78 79 99 100 107 [65%] [Avec mention] [Reste] [35%] [Explication associée] A. Non-respect des engagements antérieurs 11 12 15 17 68 97 2 24 71 56 72 25 74 77 37 104 [EA en première position] B. Manque d'investissement dans l'énergie verte ou autre projet de développement durable 13 50 51 69 84 71 56 89 25 45 77 [EA en seconde position] C. Toujours pas de sortie des énergies fossiles 9 39 69 71 56 88 70 82 41 [EA en troisième position] D. Les PVD sont en retard et freinent la transition 36 51 53 84 71 25 [EA en quatrième position] E. Manque de solidarité Nord-Sud 36 33 69 24 71 [EA en cinquième position] F. Présence nuisible de lobbies et multinationales 38 46 50 56 G. Les COP sont inefficaces 19 17 50 104 H. Manque de moyens 7 36 51 48 [EA en sixième position] I. Persistance du paradigme productiviste capitaliste 19 87 J. La nature humaine destructrice 89 27 [EA en septième position] K. Regain de l'activité de l'armement 94 [EA en huitième position].

#### PRÉSENCE ET ABSENCE DE DISCOURS (5)

**[Catégorie thématique I : omission du discours]** lobbies [n=5], multinationales [n=2] ; dont Coca-Cola [n=1] et Total Energie [n=1]. Histoire [n=0]. Bilan COP antérieur [n=0].

#### L'OCCIDENTALISME (6)

**[Catégorie thématique J : le discours occidental]** [Discours Pro-Occident] 5 5B 10 13 21 32 33 35 40 38 43 47 51 52 53 61 65 66 67 68 75 82 2 56 89 25 73 45 34 28 18 57 41 85 18 88 28 77 80 62 29 55 23 14 107 [45%] [Discours Pro-Europe] 5 5B 10 13 21 32 33 35 38 40 47 52 61 65 66 67 68 75 82 2 5 6 25 45 34 62 55 43 48 57 18 88 28 77 80 29 14 [Parmi eux 74%] [Discours Pro-Belgique] 21 32 35 47 52 67 75 45 34 48 28 80 43 [Parmi eux 26%].

## L'EGYPTE AU CŒUR DU DÉBAT (7)

**[Catégorie thématique K : la crédibilité de la présidence égyptienne]** Contexte égyptien [n=8] [droits de l'homme] 19 17 21 30 100 26 44 [88%] [environnement] 21 [12%]

## LES ACTEURS DE LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE (8)

**[Catégorie thématique L : les pro et les anti-climat]**

	Pro-climat	Anti-climat	Différentiel
Royaume-Uni	5	4	5-4 [ambigu]
République d'Irlande	2		2 [pro]
Etats-Unis	5	4	5-4 [ambigu]
Belgique	10	2	10-2 [pro]
France	6		6 [pro]
Allemagne	3		3 [pro]
Danemark	4		4 [pro]
Pays-Bas	2		2 [pro]
Colombie	1		1 [pro]
Japon	1		1 [pro]
Norvège	2		2 [pro]
Egypte	2	1	2 [pro]
Italie	1		1 [pro]
Inde	1		1 [pro]
Chine	3	7	3-7 [anti]
Finlande	1		1 [pro]
Suède	1		1 [pro]
Brésil	1		1 [pro]
Archipel de Tuvalu	1		1 [pro]
Mexique	1		1 [pro]
Emirats arabes unis		1	1 [anti]
Russie		1	1 [anti]
Inde		2	2 [anti]
Union Européenne (TOTAL)	22 + 30 = 52	3	52-3 [pro]

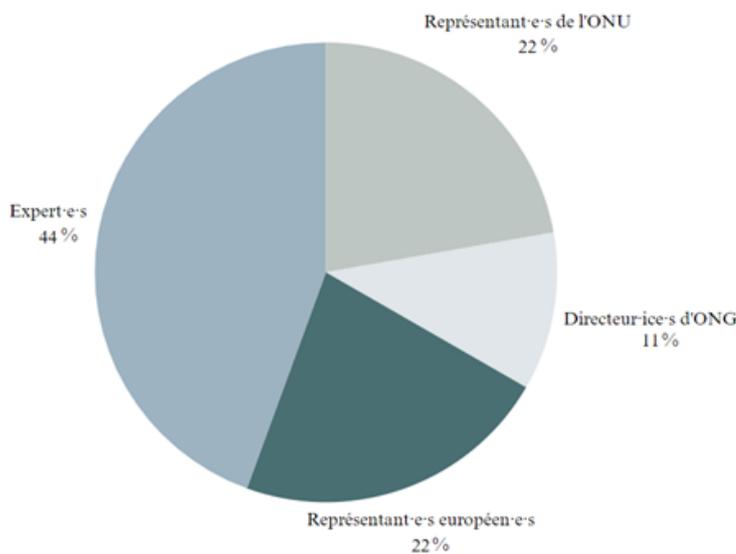
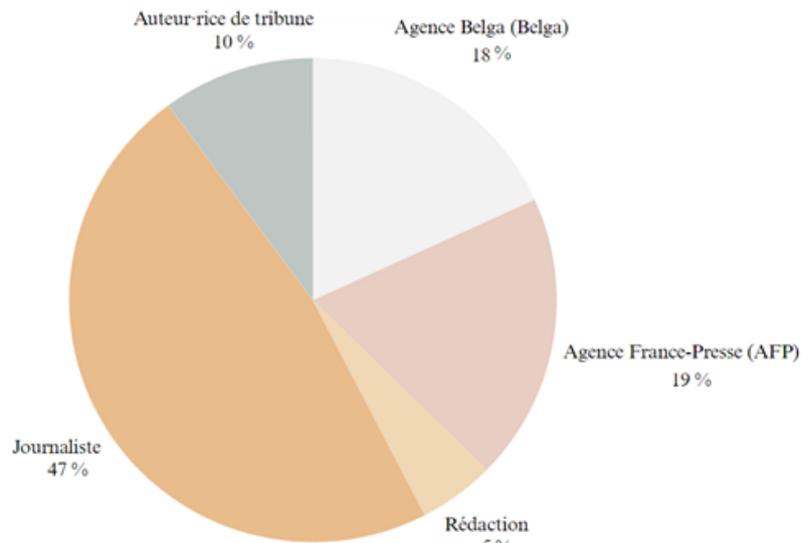
## LES ACTIVISTES (9)

**[Catégorie thématique M : représentation positive et négative]** Représentation des activistes [n=7] [positive] [n=0] [négative] [n=7].

### 3. CALCULS, RESULTATS CHIFFRES ET COMPTABILISATION ANALYSE DES INTERVENANTS

#### VOIX 1

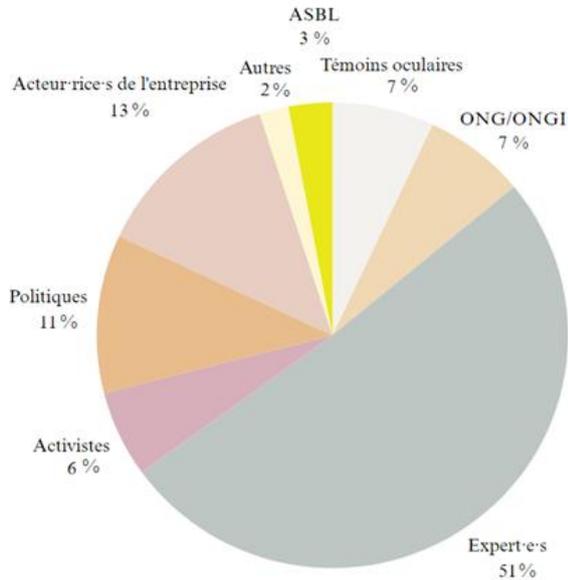
**[Les rédacteur.ices]** A. Corps journalistique [Belga] (n=17) [AFP] (n=18) [18%] [La rédaction] (n=5) [5%] [Journaliste] (n=44) [47%] B. Auteur.ice de tribune Peter Thompson (ONU, Envoyé spécial des Nations unies pour les océans), [carte blanche] Représentants ONU Charline Burton (directrice search for common ground), Filip Reyniers (directeur de International Peace Information Service (IPIS)) [carte blanche] Directeurs d'ONG Antonio Guterres (ONU) [carte blanche] Pierre Jean-Claude (Ambassadeur de l'Union européenne pour le Pacte Climat) [carte blanche] – Susi Denninson (Director for European Power at ECFR) [carte blanche] Eric Muraille (expert, biologiste) [carte blanche] (Experts) Bertrand Piccard (expert, psychiatrie) [carte blanche] I (Experts) Marcus Gilbert (expert, épidémiologiste) [carte blanche] (Experts) [[Pour un total de 10%] – dont Représentants de l'ONU [22%] Directeurs ONG [11%] Représentants européens [22%] Experts [44%].



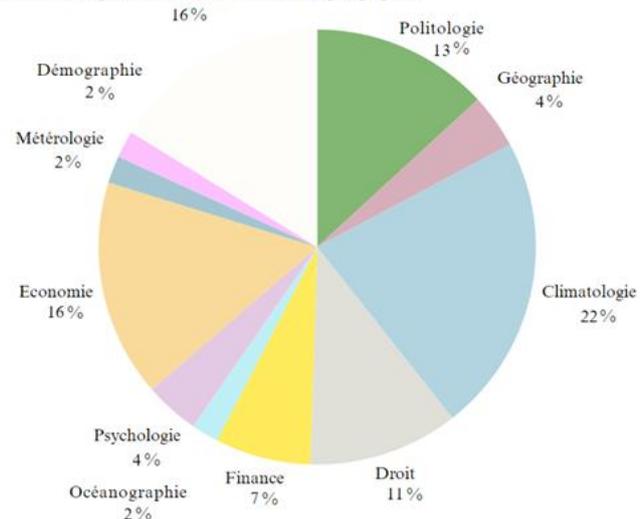
## VOIX 2

**[Sources sollicitées]** : Une source [sans précision] (témoin oculaire) (n=5) Klaus Rhörig (ONG) (n=1) Sylvie Ollitrault (experte, politologue) (n=1) Eric Lambin (expert, géographie) (n=1) Romain Weikmans (expert, climatologue) (n=2) Chloé Mikolajczak (activiste) (n=1) Mais Yasser Awadalla (politique) (n=1) Andrew Gamble (expert, politologue) (n=1) Delphine Misonne (expert, juriste, droit) (n=1) François Sana (CSC) corporate (n=1) Marie Jadoul (experte, juriste, droit) (n=1) Charlotte Korsgaard (corporate) (n=1) Alex Mason (corporate, WWF) (n=1) Ibrahim Mohamed, consultant environnemental. Finance (expert) (n=2) Humay Abdulghafoor (ONG) (n=1) Afrah Ismail (ONG) (n=1) Sara Naseem (ONG) (n=1) Shahid Ahmed Waheed (corporate) (n=1) Shafiya Naeem (océanographie recherche marine) (n=1) Nasser Ali (doyen des pêcheurs) (n=1) Alex Bellini (explorateur) (n=1) autre Nadia Naji (politique) (n=1) Steffen Kristensen (corporate) (n=1) Torben Klitgaard (corporate) (n=1) Bo Christiansen (architecte) autre (n=1) Daniel Kahneman (expert, psychologue) (n=2) Les experts [sans précision] (expertise) (n=7) expert (géographie) (n=1) Lennart Kaplan (expert, économiste) (n=1) Alexandre Heeren (expert, psychologie) (n=1) Emmanuel Seck (corporate, Enda Energie) (n=1) Saleemul Huq (expert, climatologue) (n=1) Lola Vallejo (expert, Finance et technologie environnementale questions climat iddri) (n=1) François Gemenne (expert, politologue) (n=3) Xavier Fettweis (expert, climatologue) (n=1) François Massonnet (expert, climatologue) (n=1) Jenan Almarzooqi (activiste) (n=1) David Dehenauw (expert, météorologue) (n=1) Mark Stege (expert, consultant climatologie) (n=1) Thomas Taylor (corporate) (n=1) Sébastien Doutreloup (expert, climatologue) (n=2) Sascha Nick (corporate) (n=1) Bilkiss Mentari corporate (n=1) Simon Clarke (politique) (n=1) Coalition Climat (ASBL) ((n=3)) Mitya Pearson (expert, politologue) (n=1) Sherry Rehman (politique) (n=1)

Zakia Khattabi (politique) (n=5) Anna Hubackova (politique) (n=1) Delphine Misonne (expert, juriste) (n=1) Jennifer Sciubba (expert, Démographe cercle Wilson Center) (n=1) Laurence Tubiana (économiste, expert) (n=6) Rami Shaath (témoin oculaire) (n=1) Greta Thunberg (activiste) (n=1) Friederike Otto (expert, climatologue) (n=1) Jean-Pascal van Ypersele (expert, climatologue) (n=1) Rebecca Thissen (experte, droit public) (n=2) Carine Thibaut (Greenspeace) (n=2) Sébastien Treyer (corporate) (n=2) Viviana Varin (activiste) (n=1) =89 témoins oculaires (6) ONG/ONGI (6) Experts (45) Activistes (5) Politiques (10) Corporate (12) Autres (2) ASBL (3) =89 Experts (45) Politologues: 6 Géographie: 2 Climatologue: 10 Droit: 5 Finance: 3 Océanographie: 1 Psychologue 2: Economistes 7 Météorologie 1 Démographie 1 “Les experts” 7.

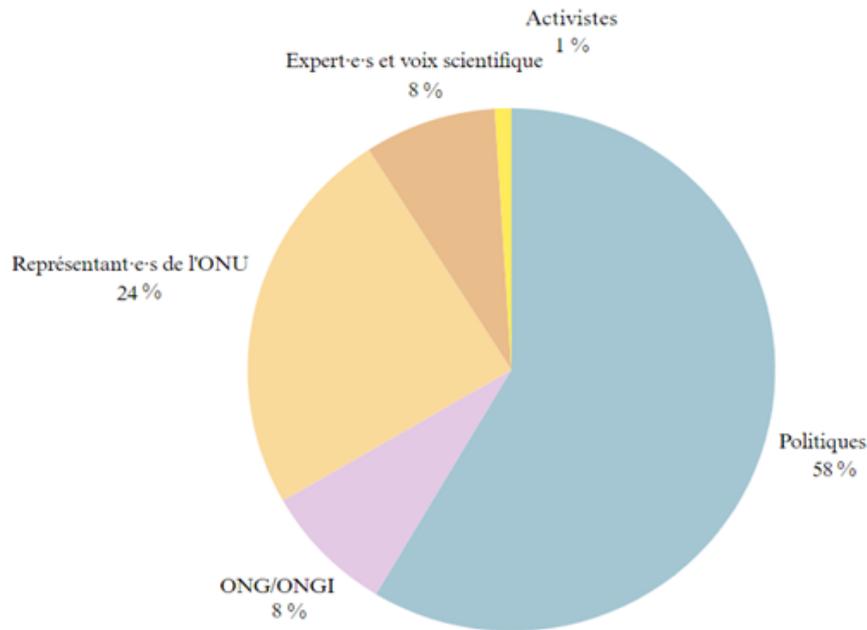


Dénomination « les experts » sans identification d'un groupe précis

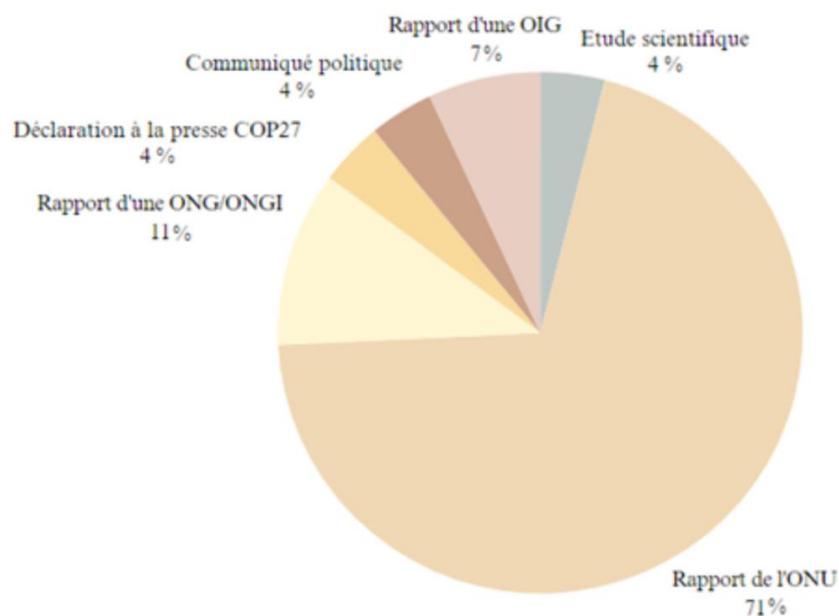


**[Sources rapportées sans sollicitation] :** Tobias Ellwood (politique) (n=1) Frans Timmermans (politique, EU) (n=9) Un centre de recherche (expert) (n=1) Neil Thomas (cabinet de conseil) (n=1) Tony Saich (expert) (n=1) Les académiques (experts) (n=1) Annalena Baerbock (politique) (n=1) Un expert (n=1) Alexander de Croo (politique) (n=2) Antonio Guterres (ONU) (n=15) Martin Griffiths (ONU) (n=1) Rishi Sunak, (politique) (n=2) Molwyn Joseph (politique) (n=1) Pouyanné (corporate) (n=1) Shehbaz Sharif (politique) (n=1) Volkmar Klein (politique) (n=1) Agnès Pannier-Runacher (politique) (n=1) Stéphane Vanden Eede (n=1) Christoph Hoffmann (politique) (n=1) Jagan Chapagain (IRFC) (n=1) Petteri Taalas (ONU, OMM) (n=1) Simon Stiell (ONU) (n=2) Annalena Baerbock (politique) (n=1) Fatih Birol (PGD AIE) (n=1) Sameh Choukri (politique) (n=3) Agnès Pannier-Runacher (politique) (n=1) Frank Vandenbroucke (politique) (n=1) Abdel Fattah al-Sissi (politique) (n=1) Emmanuel Macron (politique) (n=3) Lula (politique) (n=1) Greta Thunberg (activiste) (n=1) Mia Mottley

(politique) (n=1) Hans Kluge (OMS) (n=1) Vera Songwe, Nicholas Stern et Amar (n=1) Bhattacharya (expert, économistes) (n=1) Alexander De Croo (politique) (n=1) Greenpeace (ONG) (n=2) WWF (n=3) Zuhail Demir (politique) (n=5) Joe Biden (politique) (n=3) Trump (politique) (n=1) Global Witness (ONG) (n=1) Zakia Khattabi (n=2) Philippe Henry (politique,écolo) (n=1) Steven Guilbeault (politique) (n=1) Lizz Truss (politique) (n=1)  
total: 84 Politiques: 49 ONG/ONGI:7 Rep ONU: 20 Experts: 7 Activiste: 1



**[Sources documentaires]** une déclaration à la presse pour cop27 (n=1) Rapport FICR (n=1) ONU (n=7) PNUE (ONU) (n=1) Rapport ONU (n=7) GIEC (n=5) >> Rapport Agence internationale de l'énergie (OCDE) (n=2) Communiqué des Verts (politique) (n=1) Communiqué Human Rights Watch (ONG) (n=1) Rapport WWF (n=1) Transnational Institute (TNI-organisation de recherche internationale) en collaboration avec Stop Wapenhandel (n=1) = Etude scientifique: 1 Rapport de l'ONU (tous organes confondus): 20 Rapport d'une ONG/ONGI: 3 La déclaration à la presse de la COP27: 1 Communiqué politique: 1 Rapport d'une OIG: 2



ANALYSE DES POLITICIENS

1. Tobias Ellwood : Parti Conservative Party Idéologie : Droite conservatrice - Pays/Région : Royaume-Uni
2. Frans Timmermans : Parti travailliste (Partij van de Arbeid, PvdA) Idéologie : Gauche travailliste/social-démocrate - Pays/Région : Pays-Bas
3. Annalena Baerbock : Parti Alliance 90/Les Verts (Bündnis 90/Die Grünen) Idéologie : Écologisme, centre-gauche - Pays/Région : Allemagne
4. Alexander De Croo : Parti Open VLD (Open Vlaamse Liberalen en Democraten) Idéologie : Droite - Pays/Région : Belgique
5. Rishi Sunak : Parti Conservative Party Idéologie : Droite conservatrice - Pays/Région : Royaume-Uni
6. Molwyn Joseph : Parti Antigua and Barbuda Labour Party (ABLP) Idéologie : Centre-gauche, travailliste, social-démocrate - Pays/Région : Antigua-et-Barbuda
7. Shehbaz Sharif : Parti Pakistan Muslim League (Nawaz) (PML-N) Idéologie : Droite conservatrice - Pays/Région : Pakistan
8. Volkmar Klein : Parti Christian Democratic Union (CDU) Idéologie : Droite conservatrice - Pays/Région : Allemagne
9. Agnès Pannier-Runacher : Parti La République En Marche! (LREM) Idéologie : Droite - Pays/Région : France
10. Stéphane Vanden Eede : Parti N-VA (Nieuw-Vlaamse Alliantie) Idéologie : Droite nationaliste, extrême-droite - Pays/Région : Belgique
11. Christoph Hoffmann : Parti Free Democratic Party (FDP) Idéologie : Droite - Pays/Région : Allemagne
12. Sameh Choukri : Parti Indépendant (membre du gouvernement) Idéologie : Droite - Pays/Région : Égypte
13. Frank Vandenbroucke : Parti Vooruit (anciennement S.P.A., Socialistische Partij Anders) Idéologie : Centre-gauche, social-démocrate - Pays/Région : Belgique
14. Abdel Fattah al-Sissi : Parti Indépendant (anciennement membre du Conseil suprême des forces armées) Idéologie : Droite autoritaire, nationalisme - Pays/Région : Égypte
15. Emmanuel Macron : Parti La République En Marche! (LREM) Idéologie : Droite - Pays/Région : France
16. Lula : Parti des travailleurs (PT) Idéologie : Gauche, social-démocrate - Pays/Région : Brésil
17. Mia Mottley : Parti Barbados Labour Party (BLP) Idéologie : Centre-gauche, social-démocrate - Pays/Région : Barbade
18. Zuhair Demir : Parti N-VA (Nieuw-Vlaamse Alliantie) Idéologie : Droite nationaliste, extrême-droite - Pays/Région : Belgique
19. Joe Biden : Parti Democratic Party Idéologie : Droite libérale - Pays/Région : États-Unis
20. Donald Trump : Parti Republican Party Idéologie : Droite conservatrice, extrême-droite - Pays/Région : États-Unis
21. Zakia Khattabi : Parti Ecolo Idéologie : Écologisme, centre-gauche - Pays/Région : Belgique
22. Philippe Henry : Parti Ecolo Idéologie : Écologisme, centre-gauche - Pays/Région : Belgique
23. Steven Guilbeault : Parti libéral du Canada Idéologie : Centre-droit - Pays/Région : Canada
24. Liz Truss : Parti Conservative Party Idéologie : Droite conservatrice - Pays/Région : Royaume-Uni

Idéologie politique	Distribution en pourcentage
Droite conservatrice	25%
Gauche travailliste/social-démocrate	20,83%
Écologisme, centre-gauche	12,5%
Droite	20,83%
Droite nationaliste, extrême droite	8,33%
Droite autoritaire, nationalisme	4,17%
Centre-droit	4,17%
Droite libérale	4,17%

Pays/région	Distribution en pourcentage
Royaume-Uni	12,5%
Pays-Bas	4,17%
Allemagne	12,5%
Belgique	25%
Antigua-et-Barbuda	4,17%
Pakistan	4,17%

France	8,33%
Egypte	8,33%
Brésil	4,17%
Barbade	4,17%
Etats-Unis	8,33%
Canada	4,17%

#### ANALYSE DES SOURCES SOLLICITÉES

Greta Thunberg ne se rendra pas à la COP27 « pour beaucoup de raisons »		
INCISES	VERBES DE PAROLES	TITRES ASSOCIÉS
<i>d'après elle</i> <i>selon elle</i>	<i>a estimé</i> <i>a lancé</i> <i>a fait valoir</i> <i>a argumenté</i> <i>a poursuivi</i> <i>a répété</i> <i>prévient-elle</i> <i>a raconté</i> <i>dit</i> <i>répond</i>	<i>la jeune militante écologiste</i> <i>la militante de 19 ans</i> <i>l'activiste écologiste suédoise</i> <i>l'activiste suédoise</i> <i>la jeune femme.</i> <i>L'activiste</i> <i>Greta Thunberg</i> <i>la Suédoise de 19 ans</i>

Du levier de changement climatique à la pathologie paralysante		
INCISES	VERBES DE PAROLES	TITRES ASSOCIÉS
<i>[aucune]</i>	<i>développe</i> <i>détaille</i> <i>explique</i> <i>estime</i>	<i>professeur en psychologie à</i> <i>l'UCLouvain et chercheur FNRS</i> <i>le professeur</i> <i>Alexandre Heeren</i> <i>le professeur de l'UCLouvain</i>

#### 4. ARTICLES DE PRESSE

## **Un pâle compromis pour le climat**

Michel De Muelenaere

**Le sommet mondial pour le climat, la COP26 à Glasgow, s'est achevé samedi dans la soirée. Tout en reconnaissant et soulignant les défis du moment, il reste peu ambitieux sur les moyens à mettre en œuvre.**

page generale2

Michel De Muelenaere

Personne n'a avalé le « Pacte climat de Glasgow » le sourire aux lèvres, samedi soir, lorsque s'est abattu le marteau de la présidence britannique de la COP26. Avant qu'Alok Sharma ne signe la fin du sommet mondial, plusieurs dizaines de délégués avaient pris la parole pour regretter ceci, critiquer cela, demander davantage, ou réclamer moins... Tout en avouant, pour beaucoup, qu'il y avait là un ensemble difficile à détricoter sans risque de tout flanquer par terre. Ce « fragile paquet », ce « délicat équilibre » a finalement eu raison des réticences des uns et des autres.

Pressés de conclure par l'hôte du sommet parfois au bord des larmes, les représentants des 196 pays ont accepté le compromis, jugeant sans doute qu'il contenait plus de points positifs que l'inverse, mais surtout que des progrès – même faibles – devaient être impérativement engrangés. De nombreux appels à la « responsabilité » à l'égard des générations futures ont aussi été lancés, parfois de manière fort émotionnelle. Allait-on continuer les combats de tranchées au risque de faire s'effondrer le fragile édifice ou accepterait-on une épure qu'unanimement on a jugée imparfaite ?

Autour de la troisième version du texte final, il y a eu de longues minutes d'hésitations. De nombreux apartés entre les principaux acteurs – Chine, Etats-Unis, Union européenne, pays en développement. Dans les derniers instants, on a vu Sharma passer des uns aux autres, un grand carnet à la main, pour donner des explications, des assurances, fixer d'ultimes points. Puis, malgré une dernière dramatisation causée par l'Inde autour de la question du charbon, le fléau de la balance est retombé du côté de l'accord.

Personne n'osera dire que Glasgow a apporté une solution à la crise climatique qui s'aggrave et ne cessera d'empirer. La COP représente bien un progrès qui s'appuie sur les acquis de l'accord de Paris, signé en 2015. « L'espoir de maintenir le réchauffement global à 1,5 °C n'a pas disparu », relève la Coalition climat en Belgique. « Mais des progrès bien plus importants sont nécessaires ». « La COP26 était un test vital pour l'accord de Paris », rappelle le CNCD-11.11.11. « Si ce test a été réussi de justesse, il reste encore de nombreuses étapes à concrétiser pour faire des grandes annonces une réalité. Des engagements vagues et diffus ne sauveront personne. »

On glosera en effet abondamment sur les couleuvres que les pays en développement ont dû avaler, eux à qui de nombreuses promesses ont été faites et non tenues. Celle d'un financement, celle de sérieuses réductions d'émissions de gaz à effet de serre, celle d'une solidarité Nord-Sud dans le cadre de la crise du covid. « La COP », a lancé son président avant de clôturer les travaux, « est le début d'une décennie d'augmentation des ambitions sur la réduction des émissions, sur l'adaptation et sur la

finance climatique. » Même imparfait, commente la ministre fédérale du Climat, Zakia Khattabi, l'accord « contient les fondations de politiques plus ambitieuses ».

Le sommet de Glasgow représente en réalité une étape où chacun a juré et déclaré qu'il avait pris conscience des enjeux et où l'on s'est promis d'agir en conséquence... l'an prochain. Car le dossier du climat le montre : il est certains couperets dont on préfère reculer sans cesse l'arrivée. La COP27 qui se tiendra à Sharm-el-Sheikh (Egypte) permettra de mesurer le sérieux des engagements pris à Glasgow. Impossible de nier le retard accumulé : les rapports scientifiques et les calculs de l'ONU sont imparables. Sur de nombreux aspects du dossier climatique, on dévie toujours des trajectoires convenues.

En 2022, disent les conclusions du sommet de Glasgow, les pays en retard devront présenter des plans plus crédibles pour la réduction de leurs émissions. Tous devront expliquer comment leurs plans sont « alignés » avec les objectifs de Paris. Le financement climatique doit augmenter (mais il n'y a pas de nouveau chiffre), il devra davantage servir à aider les pays en développement qui doivent mettre en œuvre des mesures d'adaptation aux impacts du changement climatique. La discussion sur les dégâts déjà sensibles aujourd'hui (les pertes et dommages) va s'amplifier. Avant Glasgow, ces maigres avancées n'étaient pas garanties, même si les pays concernés avaient espéré bien plus. « Cette COP n'a pas réussi à fournir une aide immédiate aux personnes qui souffrent actuellement », commente Laurence Tubiana, directrice de la Fondation européenne pour le climat et ancienne négociatrice de l'accord de Paris. « Je salue tout de même le doublement du financement de l'adaptation. Mais les pertes et dommages doivent vraiment être en tête de l'agenda de la COP27. »

Glasgow envoie en tout cas le signal d'une future accélération des réductions d'émissions au cours d'une décennie qualifiée de « cruciale ». Abondamment discuté, un des paragraphes annonce la réduction (initialement la fin) progressive du charbon pour la production d'électricité. Dans la foulée, il pointe aussi le bâton vers les subventions aux autres énergies fossiles (gaz, pétrole). Ce n'est certes pas une sortie pure et simple, – le texte parle de réduction à la demande du représentant indien (mais avec la bénédiction des autres grandes puissances) – mais les opérateurs privés auront parfaitement saisi le message : il y aura des combats d'arrière-garde, mais le charbon va progressivement sortir du paysage et les autres fossiles vont devenir des investissements de plus en plus risqués. En parallèle de la COP26, une série d'annonces volontaires vont d'ailleurs dans cette direction.

« Nous avons engrangé quelques briques sur lesquelles construire de futurs progrès », a réagi le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. « Les textes approuvés sont un compromis. Ils reflètent les intérêts, les conditions, les contradictions et l'état de la volonté politique dans le monde aujourd'hui. Ils franchissent des étapes importantes, mais malheureusement la volonté politique collective n'a pas suffi à surmonter certaines contradictions profondes. » Et s'adressant aux jeunes et aux populations indigènes : « Je sais que vous êtes déçus. Le chemin vers le progrès n'est pas toujours une ligne droite. Il y a parfois des détours. Il y a parfois des fossés. »

## **Les tensions Nord-Sud menacent la COP27**

Michel De Muelenaere

**Entre pays riches et pays pauvres, la méfiance règne et menace d'empoisonner les discussions du sommet mondial sur le climat, la COP27, qui s'ouvre cette semaine.**

page generale4

Michel De Muelenaere

Emotionnelle, compliquée, décevante. C'est probablement avec ces trois qualificatifs que les observateurs jongleront pour commenter l'issue de la COP27 dont le premier round débute ce lundi dans la cité balnéaire de Charm el-Cheikh, en présence de 120 chefs d'Etat et de gouvernement, dont le Belge Alexander De Croo (Open VLD). Dans un contexte tendu, jusqu'au 18 novembre, sans compter les habituelles prolongations, les discussions tourneront autour de la mise en œuvre effective des engagements déjà pris. Traduction par la présidence égyptienne : « La COP27 doit être un sommet de l'action. »

A nouveau, on entendra que ni les engagements de l'Accord de Paris (2015), ni ceux de Copenhague (2009), ni ceux de Glasgow (2021) ne sont respectés par les gouvernements de près de 200 Etats, au premier rang desquels les pays développés. Alors que la COP27 est la première depuis six ans à revenir sur le sol africain et que 2022 a été marquée par plusieurs catastrophes climatiques de grande ampleur (inondations au Pakistan, sécheresse dans la Corne de l'Afrique...), le climat n'a jamais été aussi tendu entre les pays du Nord et du Sud, principales victimes des impacts du réchauffement tout en étant les moins responsables.

Ayant constaté qu'en temps de covid, les pays riches donnaient la priorité à leur propre rétablissement économique, les pays en développement étaient sortis « dubitatifs » de la précédente COP, voyant que le blizzard soufflait sur l'esprit de solidarité. *Bis repetita* avec la guerre en Ukraine. Frappés par la hausse des prix de l'énergie et des matériaux et cherchant à s'affranchir de leur dépendance aux énergies fossiles russes, les pays occidentaux songent avant tout à soutenir leur propre population et leurs propres entreprises. « Ils donnent ainsi l'impression qu'on continue de mobiliser beaucoup d'argent public dans les pays développés en déséquilibrant davantage la mondialisation et en favorisant encore plus les acteurs économiques du Nord », constate Sébastien Treyer, directeur de l'Institut du développement durable et des relations internationales. Bref, il faudra « des signes très forts pour surmonter la défiance ».

## Un symbole fort et des tonnes de problèmes en souffrance

Michel De Muelenaere

**Le papyrus de la COP27, une victoire à la Pyrrhus ? Les conclusions constituent un progrès politique mais pas climatique. Elles mettent une nouvelle fois en évidence les résistances à une action de plus en plus urgente.**

page generale2

### ANALYSE

Michel De Muelenaere

On l'avait écrit à l'entame du sommet de Charm el-Cheikh. Les observateurs allaient devoir décliner trois qualificatifs au moment d'en commenter les résultats : *émotionnelle, compliquée, décevante*. On n'en tire aucune gloire, mais on a eu un peu raison. La conférence climatique s'est terminée sur un résultat controversé, avec plus de trente heures de retard sur l'horaire imparti. Malgré la volonté des pays du Sud et de certains observateurs de focaliser l'attention médiatique sur l'avancée que constitue la création d'un fonds pour financer les « pertes et dommages » dus aux effets du changement climatique dans les pays vulnérables, nul n'a pu masquer l'indigence des conclusions sur les autres sujets, dont certains tout aussi cruciaux. Parmi ceux-ci : la sortie des énergies fossiles et l'accélération des réductions d'émissions de gaz à effet de serre qui, seules, permettront de maintenir l'élévation de la température mondiale à 1,5°C. D'où les nombreux messages de déception qui ont gâché la liesse accompagnant la nouvelle de la création du fonds. Ramenant le papyrus de la COP27 à une victoire à la Pyrrhus.

Si la décision de créer un fonds pour les pays du Sud fait grand bruit, c'est en raison de son caractère politique fort. Les dégâts du climat ne peuvent plus être minimisés. Ils sont importants et s'aggravent. En Afrique de l'Est, près de 40 millions de personnes souffrent de la faim, aggravée par le changement climatique. Les coûts liés aux événements météorologiques extrêmes atteignent déjà plus de 200 milliards de dollars en 2022, selon le réassureur Aon. Il fallait intervenir. Certes, des instruments existent, mais ils ne sont pas soumis aux exigences de l'Accord de Paris et leur intervention est parfois plus lente. Disposer d'un outil *ad hoc*, ayant une mission claire et agissant rapidement, est un vrai progrès. Politiquement, obtenir ce trophée a permis d'enregistrer une victoire contre les pays riches peu enclins à consentir à ce fonds ou à tout le moins désireux de l'entourer de conditions. Sous la menace d'un échec et mis sous pression par la société civile, ils ont dû s'incliner. Mais cela s'arrête là. La décision de la COP27 prévoit que tous les détails (qui paie, qui reçoit, pour quoi faire, quand créer, comment alimenter le fonds... ?) seront décidés l'an prochain à Dubaï, à la COP28. Il y a encore beaucoup de travail. Et d'occasions de s'étriper.

D'un autre côté, la focalisation sur cette question a laissé de côté d'autres thématiques essentielles : l'accélération de la sortie des énergies fossiles (charbon, gaz fossile, pétrole), l'engagement de

plafonner les émissions de gaz à effet de serre en 2025, la confirmation plus ferme de l'engagement de maintenir la hausse de la température à 1,5°C... De ce point de vue, le climat attendra. Et paradoxalement, les effets de cette inaction se feront surtout sentir au Sud.

La méfiance règne

On savait que le sommet s'ouvrait dans une atmosphère de méfiance rarement vue. Les pays industrialisés qui, à Copenhague en 2009, ont promis de soutenir financièrement les pays en développement à hauteur de 100 milliards de dollars par an ont failli. Cela fait un moment que l'amertume monte. Celle-ci s'est transformée en ressentiment à la faveur de la crise du covid : les pays industrialisés accordant toute priorité à leurs propres populations et refusant au passage de libérer les brevets des vaccins contre la maladie. Et lorsqu'il a fallu relancer leurs économies à genoux, ils n'ont pas hésité à ouvrir largement un portefeuille qui n'alimente que chichement l'aide au développement des pays du Sud.

Rebelote avec la crise résultant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La priorité au Nord (Europe et Etats-Unis), c'est de s'affranchir des énergies fossiles russes (pétrole et gaz) et d'accélérer la transition énergétique – ravivant parfois la flamme du charbon et relançant des projets de gaz fossile – alors que face aux pays en développement, ils se posent en donneurs de leçons climatiques. Parallèlement à la COP se nouent des « partenariats » pour faciliter la sortie du charbon ou la transition de certains pays (Afrique du Sud, Sénégal, Indonésie). Mais alors qu'on s'attendrait à ce que les pays riches contribuent massivement au développement des énergies renouvelables au Sud, ils y financent de nombreux projets de gaz fossile, viennent profiter du vent et du soleil pour leurs projets d'hydrogène « vert » et des matériaux critiques nécessaires à leur transition (véhicules électriques, photovoltaïque, etc.). Rien d'étonnant à ce que l'amertume se soit transformée en colère.

A Charm el-Cheikh, Européens et Américains se sont vu présenter la facture. Vu l'ambiance, il fallait céder sur quelque chose et se montrer solidaires. Ce fut le fonds. Un premier pas, mais il en faudra d'autres. Car personne n'a abandonné ses positions de départ. Du côté européen, on veut toujours voir la Chine, les grands émergents et les pays pétroliers contribuer au financement, mais ne pas les compter parmi les bénéficiaires prioritaires. De l'autre côté, on veut s'en tenir à l'ancienne distinction pays développés/pays en développement, dépassée depuis longtemps.

On pourrait le répéter à toutes les COP : le vieux monde basé sur les énergies fossiles résiste. La communauté internationale a par ailleurs du mal à mettre tous ses outils au service de l'urgence du climat. Raison pour laquelle on songe à aligner toutes les actions, notamment financières.

Au-delà des COP, d'autres enceintes (G20, G7, Organisation mondiale du commerce, Organisation de la propriété intellectuelle, Banques multilatérales, Fonds monétaire international, etc.) doivent aussi mettre le climat au sommet de leur agenda. Plusieurs de ces acteurs majeurs fonctionnent toujours comme dans le « monde d'avant » – notamment en finançant encore des projets d'énergies fossiles.

## Un traité pour venir à bout des énergies fossiles

Michel De Muelenaere

### **Omniprésentes, mais impensé lors des négociations internationales, les énergies fossiles doivent disparaître du paysage. Mais elles résistent. Un traité peut-il forcer le mouvement ?**

page generale6

Michel De Muelenaere

Et si, en parlant de réduire les émissions de gaz à effet de serre, le monde s'était fourvoyé ? Et si l'énergie restait un des grands tabous des discussions climatiques qu'il faut exposer ? C'est ce que pensent plusieurs petits pays menacés par les impacts du changement climatique, soutenus par de nombreuses organisations, des milliers d'académiques parmi lesquels une centaine de prix Nobel. Leur constat : l'accord mondial signé à Paris en 2015 engage tous les pays à limiter le réchauffement de notre planète « bien en dessous de 2°C » et au mieux à 1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle. Mais sept ans plus tard, la trajectoire n'est toujours pas la bonne. Le réchauffement annoncé pour la fin du siècle tourne plutôt autour de 2,6-2,8°C si tous les engagements nationaux sont respectés. Les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent diminuer de 45 % en 2030 pour garder une chance de limiter l'élévation de la température à 1,5°C. Or, elles ne plafonnent toujours pas et elles pourraient même augmenter de 10 % en 2030 par rapport à 2010.

Pourquoi cet échec ? « Parce que, dans aucun texte, on ne parle d'énergie et principalement pas d'énergies fossiles », analyse Viviana Varin, membre du secrétariat pour un « traité de non-prolifération des énergies fossiles ». Ni la convention sur le changement climatique de 1992, ni le protocole de Kyoto, ni l'Accord de Paris n'en font mention. Or, le charbon, le pétrole et le gaz naturel fossile ont représenté 86 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre de ces dix dernières années. Seule petite ouverture en 2021, à Glasgow, où les pays ont promis « d'accélérer les efforts pour une réduction progressive de la production d'électricité » à partir de charbon sans capture et stockage du carbone.

Mais si un infléchissement commence à se faire sentir, des projets de centrales au charbon sont encore programmés après 2030 alors que, selon l'Agence internationale de l'énergie, 90 % des centrales devraient être fermées en 2040. Et à la COP27 de Charm el-Cheikh, les lobbyistes du secteur fossile s'activent pour protéger le pétrole et le gaz fossile. Ce dernier est qualifié, notamment par la présidence égyptienne de la COP, d'énergie « de transition ». L'Europe l'a inclus dans une taxonomie qui permet à ces investissements d'être qualifiés de « verts ». Les conséquences de la guerre en Ukraine sur les prix de l'énergie ont créé une ruée vers des projets de gaz liquéfié et de nouvelles centrales, notamment en Afrique. Huit accords gaziers ont été conclus à la COP depuis son entame. Selon un rapport paru en 2021, les émissions liées aux actuels projets fossiles dépasseraient de 120 % le plafond autorisé en 2030 pour maintenir l'élévation de la température à 1,5°C. Or, dit ce même rapport, les énergies renouvelables ont le potentiel d'assurer 100 % de l'approvisionnement en électricité pour tous dans le monde.

D'où l'idée de s'attaquer directement à la source du problème. A la COP27, l'Inde a plaidé pour que l'engagement de réduction progressive du charbon soit étendu à toutes les énergies fossiles. L'argument un peu provocateur a peu de chance de passer la rampe, mais il montre que certains ont décidé de prendre le taureau par les cornes.

Un traité de non-prolifération ? L'idée circule depuis un moment dans les cercles académiques. En septembre, elle a été mise sur la table des Nations unies par Vanuatu, petit pays insulaire directement menacé par l'élévation des océans. Le Vatican, le Parlement européen, l'archipel des Tuvalu, l'Organisation mondiale de la Santé, des parlementaires, plus de 70 villes (Amsterdam, Paris, Genève, Lima, Los Angeles...) soutiennent l'idée.

Celle-ci n'est pas élaborée dans les moindres détails, mais elle fait son chemin. Sur le modèle du traité sur les mines antipersonnel, le traité signé par les Etats volontaires, appellerait dans un premier temps à un moratoire sur tout nouveau projet de production de charbon, de pétrole ou de gaz fossile. Dans un deuxième temps, la production existante serait progressivement réduite, puis abandonnée. A la base de la démarche : la sortie des fossiles doit être « juste et équitable », insiste Varin : les travailleurs concernés doivent être accompagnés, les pays qui dépendent des énergies fossiles, aidés, de même que les pays producteurs les moins riches – les autres disposent déjà de l'argent pour leur propre transition.

L'intérêt d'un tel traité serait « de rendre explicite l'implicite », juge Delphine Misonne, juriste spécialisée à Saint-Louis, présente à la COP27. « Cela tordrait le cou à un malentendu : tout le monde n'interprète pas l'Accord de Paris de la même manière. L'objectif est commun, mais chacun y va comme il veut. Veut-on ou non sortir du gaz, du pétrole et du charbon ? C'est l'heure de vérité. Le débat sur le traité est une manière de secouer le cocotier et de déranger. Mais ça ne doit pas être une distraction. C'est un complément à l'Accord de Paris, pas un substitut. »

## « Nous devons à nouveau nous émerveiller face à la nature »

Sara Scarafia

**L'explorateur et écrivain Alex Bellini a participé à la COP27 sur le climat. « L'homme ne sauvera la Terre que s'il pense réellement lui appartenir », nous dit-il.**

page generale406

Entretien

Sara Scarafia

Retrouver le sens de la communauté. S'émerveiller à nouveau. Faire l'expérience de la beauté pour se sentir partie intégrante de la nature. Mais surtout, créer une nouvelle syntaxe, de nouveaux mots, de nouvelles métaphores : une alphabétisation écologique pour tenter de sauver la planète. Alex Bellini, explorateur et préparateur mental, a traversé l'Alaska en traîneau, les Etats-Unis en courant et a parcouru la Méditerranée et les océans Pacifique et Atlantique à la rame. Depuis 2019, il dirige le projet « 10 rivers 1 Ocean », avec, pour objectif, de descendre les dix cours d'eau les plus pollués du monde sur des radeaux de fortune fabriqués à partir de déchets. Après la Rivière des Perles, le Gange, le Nil, le Pô et le Pacific Garbage Patch, il s'attaquera au Mékong, pour la première fois avec ses filles de 11 et 13 ans. « Un voyage éducatif au cœur du changement climatique », déclare Bellini, qui a assisté à la COP27, la Conférence des Nations Unies sur le climat, à Charm el-Cheikh en novembre dernier. Alex Bellini vient d'ailleurs de publier *Viaggio a Oblivia*, sous-titré « Pourquoi nous devrions être écologistes et n'y parvenons pas ».

Nous avons besoin d'une pensée évoluée qui place l'accent non pas sur l'individu, mais sur les relations. L'urgence climatique nous semble être quelque chose de lointain, qui ne nous concerne pas, qui ne dépend pas de nous. Du point de vue de l'évolution, l'ancrage dans l'« ici et maintenant », dans le temps présent, était une nécessité qui nous a sauvés de l'extinction, la réponse à un environnement hostile. Nous avons l'habitude de considérer ce qui se trouve en dehors de notre communauté comme une menace. Mais aujourd'hui, si nous voulons vaincre sur le plan individuel, nous devons nous unir.

La ville fictive dans laquelle résident les personnages de la chanson *Chained to the Rhythm* de Katy Perry. Cette chanson traite de personnes qui vivent à l'écart des difficultés : Oblivia est une bulle dont les gens refusent de sortir, par peur de faire face aux véritables problèmes. C'est un peu ce qui s'est passé à la COP27 : à l'intérieur, des personnes engagées et visionnaires, et à l'extérieur, l'indifférence.

C'est un processus d'évolution culturelle. Le psychologue et économiste israélo-américain Daniel Kahneman a élaboré la théorie de la pensée rapide et de la pensée lente. Nous sommes guidés par deux salles de contrôle : la pensée rapide est intuitive, émotionnelle, instinctive, tandis que la pensée lente est celle qui est capable de voir demain. Peut-être qu'à un moment donné de notre voyage sur

la planète Terre, nous devons faire la paix avec notre irrationalité. Tant que nous ne prendrons pas cet aspect en compte, tant que la communication environnementale ne le considérera pas comme un problème, nous ne ferons pas mouche.

Le premier préjugé consiste à voir le monde comme un ensemble d'îles, en oubliant que sous la surface de l'eau se trouve un tissu conjonctif qui réunit tout. L'autre consiste à établir une séparation entre l'homme et la nature, entre ce qui est proche et ce qui est lointain. Notre vie repose sur la consommation de ressources de produits dont nous ne voyons pas la production. Pendant des années, nous avons pensé que l'océan était l'ailleurs, et nous y avons déversé nos déchets. Ceux-là mêmes que la mer nous ramène aujourd'hui. Mais il y a aussi un autre problème.

Le changement climatique se fonde sur des hyperobjets, des objets si proches de nous que nous ne pouvons en voir qu'une petite partie. Il suffit de penser à l'été 2022, où le Pakistan a été victime d'inondations et le Pô d'une grande sécheresse. Seule une pensée évoluée permet de faire face à cette ambiguïté.

Nous savons prendre soin de ce qui nous appartient, mais nous restons impassibles face à la dégradation de l'environnement extérieur. Nous devons développer un nouveau sentiment d'appartenance : si je ne considère pas les cours d'eau, les mers, les arbres comme faisant un peu partie de moi, je ne les protégerai pas. La première étape consiste à éduquer les enfants à l'écologie intégrale : nous devons nous voir dans la nature. Nous ne pouvons pas séparer l'homme de ce qui l'entoure.

L'émerveillement réduit le sens de l'ego et active une réponse collective. Il ne suffit pas de nettoyer les cours d'eau ; nous devons faire l'expérience de l'émerveillement. Comment ? En explorant les trésors de notre planète tourmentée : pas besoin d'aller bien loin. Même le bois situé près de chez nous peut être vu avec des yeux différents.

Tout le bien possible. Ils sont motivés par le besoin d'être formés à un objectif qui les dépasse. Cependant, si l'on parle de la contestation qui pousse certains à défigurer des œuvres d'art, je pense que c'est la bonne stratégie pour se faire entendre, mais cela reste une fin en soi.

Pensons aux métaphores : on dit qu'il faut lutter contre le changement climatique. Mais dans une guerre, il y a toujours un gagnant et un perdant. Cela m'étonnerait beaucoup que nous nous réveillions un jour en faisant face à une solution. Essayons plutôt d'imaginer les actions que nous devons entreprendre aujourd'hui pour être une force encore capable de créer le changement dans 30.000 ans : nos descendants ne seront pas là, mais ce que nous décidons maintenant déterminera les scénarios auxquels ceux qui nous suivront seront confrontés.

Soyons moins individualistes et redevenons gentils, en demandant à ceux que nous aidons de faire de même pour un autre en contrepartie. Au Pakistan, je me suis rendu dans des zones très pauvres, mais je ne me suis jamais couché le ventre vide. Faisons l'expérience de la beauté, en trouvant une nouvelle façon de nous en tenir aux vieilles choses.

Utiliser le temps à bon escient. Avons-nous vraiment envie de forer le fond de la Méditerranée pour en extraire du gaz qui ne suffira que pour trois mois alors que nous pourrions nous concentrer sur les sources d'énergie renouvelables ?

# OP27 : l'urgence attendra encore

**Une promesse d'un fonds pour dédommager les pays pauvres. Et c'est à peu près tout. La COP est un échec.**

page bruxelles1

Une annonce qui a l'apparence, mais l'apparence seulement, d'une avancée historique : la création d'un « fonds » pour financer les « pertes et dommages » subis dans les pays les plus durement frappés par les dérèglements climatiques. Et à côté, un statu quo, ou quasi, sur les programmes de sortie des énergies fossiles ou d'accélération des réductions d'émissions de gaz à effet de serre. Le bilan est limpide : la COP27 qui s'est achevée hier à Charm el-Cheikh, en Egypte, est un échec.

Un fonds, donc, a certes été porté sur les fonts baptismaux. Alimenté par les pays (du Nord) pollueurs, il doit aider les pays (du Sud) qu'on ne peut accuser d'être à l'origine du réchauffement mais qui en subissent pourtant les effets les plus dévastateurs. Mais l'avancée n'est encore qu'un essai non transformé. La décision de la COP27 prévoit que les détails entourant ce fonds (qui paie, qui reçoit, pour quoi faire, comment l'alimenter... ?) seront décidés l'an prochain à Dubaï, à la COP28. D'ici là, de l'eau coulera sous les ponts quand bien même le président français Emmanuel Macron a déjà annoncé la tenue d'un sommet à Paris en 2023, avant la COP28, pour mettre en place un « pacte financier » avec les pays vulnérables.

Dans le même temps, les autres thématiques essentielles ont été largement laissées de côté. On pense ici à l'accélération de la sortie des énergies fossiles, l'engagement de plafonner les émissions de gaz à effet de serre en 2025, la confirmation plus ferme de l'engagement de maintenir la hausse de la température à 1,5 °C... Or, les engagements actuels des pays signataires ne permettent pas de tenir cet objectif ni même celui de contenir l'élévation de la température à 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle. Ces engagements, s'ils sont tenus, mettraient au mieux le monde sur la trajectoire de +2,4°C en 2100, voire sur celle d'un catastrophique +2,8°C.

## **La COP27 aura-t-elle du Charm ?**

**Efforçons-nous de montrer des solutions concrètes qui encourageront chacun à agir pour que le résultat de cette COP soit positif.**

page generale4

A l'approche de chaque conférence sur le climat, trop d'attente crée de la frustration, mais ne pas en attendre assez est un manque d'ambition. Comment naviguer entre optimisme et pessimisme ? Ceux qui se rendent compte de la gravité de la situation ne trouveront jamais l'accord final assez contraignant, les autres auront toujours l'impression de faire des sacrifices exagérés. Il est de toute façon trop tôt pour douter du résultat. Efforçons-nous au contraire de montrer des solutions concrètes qui encourageront chacun à agir pour que ce résultat soit positif, et nous ferons les comptes au dernier jour.

Il y a un an, j'avais quitté la COP26 de Glasgow en posant la question : « Une mauvaise fin ou un nouveau départ ? ». Elle méritait d'être posée car, comme cela arrive souvent durant les conférences internationales, et peut-être encore plus lorsqu'il s'agit du climat, nous étions restés avec un sentiment d'inachevé, le clap de fin ayant été gâché par la claque de la fin lorsque la sémantique « abandon du charbon », forte de symbole, fut remplacée à la dernière minute par « diminution du charbon ». La COP27 fera-t-elle exception à la règle, dans un contexte géopolitique qui ne joue pas forcément en sa faveur et qui oblige même certains pays à recourir à la sémantique « retour au charbon » ?

Comme à chaque édition de la COP, on dit qu'il s'agit de la dernière chance de préserver l'avenir de l'humanité, et c'est aujourd'hui d'autant plus vrai quand on lit le récent *Emissions Gap Report*. Malgré un appel au renforcement des « contributions déterminées au niveau national » (CDN), ces engagements que les pays doivent prendre pour diminuer leurs émissions, l'absence de progrès depuis Glasgow est criante et nous laisse bien loin des objectifs de l'Accord de Paris. Dans l'état actuel des CDNs, on parle dorénavant d'une probabilité de 66 % de limiter la hausse des températures autour de 2,6 degrés, ce qui est inacceptable. Cela ne manquera d'ailleurs pas d'augmenter le sentiment d'éco-anxiété qui m'intéresse particulièrement en tant que psychiatre et sur lequel j'aurai l'occasion de revenir dans une prochaine chronique durant ces deux semaines.

Voilà sans doute pourquoi le premier objectif de la présidence égyptienne sera de scruter en détail ces plans d'implémentation définis dans les CDNs, remettre en cause leur faible niveau d'ambition et pousser les pays qui n'ont pas encore démarré ce processus à le faire. La période des engagements et des promesses est bel et bien révolue.

La transition écologique devra être présentée non seulement comme possible, mais aussi comme attrayante pour tous. Les Egyptiens l'ont bien compris, en s'engageant à faire de cette conférence un exemple d'inclusion, pour les pays en développement comme pour toutes les parties prenantes représentées, la société civile, la jeunesse, le secteur privé. C'est dans ce cadre que la ministre de l'Environnement m'a demandé de lui préparer une sélection de solutions pour les pays les plus pauvres. La Fondation Solar Impulse en a identifié une centaine et en a retenu cinq qui seront présentées à Charm el-Cheikh.

Je me réjouis que, pour la première fois, une journée soit entièrement dédiée à ce thème des « solutions ». Autant de signes prometteurs qui doivent nous montrer que la situation évolue peu à peu et nous permettre de prendre enfin un réel virage vers la transition écologique.

La finance sera également l'un des grands sujets de cette COP27. En tant que premier pays africain à accueillir la COP depuis six ans, l'Égypte se fera un point d'honneur de s'assurer que les pays en développement reçoivent les fonds nécessaires pour s'adapter au changement climatique et financer leurs propres transitions écologiques. L'objectif, non atteint pour l'instant, des 100 milliards par an sera donc ramené à l'ordre du jour.

Si la finance est le « moteur » et les technologies le « véhicule » de la transition écologique, le « conducteur » demeure l'acteur principal de son succès. C'est le rôle que doit jouer le politique. Je l'avais déjà souligné durant la dernière COP, mais ces douze derniers mois passés à étudier de plus près les cadres législatifs m'ont confirmé que les solutions à elles seules ne suffisent pas. Il faut des mécanismes pour les tirer vers le marché, avec des normes et des standards écologiques ambitieux qui créeront une nécessité de les utiliser. C'est là, au niveau législatif, que l'innovation doit avoir lieu pour moderniser des lois trop souvent anachroniques. La Commission européenne s'y est attelée avec courage, il reste pour la communauté internationale à lui emboîter le pas.

Une, lundi 7 novembre 2022 35 mots, p. BRUXELLES1

## **Climat : la COP27 déjà sous tension**

page bruxelles1

La méfiance règne entre pays riches et pays pauvres

à l'entame du sommet mondial sur le climat.

Des tensions qui menacent d'empoisonner

les discussions de cette COP27.

## **Climat : la solidarité attend d'autres gestes**

Michel De Muelenaere

page walloniel

Parfois certains se réjouissent que le verre soit à moitié plein plutôt qu'à moitié vide. Dimanche matin, à la COP27, une partie de la communauté internationale et des organisations environnementales a inventé un nouveau concept : exulter parce qu'il y a... un verre. La métaphore peut paraître cruelle, mais les faits sont là. Au-delà du symbole que représente la création d'un fonds pour financer les dégâts irréversibles dus au changement climatique, ce qui sort du sommet tenu en Egypte ne permet aucunement d'inverser, voire de ralentir, les évolutions dramatiques qui précipitent le monde vers un réchauffement aux impacts de plus en plus graves.

Il ne faut certes pas négliger l'importance de la décision de créer un fonds sur les « pertes et dommages » infligés par le climat aux pays les plus vulnérables. On mesure mal, chez nous, à quel point certaines populations souffrent de la dégradation du climat. Celle-ci ne prend pas seulement la forme d'événements catastrophiques qui nous apportent des images poignantes et choquantes, susceptibles d'émouvoir un bref moment – s'il reste de l'espace entre un match de football, un épiphénomène politique et une émission de télé-réalité. Les pires effets du bouleversement climatique sont rampants ; ils pèsent sur l'agriculture, sur le régime des pluies, sur l'érosion des côtes, sur l'état des sols, sur la santé humaine, sur la nature, alliée encore bien plus essentielle dans les pays du Sud que chez nous.

Il était donc plus qu'urgent de prendre des mesures pour soutenir les pays en développement. Vu l'état de la question il y a quelques années, ce progrès est fulgurant et bienvenu. Mais si on a dessiné un mouton sur la boîte en carton et percé quelques trous, celle-ci est encore vide. Pire, chacun y verra ce qui l'arrange, prélude à des empoignades qui vont durer des mois, voire plus. Créant sans doute de nouvelles frustrations.

S'il était indispensable et doit être suivi d'autres marques de solidarité, le fonds est bien loin de résoudre tous les problèmes. A la COP27, on a négligé l'autre face de la médaille : si le monde continue sur la trajectoire actuelle des émissions de gaz à effet de serre, s'il ne sort pas de son addiction aux énergies fossiles, une partie de la planète deviendra franchement inhabitable pour l'être humain. Et les destructions irréversibles à la nature auront des conséquences dramatiques. Alors aucun fonds ne pourra venir à bout des dégâts. Charm el-Cheikh est une occasion manquée : on a accepté de payer pour les dégâts dus à la baignoire qui déborde. Mais parce qu'il nous en coûte, parce que d'énormes intérêts sont en jeu, on n'a pas eu les tripes de fermer le robinet qui coule. C'est pourtant un autre enjeu de justice et de solidarité internationale.

# La COP27 en panne d'inspiration

Michel De Muelenaere

**Les négociations climatiques doivent identifier un terrain d'accord. La pression est forte, mais les sujets de controverse ne le sont pas moins.**

page bruxelles6

Michel De Muelenaere

Cela fait une semaine que la COP27, le sommet des Nations unies sur le climat, vibre dans la cité balnéaire de Charm el-Cheikh (Egypte). Et comme à l'accoutumée, le moment attendu approche. Après le passage des chefs d'Etat et de gouvernement venus abreuver l'assemblée de bons mots, les négociateurs ont été laissés entre eux ; à charge de préparer le « terrain d'atterrissage » de la négociation. Celle-ci, la vraie, commence au début de cette semaine. Les ministres de l'Environnement vont débarquer. Les premiers rapports intermédiaires ont été rédigés ce week-end et les premières discussions autour d'un projet de conclusions finales ont commencé. « On a peu avancé, mais c'est chaque année la même chose », commente Lola Vallejo, directrice du programme climat à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Particulièrement attendue : la « cover decision », le texte de conclusion de la COP qui porte souvent le nom de la ville ayant accueilli les négociations. Qu'y aura-t-il dans le « pacte de Charm el-Cheikh » ? Un message politique fort, une purée de lieux communs sans queue ni tête ? Encore trop tôt pour le dire mais l'atmosphère n'est pas aux envolées. On s'accroche notamment sur la référence à la nécessité de limiter si possible le réchauffement à 1,5 °C au-delà de l'ère pré-industrielle.

Sur les dossiers plus techniques, on n'a enregistré que de maigres progrès et les points d'achoppement subsistent. Le dossier du financement des « pertes et dommages » a bien été mis à l'agenda. Mais on se chamaille toujours pour savoir si un instrument financier sera créé pour dédommager les pays en développement frappé par les événements climatiques extrêmes. Qui y contribuera, qui en bénéficiera ? Les pays riches montrent toujours autant de réticences à délier les cordons de la bourse. Le silence à ce sujet du président américain qui, vendredi, a fait un bref saut à la COP, n'a pas ragailardi.

Un groupe de scientifiques parrainé par l'ONU l'a pourtant rappelé : les mesures d'adaptation ont leurs limites face à des événements climatiques qui ne vont faire que s'aggraver avec l'élévation de la température. On ne peut s'adapter à tout et, à certains endroits, les limites ont déjà été franchies. Selon leurs estimations, 1,6 milliard d'êtres humains habitent dans des zones susceptibles d'être frappées par les événements climatiques extrêmes et ce chiffre pourrait doubler d'ici 2050 – en Amérique centrale, au Sahel, en Afrique centrale et de l'Est, au Moyen-Orient et dans une bonne partie de l'Asie.

Les nouvelles ne sont pas meilleures du côté des émissions de gaz à effet de serre. Les objectifs de l'accord de Paris sont pour l'instant hors d'atteinte. A Charm el-Cheikh, il est question de rappeler l'enjeu et de dessiner une trajectoire pour réduire les émissions mondiales de 50 % d'ici 2030. Certains pays évoquent également l'inclusion d'une référence à la limitation du recours à toutes les énergies fossiles. De quoi « mettre tout le monde sur la sellette. Et notamment l'ambiguïté européenne sur le gaz », dit un observateur.

Dans les coursives du paquebot onusien, l'atmosphère n'est pas à la fête. Les militants pour le climat qui manifestent traditionnellement à la charnière des deux semaines de la COP ont dû se replier sur son enceinte, sous statut onusien, craignant la répression égyptienne s'ils osaient descendre dans les rues de Charm el-Cheikh. Ils n'étaient que 800 à manifester. « Il va être difficile de boucler un paquet ambitieux si la société civile ne peut parler fortement », analyse Laurence Tubiana, directrice de la Fondation européenne pour le climat. « Il y a un problème de droits de l'homme à cette COP, c'est préoccupant. »

De l'espace, il y en a par contre pour les lobbyistes des énergies fossiles – 636 selon la liste officielle des participants à la COP. On parle beaucoup de partenariats dans le gaz fossile, qualifié d'« énergie de transition ». On présente aussi le captage et stockage du CO<sub>2</sub> comme une solution miracle de décarbonation alors que de plus en plus de rapports montrent les limites de la technologie. Les patrons de grands groupes pétroliers dont certains font partie de délégations de pays africains viennent exposer leur solution et se présenter comme acteurs majeurs des politiques climatiques. En 2021, un record de 731 milliards de dollars de subsides ont été accordés aux énergies fossiles dans le monde, selon l'OCDE. C'est le double de 2020.

## **Le cauchemar du speechwriter**

Michel De Muelenaere

page generale9

On ne rêve pas d'être le *speechwriter* du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres. A l'ouverture de la COP27, le 7 novembre, il avait suggéré des formules fortes à son patron : « L'humanité a le choix : coopérer ou périr », entre un « pacte de solidarité ou un pacte de suicide collectif ».

« Nous sommes sur une route vers l'enfer climatique avec le pied sur l'accélérateur », avait encore gribouillé l'assistant dont le texte défile sur le prompteur. Pas facile de recycler des vieux cris d'alarme ; mais n'ayons pas peur d'en remettre. L'heure est grave, ça doit pêcher...

Mais les négociations de la COP27 se languissent à Charm el-Cheikh ; un air qu'on a siffloté dans les précédents sommets. Etrange : comme si le discours d'ouverture n'avait pas suffi. Alors le scribe reprend la plume. Il faut faire vite : le boss revient du G20 – Bali où il a prononcé un autre discours « fort ». Il doit lire ça dans l'avion qui le ramène en Egypte où il doit réprimander, émouvoir, houspiller...

Inspirer, expirer et on y va.

– « Voici venu le moment crucial des négociations. » Bon début, ça. Après tout, il ne reste que deux jours pour clore la COP.

– « Ce n'est pas le moment de se pointer du doigt. » On dirait de l'Alexander De Croo dans le texte. « Blâmer l'autre c'est la destruction mutuelle assurée. » Ne l'ai-je pas déjà faite, celle-là ? Bah, après tout, qui s'en souvient ?

– « Le monde nous regarde et n'a qu'un message : c'est le moment de concrétiser. » Bon, d'autres l'ont déjà dit toute la semaine, mais ça ne mange pas de pain.

– « On a besoin d'agir. » Parfois, on peut se permettre un petit creux dans l'inspiration, n'est-ce pas ?

– « Maintenant, c'est l'heure de la solidarité. » Mais qui écoute encore ?

– « L'horloge tourne. » « Les parties peuvent faire la différence ici et maintenant. » « Je les invite à agir et à agir vite. » Parfois, le creux se prolonge. Quel métier : il est temps de conclure.

Non, vraiment, on ne rêve pas d'être le *speechwriter* du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres...

## Poser des actes sans compromettre le bien commun

marius gilbert épidémiologiste à l'ulb

**Après avoir surmonté le choc de la pandémie de covid et alors que la COP27 se profile, nous pouvons (et devons) remobiliser nos forces individuelles et collectives pour freiner la course folle du changement climatique.**

page generale19

Il y a juste vingt ans, avec quelques amis, échaudés par une action citoyenne qui avait plutôt bien fonctionné et alarmés par les données qui annonçaient déjà l'ampleur du défi climatique, nous avons imaginé d'ériger à Bruxelles un monument « à la mémoire des générations futures ».

Il s'agissait de pointer la contradiction par laquelle on honore celles et ceux qui sont morts pour nous, même s'ils n'ont plus grand-chose à faire de nos hommages et se trouvent bien loin dans le passé, alors que par un étrange renversement de mémoire, il semble si incongru d'envoyer un message de solidarité analogue à celles et ceux qui subiront les conséquences de nos actions et seront pourtant bien là pour le lire.

Nous avons fait quelques belles rencontres, des artistes, des plasticiens dont l'imaginaire aurait pu transformer l'idée en objet, Luc Schuiten dans une galerie du centre de Bruxelles, Bernard Tirtiaux dans son domaine de Martinrou. Puis nous avons essayé de mobiliser autour de nous des amis, des associations, des acteurs de l'environnement. Mais le projet avait finalement échoué, « trop morbide », « pas assez engageant », « il faut une communication positive », déjà les mêmes ressorts et les mêmes questionnements que ceux qui animent certains aujourd'hui.

C'était au moment de la COP8 à New Delhi, peu après le troisième rapport du Giec de 2001 qui annonçait déjà l'augmentation de l'intensité et de la fréquence des événements climatiques extrêmes, comme les inondations et vagues de chaleur (1). Vingt ans et nous y voilà... Les projections se sont muées en réalité, nous en sommes au 6 e rapport du Giec et à la COP27 et c'est une pierre de Rosette du climat qui a été finalement déposée par des citoyens sur la place Schuman, au cœur de l'Europe, pour marquer le temps d'un message en quatre langues. Les idées prennent parfois du temps à mûrir.

Bien sûr, ce n'est qu'un symbole qui pose la question de notre rapport au temps et à la solidarité intergénérationnelle comme moteur de notre action. Et peut-on espérer une attention plus grande au destin de ceux qui sont éloignés de nous par le temps qu'à nos contemporains qui subissent les inégalités ? En matière de média comme de préoccupation collective, la distance géographique, temporelle ou culturelle qui nous sépare des victimes reste un obstacle majeur à nos indignations.

Je l'avais évoqué ici, la réaction collective à la pandémie a pu apparaître comme un sursaut encourageant. Il s'agissait d'un problème majeur et global qui s'imposait à nous et qui a nécessité une

transformation rapide et profonde de notre mode de vie pour protéger les plus vulnérables d'une menace qui était sur nous. Nous l'avons fait, tant mieux... Mais les mesures eurent toujours une nature transitoire. Il y avait la perspective d'un après, d'un moment où l'on pourrait reprendre la vie telle qu'on la connaissait avant la pandémie. En outre, les résultats de l'action collective sur la dynamique épidémique pouvaient s'observer en quelques semaines, et sur notre propre territoire, ce qui permettait de maintenir la motivation tant politique que publique. Enfin, la solution technique de la vaccination, permettant de « reprendre la vie d'avant », est très vite apparue comme une réalité concrète à laquelle on pouvait s'accrocher.

Cette évocation souligne trois obstacles autour de l'enjeu climatique. D'abord, les transformations qui doivent s'opérer n'ont rien de transitoire. Nous allons devoir vivre durablement avec les changements techniques et sociaux que nous mettons en œuvre et ceux-ci vont devoir s'opérer alors même que nous subissons les premiers chocs des effets du changement climatique, qui vont peser de plus en plus lourdement sur nos moyens. Ensuite, les bénéfices de nos actions de réduction nous échappent complètement. Ils se retrouvent noyés dans les émissions globales, avec des effets qui mettront un temps considérable à se réaliser du fait de l'inertie du système climatique. Quant aux solutions techniques, même s'il en existe, aucune ne peut rapidement nous débarrasser du problème en raison du temps nécessaire à leur adoption et déploiement. Et quand bien même la question des gaz à effet de serre serait réglée par des innovations techniques et sociales, cela ne réglerait rien à la chute drastique de la biodiversité ou aux autres limites auxquelles notre développement nous confronte. La question centrale est donc bien celle de trouver le moyen d'assurer notre bien-être à long terme, avec un mode de production et de consommation qui ne le compromette pas.

Le défi est immense et l'issue incertaine. Nous vivons dans une démocratie perfectible, mais qui s'en sort plutôt bien, nous disposons d'une cohésion sociale qui a traversé le choc de la pandémie, nous faisons vivre une société de la connaissance qui valorise l'innovation technologique, sociale, démocratique et la recherche de solutions nouvelles. Nous avons d'incroyables forces qui peuvent être mobilisées, pour autant qu'elles s'alignent pour faire de la question environnementale et de la préservation de nos conditions de vie un axe central des politiques publiques et des stratégies de développement des entreprises privées, publiques, des associations, collectivités et acteurs de la société civile.

Le manifeste « Le Tournant » de Radio France est à cet égard remarquable. Il marque la mobilisation résolue d'une entreprise publique qui s'engage sur des objectifs concrets, fait du climat un axe éditorial majeur, lance un vaste programme de formation de ses employés autour des questions scientifiques et climatiques, accélère sa transition, annonce un plan de sobriété énergétique immédiat, prévoit des objectifs chiffrés de bilan carbone et une transparence sur la mesure de ses progrès.

Durant des mois, la pandémie nous a privés de la liberté de choisir qui nous pouvions voir, ce que nous pouvions consommer, comment nous pouvions voyager. L'arrêt des mesures collectives s'est accompagné d'un énorme besoin de retrouver ce qui nous avait le plus manqué. La crise énergétique qui a suivi nous contraint aujourd'hui d'une autre manière, en nous forçant à mesurer à quel point l'énergie est un bien précieux et omniprésent dans nos vies. Pour les plus précaires, il s'agit d'épreuves subies sur lesquelles il y a peu de prise individuelle. Mais pour beaucoup d'autres, la pandémie a aussi été l'occasion de s'arrêter pour mesurer ce qui importe vraiment. De quoi ai-je réellement besoin ? Qu'est-ce qui fait mon bien-être ? De quoi me suis-je passé sans difficulté ?

A chacun son bilan, son propre état des lieux. Je l'écrivais, chacun est l'expert de sa propre vie. Mais que ce soit à l'échelle des individus ou des organisations, engager son propre tournant, ce n'est pas renoncer. C'est poser des choix, c'est se recentrer sur ce qui fonde le bien-être individuel ou la raison

d'être d'une organisation sans compromettre le bien commun. C'est pouvoir écrire sur cette pierre ce qu'aujourd'hui, en 2022, nous avons fait pour celles et ceux qui nous suivront.

## **Philippe Henry « L'urgence, c'est d'agir, d'agir ! »**

M.d.M.

page generale7

ENTRETIEN

M.d.M.

Suite à la défection de Zuhal Demir (N-VA), la ministre flamande de l'Environnement, c'est une fois encore Philippe Henry (Ecolo), le ministre wallon du Climat, qui représentera la Belgique dans les discussions européennes à la COP27. La ministre fédérale Zakia Khattabi (Ecolo) étant la cheffe de délégation.

Mon rôle, c'est d'accompagner les négociations au cours de la semaine. Et d'essayer de permettre que l'Europe soit la plus ambitieuse possible. Ce n'est pas facile, vu la position flamande (qui conteste l'objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre attribué à la Belgique, NDLR), mais l'Europe a désormais fixé le cadre et notre objectif de réduction. Elle a une position forte et joue un rôle proactif et ambitieux au niveau international.

Le contexte est compliqué. Différentes tensions se répercutent, on n'est pas dans une logique de coopération. Cela rend les COP d'autant plus importantes. Parce que les choses sont graves et urgentes. C'est d'autant plus important d'avancer pas à pas, de débloquer certains sujets, malgré les difficultés.

Les pays du Sud sont en grande difficulté, avec une population pauvre, des entraves au développement, des impacts climatiques majeurs parce qu'on a trop longtemps négligé cet enjeu crucial. Cela produit de la frustration, de l'énerverment et un manque de confiance. Il faut en permanence la reconstruire, notamment via des actions concrètes.

Dans ce contexte, même avec ses petits moyens, la Wallonie peut donner des signaux très importants. Au-delà de son rôle au niveau européen, elle peut peser dans les relations bilatérales ; avec des pays francophones africains comme le Burkina Faso, le Congo ou le Sénégal mais aussi avec certains pays d'Amérique latine avec lesquels nous avons une longue histoire de coopération locale, sur des projets d'adaptation et maintenant sur le dossier des « pertes et dommages ». Il faut continuer : la base de tout, c'est la confiance à l'échelle internationale.

On est dans une transition très complexe et face à une urgence. Depuis l'accord de Paris, qui contient des engagements ambitieux, on est en retard dans la concrétisation, le financement, la réduction des émissions, le déploiement des renouvelables. En Belgique, le gaz est essentiellement une transition, une énergie d'appoint dans un scénario de sortie du nucléaire. Mais il y a aussi des intérêts économiques évidents dans le secteur fossile. Cela engendre une résistance économique et géostratégique dans le secteur fossile.

C'est un risque qu'on connaît depuis longtemps. Plus l'enjeu climatique et l'urgence vont s'aggraver avec des catastrophes de plus en plus fréquentes et de plus en plus graves, plus la tension va monter.

On mesure aujourd'hui que le discours des scientifiques était prudent. Il n'y a pas d'autre réponse possible que la coopération internationale et l'action au plan local.

Dans ce contexte, à propos des actions radicales, il est compréhensible que chez les jeunes, des modes d'action changent. C'est le cas à chaque génération, on l'a vu en Mai 68 et à d'autres époques. Il est compréhensible que les jeunes d'aujourd'hui soient extrêmement inquiets. Il y a une angoisse profonde, réelle. C'est un signal d'alarme qu'on doit entendre. Prendre nos responsabilités et montrer qu'il est possible d'agir à la hauteur. Même si on est très tard...

Il faut d'abord éviter de remettre en cause les engagements...

Ma crainte est qu'on ne soit pas capable de les assumer. Si les engagements ne sont pas respectés, si la réalité ne suit pas les annonces, ces engagements théoriques finiront par être de facto dépassés. On constatera qu'on ne peut pas les réaliser. Ce serait dramatique.

Plus les années passent, plus c'est difficile. Or, chaque dixième de degré est essentiel. On prend conscience des risques d'emballement et de cascade. Même avant 2 °C, ça peut être très, très grave. Chaque dixième, centième de degré, il faut aller le chercher. L'urgence absolue, c'est d'agir, d'agir.

Il faut faire fonctionner ce qui a été décidé. Améliorer la gouvernance, même avec des petites décisions qui s'additionnent. Ça se joue dans les négociations internationales, mais aussi au niveau bilatéral et multilatéral. Dans les engagements, les actions concrètes, le financement... La discussion sur les « pertes et dommages » sera centrale cette année. La Wallonie va encore accentuer son soutien l'an prochain. A la COP27, il faut reconnaître le principe d'une intervention internationale, mettre en place une gouvernance, un système concret.

## **« Coopérer ou périr »**

M.d.M.

page generale4

A l'entame de la COP27, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a endossé son habituel costume de Cassandre, exhortant la centaine de chefs d'Etat présents à Charm el-Cheikh pour le début du sommet mondial sur le climat à « coopérer ou périr ». Le climat est « la question déterminante de notre temps », et il serait « inacceptable, scandaleux et autodestructeur » de la reléguer « au second plan », a martelé Guterres pour qui le monde est « sur l'autoroute qui mène à l'enfer climatique ».

Alors que l'Egypte préside la COP27 où la participation des activistes est une tradition bien ancrée, les autorités égyptiennes ont interpellé des dizaines de personnes appelant à manifester en marge du sommet.

En marge de la COP, le gouvernement belge a annoncé la conclusion d'un accord de partenariat avec le Mozambique. Entre 2023 et 2028, 25 millions seront accordés pour soutenir la politique climatique de Maputo ; 2,5 millions seront destinés à soutenir le pays en cas de catastrophes climatiques provoquées par le changement climatique.M.d.M.

## **Du levier de changement climatique à la pathologie paralysante**

Pauline Martial

**La COP27 bat son plein à Charm el-Cheikh, en Egypte, depuis le 6 novembre, et l'urgence climatique revient au cœur de l'actualité. Face à celle-ci, l'éco-anxiété gagne du terrain au sein de la population.**

page generale24

Pauline Martial

Ce vendredi, les regards seront rivés sur le résultat des deux semaines de négociations de la COP27 pour lutter contre le réchauffement climatique.

Parmi les impatients, certainement, des personnes concernées par l'éco-anxiété, un mot apparu dans la société il y a quelques années pour désigner une nouvelle réalité. « Il s'agit d'un sentiment d'anxiété qui renvoie à des inquiétudes liées au changement climatique, à ses conséquences globales, mais aussi aux conséquences pour soi et ses proches », développe Alexandre Heeren, professeur en psychologie à l'UCLouvain et chercheur FNRS. « L'émergence de ce terme fait suite à des émotions formulées par un certain nombre de personnes dans la population. Il a ensuite été repris par la communauté scientifique afin de pouvoir mesurer ce phénomène. »

L'an dernier, l'UCLouvain s'y est attelée en menant une importante étude dans huit pays d'Europe et d'Afrique. « Il en est ressorti qu'une grande proportion de la population éprouvait de l'éco-anxiété, mais pas forcément au sens négatif du terme », détaille le professeur. « Chez la plupart de ces personnes, la peur ou l'anxiété face au changement climatique reste une émotion saine. C'est même ce qui constitue un levier de changement dans leur quotidien. Cela les encourage à changer de comportement et à se mobiliser. »

L'éco-anxiété entrave cependant, de manière parfois intense, le bien-être psychologique de 12 % des répondants. « Ils pleurent presque tous les jours en raison du changement climatique », explique Alexandre Heeren, « souffrent de troubles du sommeil, s'inquiètent au point de ne plus pouvoir aller à l'école, au travail ou même à une réunion avec des amis ou de la famille. Leur anxiété devient pathologique, elle les paralyse et leur coupe toute capacité d'action. »

Cette réaction négative à l'éco-anxiété se remarque davantage chez des individus qui présentent déjà généralement des niveaux de stress plus élevés. Aucun lien avec le niveau d'éducation n'a toutefois été observé par l'UCLouvain, aucune différence entre les pays d'Europe et d'Afrique non plus.

En revanche, les jeunes y seraient davantage perméables. « Les moins de 40 ans sont plus impactés par l'éco-anxiété, ce qui, en soit, n'est pas vraiment étonnant », estime Alexandre Heeren. « Ce sont simplement les personnes qui savent qu'elles vont connaître les conséquences du changement

climatique. Les personnes âgées de 75 ou 85 ans aujourd'hui éprouvent peut-être moins ce sentiment, ou alors elles ont plutôt peur pour leurs enfants et petits-enfants. »

Chez les 18-25 ans, certaines études pointent également une conséquence de cette éco-anxiété : la rupture intergénérationnelle. Certains jeunes estiment ainsi que leurs parents n'ont pas fait suffisamment d'efforts pour préserver notre planète, ils ne croient plus aux gouvernements.

Outre l'accompagnement d'un professionnel de la santé mentale, plusieurs pistes existent pour faire face à l'éco-anxiété pathologique. A commencer par le fait d'en discuter. « C'est important de pouvoir échanger avec d'autres personnes pour qui c'est important, de recréer le dialogue aussi, parfois, entre des générations qui s'opposent », explique le professeur de l'UCLouvain. « Résoudre l'éco-anxiété problématique passera souvent également par une déconnexion, au moins un temps, des flux d'informations anxiogènes. Mais surtout par le fait de retrouver du sens dans ce monde pour pouvoir ensuite à nouveau s'engager. » Un engagement qui peut passer par de petites choses : participer à une marche pour le climat, prendre part au nettoyage de nos rivières ou aux opérations de type « Grand Nettoyage » organisées chaque année. Bref, de quoi se sentir utile pour aller mieux.

## Au Caire, le prisonnier politique Alaa Abdel Fattah entame une grève de la soif

BAUDOUIN LOOS

page generale5

Un homme va-t-il mourir dans sa cellule au Caire d'ici quelques jours ? C'est un scénario plus que plausible. Alaa Abdel Fattah, 40 ans, fait partie des dizaines de milliers de prisonniers politiques en Egypte. C'est aussi l'un des plus célèbres. Depuis la révolution de 2011, il a connu peu de périodes de liberté. Le régime ultra-répressif du maréchal Sissi, instauré après le coup d'Etat de 2013, en a visiblement fait une de ses cibles principales, lui, le laïc qui se bat pour la démocratie et pour les droits de l'homme. Le 6 avril dernier, il y a sept mois, il avait entamé une grève de la faim, ne buvant plus que de l'eau avec une solution salée et un peu de miel, soit 100 calories par jour au lieu des 2.000 nécessaires. Depuis ce dimanche 6 novembre, jour d'ouverture de la grand-messe environnementale à Charm el-Cheikh, en Egypte (la fameuse COP27), Alaa Abdel Fattah a décidé de faire également la grève de la soif. C'est-à-dire que s'il n'est pas très vite libéré, lui qui est déjà très affaibli mourra dans les jours qui suivent.

Voici le contenu de la dernière lettre qu'il a réussi à adresser à sa famille : « Lorsque les lumières s'allumeront le dimanche 6 novembre, je boirai mon dernier verre d'eau. Ce qui suivra est inconnu. Cette semaine a été légère et la prochaine le sera aussi. J'ai poursuivi ma routine comme si de rien n'était parce que j'ai pris la décision de passer à l'escalade à un moment que je considère comme approprié pour ma lutte pour ma liberté et la liberté des prisonniers d'un conflit auquel ils n'ont pas participé ou auquel ils essaient d'échapper ; pour les victimes d'un régime qui est incapable de gérer ses crises autrement que par l'oppression, incapable de se perpétuer autrement que par l'emprisonnement. La décision a été prise alors que je suis submergé par votre amour et que je désire ardemment vous retrouver. » La famille du prisonnier espère que la délégation britannique emmenée par le nouveau Premier ministre Rishi Sunak réussira à faire bouger le régime. Alaa dispose en effet de la double nationalité égypto-britannique. Cet espoir se fonde sur la réaction de Rishi Sunak, qui a écrit à Sanaa, une des sœurs d'Alaa, que le cas de l'écrivain emprisonné était « une priorité pour le gouvernement britannique, à la fois en tant que défenseur des droits de l'homme et en tant que ressortissant britannique ». Abdel Fatah al-Sissi voudra-t-il que « sa » COP27 soit ternie par la mort, par le martyr, d'un innocent dans ses prisons ? BAUDOUIN LOOS

## Les dégâts climatiques : une facture difficile à assumer

Michel De Muelenaere

**Alors que le changement climatique se fait de plus en plus sentir, la question de l'indemnisation des dégâts, surtout au Sud, devient urgente.**

page generale10

Michel De Muelenaere

En 2017 et 2018, de violentes tempêtes, suivies d'inondations, ont frappé la côte sénégalaise. Dans les environs de Saint-Louis, dans le nord du pays, 200 ménages comptabilisant 2.000 personnes voient leurs maisons rendues inhabitables. « Une partie a dû être déplacée ailleurs, certaines dans des camps provisoires. Huit cents mètres de côte ont été perdus. Des habitants sont revenus dans leur maison. Mais ils se savent toujours menacés. » Selon les prévisions, d'ici 2080, jusqu'à 75 % du littoral sénégalais seront affectés par l'érosion qui engloutit lentement Saint-Louis, selon les Nations unies. Pour Emmanuel Seck, coordinateur de programme chez Enda Energie, une organisation gouvernementale basée à Dakar, l'histoire résume bien mieux que le jargon de sommet climatique la problématique des « pertes et dommages ». Et si on le pousse un peu, il évoque aussi la sécheresse, la salinisation des terres et des eaux souterraines, les perturbations dans la pluviométrie, les impacts négatifs sur les pêcheries dont dépendent des dizaines de milliers de personnes.

Comme le Sénégal, de nombreux pays présents à la COP de Charm el-Cheikh attendent que les négociations débouchent sur la création d'un « instrument financier » les aidant à faire face aux impacts inéluctables du changement climatique sur leur population et leur économie. D'ici 2030, les coûts économiques des dégâts dans les pays en développement sont estimés par le Giec entre 290 et 580 milliards de dollars. Et ce ne sont que des coûts économiques. « Les dégradations poussent aussi des jeunes à quitter leur village pour aller vers la ville ou pour aller vers le nord », poursuit Seck. Sans compter le désarroi de personnes dont la famille et les ancêtres habitent certains lieux depuis 300 ans... »

Que faire si on atteint les limites de l'adaptation, et qu'il n'est plus possible de se protéger contre des événements brutaux ou des lentes dégradations de la qualité de vie (sécheresse, inondations, dégâts agricoles, perte de biodiversité, érosion côtière, recul des glaciers...) ? La question lancinante est répétée par les pays les plus vulnérables. « Nous n'avons pas le temps d'attendre la fin de discussions interminables, mais nous n'avons pas le choix », détaille Saleemul Huq, directeur de l'Iccad, un institut de recherche basé au Bangladesh. « Nous espérons que la COP27 se terminera avec la création d'un instrument financier. »

L'affaire ne se présente pourtant pas bien. Les pays développés, responsables de l'essentiel des émissions historiques de gaz à effet de serre, donc des impacts sur le climat, ont promis de financer les politiques climatiques des pays en développement à hauteur de 100 milliards de dollars par an. De plus en plus, ils sont sollicités pour financer les mesures d'adaptation dans les pays pauvres. Mais ils honorent leurs engagements du bout des lèvres. La question du financement des pertes et

dommages déjà enregistrés devient donc de plus en plus urgente. On en parle depuis la COP19, à Varsovie, en 2013. On en trouve des traces dans l'accord de Paris où les Etats reconnaissent l'importance « d'éviter, de minimiser et de traiter » les pertes et dommages « associés au changement climatique ». Après un « mécanisme » et un article de Paris, on a eu un « réseau » en 2019... A la COP égyptienne, certains veulent renvoyer à plus tard. « Les discussions sur l'argent sont toujours très lentes et une fois de plus, les pays riches cherchent à gagner du temps », analyse Rebecca Thissen, experte du CNCD-11.11.11. « Mais il faut de l'argent additionnel, une action adéquate et un message politique doivent être lancés. »

Les pays du Nord sont réticents à approfondir le débat, craignant des actions en responsabilité et en compensation. « Je ne peux pas, en toute bonne conscience, exposer les contribuables canadiens à des risques de responsabilité qui pourraient être illimités », résumait le ministre canadien de l'Environnement, Steven Guilbeault. « On ne parle pas de responsabilité civile, mais de solidarité », dégaîne Huq. « Les pays développés nous soupçonnent toujours de penser à ces compensations, mais en réalité nous n'y pensons pas. »

Alors que la discussion sur un financement organisé se languit, des initiatives isolées fracturent le débat. L'an dernier, l'Ecosse (2 millions de livres) et la Wallonie (un million d'euros) ont ouvert leur portefeuille. Le Danemark a fait une promesse. La Belgique fédérale a suivi à la COP27 (2,5 millions). La Wallonie remettra la main à la poche l'an prochain (2 millions). Après le G7, l'Allemagne propose un « bouclier climatique » financier, amalgame difficilement lisible d'interventions directes et de garanties assurantielles. Une manière de procéder qui plonge les pays en développement dans la perplexité, une grande partie des dégâts dus au climat étant non assurés ou non assurables.

## **L'Union européenne fera plus de réductions**

M.D.M.

page generale6

L'annonce a laissé certains perplexes, mais était dans l'air depuis quelques jours. L'Union européenne est prête à rehausser son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre. C'est ce qu'a annoncé Frans Timmermans, le vice-président de la Commission européenne, mardi, à son arrivée à la COP27. La réduction des émissions des Vingt-Sept devrait atteindre « au moins 57 % » d'ici 2030 par rapport à 1990, contre un objectif d'au moins 55 % affiché jusque-là, et « je suis heureux de vous annoncer ici aujourd'hui que l'Union est prête à mettre à jour ses engagements pour refléter cette ambition rehaussée », a-t-il dit. Au cabinet Timmermans, il se chuchote même que le chiffre définitif pourrait passer à -59 %. Raison de ce changement : les accords trouvés avec le Parlement et le Conseil sur la répartition des baisses d'émissions de gaz à effet de serre entre Etats membres, sur les objectifs de capture de carbone par les sols et forêts et sur la fin de la vente de nouveaux véhicules à moteur thermique à partir de 2035.

Dans une lettre ouverte signée par 550 groupes et personnes, les militants ont appelé les délégués de la COP27 à adopter une définition commune de la désinformation et des fausses informations sur le climat, et à s'efforcer de les prévenir. Ils demandent aussi aux patrons de sept géants du numérique, dont Facebook, Google et Twitter, de mettre en place des politiques strictes pour empêcher la diffusion sur leurs plateformes de fausses informations sur le climat, comme ils l'ont fait pour le covid.M.D.M.

COP27

## **Biden appelle à « faire plus » pour le climat...**

AFP

page generale4

Le président américain Joe Biden a appelé « tous les pays à faire plus » pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, lors d'une brève escale vendredi à la COP27, où il a été critiqué pour sa timidité sur l'aide climatique aux pays pauvres. « La crise climatique concerne la sécurité des êtres humains, la sécurité économique, la sécurité nationale et la vie même de la planète », a lancé le président américain devant la conférence annuelle de l'ONU sur le climat, qui se tient à Charm el-Cheikh, en Egypte. Et la guerre en Ukraine « ne fait que renforcer l'urgence pour le monde de sortir de sa dépendance envers les énergies fossiles », dont les Etats-Unis sont le premier producteur et consommateur mondial, a-t-il insisté.

Il a brandi en exemple son plan colossal de près de 370 milliards de dollars d'investissements pour le climat, notamment la transition énergétique, et assuré que les Etats-Unis tiendraient leur objectif de réduction des émissions de 50 à 52 % en 2030 par rapport aux niveaux de 2005. « Tous les pays doivent faire plus. A cette réunion, nous devons renouveler et relever nos ambitions climatiques », a-t-il insisté, alors que les engagements actuels des différents pays laissent la planète sur la trajectoire d'un réchauffement catastrophique de 2,8°C, selon l'ONU. Soit bien au-delà des objectifs de l'accord de Paris, pierre angulaire de la lutte contre le changement climatique, à savoir contenir l'élévation des températures nettement sous 2°C, si possible à 1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle.

L'exhortation de M. Biden à faire plus vise sans le dire les grands pays émergents, comme l'Inde mais aussi la Chine, dont les relations avec Washington se sont fortement tendues. Or, la coopération entre Pékin et Washington, respectivement premier et deuxième émetteurs mondiaux, sur le dossier climatique est considérée comme cruciale. Le président chinois Xi Jinping n'a pas fait le voyage à Charm el-Cheikh, mais les deux hommes se rencontreront lundi à Bali, en Indonésie, en marge du sommet du G20.

Sur un autre dossier, l'aide insuffisante aux pays pauvres, en première ligne du dérèglement climatique, le président américain s'est en revanche montré très prudent, suscitant les critiques. Quatre militants ont d'ailleurs cherché à interrompre le président américain, poussant des hurlements évoquant des cris de coyote et tentant de déployer une banderole avant d'être expulsés de la salle. Washington n'a en effet toujours pas tenu ses engagements dans le cadre de la promesse des pays riches de fournir 100 milliards de dollars de financements par an aux plus pauvres, pour lutter contre les émissions et s'adapter au changement climatique. M. Biden a réitéré son engagement sur une contribution de 11,4 milliards de dollars, mais une future majorité républicaine au Congrès pourrait la bloquer, même si le camp présidentiel a évité la débâcle annoncée aux élections de mi-mandat cette semaine. « Comme a compte », il a promis 150 millions pour des projets d'adaptation en Afrique, mais s'est bien gardé de mentionner les « pertes et dommages » déjà subis par les pays en première ligne, souvent parmi les plus pauvres, sujet au cœur de cette COP.AFP

## **Aide au développement : quand la Chine donne d'une main ce qu'elle refuse de donner de l'autre**

Claudia Ehrenstein

**La Chine, un des premiers donateurs au monde d'aides au développement, a réclamé, lors de la COP27, à être précisément considérée comme... un pays en développement.**

page generale57

Claudia Ehrenstein

La Chine est-elle réellement un pays en développement ? Deuxième puissance économique mondiale, elle est surtout devenue le premier exportateur mondial de marchandises, devançant les Etats-Unis et l'Allemagne. Sur la scène internationale, elle est aussi l'un des premiers donateurs mondiaux d'aides au développement. Pourtant, le gouvernement chinois s'accroche à tout prix à son statut de pays en développement. De quoi créer la controverse lors de la COP27, en Egypte. La Chine se positionnerait donc selon la situation tantôt comme donateur, tantôt comme bénéficiaire d'aides au développement.

La Conférence sur le climat a permis d'étudier la question d'un nouveau financement pour les dommages subis par les pays en développement victimes de catastrophes climatiques. Financement que les représentants chinois ont refusé d'alimenter : ils insistent pour que leur pays reste considéré comme un pays en développement conformément au cadre de la Protection internationale du climat et au Protocole de Kyoto, établi à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Ce protocole remonte pourtant à 25 ans. La Chine s'est désormais hissée au rang de premier émetteur mondial de CO<sub>2</sub> et elle a déjà rattrapé l'Europe en termes d'émissions par habitant. L'argument du gouvernement chinois selon lequel les pays industriels occidentaux sont les principaux responsables du changement climatique, et qu'ils doivent financer les aides qui en découlent, ne repose donc plus sur une base solide.

En Allemagne, le président de la Commission de la coopération économique et du développement, Christoph Hoffmann (FDP), s'indigne de l'idée même que la Chine puisse bénéficier de ce nouveau financement. Il qualifie l'attitude de la Chine d'« insolente », expliquant qu'en raison de sa puissance économique, la Chine ne peut plus être considérée comme un pays en développement lorsqu'il s'agit de la protection de l'environnement. Un statut d'autant plus discutable considérant les nombreuses aides au développement que la Chine déploie elle-même.

Des économistes de l'Institut d'économie mondiale de Kiel et des universités de Göttingen et de Groningen ont répertorié les différentes aides que la Chine fournit à l'international. Ces données se basent sur les statistiques officielles des exportations chinoises et rapportent que Pékin a notamment exporté des biens de secours humanitaires d'une valeur de 4,2 milliards de dollars entre 2017 et 2021,

soit une moyenne de 835 millions de dollars par an. Ce qui est d'autant plus frappant, c'est que ces aides au développement sont distribuées dans certains intérêts géopolitiques : les pays reconnaissant Taiwan comme Etat souverain, par exemple, ne font l'objet d'aucune aide.

Depuis 2017, la Chine accorde donc principalement son aide au Cambodge (261 millions de dollars), à l'Ethiopie (198 millions), au Pakistan (193 millions), au Tadjikistan (181 millions) et au Myanmar (163 millions). Lennart Kaplan, expert en économie du développement à Göttingen, explique la logique d'allocation des financements chinoise : « Ces pays sont géographiquement et politiquement proches de la Chine, et jouent un rôle clé dans la nouvelle route de la soie », dans laquelle l'Ethiopie constitue un véritable hub logistique. Au Myanmar, la Chine établit une zone économique transfrontalière spéciale. Au Tadjikistan, elle investit plutôt dans l'extraction de métaux précieux.

Et la Chine n'est pas un nouveau donateur d'aides au développement. Pendant la guerre froide, elle a soutenu les pays africains du côté du bloc de l'Est. Depuis les années 2000, elle investit toujours plus dans des projets d'infrastructure et exporte, en contrepartie, fer, or, platine, cuivre et diamants, notamment d'Afrique du Sud, du Botswana et d'Angola.

Depuis 2000, les plus grands bénéficiaires de ces aides chinoises sont l'Irak, la Corée du Nord, l'Ethiopie et l'Indonésie. La Chine accorde également des prêts commerciaux importants pour le financement du développement, principalement à la Russie, au Venezuela, à l'Angola, au Brésil et au Kazakhstan.

Au début de la pandémie mondiale de coronavirus, la Chine a élargi son aide dans la fourniture de masques buccaux : des pays moins nécessiteux, et même des antagonistes politiques, ont également été approvisionnés. La Russie et l'Inde ont ainsi reçu des masques pour une valeur totale de 25 millions de dollars. L'Allemagne a également reçu des masques, elle pour une valeur d'environ cinq millions de dollars.

M. Kaplan suppose qu'avec ce déploiement d'aides, la Chine voulait démontrer sa force et redorer son image de grande puissance, forte de ses responsabilités. Elle aurait également pu vouloir détourner l'attention de son rôle dans la propagation de la pandémie. Notons également que le plus grand bénéficiaire de cette « diplomatie chinoise du masque » fut le Luxembourg, considéré comme le centre administratif de la nouvelle route de la soie, et revêtant donc une certaine importance stratégique pour la Chine.

La raison pour laquelle la Chine reste officiellement un pays en développement réside dans les principes de l'OCDE. L'organisation se base sur le produit intérieur brut (PIB) par habitant d'un pays pour le placer dans une classification. Selon ces critères mêmes, la Chine s'inscrit de la catégorie des « pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure ». Si les citoyens chinois connaissent désormais une certaine prospérité, ceux des régions rurales vivent, quant à eux, encore souvent dans la pauvreté. Pour une population d'environ 1,4 milliard d'habitants, le PIB par habitant reste bien en dessous du seuil pouvant retirer à la Chine son statut de pays en développement.

Or, dans le contexte du nouveau financement pour les dommages subis lors de catastrophes climatiques, cette classification de l'OCDE n'est en aucun cas contraignante. La communauté internationale doit déterminer, d'ici la prochaine conférence sur le climat, les pays qui contribueront au financement commun, les critères selon lesquels l'argent sera distribué, et à quels pays.

Pour Volkmar Klein, porte-parole du groupe parlementaire de la CDU auprès du Bundestag pour la politique orientée vers le développement durable, la coalition en feu tricolore doit dès lors prendre ses responsabilités. Lors des négociations à venir, le gouvernement fédéral doit s'engager à ce que les

règles ne permettent à la Chine de bénéficier de ce nouveau financement. Toute autre conclusion serait des plus « absurdes ».

## Copenhague, la ville qui ne veut plus de son carbone

Virginie Lenk

### A l'heure des crises climatique et énergétique, la capitale danoise et ses habitants ouvrent la voie ambitieuse vers des cités neutres en CO<sub>2</sub>.

page generale406

reportage

Virginie Lenk

La jeune femme qui me tend les skis aux carres tranchantes me prévient en souriant : « C'est comme skier sur de la glace, mais on s'y habitue. Si vous descendez ici, vous descendrez partout ! » Bienvenue à Copenhill, une piste de ski surréaliste en plein centre de Copenhague, nichée sur l'immense toit en pente de l'incinérateur géant de déchets. C'est l'emblème probablement aussi connu aujourd'hui des Danois que la Petite Sirène. Et pas de doute, l'édifice en impose.

Conçu il y a quatre ans par le célèbre architecte Bjarke Ingels, bardé de prix internationaux, Copenhill a créé un buzz planétaire avec sa piste de ski de 500 m de long sur une pelouse verte synthétique, en plastique recyclable, ses tire-fesses et sa vue totalement improbable sur la mer et les éoliennes lorsqu'on s'élanche de son sommet. Des *freeriders* de partout viennent s'y essayer. Un mur de grimpe, le plus haut du monde, ajoute au frisson.

Sensations garanties, vertige assuré. « J'espère que vous ne l'avez pas », s'amuse Sune Martin Scheybe. Il nous entraîne à l'intérieur, sur les passerelles haut perchées qui surplombent les entrailles de ce monstre. Ici, 300 camions déversent, dans un ballet quotidien, les déchets de Copenhague et de sa région. Dans la salle des machines, un technicien manipule d'énormes pinces pour mélanger cette montagne de détritrus, qui est ensuite brûlée à plus de 1.000 degrés.

« Les cendres sont utilisées dans la construction des routes », explique le porte-parole de l'entreprise publique ARC, qui gère l'usine. Il montre les innombrables filtres à la sortie de l'incinérateur et pointe du doigt le nuage de fumée blanche qui sort de l'énorme cheminée et dont le panache dévore les skieurs. « L'air qui ressort d'ici est plus propre que celui d'un parking souterrain. »

A Copenhill, 535.000 tonnes de déchets sont transformées chaque année en énergie. Celle-ci permet de chauffer l'eau d'une turbine à vapeur qui fabrique l'électricité pour couvrir les besoins de 90.000 foyers. Elle alimente aussi le gigantesque réseau de chauffage à distance auquel sont connectées toutes les habitations de la ville, en chauffant à elle seule 80.000 appartements.

Le prochain défi est l'unité de captage du carbone des cheminées, dans le but de l'enterrer ou de le réutiliser. A terme, on parle d'un demi-million de tonnes de CO<sub>2</sub> par an ! « Cela n'a jamais été réalisé à cette échelle », explique Sune Martin Scheybe. Mais la célébrité de Copenhill a changé le regard des

habitants sur la gestion des déchets. Selon un récent sondage de l'entreprise, huit sur dix soutiennent le captage du carbone, même s'ils doivent payer plus cher leur énergie.

Copenhague, c'est le symbole d'une capitale qui a l'ambition d'être neutre en CO<sub>2</sub> avant tout le monde. A quelques jours de la COP27 à Charm el-Cheikh (du 6 au 18 novembre), l'urgence est là : si on veut coller un tant soit peu aux accords de Paris et limiter le réchauffement à 2 °C, voire 1,5 °C, ce sont les villes qu'il faut décarboner en priorité. L'Union européenne s'est fixé 2030 pour une centaine d'entre elles. Copenhague vise 2025, objectif récemment un peu différé en raison du captage de carbone encore à l'étude.

Qu'importe : le projet est unique, loin d'un effet d'annonce. Lancé en 2009, lors de la COP15, financé à coups de milliards d'euros, il repose sur deux piliers majeurs : les énergies renouvelables et la mobilité. « Nous avons mis la barre très haut », concède Charlotte Korsgaard, responsable du plan carbone à la Municipalité, « mais nous y croyons. » Et le chauffage à distance de plus d'un million de personnes du grand Copenhague en est la pierre angulaire.

Car suite au choc pétrolier des années 1970, la ville a eu le flair de développer le gigantesque réseau public exploité aujourd'hui. Des kilomètres de tuyaux d'eau chaude serpentent sous son sous-sol. En 2000, la loi a obligé tous les propriétaires à y relier leurs bâtiments. Le réseau, en constante expansion, est géré selon un principe de non-profit, ce qui protège les consommateurs des abus. Aujourd'hui, en pleine crise énergétique, tout le monde ici se réjouit de passer l'hiver au chaud et à moindre coût.

Pour mieux comprendre le concept, direction Nordhavn. Les immeubles coquets qui longent les bords de mer de ces anciennes friches industrielles sont ce qui se fait de mieux en matière de zéro carbone : climatisation par eau de mer, panneaux solaires, déchets ménagers collectés dans des tubes le long des logements. On a aussi fait du neuf avec du vieux : deux silos imposants qui stockaient du ciment sur le port ont été reconvertis en bureaux. Avec, en prime, une vue imprenable sur les énormes parcs d'éoliennes offshore dont le Danemark, pionnier en la matière, tire la moitié de son énergie.

« La ville a amené ici les tuyaux d'eau chaude et la ligne de métro, puis elle a lancé la compétition entre les investisseurs », explique l'architecte Bo Christiansen. « Et il faut remplir une longue liste de critères écologiques. » Près de 40.000 logements sortiront de terre d'ici trente ans. Le prix de l'immobilier flambe, à environ 8.070 euros le mètre carré. « Tout le monde veut vivre dans cette mini-ville où travail, école, loisirs, tout est à portée de main. »

Nulle part comme à Copenhague, on ne réfléchit autant à la cité de demain. Dans l'immense *open space* du Bloxhub, ruche tout en verre au centre-ville, une centaine de sociétés s'activent dans le développement durable urbain. Ici, on échange, on débat, on crée. Son directeur, Torben Klitgaard, lâche, un rien provocateur : « Le concept de ville intelligente, qu'on entend partout, m'ennuie. La technologie n'est pas une réponse à tout. Les gens ne veulent pas vivre dans une ville intelligente : ils veulent vivre dans une ville heureuse. »

Bien vivre. A Copenhague, c'est la priorité de chacun. Happant le regard aux quatre coins de la ville, l'architecture est une prouesse en soi, avec des projets audacieux comme l'opéra, au toit surdimensionné, ou encore la bibliothèque royale, immense bloc noir qui réfléchit, tel un diamant, la lumière de l'eau et du ciel. De leurs quais, en été, les habitants plongent dans l'eau transparente du port. Les immeubles plus historiques sont dépoussiérés. « Nonante-cinq pour cent des bâtiments du futur sont déjà construits aujourd'hui », explique Torben Klitgaard. « Il faut optimiser, rénover intelligemment. »

L'autre grand pilier du plan de neutralité carbone, c'est la mobilité. Ici, le métro tourne jour et nuit, les transports publics carburent au renouvelable. A l'opposé, le prix du parking a pris l'ascenseur. « Nous ne bannissons pas la voiture de la ville, mais tout est fait pour que les trois quarts de la population ne l'utilisent pas », explique Charlotte Korsgaard. Deux jours à serpenter dans les rues à vélo suffisent à convaincre que les habitants ont fait leur choix, sans le vivre pour autant comme un sacrifice.

Comme Tina Lindgreen, qui a grandi ici et a troqué depuis des années sa voiture contre un vélo. Les pistes cyclables sont très larges et sûres, explique-t-elle, les feux sont synchronisés pour permettre des vagues vertes. La cohabitation entre deux-roues et voitures est à l'image d'un flegme tout danois : « L'air est plus pur, les gens moins stressés. Les index de bonheur nous placent parmi les peuples les plus heureux au monde », se réjouit-elle, alors qu'elle nous entraîne sur le Harbour Circle, 13 km de pistes cyclables qui entourent le port, l'ultime promenade des habitants.

La Danoise a fondé le Water, Air and Food Award, un prix qui récompense des actions citoyennes pour le climat de par le monde. Ses lauréats sont Sud-Américains, Indiens, Africains. Etre basée à Copenhague est pour elle la meilleure des vitrines de son ONG. « Nous sommes souvent cités en exemple », explique-t-elle. « Peut-être aussi parce que c'est dans notre culture de prendre soin les uns des autres. »

C'est cette solidarité qui pousse les habitants à accepter sans broncher les décisions de leurs autorités. Ils s'apprêtent à passer de six poubelles de tri à dix ! Excessif ? Pas pour eux. Le prochain plan climat après 2025 prévoit déjà des assemblées citoyennes. « Les habitants sont derrière nous », constate Charlotte Korsgaard. « Ils veulent en faire encore plus. » Les initiatives personnelles fleurissent.

Oens Have, la plus grande ferme urbaine des pays nordiques, en fait partie. On y cultive sur 2.500 m<sup>2</sup> des centaines de variétés de légumes différents, qui alimentent en partie son petit restaurant bio. Tout cela, au milieu d'un ancien chantier naval. « Cette parcelle abritait la cantine, le sol n'était pas pollué », explique le cofondateur du projet, Steffen Kristensen. L'ancien fonctionnaire du ministère de l'Environnement a tout plaqué pour mettre les mains dans la terre. « Il faut reconnecter les gens à la nature », martèle-t-il, bonnet marin vissé sur la tête. « J'ai chaque semaine des écoliers en visite qui ne savent même pas comment poussent les carottes. » Dans les allées derrière lui s'activent des bénévoles, jeunes pour la plupart. L'une d'eux nous confie sa joie de vivre dans une ville très verte, mais ajoute, droit derrière, qu'on peut toujours faire mieux.

Helle Solvang est une autre de ces écocitoyens. Son idée est simple : réunir ceux qui ont un jardin et ceux qui veulent y jardiner. Une multitude de potagers commu nautaires ont ainsi vu le jour à Copenhague et dans les environs. Comme beaucoup, Helle croit aux vertus de la démocratie participative. « Au Danemark, les politiciens se mettent au niveau des gens de la rue. Il n'y a pas de gêne. Tout le monde se parle. » Comme pour lui donner raison, alors qu'elle nous fait visiter le lieu alternatif qui tient plus du squat que d'un bureau feutré, nous tombons sur une réunion à laquelle s'est joint un ministre du gouvernement.

Portée par ses habitants, Copenhague est en bonne voie de gagner son pari. D'autres capitales, comme Stockholm ou Helsinki, lui ont emboîté le pas. Tous sont convaincus que dans la course à une planète plus verte, le salut viendra des villes.

## **Un pas en avant trop court**

page bruxelles1

D'aucuns, parmi les participants à la COP27, n'ont pas manqué de fustiger son maigre bulletin, singulièrement son chapitre évoquant les programmes mis en œuvre pour contenir le réchauffement sous la limite du 1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a ainsi déclaré : « Nous devons drastiquement réduire les émissions maintenant, et c'est une question à laquelle cette COP n'a pas répondu. »

Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, a, lui, asséné que « le monde ne nous remerciera pas quand il entendra uniquement des excuses demain. Ce que nous avons là, c'est un pas en avant trop court pour les habitants de la planète », a-t-il ajouté. « Il ne fournit pas assez d'efforts supplémentaires de la part des principaux émetteurs pour augmenter et accélérer leurs réductions d'émissions. »

## **« Des milliards pour les gros pollueurs, des miettes pour les gens »**

J.BO.

page generale7

Providentiel, l'accord climatique européen de ce week-end ? Loin de là, estiment ses détracteurs. Ainsi, selon Klaus Rhörig, responsable « climat » de Climate action Network (CAN) Europe, « les législateurs placent clairement la protection de l'industrie avant celle des gens et de la planète. Les gros pollueurs rentrent chez eux les poches pleines d'argent gratuit, tandis que les gens, en comparaison, reçoivent des miettes de pain pour passer un nouvel hiver fossile ». Le réseau déplore que, « quelques semaines seulement après que la COP27 a tiré la sonnette d'alarme indiquant que l'objectif de 1,5 °C était sous assistance respiratoire, les législateurs européens ont raté une occasion importante et évidente de placer l'Union sur la bonne voie. Ce qu'ils ont convenu ne met pas l'ETS en ligne avec l'objectif de l'Accord de Paris et ne représente donc pas une contribution équitable à la lutte contre le dangereux changement climatique ». Même critique émise par le groupe des Verts au Parlement européen. Guère plus enthousiaste, Alex Mason, responsable climat et énergie au WWF Europe estime que l'accord de ce week-end « aurait été bon il y a dix ou vingt ans. Mais en 2022, c'est trop peu trop tard. Et cela favorise les gros pollueurs, plutôt que d'aider les citoyens à se débarrasser des combustibles fossiles coûteux, en continuant à distribuer des milliards de quotas d'émissions gratuits avec peu de conditions ».J.BO.

## **Abdel Fattah al-Sissi, président égyptien**

page generale15

Le maréchal Abdel Fattah al-Sissi passe d'un événement mondial à l'autre, après la clôture ce samedi de la COP27 à Charm el-Cheikh, en Egypte. On l'a vu à la droite de l'émir, dans les tribunes VIP, une image inenvisageable il y a quelques années encore. En mars dernier, le Qatar s'est engagé pour un investissement à hauteur de cinq milliards de dollars dans une Egypte en difficultés financières, comme une marque d'amitié entre les deux pays aux relations conflictuelles. En 2011, le Qatar a soutenu la révolution de la place Tahrir, dont les Frères musulmans étaient sortis les grands vainqueurs. Al-Sissi, lui, est arrivé au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat contre ce mouvement islamiste en 2013. Le dirigeant égyptien s'était allié à l'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Emirats et la Jordanie dans leur brouille avec le Qatar en 2017.

## **Belgique, pas de « haute ambition »...**

M.d.M.

page generale10

Un sommet sur le climat, sans chamaillerie belgo-belge, c'est un peu comme un kochari (plat typique égyptien), sans piment, cumin ou ail. Plat. Fade. Mou. A la COP27, le plat a été dûment relevé à l'occasion d'un épisode somme toute anodin. Notre pays pouvait signer une déclaration de trois pages et demie rassemblant plus d'une cinquantaine de pays du Nord comme du Sud, ainsi que la Commission européenne. Rien de bien méchant : les signataires se disent « alarmés » par les impacts du changement climatique et par les études scientifiques. Ils sont « profondément inquiets » des pertes et dommages qui se manifestent déjà et continueront à se marquer. Et s'affirment « résolus à renforcer notre ambition individuelle et collective de maintenir 1,5 °C à portée de main, à soutenir les plus vulnérables, et à soutenir la nécessité de passer des promesses à la mise en œuvre ». La signature de cette déclaration par la Belgique avait été bloquée par la Flandre à Glasgow, fin 2021. *Bis repetita* à Charm el-Cheikh. Sollicité à distance faute que la ministre flamande ait fait le déplacement en Egypte, le cabinet de Zuhail Demir (N-VA) a répondu laconiquement : « Depuis la Flandre, nous ne pouvons pas non plus soutenir cette déclaration révisée. »M.d.M.

## **Des « nuits climatiques » sur la place Schuman**

BELGA

page generale5

A partir de dimanche et jusqu'au 20 novembre, un chapiteau de 150 mètres carrés accueillera sur la place Schuman, à Bruxelles, des assemblées citoyennes et des « nuits climatiques ». Ces dernières sont organisées sur l'idée de « Nuit Debout », le mouvement né en mars 2016, en France, à la suite d'une manifestation contre la loi Travail.

Lors de ces « nuits climatiques », des scientifiques des principales universités francophones du pays initieront des débats sur différents thèmes comme la démocratie, l'énergie ou encore l'agriculture.

C'est dans ce contexte que ce dimanche, la « Pierre de Rosette pour le Climat » a été officiellement inaugurée sur cette même place Schuman. Sculptée par Véronique Choppinet, la réplique à taille réelle de la pierre qui a permis à Jean-François Champollion de déchiffrer les hiéroglyphes sera le symbole principal des actions pour la lutte contre la crise climatique organisées dans le quartier européen à l'occasion de la COP27 sur le climat, qui se déroule en Egypte.

« Cette pierre symbolise notre colère et notre espoir », a déclaré Stéphane Vanden Eede, représentant de Pakman, le collectif à l'initiative de l'action. « L'espoir qu'après 50 années perdues, nous prendrons, en tant que citoyens et politiques, les mesures nécessaires pour lutter contre le dérèglement climatique. »BELGA

# **température Pourquoi faut-il sauver le soldat 1,5°C ?**

M.d.M.

page generale3

M.d.M.

On a bataillé, manœuvré, frimé, tenté d'impressionner l'adversaire. Mais le résultat est là : le texte de la décision finale de la COP27 mentionne bien que les Etats présents au sommet pour le climat se disent « résolu à poursuivre les efforts pour limiter la hausse de la température à 1,5°C ». Dès l'instant où le communiqué final du G20, le 16 novembre, y faisait référence, l'affaire semblait entendue. Les passions auraient dû s'apaiser, mais certains ont fait de la résistance. Les délégués à la COP ont eu des sueurs froides : certains pays, dont les producteurs de pétrole, la Chine et l'Inde, premier émetteur mondial, avaient semblé exprimer des doutes à propos de l'objectif couché dans l'Accord de Paris. Stabiliser à 1,5°C signifie un pic des émissions mondiales suivi de leur réduction très rapide. De quoi sérieusement secouer leur système économique et social...

Soulagement donc d'avoir évité le pire en Egypte, même si on y a fait que le minimum. Mais alors que de plus en plus de voix, y compris de scientifiques, s'élèvent pour dire que l'objectif n'est plus atteignable, pourquoi y faire encore référence ?

1,5°C, on s'en approche à toute allure. L'élévation de la température déjà enregistrée atteint 1,1°C depuis l'ère préindustrielle (1,14°C sur la dernière décennie, dit l'Organisation météorologique mondiale). Pour avoir deux chances sur trois de limiter la hausse à 1,5°C, il faudrait que les émissions mondiales de gaz à effet de serre baissent de 43 à 45 % en 2030 par rapport à 2010 et diminuent encore de 50 % dans la décennie suivante. Or, selon le Programme des Nations unies pour l'Environnement, elles devraient, si l'on suit la trajectoire actuelle, augmenter de 10 % en 2030.

La tendance est au déraillement. Plus concrètement, dit un centre de recherche, « le développement de nouveaux champs de pétrole et de gaz d'ici 2030 est incompatible avec l'objectif de 1,5 ° C ». Or, les prévisions indiquent que pas moins de « 570 milliards de dollars par an seront investis dans de nouveaux projets et explorations dans le gaz et le pétrole d'ici à 2030 ». L'explosion des prix de l'énergie causée par la guerre en Ukraine a certes « accéléré la transition énergétique » dans les pays (surtout européens) qui veulent se défaire au plus vite de leur dépendance au pétrole et au gaz fossile russes. Mais elle s'est aussi accompagnée d'une relance de certaines infrastructures fossiles – mines et centrales au charbon mais surtout gazoduc, centrales au gaz fossile et terminaux méthaniers. Celles-ci pourraient être utilisées encore pendant de longues années et contribuer aux émissions de CO 2.

Quant aux engagements de réduction d'émissions pris par les Etats jusqu'ici, ils pousseront le mercure jusqu'à 2,4-2,6°C au cours de ce siècle, dit un rapport des Nations unies. Il n'y a donc actuellement pas de « trajectoire crédible » vers 1,5°C.

« Continuer à dire publiquement que 1,5°C est toujours vivant est indéfendable », écrivent donc un millier d'académiques dans une lettre ouverte. « Pourtant, les politiciens, des universitaires de renom et le mouvement environnemental persistent à le faire. » Dans un sondage réalisé de façon anonyme

publié en novembre 2021 par la revue scientifique *Nature*, à peine 4 % des auteurs du Giec estiment que l'objectif est à portée. Six sur dix prévoient même une hausse de 3°C d'ici à la fin du siècle.

Pour Sébastien Treyer, directeur de l'Iddri, l'Institut pour le développement durable et les relations internationales, les choses ne sont pas si claires. « Il ne faut pas seulement écouter les climatologues, mais aussi les économistes et les sociologues. Or, les tendances sont très difficiles à modéliser dans les modèles économiques et sociaux. N'insultons pas l'avenir : trop de décisions ne sont pas encore contrôlables. Tous les cinq ans, on se rend compte que des choses jusque-là impossibles deviennent possibles. Qui s'attendait à ce que, si rapidement, les énergies renouvelables deviennent largement moins chères que le charbon ? Même chose pour la guerre en Ukraine : partout, elle a imposé les enjeux d'économies d'énergie et de sobriété. Cela pourrait avoir, on l'espère, des effets durables. Et pour la première fois depuis que je travaille sur ce dossier, on parle d'un pic des émissions de gaz à effet de serre avant 2030. »

« Personne ne prend vraiment au sérieux (l'objectif de 1,5°C, NDLR) », tranche cependant François Gemenne, professeur de géopolitique du climat à l'Université de Liège et à Science po Paris. « Tout le monde sait bien que c'est impossible, et qu'il était déjà trop tard en 2009 quand l'Aosis (alliance des petits Etats insulaires, NDLR) est venue avec cet objectif pour la première fois. » Une hausse de la température de +1,5°C « sera certainement atteinte dans les années 2030 quoi qu'on fasse », confirme Xavier Fettweis, climatologue à l'université de Liège. « Car les océans et la cryosphère (glaciers, calottes polaires..., NDLR) ont suffisamment accumulé d'énergie pour atteindre +1,5°C voire plus d'ici dix ans ; ils ont juste un temps de réponse plus long que l'atmosphère. »

« Physiquement, l'objectif est atteignable », nuance François Massonnet, climatologue à l'UCLouvain. « On sait que sitôt que les émissions nettes de gaz à effet de serre arrivent à zéro, la température se stabilise puis commence à décroître. » En clair : « Si, à partir de 2023, plus aucun gramme de gaz à effet de serre n'est émis (ou si on s'arrange pour que ce qui est émis soit recapturé), les températures stagneront. »

Autant dire que compte tenu de ce qui est en chemin, l'affaire est entendue : on n'y arrivera pas. Selon les calculs, le « budget carbone » mondial permettant d'avoir une chance sur deux de rester à 1,5°C est de 380 gigatonnes de CO<sub>2</sub>. Il sera dépassé dans neuf ans si les émissions restent au niveau de 2022 (40 Gt). Sans changement, il reste moins d'une décennie.

« Paradoxalement », poursuit Gemenne, « plus le changement climatique s'accélère, moins les efforts des Etats suivent, et plus on s'accroche à l'objectif de 1,5°C. Mais c'est désormais complètement hors d'atteinte. » Alors pourquoi batailler autant pour maintenir cette référence au risque de causer auprès des populations de la déception, du découragement, voire un rejet de l'action climatique ? « Mon sentiment », dit le chercheur belge, « est qu'on garde 1,5°C pour ne pas donner le signal d'une ambition au rabais, qui serait un signal catastrophique. Mais ce faisant, on expose aussi le public à une cruelle désillusion : on y sera, quoi qu'il arrive, vers 2035. »

Pour Massonnet, l'obsession du chiffre est « dommageable ». Il a trop souvent été présenté comme un seuil fatal au-delà duquel le monde s'écroule. Les effets du changement climatique sont « graduels et pas binaires », rappelle-t-il. « On avance sur un champ de mines plutôt que vers le bord d'une falaise. Je ne pense pas que matraquer les gens avec l'objectif de 1,5°C, ce soit le bon levier pour inciter à l'action ; une feuille de route sur les émissions par pays serait plus pertinente mais moins lisible. »

Si l'optimisme ne règne pas quant à la capacité d'y arriver, certains plaident pour ne pas abandonner la référence à 1,5°C. « Est-ce que ce serait plus productif de changer d'objectif ? », s'interroge Treyer. « Les effets sur la mobilisation pour l'action seront encore pires. Certains pays comme les producteurs

de pétrole n'attendent que cela et diront : Arrêtons les efforts. Et puis quoi ensuite ? Deux degrés ? Ça voudrait dire qu'on accepte qu'un certain nombre de pays vont être rayés de la carte... » Il y a là un enjeu éthique et moral.

« Il est crucial qu'on ne fasse pas glisser les objectifs », ajoute le climatologue Jean-Pascal van Ypersele (UCLouvain) dans un entretien sur France Culture. « La différence entre 1,5 et 2°C, c'est la différence entre la vie et la mort », a dit justement la Première ministre de la Barbade. « Les climatologues ne sont pas compétents pour estimer qu'on n'y arrivera pas. » Maintenir la hausse de la température sous 1,5°C, poursuit-il, « ce n'est pas un moment particulier, ce n'est pas un objectif à 2100, c'est un objectif tout court. Il faut tout faire pour pas dépasser 1,5°C. Et si on le dépasse, ce n'est pas une bataille perdue : il faudra essayer de redescendre le plus rapidement en dessous. Plus le dépassement sera court, moins les conséquences seront catastrophiques ».

Entre 1,5 et 2°C, il y a une énorme différence, rappelle le Belge : « Si on reste longtemps au-dessus de 1,5°C, la calotte du Groenland est condamnée à disparaître à long terme. Sa fonte sera beaucoup plus lente si on reste sous 1,5°C. Par ailleurs, certains coraux survivront alors qu'à 2°C, la plupart sont condamnés. Une part bien plus importante de la population sera exposée aux vagues de chaleur »...

Même avis chez Xavier Fettweis : « C'est surtout dans la durée qu'il ne faut pas dépasser ce seuil si on veut éviter les points de non-retour. » « Les gaz à effet de serre (en particulier le CO<sub>2</sub>) ont un temps de résidence d'environ 100 ans dans l'atmosphère. Si on veut repasser sous la barre des +1,5°C après 2050, il faudra certainement pomper du CO<sub>2</sub> de l'atmosphère (à l'aide des énergies renouvelables) même si nos émissions sont réduites à zéro. » Mais la technique fait controverse. Son intérêt est mis en cause par rapport à de « vraies » réductions. Et certains gros émetteurs pourraient en tirer prétexte pour ne pas faire de véritables réductions.

## **Devant la justice, l'urgence climatique justifie-t-elle les moyens ?**

Arthur Sente

**Ces derniers mois, les actions de désobéissance civile climatique se sont multipliées. Certaines ont été sévèrement réprimées, tandis que la notion « d'état de nécessité », invoquée par des militants pour justifier leurs actes, peine à percer dans la jurisprudence**

page generale8

Arthur Sente

A quelle sauce la justice va-t-elle à l'avenir manger ces activistes du climat enclins à mener des entreprises de plus en plus transgressives pour dénoncer l'action – ou plutôt l'inaction – des gouvernements ? La question agite dans le milieu militant et au-delà, plus de trois semaines après l'annonce de la condamnation à deux mois de prison (dont un avec sursis) de trois contestataires belges par le tribunal de La Haye, pour « violence contre un bien ». Le 27 octobre, Wouter Mouton et deux de ses comparses (l'un d'eux se contentant de filmer les faits) s'étaient pour rappel collés au cadre et à la vitre de la célèbre *Jeune fille à la perle* de Vermeer, hébergée dans la Mauritshuis, et ce au nom de l'urgence climatique. Le tout sans provoquer de dégâts sur l'œuvre elle-même.

Sortis anticipativement de prison vendredi dernier, les Belges sont désormais en attente d'un procès en appel. Malgré cela, les interrogations demeurent, notamment chez Wouter Mouton, qui craint un renforcement de l'arsenal anti-activistes en Europe. « Est-ce que j'ai peur que cela décourage le mouvement pour le climat ? C'est effectivement un risque. Au Royaume-Uni, ils veulent changer la loi pour permettre à la police d'arrêter plus facilement les activistes. Mais ça montre aussi que le mouvement pour le climat n'est plus ignoré », nous explique le militant flamand, qui compte à son actif une quinzaine d'arrestations administratives et n'entend pas mettre un frein à son engagement.

Ces derniers mois ont été marqués par ce qui ressemble à une multiplication des coups d'éclat de ce type réalisés au nom de la désobéissance civile, partout en Europe et notamment en Belgique – comme l'illustre l'exemple de l'action Code Rouge visant au blocage des infrastructures de Total en Belgique. Effet d'amplification médiatique ou tendance réelle ? Sylvie Ollitrault, chargée de recherche au CNRS, directrice adjointe du Centre de recherches sur l'action politique en Europe, penche pour la seconde option.

« Indubitablement, depuis cet été, les actions de ce type se sont démultipliées en Europe. Il y a plusieurs explications à cela », explique-t-elle au *Soiren* invoquant les perturbations climatiques de ces derniers mois, la lassitude du mouvement pour le climat face au maigre succès des marches ou enfin l'actualité liée à la COP27. « Rituellement, il est habituel de voir apparaître des actions en marge des grandes rencontres climatiques », poursuit-elle. « Mais là où l'on assiste généralement à des choses assez conventionnelles comme des marches, on voit ici se généraliser ce qu'on appelle en sciences politiques des actions de scandalisation. » Une dimension dont relève l'actuelle série d'attaques contre les tableaux, amorcée en mai dernier – la Joconde, ou plutôt sa vitre, faisant la première les frais d'une rencontre forcée avec un cake crémeux. Et une arme à double tranchant,

relève Sylvie Ollitrault : « Choquer l'opinion, cela a du sens car ça peut faire adhérer à la cause. Mais ça peut aussi provoquer un rejet. »

Dans le contexte de cette « vague » européenne d'actions transgressives – qui se sont aussi matérialisées au travers de blocages routiers ou d'interruptions d'événements sportifs –, les militants belges de la Haye sont loin d'être les seuls à s'être exposés à des sanctions pénales. Comme le rappelait *Le Monde* la semaine dernière, pas moins de 16 militants britanniques impliqués dans des actions climatiques croupissaient en prison en date du 9 novembre dernier. Et la liste des sanctions pourrait s'allonger avec l'ouverture ce lundi du procès de 4 militants accusés d'avoir causé un trouble à l'ordre public en bloquant le périphérique de Londres en septembre, tandis qu'en France, 6 militants ont pour leur part comparu ce mardi devant le tribunal correctionnel pour avoir bloqué la 19<sup>e</sup> étape du Tour.

Comme d'autres avant eux, ces militants français ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils axeraient leur défense sur la notion « d'état de nécessité ». Une ligne également adoptée par Wouter Mouton à La Haye, qui s'en explique : « Mon avocat a effectivement plaidé l'état de nécessité en soutenant que la seule raison pour laquelle j'avais mené cette action était liée à la poursuite d'un objectif supérieur et que cette nécessité découlait de l'inaction des personnes aux commandes. » Un argument qui n'a pas fait mouche, du moins en première instance.

Cette invocation devant les tribunaux de « l'état de nécessité » (qui vise, en simple, à justifier la commission d'une infraction pour préserver un intérêt considéré comme supérieur par rapport à un autre, et ce face à un danger « grave et imminent »), la juriste Marie Jadoul (UCLouvain) s'y intéresse de près et en a même fait l'un des objets de sa recherche doctorale en cours. « Cette notion n'est pas inscrite dans la loi car il s'agit d'une construction jurisprudentielle », retrace-t-elle. « Elle n'a pas à ce stade, en matière climatique ou écologique, obtenu de reconnaissance en Belgique, mais a très souvent été soulevée à titre d'argument dans des procès par les personnes concernées. » Et la juriste de citer l'exemple belge des faucheurs d'OGM du Field Liberation Movement, finalement condamnés à un mois de prison avec sursis et 550 euros d'amende par la cour d'appel de Gand en 2014 en conséquence d'une action menée à Wetteren. « La cour a considéré qu'on ne pouvait reconnaître un état de nécessité dans le chef des activistes pour deux motifs : d'une part, le péril lié à l'utilisation d'OGM n'était pas établi et d'autre part, le principe de subsidiarité n'était pas rencontré. Or en matière d'état de nécessité, il faut, en effet, avoir commis l'infraction avec des moyens impliquant le moins de dommages possibles pour préserver l'intérêt que l'on juge comme supérieur dans la situation de danger. »

En Europe, néanmoins, des percées (encore rares) sont à relever et des juridictions ont récemment donné du crédit à cette ligne de défense. « La cour d'appel de Genève a ainsi reconnu en octobre 2020 un état de nécessité dans le chef d'un activiste écologiste qui avait maculé de peinture la façade d'une banque et placardé celle-ci avec des pages de rapports du Giec », cite notamment la doctorante. Une victoire de courte durée pour les activistes. « Mais finalement, le Tribunal fédéral suisse, qui est en quelque sorte l'équivalent de notre Cour de cassation, a plus tard rejeté ce moyen de défense. » Notamment au motif, poursuit-elle, « qu'on ne saurait ainsi assimiler le réchauffement climatique à la notion juridique de danger imminent au sens du code pénal, dans la mesure où ces catastrophes pouvaient frapper indistinctement chacun, en tout lieu et en tout temps ».

Entre la sévérité des peines de prison prononcées dans certains pays, d'un côté, et de l'autre les quelques perspectives ouvertes par des innovations jurisprudentielles, force est de constater qu'en Belgique, la désobéissance civile ne secoue pas tant l'actualité judiciaire que chez nos voisins. « Par rapport à la France ou la Suisse, où les procès pénaux ont explosé en matière de désobéissance civile environnementale, en Belgique, ce n'est actuellement pas le cas. Cela pourrait s'expliquer par une

certaine culture belge de la discussion et de la négociation dans l'espace public. Cela pourrait aussi s'expliquer par le filtre exercé par le ministère public en matière d'opportunité des poursuites. Est-ce lié à cela ? », s'interroge Marie Jadoul. « Je pense en tout cas qu'il ne faut pas partir du principe que parce qu'une telle décision a été rendue à La Haye, une situation similaire pourrait avoir lieu en Belgique. » L'affaire néerlandaise est en tout cas venue rappeler (aux dépens des activistes) « que la désobéissance civile s'inscrit dans l'illégalité et qu'à partir du moment où l'on commet certains actes illégaux, on est susceptible de recevoir une peine d'emprisonnement », comme le souligne Sylvie Ollitrault. « Certains militants peuvent d'ailleurs aussi espérer un procès. » Si finir derrière les barreaux n'était certainement pas son intention, Wouter Mouton concède à ce titre : son séjour en prison fut une épreuve déplaisante, mais « cette situation a attiré l'attention des médias sur le message ».

# De fortes tensions brouillent la fin de la COP 27

Michel De Muelenaere

## Désorganisé et tendu, le sommet climatique mondial fait des heures supplémentaires. Aucun des sujets brûlants n'est réglé.

page bruxelles9

Michel De Muelenaere

Sans surprise, le sommet climat de Charm el-Cheikh, la COP27, jouait les prolongations, vendredi soir. C'est désormais devenu une habitude. Et la lenteur avec laquelle la présidence égyptienne a rédigé et produit les projets de conclusions a contribué à plomber le rythme des travaux. Après une version matinale, vendredi, un nouveau projet de décision de la conférence était attendu en milieu de soirée et on prédisait de longues heures de discussion. D'autant qu'aucune des questions cruciales – les *crunch issues*, disent les geeks – n'était encore résolue.

Vendredi, la principale nouveauté est venue de l'Union européenne dont la délégation menée par le vice-président de la Commission Frans Timmermans a posé sa propre architecture d'un compromis final. L'affaire se présente sous la forme d'une « médaille à deux faces », disent les Européens. Du côté pile, l'Union accepte l'idée de créer un nouveau fonds destiné à financer les « pertes et préjudices » dont souffrent les pays les plus vulnérables à cause des événements climatiques extrêmes. Plus précisément, il s'agit d'une proposition d'accord politique pour créer ce fonds. Pas pour le mettre en place immédiatement.

Si elle abandonne l'opposition qu'elle maintenait jusqu'à présent, l'Europe met ses conditions. D'abord que le fonds soit alimenté par tous les pays en fonction de leur niveau de développement, et plus seulement par les pays développés. Par exemple, la Chine et l'Arabie saoudite passeraient du côté des pays donateurs. « C'est une demande classique des pays riches », commente Romain Weikmans, professeur de politique climatique à l'ULB. « Le monde a profondément changé depuis 1992 (signature de la Convention des Nations unies sur le changement climatique, NDLR). Aujourd'hui, environ 35 pays considérés comme en développement sous la Convention de 1992 ont un PIB par habitant supérieur à celui de l'Etat membre le plus pauvre de l'Union européenne (la Bulgarie). »

La Chine se laissera-t-elle convaincre ? Certains voient dans le jeu européen une tentative de diviser le groupe des pays en développement dont elle fait partie. Au sein de ce « G77 », certains ont fait de la création d'un nouveau fonds un trophée à ramener à tout prix de Charm el-Cheikh. Mais Pékin, qui insiste sans cesse sur la responsabilité historique des pays industrialisés dans le changement climatique actuel, n'acceptera pas facilement d'en être désormais coauteur. La notion de « pays les plus vulnérables » n'est par ailleurs pas définie et risque de semer la zizanie chez les bénéficiaires potentiels. Et c'est sans oublier que du côté des Etats-Unis la création d'un nouveau fonds atteint une ligne rouge.

« Je ne me fais aucune illusion », poursuit Weikmans. « Le fonds ne sera pas alimenté par des sommes considérables. Il n'y aura aucune obligation d'y contribuer. » L'Europe propose de l'alimenter partiellement avec des « sources de financement innovantes » – taxe sur l'aviation, sur le trafic maritime ou sur les combustibles fossiles. Mais c'est une vieille idée qui n'a jamais été mise en œuvre.

L'Union rappelle aussi qu'il existe déjà « une mosaïque de solutions » pour aider financièrement les pays affectés par le climat (aide humanitaire, aide au développement, systèmes d'alerte précoce, mécanisme assurantiel, allègement de dette...). Ces dernières mériteraient d'être mieux coordonnées et orientées. De même, le Fonds monétaire international et les banques de multilatérales de développement doivent mieux servir la cause climatique. « Malgré des améliorations ces dernières années, les banques de développement restent de grosses pourvoyeuses de financements aux énergies fossiles dans les pays du Sud », relève Weikmans.

Du côté face, les Vingt-Sept réclament le maintien d'une mention forte de l'objectif de l'Accord de Paris de limiter la hausse de la température globale à 1,5°C, la poursuite et l'accélération de la sortie du charbon, le renforcement des énergies renouvelables et la réduction des émissions de méthane, un autre puissant gaz à effet de serre. De même, l'Union réclame pour l'an prochain un renforcement des engagements de réduction de gaz à effet de serre pour 2030.

Vendredi soir, les commentaires oscillaient entre la reconnaissance d'une ouverture européenne sur des questions très sensibles, mais aussi une manœuvre stratégique destinée à fracturer le front des pays en voie de développement. Cinq projets de textes de la COP devaient encore atterrir sur la table.

La Chine et les Etats-Unis qui ont trouvé chacun des éléments fort déplaisants dans la proposition européenne risquaient d'y opposer une fin de non-recevoir. Il n'a d'ailleurs échappé à personne que ces deux pays ont tenu des conversations bilatérales à plusieurs reprises au cours de la COP. Signe, selon certains, qu'ils pourraient débouler dans l'arène avec un accord scellé entre eux, à prendre ou à laisser par tous les participants au sommet égyptien. Une répétition de l'échec de Copenhague en 2009 qui a laissé un goût amer. Bref, ramassait un expert, il n'y avait vendredi soir « aucun signe de conclusion ».

**Le  
GENERALE**

**Soir**

A\_LA\_UNE, samedi 12 novembre 2022 681 mots, p. GENERALE5

**Ocean Viking : violent bras de fer entre la France  
et l'Italie**

## **Le refus italien d'accueillir les 230 migrants du bateau humanitaire Ocean Viking a fait exploser une inédite querelle diplomatique entre les Paris et Rome.**

page generale5

L'Italie s'est comportée de façon très inhumaine et non professionnelle », a déclaré, ce jeudi, le gouvernement français. « La réaction de la France est totalement incompréhensible et disproportionnée », lui a rétorqué, piqué à vif, l'exécutif italien.

Au cœur de cette grave querelle diplomatique entre Paris et Rome, la pire crise politique depuis le début du mandat de la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, on retrouve un bateau et ses 230 passagers, exténués par vingt jours de pérégrinations en mer. Après avoir lancé 35 demandes de débarquement infructueuses et avoir été officiellement refusé par les autorités italiennes, le navire, Ocean Viking, battant pavillon norvégien, et affrété par l'ONG SOS Méditerranée pour sauver les migrants en détresse en mer, a enfin pu accoster, ce vendredi, au port militaire de Toulon, dans le sud de la France.

« Le vent a tourné ! », a écrit, triomphant, le ministre des Infrastructures, Matteo Salvini, qui considère ce débarquement en France comme une « victoire italienne ». Cet accueil a été autorisé « à titre exceptionnel », en raison du « mépris du droit international » affiché par le gouvernement italien, a tenu à préciser le ministre de l'Intérieur français, Gérald Darmanin.

Or, après un printemps politique éclos grâce à l'amitié entre l'ancien président du Conseil italien, Mario Draghi, et le président français, Emmanuel Macron, cet imbroglio diplomatique inédit, qui remet en question la solidité des liens entre les deux capitales européennes, risque de perdurer. L'Ocean Viking n'est autre que le symbole, voire le prétexte, d'un contentieux à même de bouleverser les équilibres juridiques qui ont régi, jusqu'à aujourd'hui, les politiques migratoires de l'Union européenne.

La nouvelle ligne, dure et inflexible, promue par l'exécutif italien reflète en effet les souhaits d'une partie de l'opinion publique de la Péninsule. La droite radicale populiste a remporté les élections du 25 septembre dernier, en raison aussi de la promesse, formulée par Giorgia Meloni, de « mettre fin aux départs illégaux en brisant le trafic d'êtres humains en Méditerranée ». La présidente du Conseil avait même proposé, en campagne électorale, d'imposer un blocus naval européen pour lutter contre la pression migratoire.

Et, aujourd'hui, elle ne veut en aucun cas faire marche arrière. « L'Italie a toujours affronté seule le problème migratoire », a expliqué le ministre de l'Intérieur italien, Matteo Piantedosi, avant de rappeler que, depuis le début de l'année, la Péninsule a accueilli près de 90.000 migrants. Or, des 8.000 migrants censés être « redistribués » en Europe en vertu des accords conclus à l'échelle communautaire, seulement 117 ont quitté l'Italie.

Le sort tourmenté du navire semblait pourtant avoir été réglé lors d'une rencontre entre le président Macron et Giorgia Meloni, en marge de la COP27, à Charm el-Cheikh. Selon la présidente du Conseil italien, la France s'était engagée à accueillir le bateau. Une certitude qui avait même amené la cheffe de l'exécutif à remercier officiellement les autorités de l'Hexagone. Un geste précipité, révélant une certaine naïveté politique : Emmanuel Macron, aux prises avec une opposition bariolée, dominée par les positions extrémistes, en matière migratoire, du Rassemblement national, aurait préféré une plus grande discrétion.

Ainsi, le dialogue de sourds continue. L'exécutif italien salue sa nouvelle stratégie de « débarquements sélectifs » (seuls les « migrants fragiles » sont désormais autorisés à débarquer sur les côtes nationales) alors que les Français menacent d'adopter des mesures de rétorsion inédites contre Rome, comme la « suspension de l'ensemble des relocalisations au bénéfice de l'Italie », et annoncent le renforcement des contrôles aux frontières entre les deux pays, avec l'envoi de 500 nouveaux agents. Deux capitales qui montrent leurs muscles et une victime collatérale en puissance : la législation européenne en matière de droit d'asile.

**Le**  
**GENERALE**

A\_LA\_UNE, lundi 7 novembre 2022 313 mots, p. GENERALES5

**Toujours pas assez d'argent**

M.D.M.

page generale5

**Soir**

L'engagement date de 2009, au sommet pour le climat de Copenhague, la COP15. Les pays industrialisés promettaient d'assurer à l'horizon 2020 une contribution annuelle en faveur des pays en développement de 100 milliards de dollars provenant de sources publiques et privées, bilatérales et multilatérales, pour financer l'action climatique dans les pays du Sud. Depuis lors, chaque COP est l'occasion de rappeler nos pays à ce devoir. La COP27 n'échappera pas à cette antienne : en 2020, a calculé l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), les montants libérés étaient de 83,3 milliards. De quoi exaspérer les pays les moins avancés qui constatent que les gouvernements du Nord n'ont pas eu trop de mal à trouver des centaines de milliards pour faire face à la crise du covid et aux conséquences de la guerre en Ukraine.

A Charm el-Cheikh, il faudra avancer des arguments sonnants et trébuchants pour éviter la rupture entre Nord et Sud. Les annonces attendues suffiront-elles ? Cela reste à voir. Chacun a déjà préparé son argumentaire : « Avec ses 27 Etats membres, l'Union européenne est le plus grand contributeur mondial avec 23 milliards d'euros », plaide-t-on à la Commission. « Et plus de la moitié de ce financement est destinée à des politiques d'adaptation ou à des activités mixtes. »

Avant la COP, le Canada et l'Allemagne ont été chargés de préparer un plan permettant d'atteindre les 100 milliards en 2023. Reste à savoir ce qu'il contiendra et s'il sera jugé crédible. Frappés de plus en plus fort par les événements climatiques extrêmes, les pays vulnérables demandent que plus d'argent soit consacré à des mesures de protection et d'adaptation aux effets du changement climatique. Et déjà se profile une discussion sur l'aide financière qui sera accordée après 2025.M.D.M.

**Le  
GENERALE**

**Soir**

A\_LA\_UNE, mercredi 9 novembre 2022 580 mots, p. GENERALE4

**en Egypte De Croo vante la technologie et plaide  
pour qu'on maintienne la cohésion**

Michel De Muelenaere

Michel De Muelenaere

Comme avant lui le Français Emmanuel Macron, l'Allemand Olaf Scholz, ou la très médiatique Mia Mottley, Première ministre de la Barbade, le Premier ministre belge Alexander De Croo (Open VLD) a pris la parole à la COP27, le sommet climatique mondial de Charm el-Cheikh. Un discours où il a renvoyé dos à dos les climatosceptiques et les militants pour le climat qui se sont illustrés ces derniers jours en s'en prenant (sans dégâts) à des œuvres d'art.

La lutte pour le climat, a-t-il lancé à la tribune des Nations unies est « un combat pour la survie. Pour notre survie physique ». Mais c'est aussi un combat pour « maintenir la cohésion ». « Nous devons être plus ambitieux, mais nous devons aussi prendre soin des gens. Nous avons besoin de solutions qui marchent pour tout le monde. Sans laisser personne sur le bord du chemin ».

Fidèle à ses convictions, De Croo a brisé une lance en faveur des technologies. « Les gens doivent savoir que les technologies climatiques d'aujourd'hui sont plus prometteuses que jamais ». Et de vanter la Belgique dont la délégation de 115 membres (qui ne viendront pas tous à la COP) comporte plus d'une quinzaine de représentants du port d'Anvers, de Fluxys (l'opérateur de gaz) et de l'entreprise de dragage Deme venus vanter leurs projets dans le domaine de l'hydrogène « vert ».

Pratiquant l'œcuménisme et un « en même temps » très macronien, De Croo a plaidé pour un rapprochement Nord-Sud et s'est adressé aux jeunes. « Faites partie de la solution, allez étudier les sciences et par-dessus tout, construisez des coalitions, des partenariats. Dialoguez avec des personnes aux idées différentes, c'est là que le véritable changement se produit ».

Pour De Croo, le gouvernement ne peut tout faire tout seul. Le progrès n'est pas imposé d'en haut mais co-créé entre partenaires. Entre les gouvernements et le secteur privé. Entre les entreprises et la société civile ». C'est ainsi qu'on avancera, dit-il, et « non en se jetant de la peinture les uns sur les autres ».

Alexander De Croo n'a cependant pas fait mention du partenariat signé entre la Belgique et le Mozambique qui prévoit l'octroi de 2,5 millions d'euros au titre de financement des « pertes et dommages » déjà subis par Maputo du fait du changement climatique. Il est vrai que le gouvernement flamand est très réticent à l'idée que la Belgique s'engage dans des financements dans le dossier sensible des « pertes et préjudices »...

« Clivant, et rien de très concret », commentait mardi soir, un expert d'une ONG qui, la veille avait rencontré le Premier ministre et s'offusquait un peu que, dans son discours, celui-ci les mentionne comme des jeunes activistes qui savent qu'ils doivent regarder au-delà des slogans ».

« Creux et décevant, assène Carine Thibaut, porte-parole de Greenpeace Belgique. Le bilan de la Belgique en matière de climat reste totalement insuffisant. Non seulement notre pays n'atteint pas ses objectifs climatiques, mais il n'a pas encore rempli son engagement en matière de justice climatique. « Comme le Premier ministre, nous nous inquiétons de la polarisation du débat sur le climat. Mais pour lutter contre celle-ci, le Premier ministre a la solution entre ses mains : il doit mener une politique climatique juste, inclusive et ambitieuse. C'est la seule direction possible pour obtenir une réelle adhésion citoyenne ».

**Le  
GENERALE**

**Soir**

LENA, samedi 19 novembre 2022 1084 mots, p. GENERALE58

**« Il faudra réduire le nombre de nos déplacements en avion »**

Ivan Radja

## **Des chercheurs de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) ont mis au point un modèle pour financer la décarbonation de l'aviation civile d'ici à trente ans. Il suppose une réduction drastique des vols et une hausse des tarifs.**

page generale58

Entretien

Ivan Radja

Sascha Nick est l'un des promoteurs du Fonds d'émissions négatives pour les compagnies aériennes (Nefa). Il explique pourquoi les mesures actuelles sont insuffisantes et détaille le mécanisme du modèle créé à l'EPFL.

L'appareil de mesures établi par les Etats au niveau mondial, appelé Corsia, n'a même pas la neutralité carbone en 2050 pour objectif, mais vise seulement l'élimination des excédents annuels de CO<sub>2</sub> par rapport à 2019, année de référence. En clair, cela signifie que, chaque année, le secteur continuerait d'émettre un milliard de tonnes de CO<sub>2</sub>, soit le volume de 2019. Faites le calcul : cela représente 30 milliards de tonnes d'ici à 2050. L'équivalent annuel des émissions mondiales de dioxyde de carbone, toutes activités confondues.

lata, l'association qui regroupe les compagnies, de même que l'Organisation de l'aviation civile internationale (ICAO) ont certes un objectif plus ambitieux, aligné sur la feuille de route du Giec, à savoir la neutralité carbone en 2050. Cependant, les moyens pour y parvenir ne suffiront pas. L'hydrogène est un substitut encore à l'état embryonnaire, dont les premiers prototypes sont attendus pour 2035, et une éventuelle commercialisation beaucoup plus tard, trop tard en tout cas pour être inclus dans l'objectif 2050. Et encore faut-il qu'il soit vert (électrolyse de l'eau grâce à de l'énergie solaire, NDLR), et, pour l'heure, la production est négligeable. Quant à l'hydrogène bleu, basé sur le gaz naturel, il s'agit d'une technologie polluante.

Soit on les produit à partir de déchets alimentaires, mais cette transformation est coûteuse, donc encore marginale. Et je ne pense pas que le but soit de produire de plus en plus de déchets alimentaires. Soit ils sont élaborés à partir d'huiles végétales, c'est-à-dire, pour moitié, de l'huile de palme. Cela suppose des monocultures à grande échelle, tout aussi néfastes pour l'environnement. Pire : cette huile de palme est souvent cultivée sur des anciens marais tropicaux, ce qui détruit la tourbe et déclenche un phénomène d'oxydation, et provoque dix fois plus d'émissions de CO<sub>2</sub> que le kérosène. Corsia accepte comme « carburant durable » celui issu de l'huile de palme, qui émet 100 grammes de CO<sub>2</sub> par mégajoule (MJ). Comme un kilogramme équivaut à 43 MJ, cela signifie qu'il émettrait environ quatre kilos de CO<sub>2</sub> alors que le kérosène n'en émet que trois. Je ne dis pas que les biocarburants ne feront pas partie de la solution, mais ils ne contribueront qu'à un petit pourcentage de la réduction des émissions, essentiellement basés sur les déchets alimentaires.

Effectivement. Deux tiers des effets de serre induits par les avions sont causés par les oxydes d'azote (NOx) et les traînées de condensation. Or, les plans de Corsia et des compagnies aériennes sont focalisés sur le CO<sub>2</sub> et ne prennent pas du tout en compte ces dernières. L'hydrogène, outre le fait qu'il n'émet pas de CO<sub>2</sub>, pourrait réduire de moitié ces deux tiers restants, mais, comme je l'ai dit, cette technologie est encore très lointaine.

Réduire le nombre de vols. Bien que le taux de remplissage des avions soit plus élevé que par le passé, environ 80 % en 2019 contre 60 % en 1960, le nombre de kilomètres parcourus a explosé. En 2019, il était proche de neuf trillions, soit 9.000 milliards de passagers-kilomètres (nombre total de kilomètres parcourus par l'ensemble des passagers, NDLR). Pour atteindre l'objectif des Accords de Paris, il est impératif de ramener ce chiffre à 1,3 trillion, soit le diviser par sept. Cela signifie revenir au niveau de 1984.

Pas encore. Si, de cette façon, nous réduisons les vols de 85 %, et qu'un tiers des 15 % restants soit neutralisé par des avions plus efficaces et mieux remplis, il reste un solde de 10 %, qu'il faudra retirer par des émissions négatives.

Par ventes aux enchères. Chaque année sera mis à l'encan le nombre de passagers-kilomètres total de vol disponible. La première année, ce sera donc l'équivalent de neuf trillions de kilomètres, puis, chaque année, 7,3 % de moins, jusqu'en 2050. Ce fonds est calqué sur un schéma similaire que nous avons élaboré pour les émissions négatives de la Suisse. La compagnie d'aviation qui achète une durée donnée, à un prix fixé par les enchères, devra en outre verser une contribution complémentaire afin d'atteindre les 230 dollars par tonne de CO<sub>2</sub> à verser au fonds Nefa si elle veut faire partie du club. Celle-ci devrait bien sûr répercuter une partie de ce coût sur le prix des billets. Ce sont ainsi 3.300 milliards de dollars qui seraient alloués à ce fonds.

Ce sera assez significatif. Par exemple, 600 dollars de plus pour un aller-retour Genève-New York. Ce n'est pas inabordable si l'on a bien conscience qu'il faudra réduire le nombre de nos déplacements en avion, et donc espacer les voyages.

Participer au fonds garantit de pouvoir accéder aux aéroports des pays qui y auront adhéré. Ainsi, d'une part, les compagnies peuvent continuer leurs vols, et, d'autre part, les Etats engrangent de l'argent pour atteindre la neutralité carbone. Tout le monde est gagnant. Ce modèle permet de créer en quelque sorte un pays fictif, celui de l'aviation civile internationale. Car, comme on le voit en ce moment à la COP27, les feuilles de route présentées par les pays comportent toujours deux points noirs : l'aviation et le trafic maritime, dont personne ne veut, car ce sont deux postes extraterritoriaux. Qui est responsable de l'empreinte carbone de tel vol ? Le pays de départ ? Celui d'arrivée ? La compagnie seule ? Tout le monde se renvoie la balle, et cela reste un angle mort.

L'idéal serait que quelques Etats européens, ou l'Union européenne, constituent le noyau de base de ce climate club, car l'Europe compte cinq pays dans le top dix des destinations touristiques. Ensuite, pour que le fonds Nefa soit efficace, il est indispensable qu'ils soient rejoints par de gros acteurs, comme les Etats-Unis, la Chine ou le Mexique.

**Le  
GENERALE**

**Soir**

A\_LA\_UNE, samedi 12 novembre 2022 1165 mots, p. GENERALE6

**« Les écologistes ne sont pas des boxeurs par nature »**

Maxime Biermé

## **La coprésidente de Groen, Nadia Naji, adopte un style plus offensif en rendant les coups et en communiquant davantage sur les sujets comme le nucléaire, la migration ou le réchauffement climatique.**

Maxime Biermé

Stéphane Vande Velde

C'est depuis sa chambre d'hôtel de Charm el-Cheikh où se déroule la COP27 que la nouvelle coprésidente de Groen, la jeune trentenaire Nadia Naji, élue en juin, nous a accordé une interview. Climat, nucléaire, asile, pouvoir d'achat, elle n'évite aucun sujet.

Je comprends le point de vue des activistes qui considèrent que c'est du greenwashing et que l'Égypte ne respecte pas les droits humains. Mais les COP ont tout de même réussi à arracher quelques résultats, comme la limitation de la hausse de la température à 1,5° lors de l'Accord de Paris. Sans les COP, les accords internationaux ne seraient pas possibles. On ne peut pas, sur le climat, se limiter à un aspect régional, fédéral, voire européen.

On ne peut pas accepter le vandalisme, que ce soit clair. Je ne trouve pas que ce soit une bonne façon d'entamer la discussion. Mais, il ne faut pas oublier que les marches pour le climat menées par les jeunes, il y a quelques années n'étaient pas légales non plus. Ces jeunes auraient dû se trouver à l'école et, en défilant, ils menaient une action de rébellion. En le faisant sans violence, ils ont réussi à mettre le sujet à l'agenda. Or, je ne suis pas sûre que les actions actuelles de vandalisme permettent de mettre le sujet à l'agenda ! On parle du vandalisme et pas du message. Ce n'est donc pas vraiment productif.

Je ne suis pas tout à fait d'accord. J'ai 30 ans et, la première fois que j'ai entendu parler du problème climatique, je devais avoir 16-18 ans. Or, aujourd'hui, les jeunes de 11-12 ans n'ont plus besoin d'explications, ils savent très bien ce qu'il en ressort. Ma belle-famille était accro aux bouteilles en plastique. Maintenant ils boivent de l'eau du robinet filtrée ou de la limonade en bouteille en verre. Ce n'est pas cela qui va résoudre le problème mais cela montre que les mentalités évoluent. Avant, on devait mettre le climat à l'agenda. Maintenant, on est dans une nouvelle phase. Dans la crise énergétique actuelle, tout le monde admet que c'est mieux de mettre des panneaux solaires. Le problème, c'est que tout le monde n'en a pas les moyens et c'est là que le gouvernement doit jouer son rôle.

Oui, il y a une fracture sur les solutions et sur l'ambition qu'il faut avoir. On ne va pas arrêter le réchauffement climatique en faisant des choses mineures. Nous, écologistes, on se projette sur le long terme et sur les grandes actions à mener. C'est ce qui nous différencie des autres partis qui veulent aller petit pas par petit pas.

On a sans doute fait une erreur les années précédentes en disant un peu trop aux gens que c'était de leur responsabilité individuelle que dépendait la transition climatique. On doit être très clairs et dire que la transition énergétique ou climatique doit être une transition juste. Dans la crise énergétique, il y a des gens qui ont les moyens de ne pas trop en subir les conséquences, notamment via l'indexation des salaires. Mais il y a une grande part de la société qui a besoin d'aide. Le tarif social est offert à deux millions de personnes et ce n'est pas un luxe mais une nécessité pour pouvoir survivre. Et concernant la décroissance, on ne comprend pas toujours nos positions : il y a certains secteurs, comme l'aviation, dans lesquels on ne peut pas continuer comme aujourd'hui. C'est pour cette raison que nous avons fait une proposition sur les jets privés.

C'est une vision à court terme. L'approvisionnement est important et c'est la raison pour laquelle on a accepté la prolongation de deux réacteurs. Mais les négociations avec Engie ne se déroulent pas facilement parce que durant deux décennies on a toujours dit qu'on fermerait ces réacteurs. La prolongation n'a pas été préparée. Au-delà de l'approvisionnement, il y a aussi l'aspect financier : investir dans l'énergie renouvelable, qui est la seule qui a vu son prix baisser les dix dernières années, est la meilleure option financière. On nous reproche les centrales à gaz, mais elles ne sont que des options de transition, pas des options à long terme. Elles doivent servir à aller vers du renouvelable à 100 %.

Ce qu'il ne dit pas, c'est que la prolongation des centrales est impossible parce que cela n'a pas été préparé lors des deux décennies précédentes (NDLR : s'il semble impossible de prolonger certains réacteurs, d'autres pourraient être prolongés à condition d'études de faisabilité et de lourds investissements). À chaque étape, la fermeture a été confirmée. La prolongation n'est donc pas faisable. Et pas rentable pour Engie. Cela va donc nous coûter cher. Il y a aussi l'aspect sécurité. On est obligés de les fermer et de les faire contrôler. Ce n'est pas nous qui décidons mais l'AFCN et l'Agence internationale atomique. On ne peut pas nous faire croire qu'on peut compter uniquement sur le nucléaire. Regardez la France ! Aujourd'hui, c'est nous qui les aidons parce que toute une série de centrales ne fonctionnent pas.

Oui, ce n'est pas correct. Mais politiquement, je comprends que ce soit très facile.

Il est important de répondre. Les écologistes ne sont pas des boxeurs par nature. On essaie de répondre par l'intelligence et pas trop aux mensonges pour ne pas les faire vivre. Mais ça ne fonctionne pas. C'est la raison pour laquelle je suis allée à ce débat. La crise énergétique est une opportunité pour certains partis d'attaquer les verts. C'est un jeu politique. Et comme on n'a pas cette culture de participation gouvernementale, on n'avait pas les clés de ce jeu politique. Et encore aujourd'hui, c'est compliqué pour nous de savoir si on doit entrer dans ce jeu politique ou continuer à travailler sur le contenu. Notre style reste différent mais on doit se montrer plus proactifs dans notre communication, et ne pas se laisser faire. Cependant, je n'accepterai jamais le style machiste. Pendant le débat, je n'ai pas élevé la voix, je déteste les gens qui crient.

Il y a quand même un manque d'empathie avec les grévistes. C'est vrai qu'on fait pas mal de choses (6 milliards pour aider les gens) mais le minimum des choses, c'est d'écouter les gens, de les comprendre et d'accepter que leur sentiment soit pertinent. Et on n'y arrive pas toujours.

**Le  
GENERALE**

**Soir**

A\_LA\_UNE, lundi 7 novembre 2022 310 mots, p. GENERALES5

## **Des préjudices à compenser**

M.D.M.

page generale5

L'affaire aurait pu provoquer un clash avant même le début de la COP. Finalement, le choc n'a pas eu lieu. Malgré les tentatives de certains pays développés d'éviter le débat, les participants à la COP27 discuteront bien du dossier « pertes et dommages ». Selon un groupe d'universitaires, 189 millions de personnes ont été affectées chaque année par les impacts du changement climatique dans les pays en développement entre 1991 et 2021. Sur cette période, 676.000 personnes sont mortes, le nombre d'événements climatiques extrêmes a doublé et on a enregistré pour 525.000 milliards de dollars de dégâts. Or, les pays les plus vulnérables comptabilisent 79 % des personnes touchées et 97 % des morts. Selon les projections, le coût de ces catastrophes pourrait encore s'élever entre 290 et 580 milliards de dollars par an dans les pays en développement d'ici à 2030, et jusqu'à 1.700 milliards en 2050. La facture des inondations qui ont frappé le Pakistan cette année est à elle seule estimée à 30 milliards de dollars.

Historiquement, ces pays sont les moins responsables du dérèglement du climat, puisqu'ils ont émis le moins de gaz à effet de serre. Alors qu'ils paient l'essentiel de la facture post-catastrophe, ils se tournent vers les pays du Nord, qui ont bâti leur industrialisation et leurs richesses sur l'émission de quantités considérables de CO<sub>2</sub>, afin de leur demander de participer aux réparations de dégâts dont ils sont largement responsables.

Faut-il créer un nouveau fond comme le demandent les pays du Sud ? Les fonds et les outils de financement actuels suffisent-ils, comme l'affirment les pays riches ? Pour ces derniers, qui ont retardé l'ouverture du débat, il faut surtout éviter toute reconnaissance de responsabilité qui ouvrirait la porte à des actions en justice...M.D.M.

**Le  
GENERALE**

**Soir**

A\_LA\_UNE, lundi 21 novembre 2022 378 mots, p. GENERALE3

## **Des réactions mitigées dans le monde**

AFP

- Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres : « Nous devons drastiquement réduire les émissions maintenant, et c'est une question à laquelle cette COP n'a pas répondu. Je salue la décision d'établir un fonds pour les pertes et dommages et de le rendre opérationnel dans un futur proche. Ce ne sera clairement pas assez, mais c'est un signal politique tout à fait nécessaire pour reconstruire une confiance brisée. »

- Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne : « Le monde ne nous remerciera pas quand il entendra uniquement des excuses demain. Ce que nous avons là, c'est un pas en avant trop court pour les habitants de la planète. »

- Annalena Baerbock, ministre allemande des Affaires étrangères : « Nous avons fait une percée en matière de justice climatique, mais le monde perd un temps précieux sur la trajectoire de 1,5 degré. »

- Agnès Pannier-Runacher, ministre française de la Transition énergétique : « Aucune avancée n'a été obtenue sur la nécessité de faire des efforts supplémentaires de réduction des gaz à effet de serre et sur la sortie des énergies fossiles. C'est une vraie déception. »

- Rishi Sunak, Premier ministre britannique : « Je salue les progrès réalisés à la COP27, mais il n'y a pas de temps pour la complaisance. Garder l'engagement de 1,5 degré est vital pour l'avenir de notre planète, il faut faire plus. »

- Shehbaz Sharif, Premier ministre du Pakistan frappé cet été par des inondations catastrophiques (plus de 1.700 morts) : l'adoption d'un fonds dédié pour financer les dégâts climatiques est « une première étape décisive vers l'objectif de justice climatique. Il appartient au comité de transition de s'appuyer sur ce développement historique ».

- Le ministre de l'Environnement d'Antigua-et-Barbuda, Molwyn Joseph, au nom de l'alliance des petits Etats insulaires (Aosis) : « Aosis avait promis au monde de ne pas quitter Charm el-Cheikh sans réussir à établir un fonds de réponse pour les pertes et dommages. Cette mission de 30 ans est maintenant accomplie. »

- Le ministère sud-africain de l'Environnement : bien que saluant l'accord sur un fonds destiné à compenser les « pertes et dommages » climatiques, « nous pensons qu'une action urgente supplémentaire est nécessaire pour assurer le respect des obligations des pays développés ».AFP

**Le  
GENERALE**

**Soir**

FORUM, samedi 19 novembre 2022 833 mots, p. GENERALE43

**La pathologie, c'est l'inaction, pas « l'éco-anxiété**

**»**

## **La COP27 fait ressortir un constat sans appel : les émissions de CO 2 vont dépasser en 2022 leur niveau record. Cette annonce risque-t-elle d'augmenter le syndrome d'éco-anxiété dont on parle de plus en plus ? Certainement, mais là n'est pas le problème.**

page generale43

Dire, comme souvent aujourd'hui, que l'éco-anxiété est la maladie psychique du XXI e siècle revient à nier la réalité des changements climatiques. Face à un danger aussi réel, n'a-t-on pas raison d'avoir peur, d'être effrayé par la situation et frustré de ne pas voir les décideurs adopter des mesures urgentes ? Les éco-anxieux pensent qu'ils sont malades mais ce n'est nullement le cas. Ceux qui me préoccupent en revanche, ce sont les individus qui continuent leur petite vie comme si de rien n'était, qui ne sont pas angoissés par la catastrophe qui se prépare ou qui pensent qu'on en a déjà fait assez. Ce sont eux qui sont les plus malades et qui ont besoin d'être soignés, car ils n'ont aucune idée de la réalité du monde.

En tant que psychiatre et environnementaliste, je suis, moi aussi, éco-anxieux. Si je ne ressentais pas cette anxiété, je ne passerais pas tout mon temps à essayer de préserver l'environnement. Et c'est, notamment, la raison qui m'a conduit à créer la Fondation Solar Impulse.

Ainsi, la question n'est pas de savoir comment guérir de l'éco-anxiété, comme on guérirait d'une névrose ou d'une psychose, mais comment éviter qu'elle nous paralyse, qu'elle nous emprisonne dans la dépression. Car la véritable maladie, c'est l'éco-dépression : cette souffrance faite d'impuissance, de culpabilité et de tristesse, qui nous dépeint une absence totale de futur et nous persuade que cela ne sert plus à rien d'agir de quelque façon que ce soit. La pathologie, c'est l'inaction, pas l'éco-anxiété !

Le sentiment d'impuissance, qui fait tant souffrir dans l'éco-anxiété, ne diminuera que s'il se transforme en aiguillon pour réagir, pour nous réveiller et revigorer notre entourage. Nous retrouverons notre énergie vitale dès que nous déciderons d'agir pour obtenir un résultat, si minime soit-il, plutôt que de nous plaindre. Quand je parle d'agir, ce n'est pas dans le but de sauver le monde à soi tout seul, car le désespoir n'en serait que plus grand, mais de s'efforcer d'améliorer ce que nous pouvons dans notre propre vie, de décrire des solutions sur les réseaux sociaux, d'encourager notre famille et nos amis à changer, de contacter un journaliste que nous connaissons ou un élu local.

Ce qui est décourageant, c'est d'essayer d'entreprendre sans succès une action qui n'est pas possible à notre propre niveau. Un individu, et à plus forte raison un enfant, ne peut pas contribuer au changement de la même manière qu'un chef d'entreprise ou un Premier ministre. De petites actions, adaptées au niveau de chacun, suffisent toutefois à créer une dynamique favorable.

Aux enfants qui inquiètent leurs parents par leur éco-anxiété, il faut expliquer que la vie a toujours été une aventure fascinante et difficile, avec des hauts et des bas. De tout temps, l'humanité a connu des crises : au temps des Egyptiens, des Grecs, des Romains, au Moyen Age et même plus récemment, il y a eu des guerres, des révolutions, des épidémies... et les hommes ont réussi à chaque fois à transformer en évolution ce qu'ils croyaient être la fin du monde.

Aujourd'hui, montrons aux jeunes quelles sont les professions prometteuses et inspirantes dans lesquelles ils pourront faire la différence, que ce soit dans les domaines de l'efficacité écologique, des énergies renouvelables, des constructions décarbonées, de l'informatique pour concevoir des réseaux électriques intelligents (smart grids), en s'engageant dans la politique ou en travaillant dans les médias.

Je repense souvent à une image poignante des émeutes de Los Angeles dans les années 1990, montrant deux propriétaires de magasins dévastés et pillés. L'un était assis dans les gravats, pleurant la tête dans les mains. L'autre, armé d'un balai, remettait son échoppe en ordre pour la rouvrir le plus vite possible. C'est ça, la résilience. J'étais étudiant en médecine lorsque j'ai vu cette photo dans un journal et c'est elle qui a orienté mon choix de consacrer ma thèse de doctorat à la « Pédagogie de l'épreuve : l'aspect révélateur de l'accident, de la maladie et du malheur ». Que pouvons-nous apprendre des grands désastres de la vie ? Il faut toujours garder à l'esprit que même quand nous ne sommes pas responsables de ce qui arrive dans notre existence, nous pouvons devenir responsables de ce que nous en faisons.

**Le  
GENERALE**

**Soir**

LENA, samedi 3 décembre 2022 1146 mots, p. GENERALE56

## **Le « je t'aime moi non plus » de Xi Jinping et Joe Biden**

Macarena Vidal Lij

**Entre échanges commerciaux en hausse et divergences diplomatiques insurmontables, Etats-Unis et Chine maintiennent une entente cordiale.**

Macarena Vidal Liy

La vice-présidente américaine Kamala Harris a terminé son voyage aux Philippines la semaine dernière par une visite à Palawan. L'île de Palawan est la plus proche des Spratly, l'archipel de récifs disputé par Manille et Pékin, où la Chine a construit une série d'îlots artificiels. « En tant que son allié, les Etats-Unis se tiennent aux côtés des Philippines face à l'intimidation et à la coercition en mer de Chine du Sud », déclarait-elle alors. Au même moment, au Cambodge, le ministre chinois de la Défense, le général Wei Fenhe, exigeait de son homologue américain, Lloyd Austin, que Washington respecte les intérêts clés de Pékin et n'interfère pas à Taïwan : l'avenir de cette île « est un sujet qui concerne le peuple chinois, et aucune force étrangère ne pourra s'arroger le droit d'y intervenir ».

Ces avertissements interviennent un peu plus d'une semaine après la rencontre des présidents des pays respectifs, Joe Biden et Xi Jinping, à Bali (Indonésie) à l'occasion du sommet du G20. Entre sourires, poignées de main et déclarations bienveillantes, les deux grandes puissances du monde ont opté pour une sorte de trêve dans la dégradation de leurs relations. Ce semblant de calumet de la paix permettrait de rétablir les contacts dans certains domaines d'intérêt commun. Mais les divergences sur des questions essentielles, de Taïwan aux droits de l'homme, persistent ; la question est de savoir si cette entente cordiale minimale peut être maintenue et combien de temps.

Cette réunion, dont l'objectif déclaré était de « mettre un frein » à la chute libre dans les relations bilatérales, a ouvert la voie à des gestes significatifs. Le secrétaire d'Etat Antony Blinken se rendra en Chine l'année prochaine, probablement en janvier. Annulés après le voyage de Nancy Pelosi, les échanges ont aussi été rétablis entre les groupes de travail sur des questions d'intérêt commun, dans des domaines allant de l'environnement à la sécurité alimentaire.

Les deux dirigeants sont conscients de l'importance de maintenir les canaux de communication. Bien que la méfiance soit palpable des deux côtés, la relation entre les deux géants économiques continue de revêtir la plus haute importance au monde. « Une certaine forme de collaboration entre les deux (puissances) est nécessaire si nous voulons résoudre les problèmes qui ont trait à la mondialisation », a insisté Tony Saich, directeur du Fairbank Center for China Studies de l'université de Harvard, lors d'une conférence.

Malgré les sanctions respectives, les restrictions d'accès technologique et les hausses de droits de douane imposées durant l'ère Donald Trump, qui n'ont d'ailleurs pas été levées après le changement d'administration aux Etats-Unis, le commerce entre les deux puissances continue de croître. En 2021, il a atteint 657 milliards de dollars et devrait augmenter de 8 % cette année.

D'autre part, la coopération dans des domaines tels que le changement climatique est essentielle au succès de la lutte contre le réchauffement de la planète. C'est ce qu'ont compris les ministres réunis à Charm el-Cheikh à l'occasion de la COP27, qui ont accueilli par un tonnerre applaudissements l'envoyé spécial américain pour le climat, John Kerry, lorsqu'il a présenté son homologue chinois, Xie Zhenhua, en tant que « mon ami ».

Mais la compréhension mutuelle s'arrête là. « Aucun signe de changement fondamental dans la compétition stratégique entre la Chine et les Etats-Unis n'a été visible au terme de cette réunion », note dans un rapport récent Neil Thomas, du cabinet de conseil Eurasia. Ces dernières années, selon Thomas, « un changement clé dans la relation a été la position de plus en plus agressive, passant de la reconnaissance de la Chine comme une menace à l'époque du président Trump à une politique de

freinage actif du développement technologique de la Chine sous le président Biden ». Pour cette raison, la marge de manœuvre pour que la relation soit de nouveau placée sous le signe de la coopération est très mince.

M. Biden lui-même a nuancé les choses, après sa rencontre avec Xi, en disant que les entretiens « n'avaient pas été un moment de kumbaya », expression familière qui fait ironiquement allusion à l'évangile et à la recherche d'harmonie et de compréhension.

Les divergences semblent insurmontables sur des sujets tels que Taïwan. L'indépendance de l'île autonome, que Pékin considère comme faisant partie de son territoire et qu'il ne renonce pas à intégrer par la force, est aussi incompatible avec la paix et la stabilité dans le détroit de Formose que « l'eau et le feu », selon le président chinois. Entre-temps, lors d'un séminaire sur la défense au Canada, M. Austin a averti que Washington « tire les leçons de la guerre en Ukraine pour renforcer les capacités d'autodéfense de nos partenaires d'Asie-Pacifique », en référence au gouvernement du président Tsai Ing-wen à Taipei.

Les résultats des élections américaines de mi-mandat aux Etats-Unis pourraient aussi compliquer la délicate trêve en place et réduire la marge de manœuvre dont dispose M. Biden. En effet, le Parti républicain, qui a durci ses positions à l'égard de la Chine surtout depuis le mandat de Trump, a remporté une petite majorité à la Chambre des représentants qui pourrait lui permettre de contrôler des commissions clés sur les liens bilatéraux.

Leader pressenti de la Chambre des représentants lors du changement de législature du 3 janvier prochain, Kevin McCarthy a indiqué qu'il envisageait de créer une commission spéciale sur la Chine, susceptible de proposer une législation plus stricte sur le contrôle des exportations et des investissements américains vers le géant asiatique ou sur le soutien à Taïwan. « La Chine est le numéro un du vol de propriété intellectuelle », a déclaré M. McCarthy à Fox News. « Nous allons mettre un terme à cela », a-t-il poursuivi, « et nous ne permettrons pas à l'administration de rester les bras croisés et de laisser la Chine faire ce qu'elle fait subir aux Etats-Unis ».

Ce politicien républicain avait promis que, s'il était président de la Chambre, il se rendrait également à Taipei, accompagné de « la plus importante délégation de l'histoire ». Cela pourrait susciter une vive réaction de la part de Pékin : rappelons qu'à la suite du voyage de Mme Pelosi, la Chine avait déjà répondu par des manœuvres dans des conditions réelles sans précédent dans le détroit de Formose.

L'entente conclue par Biden et Xi « reste un effort très fragile », convient Wei Da de l'université Tsinghua à Pékin. « Nous ne savons pas ce que le Congrès fera l'année prochaine. Et si McCarthy se rend à Taïwan, cela pourrait briser les efforts entrepris pour normaliser les relations. »

**Le  
GENERALE**

**Soir**

A\_LA\_UNE, vendredi 18 novembre 2022 822 mots, p. GENERALE9

## **La nature et le climat : des alliés précieux à réconcilier**

Michel De Muelenaere

## **La nature est un des leviers sur lesquels on peut agir pour réduire les effets du changement climatique. Et ce n'est pas le seul bénéfique à en attendre.**

page generale9

Michel De Muelenaere

Le bras de mer d'environ un hectare et demi d'où l'eau se retire lentement est bordé de petits arbres verts. Détonnant dans un paysage où on s'attendrait plutôt à croiser le rover Perseverance. Mais celui-ci cahote sur le sol martien, pas sur le curieux appendice à l'extrême sud de la péninsule du Sinaï qui sépare les golfes d'Aqaba et de Suez.

Le parc national égyptien de 850 km<sup>2</sup> est surtout connu pour ses récifs coralliens exceptionnels. Ce sont eux qui attirent les touristes caquetant que l'on croise de-ci de-là. Mais Yasser Awadalla, directeur technique pour le Sinaï au ministère de l'Environnement, n'a d'yeux que pour une seule merveille : la mangrove qui borde l'eau sur 500 mètres environ. « C'est la seule mangrove du parc et elle représente un écosystème unique », explique-t-il. Mi-maritime, mi-terrestre, elle héberge des arbres dont les racines plongent dans un sol marin de faible profondeur. Créature d'eau de mer, le palétuvier noir a su développer des propriétés lui permettant d'expulser le trop-plein de sel présent dans le sol. Ses « pneumatophores » qui pointent hors de l'eau apportent l'oxygène aux racines immergées. Mais l'arbre a aussi besoin d'eau douce pour croître. « Là-bas », poursuit Awadalla en pointant un petit bouquet au pied d'une falaise desséchée plongeant dans les flots, « il y avait deux arbres naguère. Il y en a trois désormais. C'est un signe de présence de l'eau douce souterraine nécessaire à l'expansion de la végétation. »

Ces écosystèmes attirent aujourd'hui tous les regards : ils sont l'image de l'étroite imbrication des enjeux climatiques et de biodiversité. Soumises aux destructions destinées à aménager le littoral ou pour installer des élevages de poissons et de crevettes, ces forêts sont le refuge d'innombrables espèces vivantes – jusqu'à 250 vertébrés et invertébrés. Elles servent de frayère où les poissons viennent pondre et de nurserie pour les jeunes qui s'y développent à l'abri des prédateurs. Elles contribuent ainsi à la sécurité alimentaire des populations locales. Ras Mohamed est aussi un site de repos pour les oiseaux migrateurs venus d'Europe de l'Est ou d'Asie de l'Ouest en chemin vers l'Afrique.

Mais il y a mieux : les vastes mangroves protègent les côtes contre l'érosion en fixant le sol avec leurs profondes racines. Elles préservent les territoires contre les tempêtes les plus fortes en atténuant le pire des destructions. Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement, la protection des mangroves est mille fois moins coûteuse, au kilomètre, que la construction de digues. Cerise sur le gâteau, les arbres fixent le CO<sub>2</sub> dans leurs feuilles, leurs branches et leurs racines. « Elles tombent sur le sol et sont progressivement recouvertes par le sable. Le carbone reste dans le sol tant que celui-ci n'est pas perturbé », poursuit Awadalla. « Une mangrove peut stocker quatre à huit fois plus de carbone qu'une forêt tropicale. »

Mais ce trésor est fragile. Dans l'océan Indien occidental, plus de 80 % des mangroves ont disparu. A Madagascar, 80.000 ha ont été rasés. A Ras Mohamed, la végétation ne progresse que très lentement. Des tentatives de replantation n'ont pas satisfait. « La principale menace n'est ni l'élévation de la mer ni l'acidification des eaux », ajoute Awadalla, « ce sont les touristes qui pénètrent dans l'eau et dérangent les pontes, ou arrachent les feuilles et les branches. Nous songeons d'ailleurs à ériger une clôture pour empêcher les intrusions. »

Si on parle beaucoup d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre à la COP27, à 30 km de là, n'oublions pas que la nature est un des principaux alliés de l'homme dans la lutte contre le changement climatique, insiste un rapport du WWF, le Fonds mondial pour la nature. Elle a absorbé « 54 % de nos émissions de CO 2 au cours des dix dernières années » (31 % dans les écosystèmes terrestres, 23 % par les océans). Protéger et restaurer la nature qui rend un grand nombre de services et de bienfaits à l'espèce humaine est essentiel, ajoute le WWF. Or, les destructions s'accroissent. « Pour maintenir la résilience de la biodiversité et des services écosystémiques à l'échelle mondiale, entre 30 et 50 % de la surface de la Terre doivent être effectivement et équitablement conservés », indique l'organisation. Un enjeu qui sera au centre d'un prochain sommet mondial, du 7 au 19 décembre. Sur la biodiversité, cette fois...

**Le  
GENERALE**

**Soir**

LENA, samedi 29 janvier 2022 1161 mots, p. GENERALE56

## **La nouvelle « capitale » d'Egypte est encore une ville fantôme**

Francesca Caferra

## **Elle n'a pas encore été baptisée, mais elle est destinée à devenir, dans le désert et loin des turbulences du Caire, le cœur politique du pays.**

page generale56

reportage

Francesca Caferra

Pour voir à quoi ressemblera l'Égypte de demain, il faut faire une heure de route vers l'Est depuis le centre du Caire. Tourner le dos aux pyramides de Gizeh, au musée égyptien et à tout ce que l'on croit savoir du pays des pharaons. Surtout, ne pas se laisser effrayer par le désert. Car c'est seulement après en avoir traversé une partie et passé un péage autoroutier qui sépare le rien d'un autre rien que l'avenir se dessine.

On aperçoit d'abord le squelette d'une grande arche, puis des immeubles d'habitation déserts. Enfin, apparaît une île de gratte-ciel semblables à ceux de Doha ou de Dubaï. Tout autour, des dizaines de grues, et un grand vide. La cité fantôme où nous pénétrons n'a pas de nom, mais son destin est connu : « New administrative capital », peut-on lire sur les panneaux et titres de journaux qui en chantent les louanges. C'est la nouvelle capitale de l'Égypte, ce conglomérat urbain qui n'a pas encore été baptisé et que le président Abdel Fatah al-Sissi a décidé de construire à partir de rien pour en faire le centre névralgique du pays. En quelques mois, selon les plans du gouvernement, les ministères, les ambassades et des millions de personnes quitteront la ville chaotique et surpeuplée du Caire pour s'y installer.

Pour Abdel Fattah al-Sissi, c'est le joyau de la couronne, la plus importante des interventions visant à redessiner le visage de l'Égypte, l'équivalent de ce que furent la nationalisation du Canal de Suez pour Nasser et l'édification des pyramides pour les pharaons. Et les coûts estimés sont bel et bien pharaoniques : de 45 milliards de dollars il y a sept ans, quand les travaux ont commencé, ils sont passés aujourd'hui à 58 milliards (51,8 milliards d'euros).

L'ensemble est géré par l'armée, le plus puissant appareil de l'État égyptien, impliqué dans tous les secteurs de l'économie et qui, à travers ses filiales, contrôle tout dans la nouvelle capitale : des constructions de routes et d'immeubles jusqu'à l'installation de caméras de vidéosurveillance dans les moindres recoins.

A plusieurs reprises, le président a qualifié l'inauguration de « naissance d'un nouvel État » ou de « proclamation d'une nouvelle République », dans un excès de lyrisme qui, dans le vide du désert, suscite l'inquiétude. Les rues sont jalonnées de gigantesques panneaux vantant l'avenir. Les complexes résidentiels, qui promettent de redéfinir le « concept de luxe » et d'offrir à leurs habitants une « magnifique journée de travail », portent le nom de Hyde Park ou Palm Hills.

Mais la verdure et les piscines des photos ne sont qu'un mirage, et les gratte-ciel ne sont rien d'autre que des squelettes au milieu du sable. En journée, il y a quelques semaines, il n'y avait pas l'ombre d'un habitant en ville, on n'apercevait que des chiens et des ouvriers. Un garde nous explique que parfois, des étudiants de l'une des universités du Caire, qui a déjà déplacé son campus, apparaissent çà et là. Pas grand-chose de plus.

C'est bien peu de chose pour une ville qui, une fois terminée, devrait occuper une superficie équivalente à celle de Singapour et accueillir 6,5 des 22 millions de personnes qui vivent actuellement

au Caire. Des riches, pour la plupart, car ils sont les seuls à pouvoir se permettre, dans un pays où le revenu annuel moyen ne dépasse pas les 3.000 dollars (2.680 euros), de déboursier 60.000 dollars (53.575 euros) en moyenne pour un appartement deux chambres, et de posséder une voiture adéquate : le chemin de fer qui devrait relier la capitale au Caire et aux alentours se résume aujourd'hui à une voie suspendue.

« C'est bien plus qu'un projet urbanistique », explique l'analyste politique égyptien Maged Mandour, qui est aussi analyste pour le Carnegie Endowment Center. « A la base de ce projet, il y a avant tout un idéal politique : séparer le pouvoir d'une réalité potentiellement déstabilisante comme celle du Caire. Al-Sissi est obsédé par les événements de 2011, par la foule de la place Tahrir qui força Moubarak à quitter le pouvoir. Idéalement, la nouvelle capitale administrative n'accueillerait que des personnes employées par le gouvernement ou qui évoluent en son sein, minimisant ainsi le risque de révolte. L'attention se déplacerait ici, reléguant Le Caire, ses masses urbaines et leurs éventuelles révoltes à la marge. Si quelque chose devait se produire, s'il fallait réprimer, le gouvernement pourrait ainsi le faire loin des projecteurs. En même temps, il resterait en sécurité : qui parcourrait 50 kilomètres dans le désert pour manifester contre un président ? »

Un plan politique, donc, pour lequel 2022 est une année charnière. Selon le calendrier initial, la capitale aurait dû émerger en 2020. Mais la pandémie et les difficultés financières rencontrées par le projet (on parlait au départ de financements émiratis puis chinois, mais à chaque fois, le soutien a été retiré en raison du manque de transparence) ont retardé l'ensemble à 2021.

L'année dernière, le gouvernement a tout fait pour respecter, au moins en apparence, la date fixée : les premiers bureaux ont ouvert à l'automne et l'exécutif y a tenu une réunion fin décembre. Par ailleurs, les Coptes ont célébré Noël le 6 janvier dans la nouvelle cathédrale chrétienne, la plus grande du monde arabe, avec une capacité d'accueil de 8.000 fidèles.

Mais en réalité, autour des quelques structures achevées (la cathédrale, justement, deux mosquées, les bâtiments de la Sécurité nationale et une poignée d'autres bâtiments), le désert continue à régner. Difficile aujourd'hui d'imaginer que tout ce vide sera rempli d'ici l'automne prochain, quand l'Egypte accueillera la Conférence de l'ONU sur le climat, la COP27, à l'occasion de laquelle al-Sissi voudrait présenter son bijou au reste du monde.

Malgré tout, le président semble déterminé : ces dernières semaines, son entourage a mené un véritable bras de fer avec les diplomates étrangers qui refusent de transférer les ambassades dans la nouvelle ville, et donc d'abandonner leurs bâtiments historiques du Caire. Quant à l'avis des nombreux historiens et archéologues qui dénoncent la possibilité d'abandonner Le Caire, déjà surpeuplé et privé de ressources, il est systématiquement ignoré par les médias étatiques : « L'idée est celle d'une société divisée », conclut Maged Mandour, « une sorte d'obscur songe de science-fiction auquel personne ne semble pouvoir s'opposer. » Un rêve qui semble devenir réalité, entre les dunes.

**Le  
GENERALE**

**Soir**

A\_LA\_UNE, samedi 9 septembre 2023 1147 mots, p. GENERALE2

Climat

## **Le monde n'est toujours pas en phase avec l'Accord de Paris**

Michel De Muelenaere

# **Malgré les engagements pris dans l'Accord climatique de Paris en 2015, les plans de réduction d'émissions de gaz à effet de serre ne suffisent pas à atteindre l'objectif, constate le Giec. Et les indispensables mesures concrètes se font attendre.**

page generale2

Michel De Muelenaere

En décembre 2015, tous les pays de la planète prenaient un engagement solennel : œuvrer pour maintenir l'élévation de la température mondiale bien en dessous de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle et poursuivre les efforts pour ramener le réchauffement à 1,5°C. Près de huit ans plus tard, les progrès sont très insuffisants et ne permettent pas d'envisager que l'objectif soit atteint, indiquent dans un nouveau rapport les scientifiques du Giec, le groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat.

1

Des engagements trop faibles

Il y a huit ans, la promesse globale de l'Accord de Paris s'est accompagnée d'engagements nationaux. Pays par pays, tous les Etats jurent de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Pour l'Europe, il s'agit par exemple de les diminuer de 55 % en 2030 par rapport à 1990 et d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Les Etats-Unis promettent de leur côté de réduire leurs rejets de gaz à effet de serre de 50 à 52 % d'ici à 2030 par rapport à 2005. La Chine promet d'atteindre le pic d'émissions de CO<sub>2</sub> avant 2030, puis la neutralité carbone avant 2060.

Mais la somme actuelle de ces engagements ne suffit pas, indique le Giec dans un rapport très attendu, publié ce vendredi. Et non seulement les engagements ne sont pas à la hauteur mais, en plus, on n'est pas sûr qu'ils seront tenus. De nombreuses circonstances pourraient donner prétexte au ralentissement, voire à l'arrêt des réductions promises. « Le non-alignement des Etats sur les Accords de Paris n'est pas de nature à entraîner le monde des entreprises et les marchés », indique Thomas Taylor, responsable Climat auprès de l'assureur britannique Aviva. « Certaines entreprises continuent à investir dans les énergies fossiles parce que c'est là où c'est le plus rentable, que les autorités n'ont pas introduit de régulation et que les coûts pour l'environnement ne sont pas pris en compte dans les activités économiques. »

Il faut donc en faire « beaucoup plus », dit le Giec, qui reconnaît cependant les « progrès importants » accomplis depuis Paris. Alors qu'en l'absence d'engagements, le monde se dirigeait vers un réchauffement de 4°C, les dernières annonces faites à la COP27 devraient permettre de « limiter » la hausse à 2,4 - 2,6°C pour autant qu'ils soient tenus. « Il y a des circonstances atténuantes », dit un expert européen. « Certaines promesses datent d'avant l'Accord de Paris ; elles ont donc été prises à un moment où le contenu même de l'accord n'était pas encore connu. » Nul besoin de dire qu'elles doivent être remises à niveau.

2

Des mesures insuffisantes

« Le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs à long terme de l'Accord de Paris », rappelle cependant le Giec dans son rapport de 47 pages. Il faut se donner des objectifs plus ambitieux. Les émissions globales de gaz à effet de serre doivent « se stabiliser entre 2020 et 2025 » si on veut avoir plus d'une chance sur deux de limiter la hausse de la température à 1,5°C. Ensuite, elles doivent diminuer rapidement : de 43 % en 2030 et de 60 % en 2035 par rapport à 2019, et atteindre zéro émissions nettes de CO<sub>2</sub> en 2050 et en 2070 pour tous les gaz à effet de serre, indiquait son dernier rapport.

Aujourd'hui, « la fenêtre se rétrécit rapidement pour accroître l'ambition et mettre en œuvre les engagements existants afin de limiter le réchauffement à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels ».

3

Une vaste « to do list »

Mais il faut aussi, et surtout, mettre en œuvre des mesures concrètes. Celles-ci passeront par « des changements importants et rapides dans les pratiques existantes », insistent les experts des Nations unies. Atteindre des émissions nettes nulles de gaz à effet de serre, rappelle le Giec, exige « des transformations systémiques dans tous les secteurs et contextes ». Augmenter le recours aux énergies renouvelables et décarbonées ; éliminer progressivement tous les combustibles fossiles sans capture de CO<sub>2</sub> ; mettre fin à la déforestation ; réduire les émissions autres que le CO<sub>2</sub> (le méthane, le protoxyde d'azote...)... la to do list du Giec est vaste. Et celui-ci rappelle que seules des mesures sur l'énergie ne suffiront pas, même si elles représentent 74 % des réductions d'émission potentielle. Il faudra aussi « des mesures de l'offre et de la demande » ; le changement des modes de consommation.

En particulier, insiste Laurence Tubiana, directrice de la Fondation européenne pour le climat, « il est tout à fait clair que toute nouvelle infrastructure fonctionnant avec des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz fossile, NDLR) est incompatible avec l'Accord de Paris ». Les experts plaident également pour une meilleure protection des milieux naturels et des océans, la restauration des milieux naturels dégradés, et pour un changement des modèles agricoles et alimentaires.

Si le rapport du Giec insiste sur le chemin qui reste à parcourir, il rappelle également que les mesures pour combattre le réchauffement climatique apportent un grand nombre d'avantages pour l'économie, pour la nature, pour la santé humaine, pour l'emploi, pour le développement des pays les plus pauvres...

4

Une COP28 mouvementée à venir

Le document du Giec est le prélude à un exercice inscrit dans l'Accord de Paris : le global stocktake, nouveau venu dans le jargon usuel. Cette étape, qui se déroule obligatoirement tous les cinq ans, vise à mesurer l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, les progrès réalisés par les pays dans la réduction des émissions, ainsi que les impacts du changement climatique et les besoins en matière d'adaptation. Lors de la prochaine COP qui se déroulera début décembre à Dubaï, les Etats participants devront faire le point de l'état de la lutte contre le réchauffement. Ils constateront que les efforts sont insuffisants. Et devraient promettre dans la foulée, comme l'Accord de Paris le prévoit, de présenter en 2030 de nouveaux plans de réduction de leurs émissions. Ces plans devront être plus ambitieux que ce qui est aujourd'hui sur la table.

« Après cette confrontation avec la réalité, la COP28 sera, d'une certaine manière, le moment de vérité pour l'Accord de Paris », conclut Tubiana.

**Le**  
**GENERALE**

**Soir**

A\_LA\_UNE, samedi 30 septembre 2023 1134 mots, p. GENERALE19

Royaume-Uni

## **Rishi Sunak relègue l'écologie à l'arrière-plan**

Chloé Goudenhoft

## **Pour des motifs électoraux, le Premier ministre britannique appuie sur le frein en matière de neutralité carbone. Rishi Sunak n'a jamais été un défenseur de l'environnement.**

page generale19

Chloé Goudenhoof

Correspondante à Londres

Rishi Sunak devra défendre sa vision de gouvernement lors de la conférence annuelle du parti conservateur du 1<sup>er</sup> au 4 octobre. Une chose est sûre : cette vision devrait être tout sauf écologique. Annoncée le 20 septembre, la remise en cause de certaines mesures pour la transition vers la neutralité carbone ne fait qu'attester le rapport distant de Rishi Sunak à ce sujet, qu'il considère comme subalterne.

Cette marche arrière répond à un objectif politique du chef des Tories. Alors que des élections générales se dérouleront l'année prochaine, Rishi Sunak semble avoir appris de la leçon infligée au Labour cet été. Lors d'une élection partielle au mois d'août, le Parti travailliste n'a pas réussi à récupérer la circonscription d'Uxbridge, l'ancien fief de Boris Johnson, le prédécesseur de Sunak, en partie à cause de la politique verte du maire Labour de Londres. La zone à très faibles émissions de la capitale britannique a été étendue à ce territoire semi-rural à la fin du mois d'août, ce qui a été vivement critiqué par les habitants.

L'un des arguments phares du récent discours de Rishi Sunak consiste à reculer l'interdiction de la vente des voitures polluantes de 2030 à 2035. « Il n'est pas normal que Westminster impose des coûts aussi importants aux travailleurs, en particulier à ceux qui ont déjà du mal à joindre les deux bouts, et que [le Parlement] s'immisce à ce point dans le mode de vie des gens sans qu'un débat national bien informé ait eu lieu », a-t-il argumenté.

Sunak a aussi annoncé la suppression d'une taxe sur la viande ou encore d'une obligation de recourir au covoiturage alors que ces idées avaient été émises dans le cadre de réflexion sans devenir de véritables mesures de gouvernement.

Un sceptique historique

« Rishi Sunak doit avoir en main des sondages attestant que ce positionnement fonctionne auprès d'un certain segment d'électeurs », suggère Andrew Gamble, professeur de politique à l'Université de Sheffield. « Le Labour a aussi une politique très forte en matière de transformation verte. Le Premier ministre veut montrer qu'il offre quelque chose de différent, qu'il est celui qui se préoccupe des intérêts de la population. Ce scepticisme a aussi pour objectif d'empêcher l'extrême droite, et notamment le parti Reform UK, d'attirer les électeurs conservateurs qui ont des doutes vis-à-vis de l'objectif de neutralité carbone. »

Au-delà de l'enjeu électoral à venir, cette attitude cavalière vis-à-vis de l'écologie n'est pas une première chez Rishi Sunak, et même si ces annonces effleurent le populisme, le Premier ministre n'en est pas moins sincère dans l'intention.

« Il a toujours été sceptique, lui aussi, sur cet objectif », poursuit Andrew Gamble. « C'est propre à la droite du parti conservateur. Or, si Rishi Sunak a donné l'impression d'être plus modéré, plus calme et plus raisonné que Liz Truss quand il l'a remplacée, il a toujours été à la droite des Tories. »

Rishi Sunak est aussi un businessman et sa vision de l'intérêt économique immédiat a toujours dépassé les défis futurs posés par la problématique environnementale. Il abhorre toute forme de subvention et veut laisser la libre entreprise conduire l'économie. Ainsi, le Premier ministre voit dans les efforts nécessaires pour atteindre la neutralité carbone un risque pour les finances publiques. C'était déjà le cas lorsqu'il était ministre des Finances de Boris Johnson et qu'il a dû faire face à la crise du covid.

### Héritage bafoué

« Alors que le Royaume-Uni devait organiser la COP26, il a été critiqué pour ne pas mentionner le changement climatique dans l'annonce de son budget », ajoute Mitya Pearson, professeur assistant en politiques climatiques à l'Université de Warwick.

Dès son investiture comme Premier ministre à l'automne 2022, Sunak a refusé de se rendre à la COP27 en Egypte pour se concentrer sur l'économie du pays. Cette attitude avait tellement été critiquée qu'il avait été obligé de s'y rendre malgré tout.

Petit à petit, Rishi Sunak révèle en fait son propre agenda énergétique et déconstruit l'héritage de Boris Johnson en matière de politiques vertes, qui était pourtant l'un des rares succès de l'ancien chef des Tories.

Alors que Johnson voulait faire du Royaume-Uni un leader en technologie verte, Rishi Sunak estime que le pays en a fait assez. Et, en effet, repousser l'interdiction de la vente des voitures polluantes à 2035 n'a fait que réaligner le Royaume-Uni sur les dates butoirs de l'Union européenne. « Mais Rishi Sunak ignore ainsi que le pays n'est pas en mesure d'atteindre ses prochains objectifs », souligne Mitya Pearson.

Ce changement a en fait commencé dès le mois de mars alors que le gouvernement était censé publier un complément de stratégie pour atteindre l'objectif de neutralité carbone pour 2050. En lieu et place, le document Powering Up Britain a mis l'accent sur la sécurité énergétique du pays et la nécessité d'articuler cet objectif avec celui de la neutralité carbone, deux thématiques qui s'opposent dans la vision de Rishi Sunak.

### L'indépendance énergétique

A la fin du mois de juillet, le 10 Downing Street a annoncé plus de cent nouvelles licences de forage de pétrole et de gaz dans la mer du Nord pour stimuler la croissance de l'économie et encourager l'indépendance énergétique du Royaume-Uni. Or, selon Friends of the Earth Scotland, 80 % du pétrole extrait de la mer du Nord est en fait exporté et rien n'oblige les producteurs à vendre le pétrole au pays, ce qui va à l'encontre de la promesse du gouvernement.

« A cela s'est ajoutée l'autorisation d'un nouveau champ de pétrole dans les Shetland (au nord-est de l'Ecosse) mercredi », précise Gamble. « Cela révèle une façon schématique de procéder. Le Premier ministre dit en fait que la neutralité carbone coûte trop cher, que le pays ne peut pas se le permettre et qu'il va falloir y aller doucement. Une frange du parti répond de façon positive à cette façon de penser. »

Pour cette raison, l'expert estime que les annonces en défaveur de la transition énergétique devraient continuer au cours du congrès des Tories, comme dans les mois qui précéderont les élections générales.

**Le  
GENERALE**

**Soir**

Week-end, samedi 11 mars 2023 1480 mots, p. GENERALE48

## **Face à la montée des eaux, la course effrénée aux îles artificielles**

Vanessa Dougnac

# **Invoquant la lutte contre le réchauffement climatique et ses besoins en développement, l'archipel multiplie les projets pharaoniques. Et enclenche une nouvelle catastrophe écologique.**

page generale48

Reportage

Vanessa Dougnac

Autour, il n'y a que le ciel et la mer, aux dégradés de bleus insolents. Les quatre petites îles n'existent pas encore sur les cartes. A 50 minutes en hors-bord au nord-est de Malé, la capitale des Maldives, elles ont récemment émergé de lagons clairs comblés par des milliers de tonnes de sable. Sur l'une d'entre elles s'activent tracteurs et ouvriers migrants, confinés à leur tâche insulaire tels des bagnards d'un autre temps. Une jetée en béton est en construction, des plages sont façonnées, et d'énormes blocs de rochers forment des digues. Ceinte par des eaux turquoise, l'île artificielle est encore nue, avant que des cocotiers ne soient déracinés ailleurs pour y être transplantés, dans une harmonie qui frôlera la perfection.

Ici se joue l'envers d'un décor que les plus riches touristes de la planète ne verront pas. Dans trois mois, eux découvriront le paradis qui leur a été vendu sur des brochures de luxe. Et, pour ce faire, l'homme s'est fait dieu : il remodèle et invente des îles entières en modelant le sable à sa guise. « Le remblayage est devenu la norme en l'espace d'une décennie. Les deux tiers des îles habitées ont été agrandies, et des dizaines d'îles artificielles ont été créées », alerte Ibrahim Mohamed, consultant environnemental. « Ces grands travaux sont présentés comme la seule option en matière de développement et d'adaptation face à la montée du niveau de la mer. »

Pour les 1.192 îles groupées en 26 atolls au ras de l'eau, le dérèglement climatique est l'annonce d'un naufrage. D'après les experts, les Maldives pourraient être le premier pays au monde à être rayé de la carte d'ici à la fin du siècle. En 2050, 80 % du territoire devrait être inhabitable, selon l'Institut d'études géologiques des Etats-Unis. « Nos îles sont submergées une à une », a lancé, impuissant, le président Ibrahim Mohamed Solih, lors de la COP27 en novembre dernier.

Dans l'immédiat, le pays cherche à gagner de la place. Capitale de 2,6 km<sup>2</sup> aux 193.000 habitants, soit un tiers de la population, Malé est l'île la plus dense de la planète. Afin de désengorger cette capitale a été créée, à partir de 1997, l'île satellite d'Hulhumalé, où vivent déjà 90.000 personnes. Pour faire face à la montée des eaux, elle a été construite à deux mètres d'altitude, en comblant deux lagons d'une étendue de 403 hectares. « Personne n'avait l'expertise pour créer une île de cette ampleur. Nous avons dû tout apprendre », souligne Shahid Ahmed Waheed, urbaniste de la Housing Development Corporation (HDC), l'entreprise d'Etat chargée du site. Cette île artificielle géante est aujourd'hui reliée à Malé par un pont de 1,6 km. Et il fait bon y vivre. Les couples se promènent sur la plage, les cafés sont animés, et les chats paressent dans les rues ombragées. Difficile d'imaginer que, 25 ans plus tôt, il n'y avait ici que la mer.

Si la vie moderne et l'espace offert par Hulhumalé séduisent les Maldiviens, ce chantier pharaonique a un prix écologique. Il a entraîné la destruction du récif corallien, des herbiers et de l'écosystème marin ; les sédiments se sont déplacés, et les courants et les marées ont été perturbés. D'après une étude de l'Imperial College London, l'île s'expose ainsi plus encore à l'érosion et aux inondations : « Les modifications côtières sont en mesure de modifier à grande échelle et à court terme le bassin de

l'atoll, par comparaison aux scénarios de la montée du niveau de la mer à long terme. » En résumé, l'homme provoque un désastre plus rapide encore que les impacts du réchauffement climatique.

Ailleurs, les îles sont déjà rongées par la mer et l'érosion. Sur la plage de la jolie île de Fulidhoo, les anciens expliquent, avec de grands gestes, les déplacements de terrains, de sable, de plages, et les arbres et les digues grignotés. « J'ai vu le corail mourir : la quasi-totalité du récif corallien qui existait quand j'étais enfant a disparu », assure Adam Naseer, un pêcheur de 68 ans, avant de rejoindre l'appel à la prière de la mosquée. « Notre économie entière dépend de la santé du système des récifs coralliens et des écosystèmes aquatiques », alerte Shafiya Naeem, directrice de l'Institut gouvernemental des recherches marines.

Mais au nom de la course au développement, l'archipel aggrave sa fragilité. Depuis 2015, se poursuit la construction de la phase 2 d'Hulhumalé, portion défigurée par 16 tours de 25 étages. « Ce sont des cages à lapin », commente Mohammed Iman, un locataire de 46 ans, qui, pour tromper l'enfermement, a dessiné à la main, sur le mur de son appartement, les cocotiers et les oiseaux de son île natale. En dépit des ratées architecturales, les Maldiviens se sont précipités pour acheter ces logements à des prix élevés.

Dans quelques années, un pont devrait relier l'île artificielle de Hulhumalé à de nouvelles « banlieues », qui seront donc accessibles en voiture, avec les îles en construction de Thilafushi et de Gulhifaloo. Le port de Gulhifaloo est l'un des projets majeurs, avec un remblayage de 13,75 km<sup>2</sup> confié à l'entreprise néerlandaise Boskalis. « Ce chantier est pourtant dans une zone protégée », dénonce Humay Abdulghafoor, de l'Ong Save Maldives. « Mais il a été approuvé par l'Agence de protection environnementale (EPA), qui n'est pas indépendante et valide généralement les propositions du gouvernement. »

Les travaux délirants de remblayage s'accroissent dans l'archipel, précipitant, dans la foulée, la dette des Maldives envers ses créanciers indiens et chinois. Avec hôtels, pont et logements, un deuxième grand projet de 147 millions de dollars concerne le remblayage de 190 hectares dans l'atoll d'Addu, par le néerlandais Van Oord. Même scénario : la zone est dans une réserve naturelle et le projet a été validé par l'EPA. « Cependant, de façon inhabituelle, une évaluation officielle a chiffré l'an dernier le coût des pertes environnementales causées par la construction », explique Humay Abdulghafoor. « Il est estimé entre 343 et 858 millions de dollars. Sans compter le sable, qui n'est pas considéré comme une ressource, ni la résilience climatique. »

La frénésie des travaux s'inscrit à l'approche d'un scrutin présidentiel prévu le 9 septembre prochain. Car, dans les îles, les politiciens multiplient les promesses de logements aux électeurs. Et chacun y va de son projet de remblayage. « Le contexte est marqué par une énorme corruption, notamment par des accords entre gouvernement et entreprises qui échangent remblayage contre hôtel », souligne le consultant environnemental Afrah Ismail. Un grand scandale a déjà révélé un détournement d'au moins 80 millions de dollars, opéré en 2014 et 2015, au moyen de licences d'exploitation d'une cinquantaine d'îles et lagons illégalement cédées à de grosses entreprises du tourisme.

Ce secteur, qui représente 28% du PIB et 1,3 million de visiteurs par an, est le plus puissant lobby des Maldives. Plus de 132 îles sont occupées par des « resorts », où bikini et alcool sont autorisés, et la population musulmane vit quant à elle sur 200 îles. « Pour séduire les touristes, les hôtels modifient la forme des îles et construisent des jetées ; et si jamais l'EPA les sanctionne, ils préfèrent payer les amendes tant leurs profits sont élevés », dénonce Sara Naseem, de l'ONG Transparency. Et de nouvelles formes de corruption voient le jour pour détourner la végétation des îles locales au profit des îles-resorts.»

Mais ces hôtels, qui proposent des activités de plongée aux touristes, sont aussi les témoins privilégiés de la dégradation marine. Certains d'entre eux revendiquent un engagement écologique. « Ils ont des sites de restauration des coraux », explique Shafiya Naeem. « Mais c'est un peu comme un jardin potager à l'attention des touristes, car la véritable restauration est bien plus complexe. Néanmoins, les resorts ont un périmètre protégé de 700 m autour de leur île, ce qui engendre une forme de protection. »

A Fulidhoo, aucun des vieux pêcheurs ne croit au réchauffement climatique. Ils accusent le « développement » d'être la cause des changements qu'ils observent. « Dieu a créé ces îles à la perfection. La végétation, les racines, la mer, les récifs, le corail et les poissons sont interconnectés », assure le doyen, Nasser Ali. « En coupant les arbres et en remblayant notre île, nous avons affaibli sa résistance. Nous devons réapprendre à faire confiance à Mère Nature. »

**Le  
GENERALE**

**Soir**

Week-end, samedi 29 avril 2023 1435 mots, p. GENERALE44

## **Charles III a imposé son style : plus de simplicité, moins de protocole**

Marc Roche

## **Le 62 e roi d'Angleterre et treizième souverain du Royaume-Uni a une personnalité double : cet être complexe et paradoxal est un peu comme un aigle à deux têtes, qu'il ne montre jamais simultanément.**

page generale44

Marc Roche

Quel genre de roi est Charles III ? A l'heure du couronnement, le nouveau monarque n'en a pas fini de ses essayages de son costume régalien. Au-delà de plus de simplicité et de moins de protocole, le 62 e roi d'Angleterre et treizième souverain du Royaume-Uni a une personnalité double.

Depuis son accession au Trône, le 9 septembre 2022, tout comme en tant que prince de Galles, cet être complexe et paradoxal est un peu comme un aigle à deux têtes qu'il ne montre jamais simultanément.

D'un côté, l'intéressé est amène, aimable, avisé, dévoué à la tâche. Il suffit d'approcher cet orateur hors pair sachant aller droit à l'essentiel pour lui découvrir de l'attention, du charme, de l'humour. Parallèlement, il peut se montrer irascible, têtu, indécis, mélancolique, déchiré et péremptoire. Surtout lorsqu'il dit avec une morgue qui d'avance interdit toute contradiction, « Ecoutez... ». Les couleurs changeantes de la moire de la biographie du chef de l'Etat l'attestent. Rien n'a été simple pour l'ancien prince de Galles qui ceindra la couronne le 6 mai après des décennies d'attente.

De l'avis général, même s'il compte imprimer sa marque sur l'institution monarchique après le couronnement, depuis la mort d'Elizabeth II, son successeur a fait un sans-faute.

Tout d'abord, le prince interventionniste devenu souverain a tenu sa promesse de rester au-dessus de la mêlée partisane. Ainsi, le nouveau président du Commonwealth aurait préféré effectuer son premier voyage officiel à l'étranger dans la grande famille d'outre-mer. Il souhaitait combattre les vellétés républicaines dans plusieurs des quatorze pays membres dont il est souverain. Le Premier ministre Rishi Sunak lui a imposé la France (reporté en raison des manifestations dénonçant la réforme des retraites) et l'Allemagne (du 29 au 31 mars) dans le cadre du rapprochement entre Londres et l'Union européenne post-Brexit. Aussi, l'occupant de Buckingham Palace a répondu favorablement à la requête du locataire du 10 Downing Street de recevoir la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, en vue de faciliter l'accord conclu entre Londres et Bruxelles sur le protocole nord-irlandais du Brexit.

Le ferme défenseur de l'écologie s'est également résigné à ne pas inaugurer la conférence de l'ONU sur le climat (COP27) en Egypte à la demande expresse de la cheffe du gouvernement, l'éphémère Lizz Truss.

De même, Charles III n'a rien livré de ses états d'âme sur les dossiers de politique intérieure comme internationale les plus controversés. Pas un mot, par exemple, sur la politique d'immigration de l'équipe au pouvoir et le projet d'envoi des migrants au Rwanda, l'aggravation des clivages sociaux qu'illustrent les grèves à répétition ou l'accélération des livraisons d'armes à l'Ukraine en puisant dans les réserves militaires britanniques.

Par ailleurs, le roi est parvenu à régler les différends familiaux qui portaient atteinte au prestige de la lignée. Dans le cadre du recentrage sur le noyau dur du clan Windsor, les renégats Andrew et le couple Harry-Meghan, qui avaient rué dans les brancards, ont été marginalisés. La brutalité, à laquelle

rechignait Elizabeth II envers son clan, a le bénéfice de la clarté, tel est le nouveau leitmotiv de la cour d'Angleterre.

Sous sa houlette, il ne reste plus que onze membres de la tribu exerçant des responsabilités de représentation, dont seulement sept à plein temps : le couple royal, le prince et la princesse de Galles, le duc et la duchesse d'Edimbourg et la princesse Anne, ainsi que quatre autres très âgés utilisés à mi-temps.

Tertio, le roi n'a pas ménagé sa peine. Il se lève avant sept heures, avale rapidement son petit-déjeuner – fruits, yaourt, graines et thé – pour être au travail dès 8 h. L'occupant de Buckingham Palace ne déjeune jamais mais s'arrête à 17 h pile pour l'heure du thé, avec un petit sandwich et une menue pâtisserie au menu avant de regagner son bureau jusqu'à 20h30. Le dîner est léger et à faible teneur calorifique. Lors des banquets, il ne touche pas à la nourriture. Son obsession de la ligne l'amène à se faire accompagner de son propre chef lors des visites officielles. Le roi mange végétarien deux jours par semaine et évite les produits laitiers et la viande rouge.

Au fond, son seul grand péché est le Martini, son cocktail favori, un mélange de gin et de vermouth bien tassé servi à l'apéritif avant le dîner rapidement expédié. De retour au bureau à 10 h pile, il lit les documents confidentiels les plus importants enfermés dans les fameuses « boîtes » à tiroirs contenus dans une valise de cuir pourpre.

Si ce fanatique de la forme physique ne peut plus pratiquer ses sports favoris comme le polo ou le ski de fond, l'assidu de randonnées garde une silhouette bien charpentée. A 74 ans, il a la même stature à peine un peu plus massive que le capitaine de corvette qu'il était dans les années 70.

Qui dit monarque, dit cour. Une véritable cour, comme il sied à un vrai roi. Pour le moment, il a conservé l'organisation de la maison royale héritée de la défunte. Jusqu'au sacre, les hiérarques nommés par la reine resteront à leur poste, travaillant en tandem avec ceux de son héritier pour éviter les tiraillements entre les anciens et les nouveaux venus.

Calme et pondérée, Elizabeth II acceptait les décisions prises par ses collaborateurs. « C'était une patronne non directive qui avait une confiance totale en ses subordonnés. Si elle pensait qu'une décision était mauvaise, elle vous le disait mais elle était trop polie pour vous indiquer la solution », explique un ancien directeur de la communication.

Le contraste avec le mode opératoire, hier du prince de Galles et aujourd'hui du roi, est saisissant. « Il est très exigeant envers ses collaborateurs comme avec lui-même », souligne un observateur. Le nouveau PDG de l'entreprise Windsor, méfiant et secret, ne souffre pas les contradicteurs qui peuvent le mettre dans une rage folle. Les coups de fil à toute heure du jour et de la nuit rythment de manière infernale la vie de ses conseillers dont il exige une disponibilité totale.

Charles III a tendance à préférer s'entourer de *Yes men* (béni-oui-oui) et joue successivement les uns contre les autres, ne laissant à ses collaborateurs le choix entre le ralliement à ses idées ou la disgrâce. Il délègue peu, veille sur les moindres détails et donne des directives souvent à double sens. Toujours habité par la même timidité nerveuse qui, selon ses proches, cache une grande émotivité, il y a cette certitude de ne jamais se tromper. Reste que sous l'ode à la diversité dont ce défenseur de la société multiculturelle a fait sa marque de fabrique, les dix secrétaires privés, en majorité issus du Foreign Office et des forces armées, qui l'ont épaulé depuis son intronisation comme prince de Galles en 1969, ont eu le même profil : blancs, mâles et anglo-saxons. Mais les choses changent. L'actuel directeur de son cabinet et premier conseiller, Sir Clive Alderton, est certes un diplomate de carrière, mais autodidacte qui n'est pas allé à l'université.

Le principal conseiller de cet homme, qui pâtit au fond de la complexité et de la richesse même de son caractère, est la reine Camilla, délicieuse et discrète. « Laissez-moi lui en parler », dit-elle maintes fois à des conseillers terrorisés par les sautes d'humeur de son époux. En interne, la première dame est surnommée, avec admiration, « la dernière juridiction d'appel ».

« C'est la persévérance qui compte, ce qui réclame discipline, volonté et effort », a déclaré un jour le prince de Galles à propos de ses campagnes menées tambour battant en faveur de l'environnement, de la diversité et de l'œcuménisme religieux. Mais comme le fait remarquer le *Times* dans un récent portrait bien enlevé, « le problème pour Charles III est qu'un roi d'Angleterre se définit par son inaction, sa seule vertu d'exister et sa capacité de se taire ».

# guerre en Ukraine Le climat parmi les victimes collatérales

Frédéric Delepierre

page bruxelles8

Frédéric Delepierre

C'est une évidence. Pourtant, alors que la guerre s'enlise en Ukraine, le point n'a pas été abordé lors de la COP27 qui s'est tenue en Egypte en novembre 2022 puisqu'il ne figurait pas à l'ordre du jour. Depuis le début du conflit, l'industrie de l'armement connaît un très important regain d'activité. Et chaque euro ou dollar dépensé dans ce secteur augmente les émissions de gaz à effet de serre. De surcroît, le moindre montant dépensé dans ce domaine est détourné des ressources qui pourraient être investies dans la lutte contre le réchauffement climatique. Ces conclusions sont celles d'un rapport intitulé « Le climat, victime collatérale des dépenses militaires », produit par Transnational Institute (TNI-organisation de recherche internationale) en collaboration avec Stop Wapenhandel, aux Pays-Bas et Tipping Point North South, au Royaume-Uni. En Belgique, le travail de recherche a été soutenu par le Grip, le groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité. Le consortium conclut également que l'augmentation constante des flux d'armes dans le monde aggrave les souffrances des communautés les plus vulnérables à la dégradation du climat.

Depuis la fin des années 90, les dépenses militaires mondiales sont en hausse et elles ont connu une croissance exponentielle depuis 2014 pour atteindre le montant record de 2.000 milliards de dollars en 2021. « Pourtant », déplore le rapport de TNI, « les pays eux-mêmes qui affichent les plus grandes dépenses militaires sont incapables de trouver ne serait-ce qu'une fraction des ressources nécessaires pour lutter contre le réchauffement climatique ou pour prendre le moindre engagement en ce sens. Les pays les plus riches et les plus responsables de la crise climatique effectuent davantage de dépenses militaires qu'ils ne contribuent financièrement à la lutte contre la dégradation du climat. »

Pour illustrer leurs propos, les experts des différents organismes impliqués dans l'étude avancent que, selon l'Onu, « les pays les plus riches dépensent 30 fois plus pour leurs forces armées que pour financer les actions pour le climat dans les pays les plus vulnérables, ce qu'ils sont pourtant légalement tenus de faire. »

Pour enfoncer encore un peu plus le clou, ils affirment que « sept des dix premiers émetteurs historiques de gaz à effet de serre figurent également parmi les dix premiers dépensiers militaires mondiaux : par ordre de grandeur, les Etats-Unis, sont de loin les plus dépensiers, suivis de la Chine, de la Russie, du Royaume-Uni, de la France, du Japon et de l'Allemagne. » Or dans ce top 10, ils classent également l'Arabie saoudite, l'Inde et la Corée du Sud comme de gros émetteurs de gaz à effet de serre. Entre 2013 et 2021, ces pays ont dépensé 9,45 trillions de dollars pour leurs forces armées, soit 56,3 % du total des dépenses militaires mondiales alors qu'ils n'ont effectué que pour 243,9 milliards de dollars de dépenses supplémentaires pour le climat.

Citant un rapport publié en 2022 par le Scientists for Global Responsibility, le TNI affirme que « l'empreinte carbone de l'armée mondiale représente environ 5,5 % du total des émissions mondiales de gaz à effet de serre. À titre de comparaison, l'aviation civile représente 2 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. » Une armée plus verte est-elle, dès lors, possible comme l'annoncent

fréquemment les dignitaires de ces pays les plus riches ? A en croire les auteurs du rapport, la réponse est non.

« Les armées n'ont pas su trouver des carburants alternatifs valables pour les transports et les équipements utilisés lors des opérations et des exercices », déplorent-ils. « Ces carburants représentent 75 % de la consommation d'énergie des armées. Le carburéacteur représente à lui seul 70 % du carburant utilisé par les armées, suivi de la propulsion navale et, dans une moindre mesure, des véhicules terrestres. »

Plus critiques encore, les chercheurs estiment que « l'armée continue de développer de nouveaux systèmes d'armes encore plus polluants. Par exemple, les chasseurs F-35 consomment environ 5.600 litres de kérosène par heure, contre 3.500 pour les F-16 qu'ils remplacent. Comme les systèmes militaires ont une durée de vie de 30 à 40 ans, cela signifie qu'il faudra continuer d'utiliser ces systèmes très polluants pendant de nombreuses années. »

Des constats qui ne présagent rien de bon pour la planète. D'autant plus que les alliances militaires telles que l'Otan ont déjà clairement indiqué qu'elles « ne compromettraient pas leur domination militaire pour lutter contre le changement climatique. » Certains pays ont même clairement affiché leurs priorités. En juin 2022, le Royaume-Uni a transféré de l'argent de son budget de financement climatique pour contribuer au forfait de soutien militaire à l'Ukraine à concurrence d'un milliard de livres. De son côté, la Norvège a suspendu tous ses débours d'aide au développement, en ce compris le financement climatique, afin « d'anticiper » les conséquences potentielles de la guerre en Ukraine. Des choix clairs et nets...

**Le**  
**BRUXELLES**

**Soir**

A\_LA\_UNE, mercredi 7 juin 2023 1786 mots, p. BRUXELLES6

## **Pour les activistes du climat, le temps est à l'orage**

Michel De Muelenaere

## **Quatorze militants de Greenpeace comparaissent dès ce mercredi 7 juin devant un tribunal brugeois pour avoir manifesté contre Fluxys à Zeebruges. Certains craignent un durcissement de l'appareil judiciaire et des forces de l'ordre contre les militants pour le climat.**

page bruxelles6

Michel De Muelenaere

Le jour de la manifestation, nous occupions calmement la place Royale à Bruxelles. A 18 heures, des policiers nous ont poussés sur les barbelés en utilisant leur spray au poivre. D'autres personnes ont été prises dans le jet de l'autopompe. Nous étions assis sur le sol, chantant des chansons pacifistes. La police a arrêté tout le monde. Je n'ai pas résisté. On m'a menottée très serré. Les hommes ont été emportés dans un bus. Les femmes, longtemps après, dans un autre. On nous a refusé l'usage des toilettes. Le bus nous a conduites à Etterbeek, puis à Jezus-Eik, puis à Anderlecht, puis à Laeken. Mon bras et mes poignets me faisaient souffrir. Une dame m'a finalement donné une boîte en plastique qu'elle avait emportée pour y mettre de la nourriture. C'est là-dedans que j'ai dû me soulager... » Cette femme de 56 ans se souviendra longtemps de son séjour dans les cachots de la police bruxelloise après la « royale rébellion » du 12 octobre 2019. Son témoignage, comme des dizaines d'autres recueillis après l'épilogue de l'action pacifique mais exercée dans la zone neutre interdite aux manifestations, éclaire la vigueur de certains comportements policiers. Ce jour-là, 435 manifestants sont arrêtés, dont 317 administrativement.

Des récriminations à l'égard de la police, 14 activistes de Greenpeace – 5 Belges et 9 étrangers – qui ont pénétré sur le territoire du terminal gazier de Fluxys, le 29 avril dernier, en ont aussi à faire. Après leur arrestation par la police de Zeebruges, ils ont été détenus pendant 48 heures, le maximum légal. « Pour les huit filles, cela ne s'est pas trop mal passé, témoigne Carine Thibaut, une des embastillées. Pour les hommes, ce fut plus brutal. Enfermés seuls, beaucoup de bruit, des déjections étalées sur les toilettes... »

Les 14 comparaîtront ce mercredi devant un tribunal brugeois pour « intrusion illégale en bande dans une infrastructure critique » ; en l'occurrence un port. Ce type d'infraction est initialement « prévu » pour lutter contre les transmigrants, mais un juge a cette fois décidé de l'utiliser contre des activistes climatiques. Une incrimination qu'ils dénoncent. Comme certains ont critiqué l'utilisation de la notion d'« entrave méchante à la circulation » utilisée en son temps pour condamner des syndicalistes qui bloquaient une autoroute.

Y a-t-il un durcissement des forces de l'ordre, de la justice et du politique à l'égard des activistes environnementaux ? Certains faits, dont le procès de Bruges, pourraient le laisser penser. Depuis 2001, Greenpeace avait dû faire face à trois procès, indique l'organisation. Avec celui de Bruges, cela fera désormais trois en 10 ans. L'ONG titille pourtant souvent la ligne rouge, mais elle est coutumière des négociations avec les forces de l'ordre. L'addition se limite souvent à des arrestations administratives. Au pire à des amendes. Mais « le procès brugeois dénote clairement une volonté de limiter le droit de protester et de manifester, souligne Thibaut. Nous allons plaider l'état de nécessité : l'aggravation de l'urgence climatique justifie les actions de désobéissance civile. »

Parmi les activistes, ce sont les plus radicaux et les plus inattendus comme Extinction Rebellion (XR), qui ont recueilli les foudres : 435 arrestations en octobre 2019, 22 en novembre, une soixantaine en juin 2020, entre 100 et 150 à Anvers en octobre 2020... Le covid est ensuite venu mettre le holà. « Clairement,

les violences subies lors de la Royale Rébellion ont aussi découragé des gens », dit un des organisateurs de la manifestation de 2019.

En mars 2023, la cour d'appel de Bruxelles condamnait la zone de police bruxelloise à des dommages et intérêts pour avoir arrêté, en novembre 2019, 22 militants qui s'apprêtaient à manifester contre le « black Friday ». Les suspects avaient été surpris en possession « de matériel laissant penser qu'elles planifiaient quelque chose : des pinces, de la peinture en aérosol, de la colle, des affiches et des banderoles ». Ils avaient alors été soumis à une fouille à nu avec genuflection et avaient passé une nuit en cellule. Des arrestations jugées « illégales et arbitraires » par le tribunal. « On interdit très très peu de manifestations à Bruxelles, réplique le bourgmestre bruxellois Philippe Close (PS) qui en aligne 1.079 pour 2022. Les principaux problèmes surgissent lorsque des actions ne sont pas annoncées, comme celles d'Extinction Rebellion. »

On est évidemment loin des violences constatées (des deux côtés) en France avec un ministre de l'Intérieur qualifiant les manifestants d'« écoterroristes » et annonçant la dissolution d'un mouvement social, « Les soulèvements de la terre ». On n'atteint pas, chez nous, les 1.500 arrestations opérées récemment aux Pays-Bas à l'encontre de manifestants bloquant une autoroute. Ni les nombreuses procédures et l'enquête ouverte en Allemagne pour « formation ou soutien d'une organisation criminelle » à l'encontre du collectif « Dernière génération », coupable de diverses actions dont des blocages d'autoroutes, de ports ou d'aéroports. Ni la sévère condamnation – jusqu'à trois ans de prison – prononcée fin avril à l'encontre de deux militants ayant bloqué un axe routier près de Londres. Chez nous, aucun manifestant ne s'est (encore ?) collé à proximité d'une peinture ou n'a lancé de liquide sur une vitre protégeant une œuvre d'art.

« Il faut tout faire pour ne pas importer les conflits sociaux français ou les actions plus radicales », s'inquiète le responsable d'une zone de police. « Si un mouvement se radicalise et radicalise son expression, il y aura une radicalisation des forces de l'ordre, pose Philippe Close. A Bruxelles, envahir la zone neutre déclenche d'office des arrestations en masse. »

« On sent plus de crispations qu'auparavant », témoigne Chloé Mikolajczak, ancienne porte-parole de Code rouge, une coalition d'organisations qui a bloqué sans encombre ni violence deux terminaux pétroliers de TotalEnergies, en octobre 2022. « Les policiers s'énervent plus vite, confisquent les banderoles et panneaux et menacent plus rapidement d'arrestation ». Récemment, explique-t-elle, « alors que je participais à une action, un policier bruxellois nous a menacés : Si vous n'êtes pas partis à 10 heures, j'arrête tout le monde, vous irez tous en taule !. On ne connaissait pas cela auparavant. »

La police recourt plus souvent qu'avant au contrôle systématique d'identité en prenant une photo de la carte d'identité. « C'est fréquent lorsque de nouveaux mouvements apparaissent, explique Yan Verhoeven, militant de diverses causes sociales. La police vient mettre d'emblée un coup de pression. On vise le nouveau mouvement, on enquête sur lui. Dès les premières réunions, les forces de l'ordre sont présentes. » Et régulièrement, il y a un épisode d'arrestations massives. Ce n'est pas une initiative en solo de la police. Il faut l'aval politique du bourgmestre. Il y a une volonté politique d'avoir une réponse plus musclée. Et la police en rajoute sur le terrain... »

« En Belgique, il n'y a sans doute pas d'explosion de la répression, mais nous sommes inquiets de ce qui se prépare dans les pays voisins, cela risque d'arriver chez nous. » Pour ce membre d'XR, le durcissement pourrait contaminer la Belgique. On a toujours en mémoire le discours d'Alexander De Croo (Open VLD) à la COP27, opposant les activistes qui ont visé des œuvres d'art sans les dégrader, à d'autres qui voient « au-delà des slogans » et sa leçon aux activistes : « Pointer constamment le doigt ne sert à rien. » « Ça va se durcir, c'est sûr et certain, à l'occasion de la campagne et des élections 2024.

Au nord du pays, le Belang parle de *klimaatonzin* (folie climatique), la N-VA est clairement anti-mouvements climat, même chose pour le MR. Et les partis du centre ne sont pas très ouverts »...

« On sent un agacement qui monte particulièrement au sein des partis de droite, confirme Thibaut. Même au centre, l'idée circule que les activistes dépassent les bornes alors que selon eux les politiques en font déjà tellement ... »

Toutes les actions ne débouchent cependant pas sur l'usage de la force. Le premier épisode de Code rouge à Feluy et Liège fut une action policée à tous points de vue, annoncée de longue date, préparée en communication avec les forces de l'ordre. Résultat : pas de confrontations, quelques arrestations administratives, du savoir-vivre des deux côtés. « Les deux côtés avaient pris la décision d'éviter la confrontation », témoigne un cadre d'Extinction Rebellion. Pour sa deuxième apparition, Code rouge ciblera Engie, du 5 au 9 juillet. « Le nombre, la bonne organisation et la médiatisation limitent la répression », analyse Verhoeven. Mais rien ne garantit que les choses se passeront aussi calmement que la première fois. Pénétrer sur les sites fait toujours partie des options. »

Pauline Delgrange, juriste, membre d'une équipe de juristes qui assistent bénévolement les manifestants constate aussi « une répression un peu plus dure au moment même des actions. Les forces de l'ordre et les politiques se méfient de plus en plus des activistes climatiques ». Cela se traduit par « des arrestations plus rapides, un traitement plus dur lors des arrestations, comme des fouilles à nu. C'est fait pour impressionner et décourager ». La prise de photo des cartes d'identité ? « J'ai l'impression que cela devient systématique. On craint l'établissement d'une base de données. » Ils sont en train de créer des fichiers sur de nombreux activistes climatiques.

« On s'intéresse de plus près aux personnes lorsque l'extrémisme des idées débouche sur un lien avec la violence et le terrorisme, nuance un membre d'un service de sécurité du Royaume. Tant qu'il n'y a pas de lien avec la violence, cela ne rentre pas dans notre compétence. Et pour l'instant, on est surtout dans l'activisme, pas encore dans l'extrémisme. »

« Les manifestations sont des soupapes essentielles en démocratie, conclut Close. Même si elles ne sont pas faciles à régler. Les choses ne sont pas blanches ou noires. Il y a une zone grise dans la gestion négociée de l'espace public et un équilibre à trouver. Mais nous avons une expertise en Belgique grâce à laquelle dans la quasi-totalité des cas on arrive à concilier l'ordre public et la liberté d'expression. Mais que la justice intervienne de plus en plus dans les conflits sociaux, c'est un très mauvais signal. »

**Le  
GENERALE**

**Soir**

A\_LA\_UNE, mardi 3 janvier 2023 826 mots, p. GENERALE10

## **Lula sera-t-il le sauveur de l'Amazonie ?**

Michel De Muelenaere

## **Le nouveau président brésilien promet de mettre progressivement un terme à la déforestation et de respecter les droits des peuples indigènes. Jouable ?**

page generale10

Michel De Muelenaere

Le Brésil a un nouveau président. Deux noms et une déclaration, au moins, ont réjoui les défenseurs de l'environnement dans le pays et dans le monde. Le premier est apparu aux côtés de Luiz Inacio Lula da Silva lors de l'investiture : le chef indigène kayapo Raoni Metuktire, défenseur des droits des peuples amazoniens et de la forêt qu'ils occupent. La seconde, Marina Silva, qui retrouvera le poste de ministre de l'Environnement qu'elle a déjà occupé de 2003 à 2008. Le monde attend du Brésil, dira son nouveau président, « qu'il redevienne un leader de l'action climatique et un pays exemplaire sur le plan social et environnemental ».

Le travail ne manque pas. Dès son entrée en fonction, Jair Bolsonaro, le prédécesseur de Lula, s'en était pris à l'administration de l'Environnement, « laissant la bride sur le cou à ceux qui s'approprient des terres de manière illégale, notamment dans les réserves indigènes », explique Eric Lambin, professeur à l'école de géographie de l'UCLouvain. Sous sa mandature, la déforestation en Amazonie aurait augmenté de 53 à 55 % par rapport à la fin de la présidence Rousseff et celle de Michel Temer (2015-2018), atteignant 45.000 km<sup>2</sup>. La déforestation et la « conversion » des forêts sont passées de 1,6 à 1,84 million d'hectares entre 2018 et 2019, et 1,84 million en 2020, relève le réseau spécialisé Trase. Deux causes principales : l'expansion de l'élevage et la progression des plantations de soja, dont le Brésil est le premier producteur mondial. La déforestation et la conversion des terres contribuent pour 75 % aux émissions de gaz à effet de serre du pays.

En novembre 2022, Lula, à peine élu, avait fait une apparition remarquée au sommet climatique, la COP27, promettant de mettre le Brésil sur la voie de « zéro déforestation » en 2030. « La nomination de Marina Silva à l'environnement est une preuve du sérieux de cette promesse », estime-t-on au WWF Brésil. A l'époque, Silva avait pris une série de mesures permettant de réduire la déforestation en Amazonie de 84 % entre 2004 et 2012, rappelle l'organisation.

Vu les intérêts en jeu, il lui faudra négocier finement face aux puissants secteurs agricoles, forestiers et miniers. « Ces derniers ont senti le vent tourner et la plupart d'entre eux respectent les règles », estime Lambin. « Par ailleurs, de nouvelles pratiques d'intensification durable mêlant élevage et culture du soja permettent d'accroître la production sans augmenter la charge sur les forêts. » Le Brésil, a lancé Lula à leur intention dans son premier discours, « n'a pas besoin de déboiser » pour soutenir son agriculture. « Nous allons pouvoir vivre sans abattre des arbres, sans brûler » des forêts. Le nouveau président a également promis la reforestation de 30 millions d'hectares de forêt, rappelant que les peuples indigènes sont « les gardiens de nos rivières et de nos forêts et une contribution essentielle à la grandeur de notre nation ». Parmi la nouvelle équipe gouvernementale, on note la création d'un nouveau ministère des Peuples indigènes confié à une activiste autochtone, Sonia Guajajara.

Quatre années sous Bolsonaro ont mené au démantèlement des législations environnementales et à une incitation aux crimes, regrette le WWF Brésil. Résultat : l'Amazonie est une région « occupée par les milices et le crime organisé. Le taux de port d'armes y est le plus élevé de toutes les régions brésiliennes ». Or, le temps presse. Selon certains experts, une déforestation de 20 à 25 % de l'Amazonie pourrait faire basculer la forêt au-delà d'un point de non-retour après lequel l'écosystème risque de

s'effondrer. Les données les plus récentes indiquant que 17 % de la forêt ont déjà été déforestés et que 17 % supplémentaires sont considérés comme dégradés.

Lula devra non seulement rendre son lustre à l'administration brésilienne de l'environnement, faire respecter les lois, créer de nouvelles zones protégées, mais surtout mettre fin à l'impunité dont bénéficient souvent les destructeurs de forêt en Amazonie. « Le contexte est favorable, l'artillerie légale est toujours là », conclut Lambin. « Mais il faudra renforcer la police, les contrôles et les sanctions. » Pour convaincre, il aura besoin de l'aide internationale. L'Allemagne et la Norvège ont annoncé qu'elles pourraient dégeler le fonds pour l'Amazonie destiné à financer la préservation de la forêt au Brésil. Le nouveau président a déjà entrepris la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis pour obtenir leur contribution. Selon une analyse de l'université d'Oxford, la mise en œuvre du code forestier resté en plan sous Bolsonaro permettrait de réduire la déforestation de 90 % en 2030. Ce code prévoit la préservation et restauration d'une part substantielle des superficies forestières.

# La COP27 sera organisée en Egypte, la COP28 aux Emirats arabes unis

La COP26 s'est achevée samedi soir avec l'adoption du Pacte de Glasgow sur le climat.

La 27e conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP27) se déroulera fin 2022 en Egypte, a-t-il été décidé dans le cadre de la COP26 à Glasgow (Ecosse).

La COP27 se tiendra du 7 au 18 novembre 2022 dans la ville balnéaire de Charm el-Cheikh, au bord de la mer Rouge. La ville située dans la péninsule du Sinaï, très touristique, est connue pour ses plages et ses récifs coralliens.

Quant à la COP28, elle sera organisée par les Emirats arabes unis. L'événement devrait avoir lieu du 6 au 17 novembre 2023.

La COP26 s'est achevée samedi soir avec l'adoption du Pacte de Glasgow sur le climat. Les près de 200 pays réunis pendant deux semaines dans la métropole écossaise ont décidé, entre autres, de réduire l'utilisation du charbon comme source d'énergie, d'œuvrer à un relèvement des efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de doubler le financement climat consacré à l'adaptation des pays vulnérables aux changements climatiques.

## 2022: l'année pour mettre fin au déclin de la santé des océans

La Conférence des Nations unies sur les océans se tiendra à Lisbonne du 27 juin au 1er juillet. Nous ne devons pas gâcher l'occasion unique, que la conjonction de divers événements offre cette année, de prendre des mesures décisives en faveur des océans.

Lutter contre la pollution des océans est un autre défi environnemental majeur que nous

devrons relever si nous voulons préserver le futur de notre planète. - Shutterstock. **Carte blanche** -

Par Peter Thomson, ambassadeur, envoyé spécial des Nations Unies pour les océans

Publié le 9/05/2022 à 13:48 Temps de lecture: 5 min

Chacune de nos respirations nous relie aux océans. Les océans nous fournissent de l'oxygène, de la nourriture et des moyens de subsistance. Ils régulent le climat en absorbant l'essentiel de la chaleur emprisonnée dans le système terrestre. L'existence de milliards d'êtres humains, d'animaux et de végétaux dépend de la santé des océans. Mais la santé des océans est en danger.

L'augmentation des émissions de carbone provoque une acidification des océans, ce qui amoindrit leur capacité à préserver la vie sous-marine et terrestre. Les déchets plastiques étouffent les océans. Si nous continuons sur cette lancée, plus de la moitié des espèces marines de la planète pourraient être en voie d'extinction d'ici 2100. Des

solutions existent pour restaurer la santé des océans, mais elles nécessiteront la mobilisation de tous les acteurs de la société, des dirigeants mondiaux jusqu'à chacun d'entre nous.

Il ne saurait y avoir de planète saine sans océans sains, et la santé de ces derniers est sensiblement sur le déclin. Cela dit, je souhaite souligner que l'année 2022 peut marquer la fin de ce déclin.

## **Des espoirs de progrès significatifs**

À titre d'exemple, l'année 2022 a été déclarée Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales, deux domaines qui sont essentiels à notre recherche de durabilité. Autre fait marquant, l'année dernière a également été marquée par le début de la Décennie des Nations unies pour les sciences océaniques au service du développement durable et de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes, qui visent à faciliter et à accélérer la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies. Par ailleurs, à la suite de la conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP26), qui s'est tenue à Glasgow, il a été décidé que les aspects liés aux océans devraient être intégrés aux travaux en cours de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Cette décision a suscité des espoirs quant à l'accomplissement de progrès significatifs en vue de résoudre des problèmes tels que le réchauffement et l'acidification des océans. Ces progrès permettront à leur tour d'améliorer la santé des océans et de préserver leur capacité unique à piéger le carbone.

Outre ces aspects positifs et toutes les autres conférences sur l'action en faveur des océans qui se tiendront cette année, six rencontres internationales permettront, conjointement, de mettre un terme à ce déclin. L'une de ces rencontres a déjà eu lieu : début mars, à Nairobi, l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA-5) a décidé à l'unanimité d'entamer des négociations en vue d'un accord mondial contraignant visant à mettre fin à la pollution plastique. À l'heure actuelle, onze millions de tonnes métriques de plastique sont déversées dans les océans chaque année. Ce chiffre devrait doubler d'ici 2030 et tripler d'ici 2050. Grâce à l'accord proposé, nous avons le pouvoir de mettre un terme à cette pollution révoltante.

## **Prendre les bonnes décisions pour mettre fin à la pollution**

Deuxièmement, la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce se tiendra à la mi-juin à Genève. Après deux décennies de négociations, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sera en mesure d'interdire les subventions à la pêche non durable. Chaque année, 20 à 30 milliards de dollars de fonds publics sont affectés à ces subventions, principalement au profit de flottes de pêche industrielle, une activité décrite par beaucoup comme la plus nuisible aux écosystèmes océaniques. Si les bonnes décisions sont prises à Genève, la santé des océans retrouvera un nouveau souffle.

Troisièmement, la reprise cette année de la Conférence intergouvernementale sur la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (BBNJ) offre l'occasion de conclure un traité solide et opérationnel pour la gouvernance de la haute

mer et d'ainsi protéger l'un des biens communs mondiaux les plus cruciaux de la planète. Si les États membres parviennent à un consensus, nous pourrions concrétiser les objectifs de la BBNJ en 2022.

Quatrièmement, la COP15 de la Convention sur la diversité biologique, qui se tiendra cette année à Kunming, laisse espérer l'adoption d'un nouvel objectif de protection de 30 % de la planète d'ici 2030. La prise d'une telle décision lors de la COP de cette année changerait radicalement la donne pour les zones marines protégées et donc pour la santé des océans.

Cinquièmement, la Conférence des Nations unies sur les océans, coorganisée par les gouvernements du Kenya et du Portugal, se tiendra à Lisbonne du 27 juin au 1er juillet. Elle sera marquée par le lancement d'une armada de solutions innovantes, fondées sur des connaissances scientifiques. Ces solutions seront mises en œuvre dans le cadre de partenariats adéquatement financés, ce qui permettra d'atteindre l'objectif de développement durable no 14 visant à conserver et à exploiter de manière durable les ressources des océans. [À lire aussi Pollution plastique: la Californie ouvre une enquête sur le rôle de l'industrie pétrochimique](#)

## Faire preuve d'ambition et de détermination

Enfin, lors de la COP27 de la CCNUCC, qui se tiendra à Charm el-Cheikh en novembre, nous devons tous faire preuve d'ambition et de détermination politique en matière d'adaptation aux changements climatiques et de financement, deux aspects nécessaires pour infléchir la courbe vers plus de sécurité, d'équité et de durabilité.

Si nous voulons enrayer le déclin de la santé des océans cette année, nous devons prendre les bonnes décisions lors de ces six rencontres, et bien que le terme « nous » désigne principalement les États membres, il fait également référence à chacun d'entre nous. Nous ne devons pas gâcher l'occasion unique, que la conjonction de divers événements en l'année 2022 offre, de prendre des mesures décisives en faveur des océans.

Engageons-nous tous à rétablir une relation de respect et d'équilibre avec la nature. Faisons-le pour nos enfants et nos petits-enfants, afin qu'ils puissent vivre la vie heureuse que nous leur souhaitons.

## Le roi Charles III n'ira pas à la COP27 en Egypte, suite à l'opposition de la Première ministre

Au Royaume-Uni, toutes les visites officielles à l'étranger des membres de la famille royale sont effectuées conformément aux conseils du gouvernement.

Par AFP

Publié le 2/10/2022 à 09:08 Temps de lecture: 2 min

Le roi Charles III ne se rendra pas à la COP27 prévue en novembre en Egypte, après que la Première ministre se soit opposée à sa participation, a rapporté samedi soir le Sunday Times.

Le nouveau monarque du Royaume-Uni, fervent environnementaliste, qui vient de succéder à sa mère Elizabeth II, avait l'intention de tenir un discours lors de ce sommet pour le climat (6-18 novembre), selon l'hebdomadaire britannique. Mais ce projet a été contrecarré par Liz Truss, qui s'y est opposée lors d'une audience personnelle avec le roi au Palais de Buckingham en septembre.

Ces informations arrivent à un moment délicat pour la Première ministre, en poste depuis moins d'un mois et déjà dans la tourmente après des annonces budgétaires qui ont viré au fiasco financier. Certains craignent que Mme Truss fasse marche arrière sur les engagements du pays en matière de changement climatique.

La présentation la semaine dernière d'un projet de loi visant à modifier ou à supprimer d'ici fin 2023 des centaines de lois de protection de l'environnement héritées de l'Union européenne a agi comme la goutte faisant déborder le vase auprès des défenseurs de l'environnement. Et son cabinet compte plusieurs ministres sceptiques vis-à-vis de la neutralité carbone d'ici 2050 comme le prescrit l'accord de Paris.

Une source royale a indiqué au journal qu'il n'y avait « pas de mystère que le roi était invité » à la COP27. Mais « il a dû réfléchir très sérieusement aux étapes à franchir pour sa première tournée à l'étranger » et le sommet pour le climat n'en fera pas partie.

## **Le roi Charles III n'ira pas à la COP27 après l'opposition de Liz Truss: «Une décision prise à l'amiable»**

Au Royaume-Uni, toutes les visites officielles à l'étranger des membres de la famille royale sont effectuées conformément aux conseils du gouvernement.

Par Belga

Publié le 2/10/2022 à 17:07 Temps de lecture: 3 min

Le roi Charles III n'ira pas à la COP27 prévue en novembre en Egypte, a confirmé dimanche le palais de Buckingham après que la presse a révélé « l'objection » de la Première ministre britannique Liz Truss à une participation du monarque au sommet sur le climat.

Le nouveau souverain britannique, engagé de longue date pour la protection de la planète, avait l'intention de tenir un discours lors de ce sommet pour le climat (6-18 novembre), selon le journal *The Sunday Times*.

Mais ce projet a été remis en question par Liz Truss, qui s'y est opposée lors d'une audience personnelle avec le Roi au palais de Buckingham en septembre, a rapporté le journal samedi soir. « En toute amitié et respect, il y a eu un accord pour que le Roi n'y participe pas », a confirmé dimanche le palais de Buckingham à la BBC, semblant toutefois écarter les rumeurs concernant des tensions sur la question entre le Roi et la

Première ministre. Au Royaume-Uni, les visites officielles à l'étranger des membres de la famille royale sont effectuées après avis du gouvernement.

[À lire aussi Royaume-Uni: malgré la panique sur les marchés, Liz Truss veut poursuivre sa politique de croissance](#)

## « Ridicule »

« Il est clair qu'il s'agit d'une décision prise de manière consensuelle par le Roi et le gouvernement », a réagi de son côté le ministre Simon Clarke dimanche. « De ce que j'en sais, c'est une décision prise à l'amiable (...) et les allégations comme quoi on aurait obligé (le Roi) à rester en retrait sont tout simplement fausses », a-t-il dit sur Times Radio. Il est « ridicule » de suggérer que la Première ministre puisse « donner des ordres » au Roi, avait balayé plus tôt une source à Downing Street citée par l'agence PA.

N'empêche, ces informations arrivent à un moment délicat pour la Première ministre, en poste depuis moins d'un mois et déjà dans la tourmente après des annonces budgétaires qui ont viré au fiasco financier. Et elles envoient un énième mauvais signal concernant l'agenda environnemental du nouveau gouvernement quand certains craignent déjà que Mme Truss fasse marche arrière sur les engagements du pays en la matière.

[À lire aussi](#)

## Une Première ministre moins enthousiaste pour le climat ?

Si Liz Truss répète que l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050 est toujours d'actualité, elle semble moins enthousiaste sur la question que son prédécesseur Boris Johnson et n'a pas prévu de faire le déplacement en Egypte.

En 2021, la COP26 à Glasgow avait été l'occasion pour le Royaume-Uni de se poser en précurseur dans la lutte contre la crise climatique. Elizabeth II avait délivré un message vidéo aux dirigeants du monde entier réunis dans la capitale écossaise tandis que Charles, alors héritier du trône, et son fils William étaient sur place.

« Est-ce qu'on peut vraiment passer de pays hôte de la COP26 à une mise à l'écart de la COP27 », s'est interrogé sur Twitter le député conservateur Tobias Ellwood. « Le roi Charles est une voix respectée concernant le changement climatique et l'environnement, sa participation ajouterait au sérieux de la délégation britannique. »

## COP27: «Il s'agit pour nous d'une question de vie ou de mort», déclare Antonio Guterres

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a exhorté lundi le monde à agir à l'occasion de la prochaine COP27 afin de prévenir des catastrophes climatiques et sauver l'espèce humaine.

Antonio Guterres, le 23 septembre à New York. - ZUMAPRESS

Par AFP

Publié le 3/10/2022 à 19:28 Temps de lecture: 2 min

Il s'agit pour nous d'une question de vie ou de mort, pour notre sécurité aujourd'hui et pour notre survie demain », a lancé lundi le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, lors d'une déclaration à la presse au siège de l'organisation à New York, à l'occasion de l'ouverture à Kinshasa d'une réunion préparatoire à la conférence annuelle sur le climat (COP27) de novembre en Egypte.

M. Guterres a rappelé que depuis cet été les « impacts du climat à travers le monde étaient immenses ».

« Un tiers du Pakistan a été inondé. L'été en Europe fut le plus chaud en 500 ans. Les Philippines ont été frappées. La totalité de Cuba est dans le noir. Et ici aux Etats-Unis, l'ouragan Ian a brutalement rappelé qu'aucun pays, qu'aucune économie n'étaient préservés de la crise climatique », a énuméré le chef de l'ONU. Et tout « échec à agir sur les pertes et les destructions » provoquées par les catastrophes climatiques « conduiront à davantage de perte de confiance et de dégâts climatiques », a-t-il prévenu en exhortant la COP27 à « l'action ». « C'est un impératif moral », a conclu M. Guterres.

Pendant deux jours, la « pré-COP27 » réunit dans la capitale de la République démocratique du Congo les ministres de l'Environnement et spécialistes d'une soixantaine de pays. Cette réunion n'est pas un cadre de négociations formelles mais doit permettre de faire le point des avancées possibles et des blocages à craindre lors de la COP27 sur les changements climatiques prévus à Charm-el-Cheikh du 6 au 18 novembre.

## **Des régions entières vont devenir invivables au cours des prochaines décennies: les infographies qui alertent**

Selon un rapport de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), les canicules constituent le danger météorologique le plus meurtrier.

Infographie

Par AFP

Publié le 10/10/2022 à 14:36 Temps de lecture: 4 min

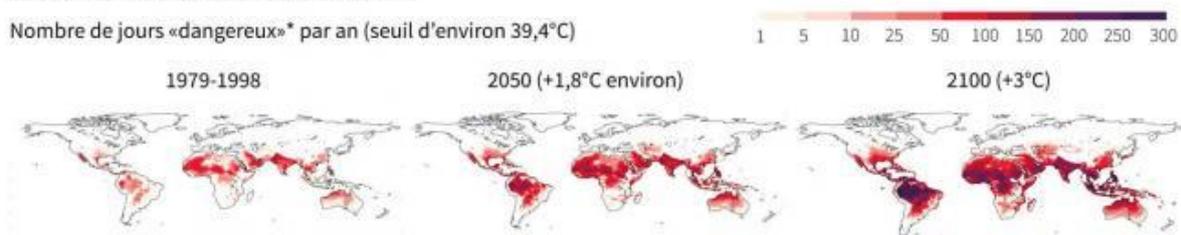
Des régions entières du globe vont devenir invivables au cours des prochaines décennies en raison des vagues de chaleur qui seront plus fréquentes et plus intenses sous l'effet du changement climatique, ont averti l'ONU et la Croix-Rouge lundi. A moins d'un mois de la COP27, qui doit se dérouler en novembre en Egypte, l'ONU et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) appellent dans un rapport conjoint à se préparer aux vagues de chaleur à venir pour éviter un nombre important de morts.

Ces organisations soulignent qu'il existe des limites au-delà desquelles les personnes exposées à une chaleur et une humidité extrêmes ne peuvent survivre et qu'il y a par ailleurs des limites au-delà desquelles les sociétés ne peuvent plus s'adapter. « Selon les trajectoires actuelles, les vagues de chaleur pourraient atteindre et dépasser ces limites physiologiques et sociales au cours des prochaines décennies, notamment dans des régions telles que le Sahel, l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Ouest », écrivent-elles.

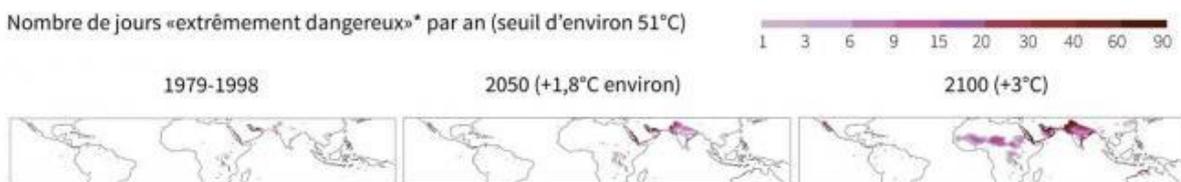
## VERS UNE AUGMENTATION DE LA FRÉQUENCE DES VAGUES DE CHALEUR

### Scénarios médians du réchauffement

Nombre de jours «dangereux»\* par an (seuil d'environ 39,4°C)



Nombre de jours «extrêmement dangereux»\* par an (seuil d'environ 51°C)



\*Définis selon un indice de chaleur prenant en compte les effets de la température et de l'humidité relative sur les humains, condensé en un seul chiffre, exprimé en température

Source : Vargas Zeppetello, Raftery & Battisti, Communications Earth & Environment, Nature



Une telle situation va se traduire par « des souffrances et des pertes de vies humaines à grande échelle, des mouvements de population et une aggravation des inégalités », avertissent les deux organisations. Selon le rapport, presque partout où des statistiques fiables sont disponibles, les canicules constituent le danger météorologique le plus meurtrier.

Elles tuent déjà des milliers de personnes chaque année et vont devenir de plus en plus mortelles à mesure que le changement climatique s'accroît, indiquent dans le rapport Martin Griffiths, chef de l'agence humanitaire de l'ONU, et Jagan Chapagain, secrétaire général de la FICR.

## ✉ Newsletter Planète

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

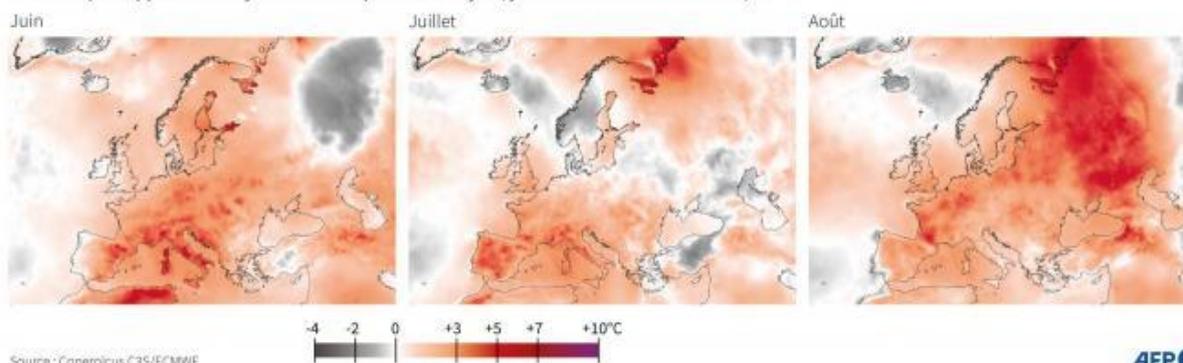
Les vagues de chaleur sont à l'origine de certaines des catastrophes les plus meurtrières jamais enregistrées. Le rapport rappelle le lourd bilan de la canicule de 2003 en Europe qui avait fait plus de 70.000 morts, et une vague de chaleur en Russie en 2010 avait tué plus de 55.000 personnes. Selon le rapport, les experts prévoient des taux de mortalité en lien avec la chaleur extrême très élevés, « comparables en magnitude, d'ici la fin du siècle, à tous les cancers ».

## « Tueur silencieux »

Cette année, des régions ou pays entiers d'Afrique du Nord, d'Australie, d'Europe, d'Asie du Sud et du Moyen-Orient ont suffoqué sous des températures record, mais aussi la Chine et l'ouest des Etats-Unis.

## Durant l'été 2022, des chaleurs record en Europe

Variation par rapport à la moyenne des températures en juin, juillet et août de 1981 à 2010, en °C



Le rapport rappelle que la chaleur extrême est « un tueur silencieux » dont les effets vont s'amplifier, posant d'énormes défis au développement durable tout en créant de nouveaux besoins humanitaires. « Le système humanitaire n'a pas les moyens de résoudre seul une crise d'une telle ampleur. Nous manquons déjà de fonds et de ressources pour répondre à certaines des pires crises humanitaires en cours cette année », a souligné M. Griffiths, en conférence de presse.

Les organisations appellent à réaliser en urgence des investissements importants et durables pour atténuer l'impact du changement climatique et soutenir l'adaptation à long terme des populations les plus vulnérables.

## DES ÉPISODES DE CHALEUR PLUS FRÉQUENTS ET PLUS INTENSES

Pour des événements dont la probabilité d'arriver était d'une fois tous les 10 ans avant le début du réchauffement climatique (1850-1900), augmentation de la **probabilité** et de l'**intensité** :



Source : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec)

AFP

Selon une étude citée par le rapport, le nombre de pauvres vivant dans des conditions de chaleur extrême en zone urbaine va bondir de 700 % d'ici à 2050. Les augmentations les plus élevées devraient se produire en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est. « La crise climatique intensifie les urgences humanitaires dans le monde entier. Pour éviter ses effets les plus dévastateurs, nous devons investir de manière égale dans l'adaptation et l'atténuation, en particulier dans les pays les plus à risque », a déclaré M. Chapagain. L'ONU et la Croix-Rouge soulignent qu'il est tout aussi important de reconnaître que l'adaptation à la chaleur extrême comporte des limites. Certaines des mesures prises, comme l'augmentation de la climatisation à forte consommation

d'énergie, sont coûteuses, ne sont pas viables sur le plan écologique et contribuent elles-mêmes au changement climatique.

Si les émissions des gaz à effet de serre qui sont responsables du changement climatique ne sont pas réduites « de manière agressive », le monde va faire face à « des niveaux de chaleur extrême inimaginables jusqu'à présent », mettent en garde les deux organisations.

Par ailleurs, de nombreux territoires sont vulnérables à la montée des eaux et certaines zones du globe pourraient être submergées. Les cartes ci-dessous illustrent ce danger.

## **Dérèglements climatiques: la moitié des pays manque de préparation, selon l'ONU**

Moins de la moitié des pays les moins avancés et seulement un tiers des petits Etats insulaires en développement disposent d'un système d'alerte précoce multidangers. En août, le Pakistan a été confronté à des inondations dramatiques et particulièrement

meurtrières. - Belga.

Par AFP

Publié le 13/10/2022 à 09:48 Temps de lecture: 4 min

La moitié des pays dans le monde manque de préparation aux catastrophes naturelles faute de posséder des systèmes d'alerte précoce multirisques qui permettent d'anticiper plusieurs types de désastres, averti l'ONU jeudi.

Les pays en développement sont encore moins bien lotis alors même qu'ils se trouvent en première ligne du changement climatique, selon un nouveau rapport publié par deux agences de l'ONU, le Bureau pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Moins de la moitié des pays les moins avancés et seulement un tiers des petits Etats insulaires en développement disposent d'un système d'alerte précoce multidangers.

« Le monde n'investit pas dans la protection de la vie et des moyens de subsistance des personnes qui sont en première ligne. Les personnes qui ont le moins contribué à la crise climatique sont celles qui en paient le prix fort », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans la vidéo de présentation du rapport. « Des populations entières sont prises de court par des catastrophes climatiques en cascade car il n'y a aucun dispositif permettant de les prévenir », a-t-il ajouté.

**[À lire aussi Climat: la désobéissance civile, la nouvelle arme de la mobilisation citoyenne](#)**

De nombreux systèmes d'alerte ne couvrent qu'un seul type de catastrophes naturelles, comme les inondations ou les cyclones, mais l'ONU souligne qu'il est plus urgent que jamais d'investir dans des systèmes multirisques. Ces systèmes permettent par exemple de mettre en garde les populations contre le risque de liquéfaction du sol suite à un séisme ou un glissement de terrain, ou d'alerter sur une menace épidémiologique suite à de fortes précipitations.

## ✉ Newsletter Planète

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

A l'occasion de la journée météorologique mondiale, qui s'était tenue le 23 mars, l'ONU avait annoncé vouloir que chaque personne sur Terre soit protégée d'ici à cinq ans par un système d'alerte contre les phénomènes météorologiques extrêmes et les changements climatiques. L'OMM doit présenter à la prochaine conférence climatique de l'ONU, la COP27, en novembre en Egypte un plan d'action visant à atteindre cet objectif ambitieux.

[À lire aussi Des régions entières vont devenir invivables au cours des prochaines décennies: les infographies qui alertent](#)

## Sauver des vies et faire des économies

« Les phénomènes météorologiques extrêmes sont inévitables. Mais ils ne doivent pas nécessairement se transformer en catastrophes mortelles », a souligné Antonio Guterres, en appelant les pays à investir dans les systèmes d'alerte précoce. « Au moment où ce rapport était en cours de préparation, le Pakistan était confronté à sa pire catastrophe climatique jamais enregistrée, avec près de 1.700 morts. Malgré cette hécatombe, le nombre de morts aurait été bien plus élevé sans les systèmes d'alerte précoce », a fait valoir Mami Mizutori, qui dirige l'UNDRR, dans un communiqué.

Le rapport a catalogué les pays selon que la couverture en système d'alerte précoce multirisques soit faible, modérée, élevée ou complète, avec un taux de mortalité multiplié par huit dans les deux premières catégories. « L'augmentation constante des émissions de gaz à effet de serre favorise les phénomènes météorologiques extrêmes dans le monde entier », a averti M. Guterres. Et « plus la température de la planète s'élèvera, plus la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes augmenteront ».

[À lire aussi Le WWF sonne l'alerte rouge pour la biodiversité mondiale](#)

Le nombre de catastrophes a été multiplié par cinq entre 1970 et 2019 sous l'effet du changement climatique et de la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, selon un précédent rapport de l'OMM. « Cette tendance devrait se poursuivre », a prévenu le secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas.

« Les systèmes d'alerte précoce sont une mesure d'adaptation au climat éprouvée et efficace, qui permettent de sauver des vies et de faire des économies », a-t-il indiqué. Le rapport recommande aussi que les systèmes d'alerte soient plus rapides. Il appelle par ailleurs à renforcer la capacité des communautés menacées à agir plus rapidement et à investir pour améliorer l'accès aux technologies permettant de renforcer la surveillance des dangers.

## Bruxelles: des milliers de manifestants pour le climat rassemblés ce dimanche

Des milliers de personnes se sont rassemblées, dimanche après-midi, devant la gare de Bruxelles-Nord. Des embarras de circulation sont à prévoir le long du parcours, qui mène de la Gare du Nord au Parc du Cinquantenaire, via la Petite Ceinture (R20) et la rue de la Loi.

Photographie d'illustration - Manifestation «Jeunes pour le climat» le 25 mars 2022 à

Bruxelles. - Belga

Par Belga

Publié le 23/10/2022 à 08:42 Temps de lecture: 2 min

La Coalition Climat organise ce dimanche à Bruxelles une marche pour réclamer des mesures fortes contre le réchauffement climatique et ses conséquences déjà palpables.

Plusieurs milliers de manifestants se sont réunis ce dimanche après-midi, à la Gare du Nord de Bruxelles, point de départ de la marche à travers la capitale qui a démarré à 14h00. Le cortège rejoindra le Parc du Cinquantenaire, où la fin de la manifestation est prévue vers 17h00.

« Après des mois d'été marqués par les feux de forêt et par les inondations sans précédent au Pakistan, nous n'avons plus le luxe d'attendre. Le dérèglement climatique est partout et tous les jours (...). Et pourtant, nous restons dépendants des énergies fossiles », s'alarme la Coalition Climat, qui réunit notamment le CNCD-11.11.11, Greenpeace, le WWF, la Mutualité Chrétienne ou encore la FGTB. « Cette dépendance et le contexte international nous le font payer cash avec des factures d'énergie totalement impayables », ajoute-t-elle.

En parallèle à la crise énergétique, la Coalition Climat entend attirer l'attention sur les menaces qui pèsent sur le système alimentaire mondial, en première ligne des épisodes de sécheresse, d'inondation et du déclin de la biodiversité. « Les agricultrices et les agriculteurs sont les autres victimes de la crise », pointe-t-elle. Plusieurs organisations paysannes prendront la tête du cortège, aux côtés notamment des tracteurs de la FUGEA (la Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs) et du Boerenforum. Ensemble, ils mettront l'accent sur « l'urgence de soutenir la transition agroécologique et solidaire des systèmes alimentaires, que ce soit via les politiques publiques, le soutien financier ou encore la recherche », indiquent-ils.

## **COP27: l'Union Européenne prête à relever ses objectifs climatiques**

Par AFP

Publié le 24/10/2022 à 22:45 Temps de lecture: 4 min

Les Vingt-Sept ont adopté lundi leur position commune pour la COP27, se disant prêts à relever leurs propres objectifs climatiques « dès que possible », et « ouverts » à un renforcement de leur aide financière aux pays en développement mais sans chiffrer leur engagement.

« Les ambitions mondiales doivent être relevées substantiellement » pour rester en mesure d'atteindre l'objectif de l'accord de Paris (réchauffement limité à +1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle), estiment les Européens dans ce texte adopté en vue de la conférence de l'ONU, en novembre à Charm el-Cheikh (Egypte).

Ils se disent « prêts à mettre à jour les contributions nationales de l'UE et de ses Etats membres dès que possible, en fonction du résultat final » des discussions en cours entre les Vingt-Sept pour finaliser les mesures de leur plan climat.

Ce dernier vise à réduire de 55 % les émissions de gaz à effet de serre de l'UE d'ici à 2030, par rapport à 1990.

## ✉ Newsletter Repensons notre quotidien

Infos positives, bons plans, solutions... Chaque dimanche, place aux initiatives qui peuvent changer votre quotidien.

Je m'inscris

Le texte, adopté par les ministres européens de l'Environnement réunis au Luxembourg, appelle à « mettre un terme à l'utilisation du charbon (...) via la réduction progressive et la suppression des subventions inefficaces aux combustibles fossiles ».

Les Vingt-Sept ont adopté lundi leur position commune pour la COP27, se disant prêts à relever leurs propres objectifs climatiques «dès que possible», et «ouverts» à un renforcement de leur aide financière aux pays en développement, mais sans chiffrer leur engagement.

«Les ambitions mondiales doivent être relevées substantiellement» pour rester en mesure d'atteindre l'objectif de l'accord de Paris (réchauffement limité à +1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle), estiment les Européens dans ce texte adopté en vue de la conférence de l'ONU, en novembre à Charm el-Cheikh (Egypte).

Ces derniers visent à réduire de 55% les émissions de gaz à effet de serre de l'UE d'ici à 2030, par rapport à 1990.

Le texte, adopté par les ministres européens de l'Environnement réunis au Luxembourg, appelle à «mettre un terme à l'utilisation du charbon (...) via la réduction progressive et la suppression des subventions inefficaces aux combustibles fossiles».

Mais la déclaration est prudente sur l'épineuse question de l'aide financière aux pays en développement.

Frappés par les effets du dérèglement climatique (sécheresses, inondations, canicules) tout en étant les moins responsables des émissions, les pays les plus pauvres réclament à la COP27 un financement spécifique pour compenser les «pertes et dommages» subis.

Et ce alors que les pays riches n'ont toujours pas tenu leur engagement d'une aide climatique de 100 milliards de dollars par an - objectif initialement fixé pour 2020 - afin d'aider les pays pauvres à réduire leurs émissions et à s'adapter. Le Conseil européen «s'attend à ce que cet objectif soit atteint en 2023», assure le texte, sans autre nouvelle cible chiffrée.

## « Une transition réfléchie et équitable »

La ministre du Climat et de l'Environnement, Zakia Khattabi, s'est félicitée de ces avancées et souhaite attirer davantage l'attention sur trois points fondamentaux en vue des futures négociations internationales: «La crise énergétique actuelle ne doit pas servir

d'excuse pour geler ou affaiblir notre ambition climatique. Une transition réfléchie et équitable vers une société neutre sur le plan climatique pourrait bien nous rendre plus résistants aux chocs du marché de l'énergie».

L'UE doit également honorer les engagements pris, affirme la ministre: «un préalable pour rétablir la confiance au niveau international». Le précédent sommet sur le climat à Glasgow a révélé que les efforts annoncés conjointement au niveau mondial ne nous permettront pas de limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C. Le Pacte de Glasgow pour le climat appelle donc les parties à revoir leur objectif pour 2030 afin qu'il soit conforme à l'ambition de l'accord de Paris».

En outre, les différents processus créés à Glasgow pour mieux comprendre la situation et les besoins des pays les plus vulnérables, notamment sur le continent africain, doivent être pleinement exploités afin que la coopération internationale puisse être façonnée efficacement, conclut la ministre.

## **L'aide financière en question**

Mais la déclaration est prudente sur l'épineuse question de l'aide financière aux pays en développement. Frappés par les effets du dérèglement climatique (sécheresses, inondations, canicules) tout en étant les moins responsables des émissions, les pays les plus pauvres réclament à la COP27 un financement spécifique pour compenser les « pertes et dommages » subis.

Et ce alors que les pays riches n'ont toujours pas tenu leur engagement d'une aide climatique de 100 milliards de dollars par an objectif initialement fixé pour 2020-- afin d'aider les pays pauvres à réduire leurs émissions et à s'adapter. Le Conseil européen « s'attend à ce que cet objectif soit atteint en 2023 », assure le texte, sans autre nouvelle cible chiffrée.

**[À lire aussi Climat: la désobéissance civile, la nouvelle arme de la mobilisation citoyenne](#)**

Les Européens disent « attendre avec intérêt de coopérer avec d'autres parties pour concrétiser l'appel (lancé lors de la COP26 à Glasgow) à doubler collectivement, d'ici à 2025 par rapport à 2019, l'apport de fonds destinés à l'adaptation des pays en développement », en trouvant « un équilibre entre adaptation et atténuation » des dommages.

La compensation des « pertes et préjudices » est « un sujet compliqué » mais « nous sommes prêts à en discuter », a souligné la ministre tchèque Anna Hubackova. « Nous nous sommes mis d'accord aujourd'hui pour garder l'esprit ouvert (...) L'Europe peut réduire l'écart avec le continent africain, avec les pays insulaires », a abondé le ministre néerlandais de l'Energie Rob Jetten.

## **L'ONU alerte sur le réchauffement climatique: les engagements sont «très**

# loin» de répondre à l'objectif de 1,5 degré

Si aucune politique plus drastique est mise en place, les températures augmenteront de 2,1 à 2,9 degrés par rapport à l'ère préindustrielle, a mis en garde l'agence ONU Climat dans un rapport.

Par AFP et Belga

Publié le 26/10/2022 à 11:53 Temps de lecture: 3 min

Les derniers engagements climatiques internationaux en date sont « très loin » de répondre à l'objectif de l'accord de Paris de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, a alerté mercredi l'agence de l'ONU pour le climat.

« Nous sommes très loin du niveau et de la rapidité de réduction d'émissions nécessaires pour nous mettre sur la voie d'un monde à 1,5°C », a averti Simon Stiell, patron de l'ONU Climat, à l'occasion de la publication d'une synthèse des derniers engagements des pays signataires de l'accord de Paris et à moins de deux semaines de l'ouverture de la conférence mondiale climatique COP27.

Au contraire, la somme des engagements des 193 parties à l'accord, « pourrait mettre le monde sur la voie d'un réchauffement de 2,5°C d'ici la fin du siècle, » souligne l'agence onusienne. Si la politique climatique actuelle se poursuit, les températures augmenteront de 2,1 à 2,9 degrés par rapport à l'ère préindustrielle.

[À lire aussi Il est plus que temps de protéger la nature. Bientôt, il sera trop tard](#)

L'accord de Paris de 2015 fixe l'objectif de contenir le réchauffement de la planète « nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels », quand l'humanité a commencé à exploiter à grande échelle les énergies fossiles responsables des émissions de gaz à effet de serre, et si possible à 1,5°C.

## ✉ Newsletter Planète

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

Lors de la dernière COP26 en 2021, à Glasgow, les signataires de l'accord s'étaient engagés à réviser annuellement – au lieu de tous les cinq ans – leurs engagements en matière de lutte contre les émissions, appelés « contribution déterminée au niveau national » (NDC).

Mais seuls 24 pays avaient soumis des NDC nouvelles ou révisées à la date limite du 23 septembre, à temps pour être prises en compte lors de la COP27 qui se tiendra du 6 au 18 novembre à Charm el-Cheikh en Égypte. Un chiffre « décevant », relève M. Stiell dans un communiqué accompagnant la publication des nouvelles données.

[À lire aussi Le WWF sonne l'alerte rouge pour la biodiversité mondiale](#)

« Pour maintenir cet objectif (de 1,5°C) en vie, les gouvernements doivent renforcer leurs plans maintenant et les mettre en œuvre dans les huit prochaines années », insiste le responsable onusien. Selon les experts de l'ONU, les émissions mondiales doivent

baisser de 45 % d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 2010, pour tenir cet objectif. D'ici 2050, les émissions doivent même être réduites à zéro. Si l'on n'y parvient pas, les conséquences seront irréversibles et dévastatrices pour l'humain et la nature, a déjà conclu le groupe d'experts des Nations unies sur le climat, le Giec.

Si « les projections montrent que les niveaux d'émissions n'augmenteront pas après 2030 », pointe positivement Simon Stiell, selon la dernière synthèse des NDC, les engagements actuels mèneraient cependant à une augmentation de 10,6 % des émissions d'ici là. Il s'agit malgré tout d'une amélioration par rapport à l'évaluation de l'année dernière, qui indiquait que les pays étaient sur la voie d'une augmentation des émissions de 13,7 % d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 2010.

## Un nouveau rapport sur le réchauffement climatique de l'Onu inquiète (infographies)

Si aucune politique plus drastique est mise en place, les températures augmenteront de 2,1 à 2,9 degrés par rapport à l'ère préindustrielle, a mis en garde l'agence Onu Climat dans un rapport.

Par la rédaction

Publié le 26/10/2022 à 17:04 Temps de lecture: 3 min

Les derniers engagements climatiques internationaux en date sont « très loin » de répondre à l'objectif de l'accord de Paris de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, a alerté mercredi l'agence de l'Onu pour le climat.

« Nous sommes très loin du niveau et de la rapidité de réduction d'émissions nécessaires pour nous mettre sur la voie d'un monde à 1,5°C », a averti Simon Stiell, patron de l'Onu Climat, à l'occasion de la publication d'une synthèse des derniers engagements des pays signataires de l'accord de Paris et à moins de deux semaines de l'ouverture de la conférence mondiale climatique COP27.

Au contraire, la somme des engagements des 193 parties à l'accord, « pourrait mettre le monde sur la voie d'un réchauffement de 2,5°C d'ici la fin du siècle, » souligne l'agence onusienne. Si la politique climatique actuelle se poursuit, les températures augmenteront de 2,1 à 2,9 degrés par rapport à l'ère préindustrielle.

**[À lire aussi Le WWF sonne l'alerte rouge pour la biodiversité mondiale](#)**

**[À lire aussi Il est plus que temps de protéger la nature. Bientôt, il sera trop tard](#)**

L'accord de Paris de 2015 fixe l'objectif de contenir le réchauffement de la planète « nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels », quand l'humanité a commencé à exploiter à grande échelle les énergies fossiles responsables des émissions de gaz à effet de serre, et si possible à 1,5°C.

## ✉ Newsletter Planète

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

Lors de la dernière COP26 en 2021, à Glasgow, les signataires de l'accord s'étaient engagés à réviser annuellement – au lieu de tous les cinq ans – leurs engagements en matière de lutte contre les émissions, appelés « contribution déterminée au niveau national » (NDC).

Mais seuls 24 pays avaient soumis des NDC nouvelles ou révisées à la date limite du 23 septembre, à temps pour être prises en compte lors de la COP27 qui se tiendra du 6 au 18 novembre à Charm el-Cheikh en Égypte. Un chiffre « décevant », relève M. Stiell dans un communiqué accompagnant la publication des nouvelles données.

« Pour maintenir cet objectif (de 1,5°C) en vie, les gouvernements doivent renforcer leurs plans maintenant et les mettre en œuvre dans les huit prochaines années », insiste le responsable onusien. Selon les experts de l'Onu, les émissions mondiales doivent baisser de 45 % d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 2010, pour tenir cet objectif. D'ici 2050, les émissions doivent même être réduites à zéro. Si l'on n'y parvient pas, les conséquences seront irréversibles et dévastatrices pour l'humain et la nature, a déjà conclu le groupe d'experts des Nations unies sur le climat, le Giec.

Si « les projections montrent que les niveaux d'émissions n'augmenteront pas après 2030 », pointe positivement Simon Stiell, selon la dernière synthèse des NDC, les engagements actuels mèneraient cependant à une augmentation de 10,6 % des émissions d'ici là. Il s'agit malgré tout d'une amélioration par rapport à l'évaluation de l'année dernière, qui indiquait que les pays étaient sur la voie d'une augmentation des émissions de 13,7 % d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 2010.

## **Climat: la Russie pourrait avoir accéléré la transition énergétique de la planète malgré elle**

L'Europe, privée du gaz russe, a grandement augmenté ses investissements dans les énergies durables. Une mutation qui se répercute positivement sur le climat.

Par AFP

Publié le 27/10/2022 à 06:33 Temps de lecture: 4 min

Effet paradoxal et positif pour le climat de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les émissions mondiales de gaz à effet de serre devraient atteindre un « point haut » dès 2025, après la hausse des investissements dans les énergies durables provoquée par la « réorientation profonde » des marchés mondiaux de l'énergie, a estimé jeudi l'Agence internationale de l'Énergie (AIE).

A huit jours de la Conférence mondiale sur le climat COP27 en Égypte, l'Agence met toutefois en garde dans son rapport annuel 2022 publié jeudi, contre les « fractures » entre pays riches et pauvres en matière d'investissements dans les énergies décarbonées, en réclamant un « effort international majeur » pour « réduire » ce « fossé inquiétant ».

« La crise mondiale de l'énergie déclenchée par l'invasion russe de l'Ukraine cause des changements profonds et à long terme qui ont le potentiel d'accélérer la transition vers un système énergétique plus durable et sûr » souligne l'AIE dans le document de présentation de son rapport. « Les marchés de l'énergie et les politiques publiques ont changé depuis l'invasion russe de l'Ukraine, pas seulement pour le temps présent, mais pour des décennies à venir » affirme aussi le directeur général de l'organisme, Fatih Birol, cité dans le rapport.

### **À lire aussi [Il est plus que temps de protéger la nature. Bientôt, il sera trop tard](#)**

Alors que certains pays cherchent actuellement à augmenter ou diversifier leur approvisionnement en pétrole ou gaz – énergies fossiles fortement émettrices de CO<sub>2</sub> – beaucoup sont en train d'étudier une accélération de leurs changements structurels vers des énergies propres, souligne l'AIE, émanation de l'OCDE chargée d'accompagner de nombreux pays.

## **« Rupture »**

La « rupture » de l'Europe avec le gaz russe est arrivée avec une vitesse « que peu de personnes pensaient possible » encore l'an passé, ajoute l'AIE. Et la Russie « ne parvient pas » à rediriger vers d'autres pays ses flux de gaz qui allaient auparavant vers l'Europe. Dans aucun des trois scénarios étudiés par l'Agence, les niveaux d'exportation de gaz et de pétrole russe ne reviennent au niveau où ils étaient en 2021, et sa part du marché mondial du pétrole et du gaz est réduite de moitié d'ici 2030 dans l'un d'entre eux.

Pour la première fois, les trois scénarios étudiés chaque année par l'Agence identifient un pic ou un plateau de consommation de chacune des énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole) qui étouffent la planète et provoquent son réchauffement.

### **À lire aussi [Le WWF sonne l'alerte rouge pour la biodiversité mondiale](#)**

Dans le scénario central, qui se base sur les engagements déjà annoncés des gouvernements en matière d'investissements climatiques (« Inflation Reduction Act » aux Etats-Unis, « Fit for 55 » et « RePowerEU » en Europe, « Transformation verte » au Japon.), les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> plafonneraient ainsi à 37 milliards de tonnes en 2025, puis descendraient à 32 milliards de tonnes en 2050.

## **2,5 degrés**

Mais malgré ces efforts, les températures moyennes mondiales augmenteraient d'environ 2,5 degrés d'ici 2100, ce qui est « loin d'être suffisant pour éviter des conséquences climatiques sévères ».

L'Agence souligne une fois de plus le besoin d'investissements massifs dans les énergies propres, qu'elles soient vertes ou simplement décarbonées comme le nucléaire, et d'accélération dans certains domaines comme les batteries électriques (pour les voitures), le photovoltaïque, et les électrolyseurs qui produiront l'hydrogène destiné à décarboner l'industrie notamment.

Dans son scénario central, ces investissements doivent être supérieurs à 2.000 milliards de dollars d'ici 2030, et ils devraient monter à 4.000 milliards de dollars pour remplir les conditions du scénario prévoyant zéro émission nette en 2050. « Des efforts internationaux majeurs sont demandés pour combler le fossé inquiétant qui se creuse entre les économies avancées et celles des pays émergents ou en développement » en matière d'investissement dans les énergies propres, ajoute l'AIE.

**À lire aussi** [Un nouveau rapport sur le réchauffement climatique de l'Onu inquiète \(infographies\)](#)

L'ancienne ambassadrice française pour le climat Laurence Tubiana a réagi auprès de l'AFP en estimant que le rapport montre clairement que « les investissements dans les énergies propres doivent tripler d'ici 2030, et que le gaz est une impasse ». « Avec une abondance de vent, de soleil et d'autres énergies renouvelables, l'Afrique peut mener le monde sur le chemin de la transition et ouvrir la voie à une souveraineté énergétique » a réagi pour sa part Mohammed Adow, fondateur et directeur du groupe de réflexion sur le climat Power Shift Africa.

## **«Pitoyablement» insuffisants: l'ONU sermonne le manque d'ambition des engagements internationaux (infographie)**

« Nous nous dirigeons vers une catastrophe mondiale », a déclaré le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres dans une vidéo cinglante publiée quelques jours avant le lancement de la COP27.



Par la rédaction

Publié le 27/10/2022 à 13:28 Temps de lecture: 4 min

Nouveau coup de semonce à 10 jours de la COP27: les engagements internationaux laissent la Terre sur la trajectoire d'un réchauffement de 2,6°C, un résultat «pitoyablement pas à la hauteur» pour le patron de l'ONU, qui appelle à cesser le «greenwashing».

Et les politiques de réductions telles qu'actuellement menées par les Etats, incapables de tenir leurs propres engagements, nous conduisent vers un réchauffement de 2,8°C, alors que l'année 2022 a déjà vu se multiplier les impacts du changement climatique — inondations dramatiques, sécheresses, canicules ou feux de forêts, rappelle le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) dans un rapport analysant les engagements internationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Or l'accord de Paris, principal traité de lutte contre le réchauffement conclu en 2015, fixe pour objectif de contenir «l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C» et si possible à 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle. Epoque où les humains ont commencé à utiliser en quantité les énergies fossiles qui produisent les gaz à effet de serre responsables du réchauffement, qui atteint déjà près de 1,2°C.

**[À lire aussi Pour 63% des Belges, la crise énergétique doit accélérer la transition écologique](#)**

La dernière COP26, il y a un an à Glasgow, avait appelé les près de 200 pays signataires de l'accord à renforcer leurs lettres d'engagement détaillant leurs plans de réduction des émissions, appelées techniquement les «contributions déterminées au niveau national» (NDC). Mais à fin septembre, seuls 24 pays avaient déposé des NDC nouvelles ou révisées, qui ne contribueraient à réduire les émissions en 2030 que d'un petit point de pourcentage supplémentaire, selon les calculs du PNUE, qui prévient que «le monde se précipite vers une augmentation de la température bien au-dessus de l'objectif de l'accord de Paris».

## **✉ Newsletter Planète**

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

# LES CHANCES DE RÉDUIRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

COP27

Probabilités de limiter le réchauffement global...

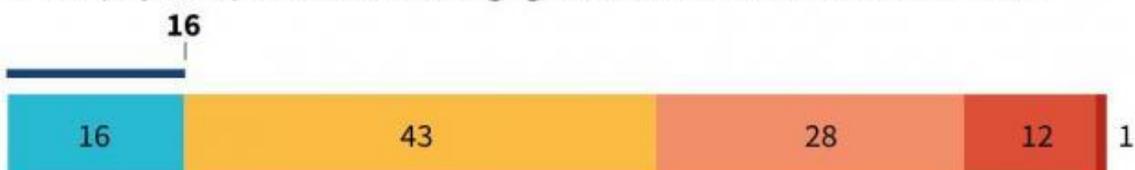
■ sous 1,5°C ■ 1,5-2°C ■ 2-2,5°C ■ 2,5-3°C ■ 3-4°C ■ à plus de 4°C

**Avec les politiques actuelles**

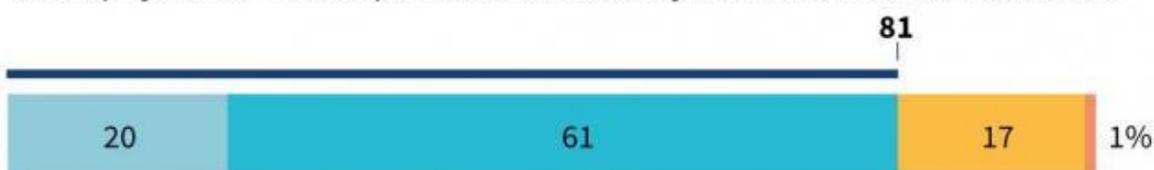
la hausse des températures a **7%** de chances de se maintenir sous 2°C



**Si les pays respectent leurs engagements fermes et conditionnels\***



**Si les pays tiennent en plus de cela des objectifs de neutralité carbone**



\*Contribution déterminées au niveau national (NDC) des pays signataires de l'accord de Paris

Source : Emissions gap report 2022

AFP

## Pitoyable

Des engagements «pitoyablement pas à la hauteur», a lancé le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres dans un message vidéo cinglant. «Nous nous dirigeons vers une catastrophe mondiale».

Le rapport calcule qu'à fin septembre, le cumul des engagements sans condition (d'actions ou de financements extérieurs) «donne 66% de chances de limiter le réchauffement à environ 2,6°C à la fin du siècle».

La mise en oeuvre effective des engagements actuels se traduirait par une baisse des émissions mondiales de 5% (NDC sans condition) ou 10% (NDC conditionnelles) en 2030 par rapport à aujourd'hui. Là où il faudrait qu'elles chutent de 30% pour tenir

l'objectif de 2°C, et de 45% pour limiter le réchauffement à 1,5°C. Soit de trois à neuf fois plus!

En comptant les engagements nationaux de «neutralité carbone» qui se sont récemment multipliés, souvent à horizon 2050, la hausse pourrait même être contenue à 1,8°C, revenant dans les clous de Paris. Mais «ce scénario n'est actuellement pas crédible», tempère immédiatement le rapport.

M. Guterres a été plus direct: «Les engagements à la neutralité carbone ne valent rien sans des plans, des politiques et des actions pour les soutenir», a dénoncé le patron de l'ONU. «Notre monde ne peut plus se permettre de faire du greenwashing, d'avoir des faux-semblants, des retardataires».

## « Année gâchée »

Un autre rapport, publié mercredi par l'agence ONU-Climat, avait aussi pointé des engagements «très insuffisants», tout en relevant que les émissions pourraient baisser à partir de 2030.

Mais 2022 aura été «une nouvelle année gâchée», a commenté à l'AFP Anne Olhoff, auteure principale du rapport du PNUC. «Ce qui ne veut pas dire que tous les pays ne prennent pas les choses au sérieux. Mais globalement, c'est très loin d'être satisfaisant».

Car pour atteindre les «coupes massives» nécessaires, soit autour de 7% de réduction mondiale des émissions par an, l'ONU souligne qu'il n'est plus temps d'adopter une stratégie du «pas à pas». Au contraire, «une transformation de grande envergure, à grande échelle, rapide et systémique est désormais essentielle».

Dans l'énergie, cette transformation est en route, selon l'Agence internationale de l'Énergie (AIE), dont le directeur Fatih Birol entrevoit désormais «la fin de l'âge d'or du gaz», effet paradoxal de la crise déclenchée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui force l'Europe à se passer du gaz russe.

## Rami Shaath: «La Cop 27 en Egypte, c'est du greenwashing!»

Le militant palestino-égyptien libéré au Caire en 2021 décrit « une république de la peur » en parlant de l'Égypte. Et croit que la colère populaire contre le régime peut éclater à tout moment.

Article réservé aux abonnés La COP 27 se déroulera du 7 au 18 novembre 2022, à Charm el-Cheikh, en Égypte. - Belga. **Entretien** - Journaliste au service Monde

Par [Baudouin Loos](#)

Publié le 27/10/2022 à 19:51 Temps de lecture: 6 min

A son corps défendant, Rami Shaath, 51 ans, s'est fait un nom à travers la planète en raison du harcèlement subi de la part du régime égyptien et du retentissement que son incarcération en 2019 avait suscité. De passage à Bruxelles à l'invitation de la section belge francophone d'Amnesty International dans le cadre de la Cop 27 qui

doit bientôt se tenir au Caire, ce militant palestino-égyptien (1) a répondu à nos questions.

Rami Shaath. - B. L.

## **On peut partir de 2011, du « printemps » égyptien et la fin du régime de Hosni Moubarak...**

Oui, après trente ans de ce régime qui promettait la succession aux fils du dictateur, l'Égypte était traversée par des courants massifs appelant à la liberté et à la démocratie. Mais deux problèmes ont vite surgi : d'abord, les forces du changement se sont divisées entre l'aile laïque et l'aile islamiste ; ensuite tout cela se passait dans une région inhospitalière pour la démocratie, un repaire de dictatures ou, pour Israël, un pays qui en occupe un autre. On n'était pas en Europe de l'est où l'Union européenne a pu soutenir le changement après la chute du Mur de Berlin. L'armée égyptienne a donc finalement été capable de reprendre les choses en main avec son coup d'Etat en 2013. Mais ce n'est pas la fin de l'histoire, à mon avis. La porte de l'accès aux libertés politiques a été une première fois ouverte.

## **✉ Newsletter Repensons notre quotidien**

Infos positives, bons plans, solutions... Chaque dimanche, place aux initiatives qui peuvent changer votre quotidien.

Je m'inscris

## **Mais le régime du maréchal Sissi semble loin de vouloir céder le pouvoir...**

En effet, c'est la république de la peur ! Qui a mis quelque 60.000 personnes dans ses prisons, qui a muselé les médias, qui contrôle les partis, opprime les ONG et les mouvements islamistes... Mais, vous savez, c'est comme une question de balance entre le niveau de la peur et celui de la colère. L'échec économique patent du régime nourrit notamment la colère, qui peut un jour dépasser la peur. Et plus tôt qu'on ne le pense.

[À lire aussi Égypte: le calvaire d'Alaa Abdel Fattah illustre la dérive dictatoriale du régime d'Al-Sissi](#)

## **Pourquoi vous a-t-on arrêté en 2019 ?**

J'attendais l'arrivée des policiers plus tôt ! J'ai participé à la révolution de 2011 et me suis retrouvé après le coup d'Etat de 2013 sous la menace, calomnié dans la presse du régime, empêché de voyager, etc. J'ai aggravé mon cas en participant en 2015 à la fondation de l'aile égyptienne du mouvement international BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions, qui vise l'occupant israélien de la Palestine). Dans la foulée, on a découvert que l'armée égyptienne participait à une économie corrompue et pas seulement liée à Israël. J'ai ensuite très critiqué le « deal du siècle » promu par Donald Trump pour régler le problème palestinien. J'ai pourtant dû attendre 2019 pour être arrêté. On ne m'a jamais officiellement dit pourquoi, d'ailleurs ! Je suis resté 900 jours en prison, livré parfois à des mauvais traitements, sans être inculpé ni jugé. Je n'ai été interrogé que 45 minutes au quatrième jour de mon incarcération. L'officier de la sécurité de l'Etat présent m'a dit qu'on me reprochait d'appartenir à une organisation terroriste, mais n'a pas voulu me dire laquelle ! Il a aussi dit que je répandais des mensonges à propos de l'Égypte sur les réseaux sociaux alors que je ne les fréquentais pas, je n'avais jamais eu de compte Facebook, par exemple.

Après les deux ans de détention provisoire « légale », on m'a encore gardé en prison pendant six mois.

Ils voulaient juste me faire taire. Comme ils le font avec des dizaines de milliers de prisonniers politiques. Ils peuvent arrêter, torturer à leur guise. J'en ai vu des traces de tortures, sur les corps et dans les âmes. Comme j'avais été accueilli trop chaleureusement par les autres prisonniers dans l'aile disons laïque de la prison, ils m'ont vite transféré dans l'aile où étaient détenus les islamistes, un milieu où je n'étais pas connu. J'ai pu y constater qu'ils étaient également victimes d'arrestations arbitraires.

### **Pendant ce temps, votre femme française, Céline Lebrun, elle-même expulsée d'Égypte, remuait ciel et terre pour votre libération...**

Oui ! Elle a carrément lancé un mouvement populaire, elle n'a pas arrêté de travailler pour me sauver, elle a contacté les parlementaires des pays « amis » de l'Égypte comme la France et les États-Unis. Et cela a fini par payer ! Comme quoi, avec ce genre de régime, la soi-disant « diplomatie silencieuse » dont se réclament pas mal de chancelleries, ne donne rien. Et c'est vrai que le président Macron a œuvré de manière décisive en ma faveur. Ainsi, en 2021, j'ai été libéré – et expulsé. C'est bien même si cela ne m'empêche pas de critiquer les ventes d'armes françaises à l'Égypte...

[À lire aussi Pour la journaliste égyptienne Lina Attalah, l'autocensure n'est pas une solution](#)

### **Ce régime égyptien évolue-t-il ?**

Non, pas du tout. Il y a juste qu'ils tentent maintenant de modeler leur image. Du show pour cacher la vérité. Comme par exemple quand ils présentent une « nouvelle stratégie des droits de l'homme » qui consiste notamment à inviter des délégations étrangères à visiter certaines prisons ou quand ils annoncent libérer 650 détenus tout en dissimulant que, dans le même temps, ils arrêtent 1.054 autres personnes. Pensez que rien que cette année il y a eu 36 morts dans les prisons d'Égypte... Le message envoyé à tous les Égyptiens est celui-ci : attention, nous pouvons détruire n'importe quel individu, n'importe quelle famille... Il y a bien des choses à dire sur ce régime, comme un fait très évident : c'est l'armée qui contrôle tout. Pas seulement en orchestrant la répression des libertés mais aussi en dominant toute l'économie nationale. Malgré quoi, la situation économique du pays est désastreuse, la corruption règne, l'inflation est hors contrôle et le niveau de l'emploi reste mauvais. Et l'endettement devient considérable, il dépasse les 200 milliards de dollars et il en faut chaque année 40 milliards de plus. Qui voudra payer ou prêter, à la fin ? Il est en même temps tellement navrant que l'Occident n'ait aucune vision pour le Proche-Orient. Ils pensent que le régime égyptien est à soutenir sans poser de conditions car il serait synonyme de « stabilité ». Alors que l'explosion n'est peut-être pas si lointaine...

### **Donc vous contestez la tenue à Charm el-Cheikh (dans la péninsule du Sinaï) de la grand-messe mondiale « Cop 27 » entre le 7 et le 18 novembre ?**

Oui, c'est du « greenwashing », du blanchiment écologique. L'Occident doit gérer tant de problèmes comme la guerre en Ukraine, la crise énergétique, que

l'environnement passe au second plan malgré l'urgence. Il n'y avait quasiment pas d'autres villes candidates pour cette Cop 27, c'est ainsi que le régime égyptien a pu l'obtenir, et il veut capitaliser sur ce sommet pour compenser son manque de légitimité.

## **Greta Thunberg ne se rendra pas à la COP27 «pour beaucoup de raisons»**

La jeune militante écologiste a estimé que ces conférences organisées par l'ONU sur le climat sont devenues des machines à « greenwashing ».

Par AFP

Publié le 31/10/2022 à 07:35 Temps de lecture: 4 min

Je ne vais pas à la COP27 pour beaucoup de raisons, notamment les droits humains », a lancé dimanche à Londres l'activiste écologiste suédoise Greta Thunberg lors d'une séance de questions-réponses pour le lancement de son « Grand livre du climat ».

La militante écologiste Greta Thunberg a estimé dimanche que les conférences de l'ONU sur le climat, les COP, sont devenues des machines à « greenwashing » et qu'elles doivent au contraire servir à mobiliser pour forcer les dirigeants à agir.

« L'espace pour la société civile cette année est extrêmement limité » à la 27e conférence de l'ONU sur le climat, a fait valoir l'activiste suédoise lors d'une séance de questions réponses au Southbank Centre de Londres pour le lancement de son « Grand livre du climat ». Sur Twitter, elle avait déjà exprimé sa solidarité avec « les prisonniers de conscience en Egypte avant la COP27 », qui s'ouvre le 6 novembre à Charm el-Cheikh.

Les COP, dont la précédente s'était tenue à Glasgow, « ne sont pas vraiment destinées à changer le système » mais à encourager des progrès graduels devenus vains au regard de l'urgence climatique, a argumenté la militante de 19 ans, dont l'intervention dimanche a clôturé le festival de littérature de Londres.

### **✉ Newsletter Planète**

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

D'après elle, les COP sont devenues des machines à « greenwashing », ou opérations de communications pour prétendre qu'ils agissent en faveur du climat quand ce n'est pas le cas. « Telles qu'elles sont, les COP ne fonctionnent pas vraiment, à moins qu'on les utilise comme une opportunité pour mobiliser », a poursuivi la jeune femme.

**[À lire aussi Pour 63% des Belges, la crise énergétique doit accélérer la transition écologique](#)**

Sorti jeudi, « Le grand livre du climat » comporte une centaine de collaborations d'experts climatiques ou autres, dont l'économiste Thomas Piketty, le patron de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus, ou l'écrivaine Naomi Klein. Tous les droits d'auteur seront versés à sa fondation éponyme puis distribués à des organisations caritatives en lien avec l'environnement. L'activiste dit avoir voulu écrire ce livre pendant la pandémie

pour « éduquer les gens, ce qui est un peu ironique étant donné que mon truc c'est les grèves de l'école ». Encore et encore dimanche, elle a appelé chacun à devenir activiste, sachant qu'il y a « beaucoup de manières différentes » de le faire.

## Changements drastiques

« Le temps des petits pas est révolu et nous avons besoin de changements drastiques » et selon elle, pour les obtenir de dirigeants d'entreprises ou de gouvernements qui ont intérêt au statu quo, « nous avons besoin de milliards d'activistes ».

Elle a répété encore et encore que la crise climatique n'était pas le fait de l'humanité tout entière mais des plus riches alors que les plus pauvres ou ceux qui ont été « historiquement exploités en souffrent le plus ». Au lieu d'aller dans la bonne direction, le monde va à toute vitesse dans le mur, prévient-elle, notant par exemple que « la quantité d'électricité produite à partir de charbon », carburant le plus polluant, « a atteint un record historique l'an dernier ».

Les engagements internationaux laissent la Terre sur la trajectoire d'un réchauffement de 2,6°C, un résultat « pitoyablement pas à la hauteur », a dénoncé la semaine dernière le patron de l'ONU, qui appelle à cesser le « greenwashing », alors que 2022 a déjà vu se multiplier les catastrophes climatiques : inondations dramatiques comme au Pakistan, sécheresses, canicules ou feux de forêts.

Dimanche, la Suédoise de 19 ans a raconté ne jamais avoir imaginé qu'elle allait démarrer un mouvement planétaire : « une chose a mené à une autre », a-t-elle souri. Elle se souvient avoir commencé à manifester devant le parlement suédois en 2018 car elle était « trop timide et autiste » pour intégrer les ONG existantes. « Et ça a marché mieux que j'aurais pensé ! »

Sourire en coin, elle dit avoir « vraiment beaucoup aimé déranger à ce point des gens », notamment les personnes au pouvoir, « ou qui l'étaient », comme Donald Trump, l'ex-président américain qui l'a critiquée à de nombreuses reprises. Interrogée sur Elon Musk ou Jeff Bezos, elle rit puis répond avec sérieux qu'il y a des causes plus urgentes que de « dépenser une fortune à envoyer des fusées dans l'espace ».

Enfin, interrogée sur les actions controversées de collectifs écologistes comme Extinction Rebellion ou Just Stop Oil, qui ont aspergé des chefs-d'œuvre de peinture ou de soupe récemment, Greta Thunberg a fait valoir qu'il y a « beaucoup de gens qui deviennent désespérés » et qu'il est par conséquent « raisonnable de s'attendre à ce qu'ils tentent donc de nouveaux types d'actions ».

## «Je dirais même plus»: COP, COP, Hourrah!

Pour de nombreux participants à la COP27 (du 6 au 18 novembre), le séjour à Charm el-Cheikh aura des allures de vacances pas très méritées.

Article réservé aux abonnés **DRChronique** - Chroniqueur

Par Alain Berenboom

Publié le 28/10/2022 à 08:00 Temps de lecture: 3 min

Il est facile de se plaindre des chauffeurs du TEC Charleroi, éternellement en grève. Au lieu de reconnaître que ces travailleurs (si on ose dire) en font plus pour le climat que les quelques milliers de jeunes qui défilent régulièrement dans les rues de Bruxelles en criant « Chauds, chauds, chauds ! On est plus chauds que la planète » (avant, pour certains, de reprendre la voiture de papa et de rejoindre la villa familiale dans le Brabant wallon).

Des dizaines de bus immobilisés, des manifestants qui se chauffent devant des braseros plutôt que dans des locaux ou des véhicules conditionnés, bravo les gars ! S'il y avait un Nobel de l'environnement (une suggestion, ça), vous seriez sur les rangs.

Ajoutez à l'effort de lutte des travailleurs du TEC contre le réchauffement climatique celui de leurs clients, qui attendent désespérément leur bus, et qui affichent donc eux aussi un bilan carbone proche de zéro. Allez les TEC ! Ou plutôt, continuez de ne pas y aller !

La marche à pied, il n'y a rien de mieux pour votre santé et celle de la planète...

## ✉ Newsletter Lettres du Soir

Deux à trois fois par semaine, découvrez le regard de nos chroniqueurs sur l'actualité directement dans votre boîte e-mail.

Je m'inscris

Autrement plus efficace que de prendre l'avion et de traverser la planète afin de participer à la COP 27 sur les bords de la mer Rouge à Charm el-Cheikh.

Il est étrange que le Poutine local, le président Fattah al-Sissi, n'ait pas rebaptisé cette fiesta où vont se presser sur la plage avec champagne et petits-fours (froids) tous les ardents défenseurs de l'environnement. Car COP signifie flic, ce qui est une dénomination plutôt inquiétante, sinon provocatrice, s'agissant d'un des pays du monde qui bafoue le plus les droits de l'homme. [À lire aussi COP 27 en Egypte: pas de justice climatique sans respect des droits humains](#)

## Des vacances pas très méritées

On déconseillera à nos jeunes manifestants de mettre le pied en Egypte. Les discussions sur les mesures à prendre pour ralentir le dérèglement climatique se tiennent à huis clos, entre invités soigneusement triés sur le volet. Surtout pas dans la rue, meilleur moyen là-bas de passer le reste de ses jours à l'ombre.

A l'heure où, dans la foulée de la pandémie, se sont multipliées les réunions virtuelles, n'est-il pas singulier que les défenseurs de l'environnement se croient obligés de se déplacer par milliers en avion pour s'agglutiner dans des salles de congrès et des hôtels où l'air conditionné est poussé à fond, sous des lampions de lunapark ? Et tout ça sous la « protection » de milliers de flics locaux.

Toute cette mise en scène hollywoodienne pour protéger notre pauvre planète ! Elle a bon dos... Car, quand on s'interroge sur la mise en place des mesures adoptées par les COP précédentes, on peut se demander pourquoi en réunir une nouvelle tant que les actions décidées lors des précédentes rencontres sont restées largement lettre morte. Sauf pour prendre des vacances pas très bien méritées...

# COP27: les Verts dénoncent la situation des droits humains en Egypte

Le groupe Ecolo-Groen souhaite que le gouvernement belge agisse.

Par Belga

Publié le 2/11/2022 à 13:08 Temps de lecture: 2 min

A moins d'une semaine de l'ouverture de la COP27 à Charm el-Cheikh, le groupe Ecolo-Groen à la Chambre demande au gouvernement fédéral de faire pression sur l'Égypte pour qu'elle garantisse les droits humains et libère ses prisonniers politiques.

«Il est illogique de parler des dérèglements climatiques dans un pays tout en niant la répression des droits humains et des associations environnementales qui y règne», estiment les Verts mercredi dans un communiqué.

[À lire aussi Rami Shaath: «La Cop 27 en Egypte, c'est du greenwashing!»](#)

## S'assurer de la liberté d'expression et d'association

Ceux-ci ont d'ailleurs déposé fin octobre une proposition de résolution à la Chambre. Le texte demande au gouvernement belge de s'assurer que la liberté d'expression et d'association soit garantie durant la COP, de conditionner la coopération économique et diplomatique avec l'Égypte à la réalisation des droits humains, d'obtenir la libération des prisonniers d'opinion dans le pays ou encore de pousser l'ONU à enquêter sur les graves violations des droits humains commises en Égypte.

Le groupe Ecolo-Groen demandera également à ce que des auditions soient réalisées en commission Relations extérieures durant le sommet climatique.

### Newsletter Repensons notre quotidien

Infos positives, bons plans, solutions... Chaque dimanche, place aux initiatives qui peuvent changer votre quotidien.

Je m'inscris

[À lire aussi Égypte: le calvaire d'Alaa Abdel Fattah illustre la dérive dictatoriale du régime d'Al-Sissi](#)

## Entre 60.000 et 100.000 prisonniers d'opinions

«À l'heure actuelle, entre 60.000 et 100.000 prisonniers d'opinions croupissent dans des geôles égyptiennes surpeuplées et insalubres, car ils s'opposent à la politique du président al-Sissi. Parmi eux, des opposants politiques, des journalistes, des activistes pour le climat ou encore des académiciens. Cette stratégie carcérale est délibérément mise en place par le régime d'al-Sissi afin d'étouffer toute opposition. Dans un tel contexte, comment être sûr que les personnes, internationales ou égyptiennes, qui prendront la parole ou manifesteront durant la COP ne subiront pas de représailles?? La Belgique et l'Europe doivent mettre la pression», insistent les Verts.

La Conférence sur le climat de 2022 doit se tenir du 7 au 18 novembre 2022 dans la cité balnéaire de Charm el-Cheikh, en bord de Mer rouge.

# Climat: 2015-2022 en passe d'être les années les plus chaudes jamais enregistrées

Si les projections pour cette année se confirment, les huit années de 2015 à 2022 seront les plus chaudes jamais enregistrées, s'est alarmée dimanche l'Organisation météorologique mondiale (OMM) dans un rapport qui tient plus d'une « chronique du chaos climatique ».

Unsplash.

Par AFP

Publié le 6/11/2022 à 13:28 Temps de lecture: 3 min

Alors que la COP27 commence, notre planète envoie un signal de détresse », a commenté le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres dans un message vidéo diffusé à Charm el-Cheikh. Cette « chronique du chaos climatique » montre « tellement clairement que le changement se produit à une vitesse catastrophique, dévastant les vies sur tous les continents », a-t-il ajouté, appelant à y répondre par des « actions ambitieuses et crédibles » pendant les deux semaines de cette conférence sur le climat en Egypte.

Avec une température moyenne estimée de 1,15°C supérieure à celle de l'ère préindustrielle, l'année 2022 devrait se classer « seulement » à la cinquième ou sixième place de ces années les plus chaudes, en raison de l'influence inhabituelle, pour une troisième année consécutive, du phénomène océanique La Niña qui entraîne une baisse des températures.

## Un objectif à « maintenir en vie »

« Mais cela ne renverse pas la tendance de long terme ; c'est seulement une question de temps avant qu'il y ait une nouvelle année plus chaude », a insisté l'OMM, agence spécialisée de l'ONU. Preuve s'il en est de cette tendance, « les huit années de 2015 à 2022 seront probablement les huit années les plus chaudes enregistrées », a estimé l'Organisation, qui publiera son évaluation définitive en 2023.

La température moyenne sur la décennie 2013-2022 est estimée à 1,14°C au-dessus de celle de l'ère préindustrielle, contre 1,09°C sur la période 2011-2020.

## ✉ Newsletter Planète

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

L'Accord de Paris sur le climat vise à limiter le réchauffement bien en dessous de 2°C, et si possible à 1,5°C. Alors que la science a prouvé que chaque dixième de degré multiplie les événements météorologiques extrêmes, cet objectif le plus ambitieux de +1,5°C est devenu l'objectif à « maintenir en vie ».

## Plusieurs records

Ainsi, les glaciers des Alpes ont enregistré en 2022 une perte record de masse de glace, avec une réduction d'épaisseur de trois à quatre mètres, « beaucoup plus que lors du précédent record en 2003 ».

Et les nouvelles ne sont pas meilleures du côté de l'élévation du niveau des océans, principalement liée à la fonte des calottes glaciaires.

Le niveau des océans est aussi à un « record » en 2022, avec une hausse de 10 mm depuis janvier 2020, soit 10 % de la hausse enregistrée depuis le début des mesures par satellite il y a près de 30 ans. Et le rythme d'élévation a doublé depuis 1993.

La planète a été en outre victime cette année d'une avalanche d'événements extrêmes, des inondations historiques au Pakistan aux canicules répétées en Europe, en passant par la sécheresse dans la Corne de l'Afrique.

« Nous savons que certains de ces désastres, les inondations et la chaleur au Pakistan, les inondations et les cyclones dans le sud de l'Afrique, l'ouragan Ian, les canicules extrêmes et la sécheresse en Europe n'auraient pas été aussi graves sans le changement climatique », a commenté Friederike Otto, climatologue à l'Imperial College de Londres.

## Coup d'envoi de la COP27, avec le financement des dégâts au menu

La conférence de l'ONU sur le climat s'est ouverte dimanche à Charm el-Cheikh en Egypte avec une nouvelle mise en garde sur une accélération du réchauffement climatique, dont le financement des dégâts sera pour la première fois officiellement au menu des discussions.

Par la rédaction

Publié le 6/11/2022 à 18:18 Temps de lecture: 2 min

Les huit années de 2015 à 2022 seront les plus chaudes jamais enregistrées, s'est ainsi alarmée dimanche l'Organisation météorologique mondiale (OMM) dans un rapport publié à l'occasion de l'ouverture du grand rassemblement mondial annuel sur le changement climatique.

## Les COP ont-elles un impact concret sur le réchauffement climatique?

« Alors que la COP27 commence, notre planète envoie un signal de détresse », a commenté le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres dans un message vidéo aux participants, évoquant une « chronique du chaos climatique ».

Jusqu'au 18 novembre, les délégués de près de 200 pays vont tenter de donner un nouveau souffle à la lutte contre le réchauffement, alors que les crises multiples et liées qui secouent le monde – guerre en Ukraine, inflation et menace de récession, crise alimentaire – font craindre qu'elle passe au second plan.

« Mettons en oeuvre ensemble (nos engagements) pour l'humanité et notre planète », a lancé en ouverture le ministre égyptien des Affaires étrangères Sameh Choukri, qui préside la COP27.

## ✉ Newsletter Planète

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

[À lire aussi COP 27: faut-il brûler les conférences sur le climat?](#)

Car les impacts du changement climatique se multiplient, comme l'a illustré le cortège de catastrophes qui ont frappé la planète en 2022 : inondations historiques au Pakistan, canicules à répétition en Europe, ouragans, incendies, sécheresses...

Désastres dont les coûts se chiffrent déjà en dizaines de milliards et pour lesquels les pays du Sud réclament des dédommagements financiers.

Cette question délicate des « pertes et dommages » a été officiellement ajoutée à l'ordre du jour des discussions lors de la cérémonie d'ouverture, alors qu'elle ne devait jusqu'alors faire l'objet que d'un « dialogue », prévu jusqu'en 2024.

« Cette inclusion à l'agenda reflète un sens de la solidarité et de l'empathie pour la souffrance des victimes des catastrophes causées par le climat », a souligné Sameh Choukri.

Le patron de l'ONU-Climat, Simon Stiell, a parlé d'une question « cruciale ».

# COP27: la Belgique évoque des pertes et préjudices climatiques dans un nouvel accord avec le Mozambique

Le programme de collaboration entre la Belgique et le Mozambique est prévu jusqu'en 2028 et voit la Belgique y consacrer une enveloppe de 25 millions d'euros.

Sui Xiankai

Par Belga

Publié le 7/11/2022 à 10:30 Temps de lecture: 3 min

La Belgique a noué un programme de collaboration avec le Mozambique pour aider la population de ce pays du sud de l'Afrique à mieux se protéger contre les conséquences du changement climatique, a annoncé lundi le ministre en charge de la Coopération au développement, Frank Vandenbroucke (Vooruit), alors que la COP27 a démarré dimanche à Charm el-Cheikh, en Égypte.

Ce programme est prévu jusqu'en 2028 et voit la Belgique y consacrer une enveloppe de 25 millions d'euros, dont 2,5 millions d'euros seront spécifiquement alloués au volet des

pertes et préjudices (« loss and damage »), question au cœur des négociations en cours à la COP27.

La Belgique se présente ainsi comme l'un des premiers pays au monde à considérer explicitement le sujet des pertes et préjudices comme domaines d'action. Seuls l'Écosse, la Wallonie et le Danemark ont précédemment annoncé des moyens spécifiquement consacrés au financement des dégâts irréremédiables dus aux changements climatiques. Le concept fait référence aux conséquences du réchauffement auxquelles il n'est plus possible de s'adapter, ou aux « limites de l'adaptation » dans le langage des scientifiques du Giec. Sa prise en compte est demandée à cor et à cri depuis des années par les pays les plus vulnérables aux conséquences du dérèglement climatique.

[À lire aussi COP 27: faut-il brûler les conférences sur le climat?](#)

## **Des investissements en matière d'énergies renouvelables**

Le Mozambique figure parmi ceux-ci. La Banque mondiale estime que les dommages annuels moyens liés uniquement aux inondations s'élèvent déjà à 440 millions de dollars – presque 3 % du produit national brut du Mozambique. En 2019, le pays a été frappé de plein fouet par le cyclone Idai qui a fait 1.500 victimes

### **✉ Newsletter Planète**

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

Le partenariat entre Belgique et Mozambique comporte aussi des volets liés à l'atténuation et à l'adaptation puisque la Belgique, via l'agence de développement Enabel, va aider le pays africain en matière d'investissement dans les énergies renouvelables, mais aussi pour une meilleure protection de communautés et d'infrastructures essentielles contre les catastrophes naturelles.

Enabel approvisionnera en énergie les régions reculées qui ne sont pas raccordées au réseau électrique grâce à des panneaux solaires et envisage également des solutions d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation basées sur l'énergie solaire. La Région de Bruxelles-Capitale a pour sa part levé un montant supplémentaire d'un million d'euros pour financer l'approvisionnement en eau potable au Mozambique.

Le partenariat va aussi examiner si le pays ne peut pas produire de l'hydrogène vert à partir d'énergies renouvelables et le programme du pays en matière de gestion durable des déchets va être soutenu.

[À lire aussi La COP27 aura-t-elle du Charm?](#)

## **« Un pas dans la bonne direction »**

Selon le ministre Frank Vandenbroucke, au total 550.000 personnes bénéficieront de ce partenariat qui portera une attention particulière aux femmes et aux enfants, particulièrement vulnérables aux conséquences néfastes des changements climatiques.

Au Mozambique, les femmes sont en effet en grande partie responsables de l'approvisionnement en eau et nourriture.

Le CNCD-11.11.11 a salué lundi « un pas dans la bonne direction ». La coupole d'ONG constate toutefois que les montants annoncés ne sont pas additionnels à l'aide publique au développement. « L'intention est bonne mais la contribution financière réelle reste malheureusement une fois de plus largement insuffisante. En résumé : on veut traiter plus de problèmes sans s'en donner les moyens », regrette Rebecca Thissen, chargée de recherche sur la justice climatique au CNCD-11.11.11. « Il est indispensable de voir de nouvelles sources de financement dégagées pour réellement soutenir les victimes climatiques à hauteur de leurs besoins. »

Le CNCD-11.11.11 estime que des annonces de ce type « donnent une dynamique constructive » aux négociations climat qui viennent de démarrer en Égypte », mais il continue d'appeler à la mise en place d'un mécanisme de financement structurel pour répondre aux pertes et dommages.

## Accréditations, caméras de surveillance... les restrictions au droit de manifester à la COP27 en Egypte critiquées

L'ONG Human Rights Watch dénonce un durcissement des mesures de sécurité encadrant l'événement international.



Par Belga

Publié le 7/11/2022 à 09:59 Temps de lecture: 2 min

Les autorités égyptiennes ont arrêté des dizaines de personnes qui avaient appelé à des manifestations et ont restreint le droit de manifester pacifiquement durant les derniers jours précédant l'ouverture de la Conférence internationale sur le climat (COP27), dénonce lundi Human Rights Watch (HRW) par voie de communiqué.

Selon l'ONG, des médias égyptiens ont affirmé que, depuis le début du mois d'octobre, les autorités égyptiennes avaient arrêté des dizaines de personnes ayant appelé à des manifestations antigouvernementales le 11 novembre.

En outre, Human Rights Watch dénonce un durcissement des mesures de sécurité encadrant l'événement international avec, notamment, une procédure d'accréditation « indûment compliquée » pour accéder à l'espace aux abords du site de la COP. Cette procédure exige d'un candidat qu'il fournisse ses informations personnelles, y compris le numéro de son passeport, et déclare une affiliation à une organisation participante. Lors de précédents sommets pour le climat, cet espace était pourtant ouvert aux membres du public afin de leur permettre de débattre des questions climatiques.

[À lire aussi COP 27: faut-il brûler les conférences sur le climat?](#)

Parmi les autres mesures de sécurité drastiques mise en place, HRW évoque l'installation de caméras de surveillance reliées à un « observatoire de sécurité » dans les 800 taxis de Charm el-Cheikh ainsi que la création d'une application pour téléphone portable destinée aux participants de l'événement et dont le fonctionnement ne garantirait pas le respect de la vie privée.

## ✉ Newsletter Planète

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

[À lire aussi Climat: la COP27 déjà sous tension](#)

De plus, la COP27 a publié sur son site internet des directives au sujet d'actes protestataires et de manifestations, qui exigent des organisateurs qu'ils fournissent un préavis 36 heures à l'avance et révèlent l'objectif de la manifestation, sa date, l'entité organisatrice, etc. « Les manifestations ou marches protestataires ne peuvent se dérouler qu'entre 10 et 17 h, correspondant aux heures d'ouverture du site de la COP27 », souligne l'ONG de défense des droits humains.

Environ 1.400 organisations de diverses régions et personnalités publiques de 80 pays ont signé une pétition rédigée par 12 organisations égyptiennes, demandant la levée de ces restrictions.

# COP27: «Nous sommes sur l'autoroute vers l'enfer climatique», lance le chef de l'ONU

Face au réchauffement et à ses impacts qui s'accroissent, l'humanité doit «coopérer ou périr», a mis en garde lundi le secrétaire général de l'ONU à la COP27.

Sipa USA

Par AFP

Publié le 7/11/2022 à 12:50 Temps de lecture: 4 min

L'inaction face à la crise climatique qui s'accélère s'apparente à un «suicide collectif», a lancé lundi le patron de l'ONU aux grands de ce monde réunis à la COP27 en Egypte, les exhortant à renforcer la lutte avant qu'il ne soit trop tard.

«L'humanité a un choix : coopérer ou périr. C'est soit un Pacte de solidarité climatique soit un Pacte de suicide collectif», a tonné Antonio Guterres devant près de 100 chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Charm el-Cheikh.

Car face à l'urgence, il s'agit de mettre le maximum de pression sur les pays pour qu'ils renforcent la lutte contre le réchauffement, malgré la «polycrise» qui accapare leur attention : guerre en Ukraine, crises énergétique et alimentaire, retour de l'inflation, récession qui menace... Le climat est «la question déterminante de notre temps», et il serait «inacceptable, scandaleux et autodestructeur» de la reléguer «au second plan», a martelé M. Guterres.

[À lire aussi COP 27: faut-il brûler les conférences sur le climat?](#)

## «Terre de souffrance»

«Le monde est devenu une terre de souffrance», a lancé l'hôte du sommet, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, en référence à la multiplication des impacts catastrophiques du réchauffement : inondations dévastatrices, canicules, sécheresses mettant à mal les récoltes. «N'est-il pas temps d'y mettre fin ?»

### ✉ Newsletter Planète

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

Mais les engagements actuels des pays sont loin d'être à la hauteur des objectifs de l'accord de Paris de 2015, pierre angulaire de la diplomatie climatique. A savoir contenir le réchauffement de la planète «nettement» sous 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, et si possible à 1,5°C.

Les dernières «contributions nationales», si elles étaient pour une fois pleinement respectées, laisseraient au mieux le monde sur une trajectoire de +2,4°C d'ici à la fin du siècle, selon l'ONU. Et avec les politiques menées actuellement, c'est même un catastrophique +2,8°C qui se profile.

Simon Stiell, patron de l'ONU-Climat a lui aussi clairement mis les responsables politiques en première ligne, les appelant à mettre en adéquation déclarations publiques et actes. «La responsabilité est entre vos mains».

Une des hypothèques pesant sur la lutte climatique est le regain de tensions entre les deux plus grands pollueurs mondiaux, la Chine et les Etats-Unis. Leurs présidents ne se croiseront pas à Charm el-Cheikh, mais devraient se voir la semaine prochaine à Bali, au G20. Le patron de l'ONU les a appelés à assumer leur «responsabilité particulière».

«Il faut qu'on ait les Etats-Unis et la Chine qui soient vraiment au rendez-vous», en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de solidarité financière, a abondé le président français Emmanuel Macron, en marge de la conférence.

## Dégâts infligés

Ce volet des finances, notamment l'aide des pays riches aux plus pauvres, les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre à l'origine du réchauffement mais souvent très exposés à leurs effets dévastateurs, est un des dossiers les plus épineux.

Pour la première fois, la question du financement des dommages déjà causés par le réchauffement sera ainsi à l'agenda officiel d'une COP. Ils se chiffrent déjà à des dizaines de milliards de dollars — plus de 30 par exemple pour les récentes inondations qui ont mis sous l'eau un tiers du Pakistan — et devraient croître fortement.

Les pays vulnérables réclament un mécanisme de financement spécifique, mais les plus riches rechignent, craignant de voir leur responsabilité mise en cause et arguent que le financement climat est déjà suffisamment complexe. «Nous devons être aidés pour réparer les dégâts que vous nous avez infligés», a résumé le président des Seychelles Wavel Ramkalawan, rappelant la vulnérabilité de son petit pays insulaire.

M. Guterres a qualifié de «test décisif» l'obtention de résultats concrets sur ce dossier, mais la COP27 ne devrait pas déboucher sur une décision. Un horizon à 2024 a en effet été fixé pour les discussions, ce qui exaspère certains militants, qui réclamaient une décision dès la COP27.

Car la confiance sur ces dossiers est au plus bas entre pays du Nord et du Sud, les riches n'ayant toujours pas tenu leur engagement de fournir en 2020 aux plus pauvres 100 milliards de dollars par an d'aide pour la réduction des émissions et l'adaptation aux effets du changement climatique.

### [À lire aussi La COP27 aura-t-elle du Charm?](#)

Le sommet se déroule entouré d'importantes mesures de sécurité et selon l'ONG Human Rights Watch, les autorités égyptiennes ont interpellé des dizaines de personnes appelant à manifester en marge de la COP. Les possibilités pour les militants climatiques de s'exprimer ou manifester, tradition bien établie des conférences sur le climat, ont également été limitées.

L'égérie du mouvement mondial des jeunes pour le climat, Greta Thunberg, a d'ailleurs renoncé à y venir, qualifiant ces grand-messes de «greenwashing». «Certaines déclarations des leaders mondiaux et chefs d'Etats lorsque les microphones sont éteints sont difficiles à croire lorsqu'on les raconte», a-t-elle assuré lundi à l'agence suédoise TT.

## Au moins 15.000 morts en Europe à cause des canicules de 2022, selon l'OMS

L'été 2022 a été le plus chaud enregistré sur le Vieux continent, provoquant de nombreux records de températures et de dramatiques incendies.

Publié le 7/11/2022 à 19:11 Temps de lecture: 2 min

Au moins 15.000 décès en Europe sont directement liés aux graves vagues de chaleurs ayant affecté le continent durant l'été 2022, selon une estimation encore incomplète publiée lundi par l'OMS à l'occasion de la COP27 sur le climat.

## Des records de températures

L'été 2022 a été le plus chaud enregistré sur le Vieux continent, provoquant de nombreux records de températures et de dramatiques incendies. « Sur la base des données nationales déjà publiées, il est estimé que 15.000 personnes sont mortes spécifiquement à cause de la chaleur en 2022 », indique le directeur de la branche européenne de l'OMS, Hans Kluge, dans un communiqué.

Ce bilan, qui inclut 4.500 morts en Allemagne, près de 4.000 en Espagne, plus de 3.200 au Royaume Uni et un millier au Portugal, « devrait augmenter, plusieurs pays ayant rapporté des surmortalités liées à la chaleur », précise-t-il.

L'OMS souligne ainsi que l'Institut français de la statistique, l'Insee, a enregistré une surmortalité de 11.000 personnes durant l'été 2022 par rapport à l'été 2019 précédant la pandémie de covid, « probablement » expliquée par les très fortes chaleurs enregistrées en juin et juillet notamment.

### ✉ Newsletter Planète

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

[À lire aussi Le WWF sonne l'alerte rouge pour la biodiversité mondiale](#)

## « Le changement climatique nous tue déjà »

Selon les données de l'OMS, les températures extrêmes sont responsables de 148.000 décès en Europe depuis 50 ans. Avec 15.000 morts et sans doute plus en une seule année, 2022 représenterait à elle seule plus de 10 % de ce total.

« Le changement climatique nous tue déjà, mais une action forte aujourd'hui peut éviter davantage de morts », souligne l'organisation onusienne de la santé, au moment où se tient la COP27 en Egypte.

Selon un rapport de l'ONU publié la semaine dernière, le continent européen est celui qui se réchauffe le plus rapidement, enregistrant une hausse des températures plus de deux fois supérieure à la moyenne planétaire au cours des trente dernières années.

## Climat: les pays du Sud ont besoin de plus de 2.000 milliards de dollars par an

Mardi, un rapport commandé par la présidence de la COP fait état de la somme annuelle nécessaire aux pays du Sud afin d'endiguer les conséquences du changement climatique.

SOPA Images/Sipa USA

Par AFP

Publié le 8/11/2022 à 08:42 Temps de lecture: 2 min

Les pays du Sud auront besoin de plus de 2.000 milliards de dollars par an d'ici 2030 pour financer leur action climatique, dont près de la moitié venant d'investisseurs extérieurs, selon un rapport commandé par la présidence de la COP publié mardi.

Ces investissements dans les marchés émergents et les pays en développement – hors Chine – doivent servir à « réduire les émissions, renforcer la résilience, faire face aux pertes et dommages causés par le changement climatique et restaurer les terres et la nature », selon ce rapport d'experts commandé par la présidence égyptienne de la COP27 et la présidence britannique de la précédente COP.

La somme totale nécessaire pour ces objectifs doit atteindre quelque 2.400 milliards de dollars annuels d'ici 2030, selon ce rapport publié au troisième jour de cette 27e conférence internationale sur le climat. Sur ce total, 1.000 milliards doivent provenir de financements extérieurs grâce à des investisseurs, aux pays développés et aux institutions multilatérales. Le reste viendrait de financements intérieurs à ces pays, privés ou publics.

[À lire aussi COP 27: faut-il brûler les conférences sur le climat?](#)

## « Une question de justice »

Pour obtenir les financements extérieurs, « le monde a besoin d'une avancée et d'une nouvelle feuille de route pour la finance climatique », écrivent les auteurs, les économistes Vera Songwe, Nicholas Stern et Amar Bhattacharya. « Des effets multiplicateurs puissants peuvent émerger des forces complémentaires de toutes les sources de financement », soulignent-ils.

### ✉ Newsletter Planète

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

Le rapport avance des pistes concrètes comme un remaniement des banques multilatérales de développement ou une augmentation des prêts à taux faible ou nul des pays développés.

« Les pays riches devraient reconnaître que c'est dans leur propre intérêt vital, ainsi qu'une question de justice compte tenu des graves effets causés par leurs émissions élevées hier et aujourd'hui, d'investir dans l'action climatique » dans ces pays, a souligné Nicholas Stern.

La question financière tient une place centrale à la COP27. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres avait appelé lundi à « revoir » le fonctionnement du système financier international afin de pouvoir mieux aider certains pays victimes de catastrophes comme le Pakistan, touché par des inondations historiques.

Le président français Emmanuel Macron est allé dans le même sens en proposant, avec la Première ministre de la Barbade Mia Mottley, qu'un « groupe de sages de haut niveau » fasse des recommandations en la matière d'ici le printemps prochain.

# COP27: le discours d'Alexander De Croo jugé «décevant» par la Coalition Climat

AFP

Par Belga

Publié le 8/11/2022 à 18:46 Temps de lecture: 2 min

La Coalition Climat, qui rassemble une centaine d'organisations de la société civile, n'a pas caché sa déception mardi à l'issue du discours prononcé par le Premier ministre belge, Alexander De Croo, à la COP27, en Égypte.

A l'occasion du sommet des chefs d'État et de gouvernement à la COP27, Alexander De Croo a appelé, mardi, la jeune génération, « à faire partie de la solution » dans la lutte contre le réchauffement climatique, au moment où les actions d'activistes du climat se multiplient à travers l'Europe, visant des bâtiments ou des œuvres d'art emblématiques. Dans son discours, le Premier ministre belge a estimé que la seule façon d'avancer « n'est pas de se lancer de la peinture les uns sur les autres » mais de tendre la main l'un vers l'autre.

« Pas un mot sur les « pertes et préjudices » (les dommages causés par le réchauffement climatique, NDLR), « Pas un mot sur la rehausse des objectifs climatiques de notre pays », a notamment déploré la Coalition Climat dans une série de tweets postés après le discours de M. De Croo.

« Le discours d'ouverture d'Alexander De Croo était creux et décevant », a ajouté Greenpeace, membre de la Coalition climat, dans un communiqué. « Comme le Premier ministre, nous nous inquiétons de la polarisation du débat sur le climat. Mais pour lutter contre celle-ci, M. De Croo a la solution entre ses mains : il doit mener une politique climatique juste, inclusive et ambitieuse », souligne l'ONG.

## ✉ Newsletter Repensons notre quotidien

Infos positives, bons plans, solutions... Chaque dimanche, place aux initiatives qui peuvent changer votre quotidien.

Je m'inscris

Greenpeace rappelle que les solutions sont connues. Parmi celles-ci, elle cite les investissements massifs dans l'isolation des maisons, dans les transports publics et dans les énergies renouvelables. Elle plaide également pour une augmentation des taxes sur les bénéfices des géants de l'énergie fossile au niveau international et appelle le gouvernement à se doter d'un plan solide pour sortir progressivement des énergies fossiles et mener une transition juste qui prenne en compte l'avenir des travailleuses et travailleurs.

**À lire aussi** [«Le Grand Livre du climat», un manuel pour temps de crise](#)

Enfin, Greenpeace invite la Belgique à se montrer solidaire envers les pays du Sud, tenir ses promesses de financement climat, et prendre des engagements concrets en matière de compensation des pertes et dommages subis par les pays pauvres, les moins responsables du réchauffement climatique mais en première ligne de ses effets dévastateurs.

« Il reste deux semaines de COP27 pour que la Belgique s'engage réellement pour la justice climatique. Deux semaines pour que la Belgique se montre à la hauteur du défi du dérèglement climatique », a conclu la Coalition Climat.

## **«Une mauvaise blague»: plus de 630 lobbyistes du secteur des énergies fossiles présent à la COP27**

A la Conférence sur le climat, le secteur des énergies fossiles est mieux représenté que les dix pays les plus touchés par la crise climatique.

REUTERS.

Par DPA

Publié le 10/11/2022 à 19:14 Temps de lecture: 2 min

Quelque 630 lobbyistes travaillant pour les industries du pétrole, du gaz et du charbon se sont enregistrés au sommet de l'Onu sur le Climat Cop 27, qui se tient à Charm-el-Cheikh en Egypte. C'est 25 % de plus que lors du sommet 2021 en Ecosse, ressort-il d'une analyse des organisations environnementales Global Witness et Corporate Europe Observatory.

Le secteur des énergies fossiles est ainsi mieux représenté que les dix pays les plus touchés par la crise climatique.

Le pays le mieux représenté à la COP est les Emirats arabes unis, apprend-on dans le rapport. Le pays, qui vit principalement de ses exportations de pétroles et qui accueillera la Conférence des parties l'an prochain, a inscrit 1.070 participants, contre 176 l'an dernier. Septante d'entre eux sont des lobbyistes pour le pétrole.

### **« Une mauvaise blague »**

Selon les organisations environnementales, 29 des 200 pays représentés à la COP comprennent des lobbyistes pour les énergies fossiles dans leur délégation. Les Émirats arabes unis en comptent le plus, suivis par la Russie avec 33 lobbyistes pétroliers.

## **COP27: la «vie même de la planète» est en jeu, selon Joe Biden**

Il a assuré que les Etats-Unis allaient respecter leurs objectifs de réduction d'émissions d'ici à 2030.

Par la rédaction

Publié le 11/11/2022 à 16:53 Temps de lecture: 1 min

La crise climatique menace « la vie même de la planète », a mis en garde vendredi à la COP27 le président américain Joe Biden, assurant que les Etats-Unis allaient respecter leurs objectifs de réduction d'émissions d'ici à 2030.

« La crise climatique concerne la sécurité des êtres humains, la sécurité économique, la sécurité nationale et la vie même de la planète », a-t-il déclaré dans un discours au sommet annuel de l'ONU sur le climat, à Charm el-Cheikh en Egypte.

## COP27: le patron de TotalEnergies pris a partie par des militants

Alors qu'il s'apprêtait à rejoindre une conférence, le patron du géant pétrolier et gazier français a été interpellé par quelques militants.

Par AFP

Publié le 11/11/2022 à 17:47 Temps de lecture: 2 min

Le PDG de TotalEnergies Patrick Pouyanné a été interpellé par des militants de la cause environnementale et des droits humains vendredi à la COP27, où la présence de représentants des énergies fossiles est condamnée par des ONG.

Alors qu'il s'apprêtait à rejoindre une conférence, le patron du géant pétrolier et gazier français a été interpellé par quelques militants, le contraignant à brièvement s'abriter dans le pavillon de la Guinée, a constaté un journaliste de l'AFP.

S'en est suivi un rapide échange tendu avec des militants, qui reprochent à TotalEnergies de mener des projets en Russie et en Afrique de l'Est ou encore sa participation à une conférence sur le changement climatique – dont la cause première est l'usage des combustibles fossiles.

**[À lire aussi Climat: la COP27 déjà sous tension](#)**

« J'ai le droit d'être ici », a-t-il répondu à l'un d'entre eux. « Je vous respecte donc respectez-moi, c'est tout ce que je vous demande », a-t-il ajouté.

### Newsletter Repensons notre quotidien

Infos positives, bons plans, solutions... Chaque dimanche, place aux initiatives qui peuvent changer votre quotidien.

Je m'inscris

« Nous livrons du gaz à l'Europe parce que l'Europe en a besoin », a ajouté M. Pouyanné, dont l'entreprise a maintenu sa présence sur son site de gaz naturel liquéfié (GNL) sibérien, Yamal.

« Aujourd'hui M. Pouyanné a été interpellé pour l'impact destructif de son entreprise, de l'Europe de l'est à l'Afrique », a commenté Global Witness.

« Il est juste l'un des plus de 600 lobbyistes des industries fossiles qui ont envahi les négociations de l'ONU sur le climat », a ajouté l'ONG, qui estime que le nombre de ces lobbyistes est en hausse de plus de 25 % par rapport à la COP26 qui a eu lieu l'année dernière à Glasgow.

## Des activistes éclaboussent la cage d'une momie égyptienne dans un musée en Espagne et critiquent la COP27 (vidéo)

Deux activistes ont dénoncé l'inaction des gouvernements réunis pour la COP27 en aspergeant la cage d'une momie égyptienne dans un musée de Barcelone.

Capture d'écran **Vidéo** -

Par la rédaction

Publié le 14/11/2022 à 11:26 Temps de lecture: 1 min

Ce dimanche 13 novembre, des militants écologistes ont éclaboussé la cage en verre d'une réplique de momie au Musée égyptien de Barcelone. Ces deux jeunes activistes voulaient dénoncer l'inaction des gouvernements réunis pour la COP27 face au changement climatique.

Les deux activistes appartenant au collectif « *Futuro Vegetal* » ont ainsi aspergé la cage en verre de faux pétrole par l'intermédiaire de bouteilles en plastique de Coca-Cola.

Ils ont par la suite dévoilé une banderole dénonçant une « *COPCA COLA* ». Cette banderole fait référence à la COP27 qui se tient à Charm el-Cheik, en Égypte. Coca-Cola est l'un des sponsors officiels de la conférence.

Une fois la police arrivée, les militants se sont montrés coopératifs et n'ont pas été arrêtés. Le musée a fait savoir qu'il comptait porter plainte en raison des dommages occasionnés.

## La transition verte de la Belgique doit aussi être certifiée «sans conflit»

A la COP27, quelques annonces offrent des signes d'espoir, notamment du côté de la Belgique. Mais attention : notre pays doit s'assurer que son adaptation climatique ainsi que celle qu'elle finance à l'étranger, ne devienne pas elle-même source de plus de conflits et de crises.

Les ressources minières, si précieuses pour le développement de technologies plus vertes, sont

l'enjeu de nombreux conflits dans les zones qui les abritent. - AFP **Carte blanche** -

Par Charline Burton, directrice de l' AISBL Search for Common Ground (Bruxelles)\*; Filip Reyniers, directeur de IPIS, l'International Peace Information Service (Anvers)\*\*

Publié le 14/11/2022 à 12:47 Temps de lecture: 4 min

C'est la grand-messe du climat en Egypte, et la Belgique est présente en nombre à Sharm-el-Sheikh. Même si elle s'exprime principalement via la voix de l'Union européenne, la présence de la Belgique est néanmoins suivie de près. Et remarquée.

La semaine passée, la Belgique, l'Irlande et l'Allemagne annonçaient suivre le mouvement précurseur de « Pertes et Préjudices » lancé par le Danemark, l'Ecosse et... la Wallonie il y a un an déjà. Ce qu'on appelle « Loss and Damage » en jargon climatique, est un fonds destiné à indemniser les pays impactés en première ligne par la crise climatique. Il s'agit, en quelque sorte, de passer de la parole aux actes pour protéger les pays les plus vulnérables, et faire payer les conséquences de la crise aux pays qui sont à la racine de ce fléau mondial. Lundi, Alexander De Croo signait une convention de collaboration « aide climatique » de 25 millions d'euros avec le Mozambique, dont 10 % de l'enveloppe sera allouée aux « Pertes et Préjudices ».

Pour nos ONGs, dédiées aux questions de paix et de conflits notamment en Afrique, c'est une chose positive que de voir la Belgique prendre le lead sur la question des « Pertes et Préjudices ». On l'a vu lors des inondations en Wallonie de l'été dernier : ce sont les populations les plus précarisées qui ont subi le choc de plein fouet. Celles qui vivent en bord de fleuve. Celles qui ne sont pas en ordre d'assurance. Celles dont le compte bancaire est déjà à zéro. A l'échelle mondiale, la situation est identique : les pays les plus pauvres sont aussi ceux qui sont le moins responsables de cette crise, et aussi souvent ceux qui sont le moins bien équipés pour répondre à ces changements.

## Aller plus loin

Le Mozambique, pays en proie à une lutte contre des groupes extrémistes violents, a besoin de tout le soutien nécessaire pour faire face à des sécheresses plus grandes créées par le réchauffement du pays. Le monde a besoin de précurseurs. Et nous l'avons été, sur la question des « Pertes et Préjudices ».

## ✉ Newsletter Lettres du Soir

Deux à trois fois par semaine, découvrez le regard de nos chroniqueurs sur l'actualité directement dans votre boîte e-mail.

Je m'inscris

Mais il faut aller plus loin. La Belgique peut et doit aussi, montrer son leadership en matière de sensibilité aux conflits dans la transition climatique. Car la question du changement climatique et celle des conflits sont irrévocablement liées, et répondre à l'une sans prendre l'autre en considération ne peut que nous mener droit dans le mur. Créer de nouvelles « pertes » – en vies humaines, en sécurité, en droits de l'homme ; lesquelles exigeront de nouveaux dédommagements. Bref : le risque est que l'on tourne en rond, et qu'on fasse pire que bien.

## Une ruée à haut risque vers les ressources minières

Nos leaders doivent s'assurer que sa transition verte n'alimente pas les conflits, ni en Belgique, ni ailleurs dans le monde. Ils se doivent de se poser les questions suivantes :

ce programme d'adaptation climatique risque-t-il d'accentuer des tensions ethniques, sociales ? De renforcer un pouvoir illégitime ? De contribuer à l'exclusion d'un groupe ? A la violation des droits d'un autre ? Nous sommes actifs dans les zones les plus violentes du monde, de l'Afghanistan à la RDC, et nous constatons chaque jour que les meilleures intentions du monde peuvent avoir des conséquences désastreuses si l'on ne prête pas attention à l'impact qu'elles ont sur les dynamiques locales de conflit.

On sait également que la transition vers une société à faible émission carbone s'accompagnera – s'accompagne déjà, en fait ! – d'une nouvelle ruée vers les ressources minières et les précieux composants nécessaires pour fabriquer panneaux solaires ou voitures électriques. Ces matières premières sont situées en grande partie en dehors de l'Europe, dans des pays déjà très fragiles comme la RD Congo – pays qui produit 70 % du cobalt au niveau mondial. L'exploitation minière s'accompagne souvent de conséquences négatives sur le plan environnemental et humain : exploitation, défrichement, expropriations, abus des droits de l'homme, manipulations par les groupes armés, etc. Là aussi, le risque est grand que l'adaptation climatique de l'Europe se fasse au détriment des populations déjà les plus vulnérables de la planète.

La Belgique peut jouer un rôle de pionnier dans ce domaine. La transition verte de la Belgique, et celle qu'elle soutient et finance ailleurs dans le monde, doit aussi être certifiée « sans conflit ».

\*Search for Common Ground est une organisation dédiée à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix en Afrique, Moyen-Orient et Asie (notamment sur le lien entre conflit, climat et environnement).

\*\*L'International Peace Information Service (Anvers) est un institut de recherche indépendant qui fournit des informations et analyses, notamment sur les ressources naturelles et les droits de l'homme en lien avec le secteur privé.

## COP27: «On déroule le tapis rouge aux entreprises fossiles»

Des ONG dont Greenpeace dénoncent la forte présence du lobby gazier et pétrolier.

Par Belga

Publié le 15/11/2022 à 09:08 Temps de lecture: 2 min

On a l'impression que l'on déroule le tapis rouge aux entreprises fossiles». La présence de dirigeants de grands groupes pétroliers et gaziers à la COP27, jusqu'au sein de certaines délégations nationales, est dénoncée par plusieurs ONG présentes à Charm el-Cheikh qui trouvent cette situation «choquante».

«On estime qu'il y a 636 délégués qui représentent l'industrie gazière et pétrolière ici à la COP, c'est plus que l'ensemble des délégués des pays les plus vulnérables aux changements climatiques», dénonce Carine Thibaut, porte-parole de Greenpeace Belgique. Selon l'ONG, ces entreprises se présentent «plus vertes qu'elles ne le sont en réalité» car «dans leur *business model*, on voit qu'un quart maximum de leurs investissements est consacré au renouvelable» et qu'elles continuent par ailleurs d'investir massivement dans les énergies fossiles.

En outre, «on sent bien qu'il y a une présence importante de ces lobbys ici à la COP27 pour essayer de négocier avec les pays africains des nouveaux contrats, spécifiquement sur le gaz, pour pouvoir extraire des énergies fossiles sur le territoire africain et les exporter vers l'Europe et ainsi répondre en partie à la crise énergétique», poursuit Carine Thibaut, pour qui ce sont là «malheureusement de mauvais choix à moyen et long terme».

### [À lire aussi Climat: la COP27 en panne d'inspiration](#)

Pour l'ONG de défense de l'environnement, la présence du lobby gazier et pétrolier au cœur même des délégations «montre que ces entreprises ont peur que des décisions de la COP fassent avancer la sortie des énergies fossiles.»

## ✉ Newsletter Planète

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

La question énergétique est doublement présente à la COP27. La guerre en Ukraine a entraîné d'une part une crise de l'énergie en Europe, poussant certains pays, comme l'Allemagne, à relancer des centrales à charbon. D'autre part, les négociations en cours à Charm el-Cheikh portent notamment sur la question des énergies fossiles.

A Glasgow, pour la première fois, la décision finale de la COP26 appelait à une réduction de l'utilisation du charbon mais certains pays estiment que cela ne va pas assez loin et poussent à la COP27 pour une sortie de toutes les énergies fossiles.

## Huit milliards de personnes, une seule humanité

La 8 milliardième personne naîtra ce mois-ci, dans un monde de plus en plus divisé et menacé. La COP27 et le G-20 doivent se présenter comme des opportunités pour combler les fossés et restaurer la confiance.

Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies. - Photonews

**Carte blanche** -

Par António Guterres, secrétaire général de l'ONU

Publié le 15/11/2022 à 13:17 Temps de lecture: 5 min

À la mi-novembre, le cap des 8 milliards d'habitants sur Terre sera franchi, ce qui témoigne des progrès scientifiques et des avancées en matière de nutrition, de santé publique et d'assainissement. Mais à mesure que notre famille humaine s'agrandit, elle est aussi de plus en plus divisée.

Des milliards de personnes souffrent ; des centaines de millions sont touchées par la faim, voire la famine. Elles sont plus nombreuses que jamais à se déplacer pour trouver des moyens de s'en sortir et à fuir les dettes et les privations, les guerres et les catastrophes climatiques.

Sauf à combler le gouffre qui sépare les nantis de la planète des plus démunis, nous nous dirigeons vers un monde de 8 milliards d'habitants tiraillé par les tensions et la méfiance, gangrené par les crises et les conflits.

Les faits sont éloquentes. Une poignée de milliardaires contrôlent autant de richesses que la moitié la plus pauvre du monde. Les 1 % les plus riches de la planète empochent un cinquième des revenus mondiaux, tandis que les habitants des pays les plus riches ont 30 ans d'espérance de vie en plus que ceux des pays les plus pauvres. Alors que nous observons un accroissement des richesses et une amélioration de la santé au cours des dernières décennies, en parallèle, les inégalités ont également augmenté.

## ✉ Newsletter **Lettres du Soir**

Deux à trois fois par semaine, découvrez le regard de nos chroniqueurs sur l'actualité directement dans votre boîte e-mail.

Je m'inscris

## Précipice climatique et crises en cascade

L'accélération de la crise climatique et un relèvement inégal après la pandémie de covid viennent s'ajouter à ces tendances à long terme et aggraver encore ces inégalités. Nous fonçons tout droit vers le précipice climatique, tandis que les émissions et les températures continuent de grimper. Les inondations, les tempêtes et les sécheresses dévastent des pays qui ne sont pratiquement pour rien dans le réchauffement climatique.

La guerre en Ukraine exacerbe les crises alimentaire, énergétique et financière qui sévissent, frappant de plein fouet les économies en développement. Ce sont les femmes et les filles, ainsi que les groupes marginalisés déjà exposés à la discrimination, qui pâtissent le plus de ces inégalités.

De nombreux pays du Sud sont accablés de dettes colossales et doivent faire face à l'aggravation de la pauvreté et de la faim et aux effets de plus en plus pesants de la crise climatique. Il est peu probable qu'ils puissent investir dans un redressement durable après la pandémie, dans la transition vers les énergies renouvelables ou dans l'éducation et la formation au numérique.

La colère et le ressentiment à l'égard des pays développés sont le point de rupture.

Les divisions toxiques et la défiance retardent ou bloquent les avancées sur toute une série de questions, du désarmement nucléaire au terrorisme, en passant par la santé mondiale. Il nous faut enrayer ces tendances destructrices, nous réconcilier et trouver ensemble des solutions conjointes à nos difficultés communes.

## Deux occasions de changer de cap

Pour commencer, il faut admettre que les inégalités rampantes sont un choix, un choix sur lequel les pays développés se doivent de revenir dès ce mois-ci, à l'occasion de la conférence sur le climat en Égypte, puis du sommet du G20 à Bali.

J'espère que la COP27 verra naître un Pacte de solidarité climatique historique, dans le cadre duquel économies développées et émergentes s'uniront autour d'une stratégie commune et conjugueront leurs forces, dans l'intérêt de l'humanité. Les pays les plus riches doivent apporter aux économies émergentes le soutien financier et technique dont

elles ont besoin pour abandonner progressivement les énergies fossiles. C'est notre seul espoir d'atteindre nos objectifs climatiques.

J'engage également les dirigeants présents à la COP27 à définir une feuille de route et un cadre institutionnel en vue d'indemniser les pays du Sud des pertes et dommages liés au climat qui, déjà, causent des souffrances terribles.

Le sommet du G20 qui doit se tenir à Bali sera l'occasion d'aborder la situation alarmante des pays en développement. J'ai exhorté les économies du G20 à adopter un plan de relance permettant d'injecter les investissements et les liquidités nécessaires aux pays du Sud et de régler les questions d'allégement et de restructuration de la dette.

Tout en appelant de nos vœux la mise en place de ces mesures à moyen terme, nous travaillons aussi sans relâche avec toutes les parties concernées pour atténuer la crise alimentaire mondiale.

L'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire est au centre de cette action. Elle a contribué à stabiliser les marchés et à faire baisser les prix alimentaires. Chaque centième de pourcent peut atténuer la faim et sauver des vies.

Nous nous efforçons également de faire en sorte que les engrais russes puissent circuler sur les marchés mondiaux, qui sont gravement perturbés par la guerre. Les prix des engrais sont trois fois plus élevés qu'avant la pandémie. Le riz, denrée de base la plus consommée au monde, est la culture qui en pâtira le plus.

La levée des derniers obstacles aux exportations d'engrais russes est une étape essentielle vers la sécurité alimentaire mondiale.

Toutefois, malgré tous ces graves défis, il y a aussi des raisons de garder espoir.

## Créer un cercle vertueux est possible

Forte de 8 milliards d'habitants, notre planète a les moyens d'offrir de vastes possibilités à certains des pays les plus pauvres, où la croissance démographique est la plus forte.

Grâce à des investissements relativement modestes dans la santé, l'éducation, l'égalité des genres et le développement économique durable, il est possible de créer un cercle vertueux de développement et de croissance et de transformer les économies et les vies.

En quelques décennies, les pays les plus pauvres d'aujourd'hui pourraient devenir les moteurs d'une croissance durable et verte et de la prospérité de régions entières.

Je n'ai jamais douté de l'ingéniosité de l'humanité et j'ai pleine confiance dans la solidarité qu'elle peut manifester. En ces temps difficiles, remémorons-nous les paroles de l'un des plus fins observateurs de l'humanité, le Mahatma Gandhi : « Il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'homme, mais pas assez pour assouvir son avidité ».

Saisissons l'occasion des grands rendez-vous internationaux de ce mois pour commencer à surmonter les divergences et restaurer la confiance, en respectant les

droits et les libertés de chacun des 8 milliards de membres de notre grande famille humaine.

## COP27: la Belgique intègre «l'Opep de l'éolien en mer»

La Belgique ambitionne de faire de la mer du Nord « une grande centrale d'énergie durable ».

Par Belga

Publié le 15/11/2022 à 13:33 Temps de lecture: 2 min

La Belgique a officiellement rejoint ce mardi, avec huit autres pays, l'Alliance mondiale pour l'éolien en mer (GOWA), destinée à encourager le développement de l'éolien offshore.

L'alliance a été lancée en présence de la ministre de l'Energie, Tinne Van der Straeten, et voit la Belgique s'associer dans l'éolien offshore avec des pays voisins comme les Pays-Bas, l'Allemagne et le Royaume-Uni mais aussi la Colombie, les Etats-Unis, le Japon, l'Irlande et la Norvège.

Notre pays veut faire de la mer du Nord « une grande centrale d'énergie durable », selon les mots de la ministre belge. La Belgique, dont l'éolien en mer s'est fortement développé ces dernières années, va partager son expertise dans le domaine avec d'autres pays et ainsi accélérer la transition vers cette énergie renouvelable.

**[À lire aussi Une île pour favoriser la transition énergétique](#)**

GOWA ambitionne d'atteindre d'ici 2030 une capacité d'énergie éolienne en mer d'au moins 380 gigawatts (GW). Quant au gouvernement fédéral, il s'est fixé l'objectif de tripler la capacité d'énergie éolienne installée en mer du Nord (dans les eaux territoriales belges) d'ici 2030 (de 2,2 à 6 GW) et même de la quadrupler d'ici 2040 (jusqu'à 8 GW, soit suffisamment pour approvisionner chaque famille belge). Cela passera notamment par le développement de la zone Princesse Elisabeth et le recours à des éoliennes plus puissantes.

### **Newsletter L'actu à midi**

L'essentiel de l'actualité sélectionnée par la rédaction du Soir, du lundi au vendredi à midi.

Je m'inscris

Ces projets ambitieux s'accompagnent d'une plus grande interconnexion avec les pays voisins. Le câble sous-marin Nemo Link relie déjà la Belgique et le Royaume-Uni et une deuxième interconnexion est prévue. Un projet de câble électrique entre la Belgique et le Danemark est également dans les cartons.

# COP27: la chaleur extrême pourrait causer 90.000 décès par an en Europe

Soit six fois plus que ceux enregistrés en 2022, année de l'été le plus chaud. Et les prévisions de l'Agence européenne de l'environnement se basent sur le scénario le moins alarmiste d'un réchauffement de 3 degrés d'ici 2100 alors qu'il pourrait être de 8 degrés...

Article réservé aux abonnés

Les vagues de chaleur touchent les personnes les plus fragiles, notamment les personnes âgées. - BELGA/AFP.

**Info « Le Soir »** - Cheffe adjointe du service Société

Par [Sandra Durieux](#)

Publié le 9/11/2022 à 06:00 Temps de lecture: 4 min

Les rapports se suivent et se ressemblent. Le réchauffement climatique n'épargne personne mais l'Europe est en première ligne pour en subir ses effets dévastateurs et notamment la multiplication des vagues de chaleur. Émanation de l'ONU, l'Organisation météorologique mondiale a fait ses calculs : depuis 30 ans, l'Europe subit un réchauffement plus de deux fois supérieur à la moyenne planétaire soit une hausse des températures de + 0,5 degré par décennie entre 1991 et 2021. Avec pour conséquences, une multiplication des phénomènes météorologiques à fort impact comme les inondations, les tempêtes et surtout les vagues de chaleur. On le sait, l'été 2022 a été le plus chaud jamais enregistré en Europe et ce lundi, l'OMS a fait un décompte macabre : au moins 15.000 personnes sont mortes des suites de ces canicules à répétition en 2022 soit 10 % des 150.000 décès liés à la chaleur extrême enregistrés en Europe en 50 ans...

Et ce n'est pas le rapport prévisionnel de l'Agence européenne de l'environnement (AEE) que *Le Soir* a pu consulter qui va adoucir le tableau. Celle-ci a fait tourner ses modèles mathématiques pour tenter de déterminer l'impact de ces vagues de chaleur à répétition sur la santé des Européens à l'avenir. Et les prévisions ne sont pas bonnes... pas bonnes du tout même. En se basant sur un scénario réaliste mais optimiste avec de faibles émissions de gaz à effet de serre et une hausse des températures de 3,4 degrés d'ici la fin du siècle, l'intensité et la durée des vagues de chaleur continueront d'augmenter pouvant causer jusqu'à 90.000 décès si aucune mesure d'adaptation à ces changements n'est prise. Dans le scénario le plus pessimiste d'une hausse du réchauffement climatique de 8 degrés, l'Agence européenne estime que le nombre de jours de chaleur extrême pourrait quadrupler ; le sud de l'Europe, le plus exposé, pouvant connaître jusqu'à 100 nuits tropicales – quand la température ne descend pas sous les 20 degrés – par an.

## Les îlots de chaleur urbain augmentent le risque

Le degré de vulnérabilité des personnes face à ces vagues de chaleur dépend également de facteurs de risques. Les personnes âgées, les enfants, les femmes enceintes, les travailleurs en extérieur, les personnes avec des comorbidités comme

des maladies cardio-vasculaires, respiratoires ou du diabète ou des personnes sans-abri sont beaucoup plus exposées. De même, la concentration des habitants en milieu urbain, où vivent la moitié des Européens, les place à la merci du phénomène des « îlots de chaleur urbains » qui accroît considérablement les différences de températures entre la ville et la campagne. Les experts pointent d'ailleurs les écoles et les hôpitaux situés pour la plupart en zone urbaine et dont l'architecture peu adaptée rend difficile le refroidissement : dans près de la moitié des établissements observés dans 100 villes européennes, la température mesurée était de 4 degrés supérieurs à celle relevée dans le reste de la ville.

## Le nord de l'Europe plus vulnérable

Pour l'Agence européenne de l'environnement, ces facteurs de risques rendent dorénavant le nord de l'Europe plus vulnérable aux conséquences sanitaires des vagues de chaleur alors que jusqu'ici, le centre et le sud étaient les plus concernés. Pour ces spécialistes, ces constats appellent à prendre des mesures d'adaptations significatives avec, entre autres la généralisation des plans canicules. « Il ne faut pas négliger leur impact, estiment les experts. En France, alors que la canicule de 2003 a fait environ 15.000 morts, on n'a pas enregistré plus de 2.000 décès lors des vagues suivantes en raison des actions entreprises auprès des personnes vulnérables. »

## ✉ Newsletter Repensons notre quotidien

Infos positives, bons plans, solutions... Chaque dimanche, place aux initiatives qui peuvent changer votre quotidien.

Je m'inscris

### À lire aussi [Climat: la COP27 déjà sous tension](#)

La mise en place d'un système de surveillance et d'alerte précoce des impacts attendus du changement climatique mais aussi une végétalisation accrue des centres urbains ou encore des interventions dans le bâti pour limiter l'impact de la chaleur sont préconisées. Et pour les experts de l'Agence européenne de l'environnement, il y a urgence : « Si le réchauffement climatique se limite à 1,5 degré d'ici la fin du siècle, environ 100 millions d'Européens seront un jour confrontés à une vague de chaleur dont l'intensité est telle qu'elle survient une fois tous les 50 ans. Si ce réchauffement est de 2 degrés, ce sera 172 millions de personnes. A 3 degrés, plus de la moitié des Européens devront y faire face. »

## Vers une hausse des cas de malaria, de dengue ou encore de la maladie de Lyme

Parmi les risques sanitaires induits par le changement climatique, les experts pointent l'augmentation à l'avenir des maladies infectieuses particulièrement sensibles aux variations de températures et d'humidité. C'est le cas de celles transmises à l'homme par des moustiques comme la malaria, la dengue, le virus Zika ou encore le chikungunya. Si aujourd'hui, la plupart des cas observés en Europe sont importés des pays endémiques, le nombre de transmissions locales sans lien

avec un voyage augmente lui aussi. Et les conditions climatiques en Europe n'y sont pas pour rien. Ainsi, le moustique à l'origine de la malaria a besoin d'une combinaison d'une température allant de 15 à 33 degrés et d'une humidité tournant autour des 60 %. En Europe, du sud mais aussi du nord, la période au cours de laquelle ces conditions sont réunies (entre 1 mois et 1,3 mois par an) ne cesse d'augmenter, ce qui fait craindre une hausse des cas à l'avenir.

La hausse des températures couplée à une urbanisation accrue, la propension à avoir plus d'animaux dans un espace réduit et la popularité des loisirs en extérieur accroît la prolifération des tiques et des cas de maladie de Lyme chez l'homme. Enfin, les experts de l'Agence européenne de l'environnement pointent aussi une augmentation des cas d'infections à la bactérie *Vibrio* que l'on retrouve dans les eaux marines et qui est à l'origine de gastro-entérite, d'infections de peau et d'oreilles pouvant mener à des septicémies. Ces bactéries prolifèrent particulièrement en mer Baltique et là encore, la hausse de la température des mers en est à l'origine.

Ici aussi les experts appellent à une surveillance accrue de ces phénomènes et à une attention particulière aux groupes vulnérables notamment au travers de campagnes de prévention et de vaccination. Le contrôle de la prolifération des moustiques problématiques et leur élimination comme dans les zones endémiques devraient aussi être mis sur pied.

## La population dépasse les 8 milliards d'habitants: les infographies pour comprendre cette croissance «sans précédent»

Le cap des 8 milliards d'humains sur Terre a été dépassé ce mardi. Cette croissance sans précédent engendre de nombreux défis et un rappel, en pleine COP, de la « responsabilité partagée de prendre soin de notre planète » selon l'ONU.

Lagos, capitale du Nigéria, fera partie des trois villes les plus peuplées en 2050. - Belgalmages



Par V.K. avec Belga

Publié le 15/11/2022 à 10:32 Temps de lecture: 5 min

La population mondiale dépasse mardi les 8 milliards d'habitants, selon l'estimation officielle des Nations unies, qui y voit « un important jalon du développement humain » et un rappel, en pleine COP27, de « notre responsabilité partagée de prendre soin de notre planète ».

Pour l'ONU, « cette croissance sans précédent » – il y avait 2,5 milliards d'habitants en 1950 – est le résultat « d'une augmentation progressive de la durée de la vie grâce aux progrès réalisés en matière de santé publique, de nutrition, d'hygiène personnelle et de médecine ».

Alors que la Terre a compté moins d'un milliard d'habitants jusque dans les années 1800, elle n'a mis que douze ans pour passer de 7 à 8 milliards. Signe de son ralentissement démographique, il lui faudra environ quinze ans pour atteindre les 9 milliards en 2037. L'ONU projette un « pic » à 10,4 milliards dans les années 2080 et une stagnation jusqu'à la fin du siècle.

Une envolée des chiffres qui provoque des sueurs froides et fait naître des images de métropoles surpeuplées, de hordes affamées, bref, d'une planète à bout de souffle. La croissance démographique pose aussi de redoutables défis aux pays les plus pauvres, où elle se concentre.

## ✉ Newsletter Selection de la rédaction

Tous les soirs du lundi au vendredi, retrouvez une sélection d'articles abonnés à ne pas manquer.

Je m'inscris

## Un dépassement en pleine COP27

La barre des 8 milliards est franchie en pleine conférence mondiale sur le climat, la COP27, à Charm el-Cheikh, qui souligne une fois de plus la difficulté des pays riches, les plus responsables du réchauffement de la planète, et des pays pauvres, qui réclament de l'aide pour y faire face, à s'entendre pour faire baisser de manière plus ambitieuse les émissions de gaz à effet de serre provenant des activités humaines.

### **[À lire aussi Huit milliards sur Terre: c'est grave, docteur?](#)**

Or, rappelle l'ONU, « si la croissance démographique amplifie l'impact environnemental du développement économique », « les pays où la consommation de ressources matérielles et les émissions de gaz à effet de serre par habitant sont les plus élevées, sont généralement ceux où le revenu par habitant est le plus élevé et non ceux où la population augmente rapidement ».

« Notre impact sur la planète est déterminé bien plus par nos comportements que par notre nombre », résume pour l'AFP Jennifer Sciubba, chercheuse en résidence au cercle de réflexion Wilson Center.

## Disparités démographiques

Et c'est bien dans les pays qui concentrent déjà une forte pauvreté que la croissance démographique pose des défis majeurs. « La persistance de niveaux de fécondité élevés, à l'origine d'une croissance démographique rapide, est à la fois un symptôme et une cause de la lenteur des progrès en matière de développement », écrit l'ONU. Ainsi, l'Inde, pays de 1,4 milliard d'habitants, qui deviendra le plus peuplé du monde en 2023, surpassant la Chine, devrait connaître ces prochaines décennies une explosion de sa population urbaine avec des mégapoles déjà surpeuplées et en manque d'infrastructures essentielles.

A Bombay, 40 % environ de la population vit dans des bidonvilles, des zones de misère surpeuplées, constituées de baraquements de fortune, pour la plupart dépourvues d'eau courante, d'électricité et de sanitaires.

Les chiffres mondiaux masquent une immense diversité démographique. Ainsi, plus de la moitié de la croissance de la population d'ici 2050 viendra de seulement 8 pays selon l'ONU : République démocratique du Congo, Egypte, Ethiopie, Inde, Nigeria, Pakistan, Philippines et Tanzanie. Et à la fin du siècle, les trois villes les plus peuplées au monde seront africaines : Lagos au Nigeria, Kinshasa en RD Congo et Dar Es Salaam en Tanzanie.

## Amélioration des conditions de vie

Si le nombre d'habitants a crû d'une façon aussi spectaculaire, c'est parce que les conditions de vie se sont singulièrement améliorées ces dernières décennies, ce qui est incontestablement une bonne nouvelle. Grâce à la généralisation des soins de santé, la mortalité infantile a diminué, on vit mieux et plus longtemps. Même si ces progrès sont inégalement répartis, il s'agit d'une « success story » qui mérite d'être saluée.

Mais puisque, aujourd'hui déjà, le système climatique de notre vieille Terre, malmené par l'exploitation à outrance de ses réserves, se dérègle, qu'en sera-t-il demain ? Ne faudrait-il pas, pour sauver la planète, essayer de réduire drastiquement le nombre d'humains à venir ?

Et où ça ? Dans les pays industrialisés, énormes émetteurs de gaz à effets de serre ? La fécondité y est déjà basse, autour de 1,5 enfant par femme. Jusqu'où faudrait-il descendre pour avoir un impact ?

En Afrique subsaharienne, qui sera le berceau de l'essentiel de la croissance de la population jusqu'en 2100 ? Les démographes que nous avons interrogés sont unanimes : l'évolution de la population est comme un porte-avions lancé sur sa trajectoire. Elle est, à moyen terme, quasiment impossible à faire dévier. Même si la

fécondité diminue en Afrique, comme partout dans le monde, sa population est extrêmement jeune – 70 % des Subsahariens ont moins de 30 ans – et ces nombreux enfants arriveront, dans les prochaines décennies, à l'âge où ils pourront procréer.

## Mortalité infantile

Mais si l'on veut inciter les familles à faire moins d'enfants, il faut d'abord faire baisser la mortalité infantile : tous les parents veulent être sûrs d'avoir des enfants vivants... Puis garantir à tous l'accès au planning familial. Et enfin veiller à ce que les jeunes puissent aller à l'école secondaire, meilleur moyen de limiter les grossesses précoces.

Trois sacrés défis à relever en Afrique subsaharienne. Mais, même s'il y avait dans cette région moins de naissances que prévu, il faut garder à l'esprit que les émissions de gaz à effet de serre y sont très basses. La solution n'est donc pas là. Si l'on veut sauver la planète, nous n'avons guère le choix : ce sont surtout nos habitudes à nous, Occidentaux gâtés et gourmands, qu'il faut changer. Sans tarder.

## COP27: le sommet prolongé jusqu'à samedi

Les négociations patinent, notamment sur la question clé des pertes et dommages dus au changement climatique.

Par Belga

Publié le 18/11/2022 à 12:50 Temps de lecture: 3 min

La conférence mondiale de l'ONU sur le climat, dont les négociations patinent notamment sur les questions de financement pour les pays pauvres, sera prolongée jusqu'à samedi, a annoncé vendredi son président égyptien Sameh Choukri.

« Je suis déterminé à terminer cette conférence demain », samedi a déclaré M. Choukri, appelant les parties à « passer la vitesse supérieure » dans les négociations, initialement prévues pour s'achever vendredi

Jeudi soir, en séance plénière, l'Union européenne a proposé la mise en place rapide d'un fonds dédié aux pertes et préjudices, ciblant les pays les plus vulnérables et « reflétant les réalités financières de 2022 ». En d'autres termes, l'UE veut impliquer dans le financement de ce fonds certains pays émergents dont les moyens sont importants, comme la Chine, mais qui ne font pas partie du club des pays riches.

La proposition européenne est également conditionnée à un effort accru sur le plan de l'atténuation, c'est-à-dire de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Une offre présentée par la partie européenne comme une proposition finale. « L'Union européenne a fait d'énormes pas en avant » dans la recherche d'un accord, a insisté vendredi Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne et leader de la délégation des Vingt-Sept, espérant une réponse positive et des pas similaires d'autres blocs de pays.

 **Newsletter Planète**

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

**À lire aussi** [COP27: les dégâts climatiques, une facture difficile à assumer](#)

Il s'agit d'une ouverture car les Etats riches sont de longue date particulièrement frileux à la mise en place d'un tel fonds, demandé à cor et à cri par les pays du Sud, les moins responsables du changement climatique et pourtant les plus touchés par ses terribles conséquences.

« Nouvelle positive »

Reste à voir comment cette proposition européenne sera reçue par le groupe G77+la Chine, qui regroupe plus de 130 pays en développement. Le représentant du Pakistan, Nabil Munir, qui assure la présidence du G77+Chine a qualifié l'offre européenne de « nouvelle positive ». Il a toutefois estimé que « beaucoup de divergences demeuraient », selon des propos relayés par l'AFP.

**À lire aussi** [Le cauchemar du speechwriter](#)

Vendredi matin, un nouveau document de travail en vue d'une déclaration finale a été publié par la présidence égyptienne. De 20 pages pour la version précédente, le texte a été ramené à 10 pages. Cette nouvelle mouture réaffirme l'objectif de contenir le réchauffement à +1,5°C et confirme l'appel lancé à Glasgow d'accélérer les efforts vers une réduction du recours au charbon sans systèmes de capture (de CO2) et à la sortie des subventions inefficaces aux énergies fossiles. En revanche, le texte ne comporte pas d'avancée notable sur les autres grands sujets qui fâchent comme le financement climat.

## COP, hop, on prolonge...

Article réservé aux abonnés Chef adjoint du pôle Planète

Par [Michel De Muelenaere](#)

Publié le 19/11/2022 à 00:00 Temps de lecture: 2 min

Le terme *prolongations* est entré depuis un bon moment dans le langage des participants aux sommets climatiques mondiaux et des observateurs qui les suivent, parfois dans un certain état d'hébétude. Depuis la COP 8 à New Delhi, en 2002 – à l'époque moins de 1.500 délégués de 167 pays –, plus aucune « Conference of the parties » (à la Convention des Nations unies sur le changement climatique) ne s'était terminée dans les temps. Elles doivent en principe baisser rideau le vendredi à 18 heures, mais cela fait longtemps qu'on a explosé les compteurs. L'assistance a augmenté (45.000 délégués officiellement enregistrés à Glasgow l'an dernier, 33.000 cette année) et elle a changé. La complexité des problèmes s'est accrue, les intérêts en jeu sont devenus énormes, la présence médiatique a explosé...

Résultat : la « pire » COP, à Madrid en 2019 (COP 25), avait rajouté 40 heures environ au timing officiel, selon un décompte de l'Institut international du développement durable (IISD). La COP 17 à Durban en 2011 est pour l'instant la deuxième sur le podium avec environ 36 heures de prolongations, suivie de la COP 19 à Varsovie (près d'une trentaine d'heures dans la vue en 2013). Les plus anciens se souviennent, une larme

dans les yeux, de la COP 4 de Buenos Aires (1998) qui s'était achevée avec six heures d'avance sur le timing imparti.

Que fera la COP 27 de Charm el-Cheikh ? Le président du sommet, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Shoukry, a promis que l'affaire serait emballée « samedi pour l'heure du déjeuner ». Mais il n'est pas le seul à la cause. Par précaution sans doute, les bus qui transportent les participants ont été réservés jusqu'à dimanche 18 heures. Et les pronostics vont bon train. Avantage à samedi soir, voire la nuit de samedi à dimanche. Les plus déprimés anticipent la fin dans la matinée de dimanche. Restant résolument branchés sur le mode « arnaque », certains hôtels ont en tout cas prévenu des participants : prolonger une chambre leur coûtera plusieurs centaines d'euros. Voilà pour ceux qui imaginent les « copistes » barboter dans les eaux (peut-être chaudes) de la mer Rouge...

## «L'Egypte remet en cause les acquis de Paris et de Glasgow sur la baisse des émissions», estime la France

La COP 27 touche à sa fin ce week-end. Un accord devrait voir le jour dans les prochaines heures.

Par AFP

Publié le 19/11/2022 à 09:25 Temps de lecture: 1 min

L'Union européenne rejette une proposition « inacceptable » de la présidence égyptienne de la COP27 sur le climat, qui conduirait à remettre en cause les engagements passés sur la baisse des émissions de gaz à effet de serre, a indiqué samedi à l'AFP une source gouvernementale française.

« A ce stade, la présidence égyptienne remet en cause les acquis de Paris et de Glasgow sur la baisse des émissions. C'est inacceptable pour la France et les pays de l'UE », a-t-on dit dans l'entourage de la ministre française de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher.

## Frans Timmermans à la COP 27: «Plutôt pas d'accord qu'un mauvais accord»

La COP 27 devait se terminer initialement ce vendredi en fin de journée mais, une fois de plus, les négociations mondiales sur le climat vont s'étendre ce week-end afin de trouver un accord.

Par la rédaction

Publié le 19/11/2022 à 09:49 Temps de lecture: 1 min

L'Union européenne préfère « plutôt pas d'accord qu'un mauvais accord » dans les négociations sur le climat à la COP27, a dit samedi le vice-président de la Commission Frans Timmermans.

« Nous sommes inquiets de certaines des choses que nous avons vues et entendues au cours des dernières 12 heures », a-t-il dit devant des journalistes, ajoutant que l'objectif des Européens était de garder « en vie » la limite de réchauffement de 1,5°C, objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris.

## Zakia Khattabi inquiète à la COP 27: «La proposition de l'Egypte est inacceptable et dépasse les lignes rouges»

Les négociations mondiales sur le climat vont s'étendre ce week-end à Charm el-Cheikh en Egypte pour tenter de trouver un accord ambitieux.

Par Belga

Publié le 19/11/2022 à 11:12 Temps de lecture: 2 min

La proposition mise sur la table par la présidence égyptienne de la COP27 est « inacceptable » et « dépasse largement les lignes rouges européennes », a réagi samedi la ministre fédérale du Climat, Zakia Khattabi.

Dernière ministre belge présente à Charm el-Cheikh, négociatrice pour le volet « atténuation » des négociations, Mme Khattabi, constate que « le volet atténuation présenté cette nuit constitue un recul considérable par rapport aux acquis de Glasgow. »

En Écosse, l'an dernier à la COP26, la communauté internationale s'était mise d'accord pour « garder en vie » l'un des principaux objectifs de l'accord de Paris sur le climat : faire en sorte de limiter la hausse du mercure mondial à +1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle, sachant, sur base des rapports du Giec, que chaque fraction de degré supplémentaire accentue les effets délétères du réchauffement climatique.

« Il ne s'agit pas ici de rouvrir la discussion sur notre ambition mais bien de nous accorder sur une opérationnalisation ambitieuse de l'accord de Paris comme du Glasgow climate Pact (le pacte de Glasgow sur le climat, conclu fin 2021, NDLR). Nous n'y sommes pas encore, nous ne ménagerons pas nos efforts jusqu'au dernier moment mais il n'est pas question de transiger sur les fondamentaux de la politique climatique internationale », met encore en garde la ministre belge.

## Inacceptable», «un échec n'est pas exclu»... la tension monte à la COP 27

La COP 27 devait se terminer initialement ce vendredi en fin de journée mais, une fois de plus, les négociations mondiales sur le climat vont s'étendre ce week-end pour tenter de trouver un accord ambitieux.

EPA.

Par Belga

Publié le 19/11/2022 à 11:45 Temps de lecture: 3 min

La 27e conférence de l'Onu se prolonge samedi, après une nouvelle nuit d'âpres négociations, sans que la perspective d'un accord entre les près de 200 pays présents à Charm el-Cheikh ne semble proche.

Alors que l'Union européenne a fait une ouverture avec une proposition, sous certaines conditions, de créer un fonds pour le financement des dégâts dus au changement climatique (pertes et dommages), répondant partiellement à une demande des pays du Sud, le leader de la délégation européenne, Frans Timmermans, a réaffirmé la volonté des Vingt-Sept de ne rien accepter qui affaiblisse l'objectif de contenir le réchauffement climatique à +1,5°C. « L'Union européenne préfère ne pas avoir d'accord qu'un mauvais accord », a laissé entendre samedi matin le vice-président de la Commission européenne.

« On est au-delà de la dramaturgie habituelle, un échec ne peut être exclu à ce stade », indiquait plus tôt dans la journée une source au sein de la délégation européenne. Plusieurs sources jugeaient en outre que la présidence égyptienne de la COP 27 « manquait de hauteur » dans les négociations et avait laissé traîner en longueur les négociations.

[À lire aussi Climat: de fortes tensions brouillent la fin de la COP27](#)

## « La proposition de l'Égypte est inacceptable et dépasse les lignes rouges »

Sur le volet atténuation, la ministre belge Zakia Khattabi, qui participe aux discussions, a jugé que la proposition mise sur la table par la présidence égyptienne était « inacceptable » et « dépasse les lignes rouges européennes ». « Le volet atténuation présenté cette nuit constitue un recul considérable par rapport aux acquis de Glasgow », a-t-elle encore déploré.

## ✉ Newsletter Planète

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

L'accord de Paris sur le climat ambitionne de contenir le réchauffement mondial « bien en-deça de +2°C et si possible à 1,5°C ». Cet objectif d'1,5°C a été réaffirmé l'an dernier à Glasgow, lors de la COP 26. Mais les engagements pris jusqu'ici par les Etats, via leur « contribution déterminée au niveau national » (NDC, dans le jargon des négociations climat) sont toujours insuffisants et mèneraient vers un réchauffement d'au moins +2,5°C au cours de ce siècle.

Le président de la COP 27, l'Égyptien Sameh Shoukry, se montre quant à lui plus optimiste et a déclaré samedi, au cours d'un point presse, qu'une grande majorité des

pays trouvait les textes sur la table « équilibrés ». M. Shoukry a appelé les parties à saisir ce moment et à atteindre un consensus.

Sans véritable confirmation officielle, une source européenne évoque un accord partiel sur les dégâts climatiques subis par les pays pauvres.

## Négociations difficiles

Outre les volets atténuation et pertes et préjudices, c'est-à-dire les dégâts déjà constatés dans certains pays, surtout du Sud, en raison du dérèglement climatique, qui est un sujet brûlant de cette COP27, les difficiles négociations en cours à Charm el-Cheikh portent sur le financement climat et l'adaptation au changement climatique.

Par rapport au financement, les pays développés ont échoué à atteindre leur promesse d'un financement de 100 milliards de dollars par an pour les pays du Sud dès 2020. Cet engagement ne serait respecté, au mieux, qu'en 2023, ce qui a abîmé la confiance des pays en développement envers les pays développés.

La COP27, qui a débuté le 6 novembre à Charm el-Cheikh, devait en principe se clôturer vendredi soir. Samedi, les allées étaient de plus en plus clairsemées, alors que les pavillons des différentes délégations étaient en cours de démontage, donnant au site de la COP des allures de fin de partie.

## La COP27 adopte un texte final, l'UE et l'ONU déçues par l'accord

Les dirigeants de l'Union européenne et de l'ONU regrettent le manque d'ambition de l'accord.

Reuters

Par AFP

Publié le 20/11/2022 à 07:47 Temps de lecture: 5 min

Après des négociations longues et difficiles qui ont largement débordé du calendrier prévu, la COP27 s'est terminée dimanche à l'aube après avoir adopté un texte très disputé sur l'aide aux pays pauvres affectés par le changement climatique mais sans nouvelles ambitions pour la baisse des gaz à effet de serre.

La décision finale réaffirme l'un des principaux objectifs de l'accord de Paris qui est de limiter le réchauffement mondial à 1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle. Le texte adopté souligne le besoin urgent « de réductions immédiates, profondes, rapides et durables » des émissions mondiales de gaz à effet de serre et salue les derniers rapports du Giec, le groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat, qui mettent en évidence le fait que chaque fraction de degré augmente les effets délétères des changements climatiques.

**À lire aussi** [La méfiance entre le Nord et le Sud mine la COP27 qui se prolonge](#)

Le leader de la délégation européenne, Frans Timmermans, a toutefois regretté en séance plénière le manque d'ambition affiché par de nombreux pays à Charm el-Cheikh.

« Trop de parties ne sont pas prêtes à faire des efforts accrus, certains pays ont même voulu revenir en arrière par rapport au pacte de Glasgow », adopté l'an dernier à la COP26 et dont l'objectif principal était de « garder en vie » l'objectif d'1,5°C, a déploré le vice-président de la Commission européenne.

## Des avancées ?

La décision finale adoptée par les près de 200 pays réunis à Charm el-Cheikh pour la 27e conférence climat de l'Onu consacre un statu quo par rapport à la COP26 de Glasgow sur la question de la sortie des énergies fossiles, dont on sait pourtant que leur utilisation massive est à l'origine du réchauffement climatique.

## ✉ Newsletter Planète

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

Alors que la guerre en Ukraine a contraint les Européens à se détourner du gaz et du pétrole russes, certains pays décidant de relancer des centrales à charbon particulièrement polluantes pour assurer leur sécurité énergétique, la décision adoptée dimanche à Charm el-Cheikh se contente de souligner l'importance de progresser vers un mix énergétique propre, comprenant des énergies renouvelables et « basses émissions ».

**[À lire aussi](#)** [Climat: de fortes tensions brouillent la fin de la COP27](#)

## Un « manque d'ambition »

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a regretté le manque d'ambition de la COP27 sur la réduction des gaz à effet de serre, qui devraient être réduits « drastiquement ». « Nous devons drastiquement réduire les émissions maintenant --et c'est une question à laquelle cette COP n'a pas répondu », a-t-il déclaré à l'issue de la conférence climatique.

L'Union européenne s'est déclarée « déçue » par le manque d'ambition dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'accord scellé lors de la conférence sur le climat COP27 en Egypte. « Ce que nous avons là, c'est un pas en avant trop court pour les habitants de la planète. Il ne fournit pas assez d'efforts supplémentaires de la part des principaux émetteurs pour augmenter et accélérer leurs réductions d'émissions », a estimé dans un discours enflammé le vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans à la session plénière finale après deux semaines de conférence.

## Les ONG en colère

« Le monde ne peut se permettre une autre COP telle que celle-ci », « rendez-vous manqué pour sortir des énergies fossiles », « une Belgique qui reste paralysée dans ses objectifs climatiques »... Les réactions des ONG environnementales sont cinglantes. Le

WWF et Greenpeace saluaient toutefois la création d'un fonds pour les pertes et préjudices en faveur des pays particulièrement touchés par la crise climatique.

Il s'agit d'une « nouvelle ère pour la justice climatique », estime ainsi Greenpeace Belgique. « Nous devons maintenant nous assurer que les pays et les entreprises les plus responsables de la crise climatique apportent la plus grande contribution » à ce fonds, préconise l'organisation environnementale.

### **À lire aussi** [La méfiance entre le Nord et le Sud mine la COP27 qui se prolonge](#)

« L'accord sur les pertes et les dommages est une étape positive, mais il risque de devenir un « fonds pour la fin du monde » si les pays n'agissent pas plus rapidement pour réduire les émissions et limiter le réchauffement à moins de 1,5°C », commente, de son côté, le WWF.

« En ne parvenant pas à se mettre d'accord sur l'élimination progressive des combustibles fossiles lors de la COP27, les dirigeants ont laissé passer l'occasion d'accélérer l'élimination des combustibles fossiles, nous maintenant sur la voie de la catastrophe climatique », déplore encore le WWF. Pour lui, sans une réduction rapide et profonde des émissions, il ne sera pas possible de limiter l'ampleur des pertes et des dommages.

Le monde ne peut pas se permettre de répéter une nouvelle COP comme celle-ci, qui ne parvient pas à accroître l'ambition, le financement et la crédibilité, poursuit le WWF. Aux yeux de l'organisation environnementale, il est inacceptable que les négociateurs ne soient pas parvenus à un accord plus ambitieux que celui convenu à Glasgow l'année dernière.

### **À lire aussi** [La nature et le climat: des alliés précieux à réconcilier](#)

Côté belge, les critiques de Greenpeace s'abattaient sur la Flandre, qui « bloque les ambitions et refuse d'être solidaire ». L'ONG rappelle qu'alors que l'Europe a annoncé rehausser ses ambitions de réduction d'émissions d'ici à 2030, le nord du pays bloque depuis des années tout accord intrabelge ambitieux sur le sujet. Lors de cette COP, la Flandre a également fait obstruction sur les mécanismes de compensations des pertes et préjudices de la crise climatique pour les communautés les plus vulnérables, dénonce Greenpeace.

« En restant en Belgique, loin des négociations, il est facile pour Zuhal Demir (la ministre flamande de l'Environnement, NDLR) d'ignorer les appels des pays les plus vulnérables », affirme Carine Thibaut, porte-parole de Greenpeace Belgique. « Ces pays ont légitimement exigé un fonds destiné à couvrir les pertes et préjudices qu'ils subissent en raison de la crise climatique, une crise dont ils ne sont pas responsables. La Flandre, riche pollueuse historique, n'assume tout simplement pas sa responsabilité et fait preuve de mauvaise volonté envers une indispensable solidarité mondiale. Le gouvernement flamand devrait avoir honte », conclut-elle.

# «Frustration», «manque d'ambition»: la COP27 suscite des réactions mitigées

Si la création d'un fonds consacré aux pertes et préjudices des pays en développement face au changement climatique est saluée par tous, d'autres volets de l'accord laissent sur leur faim.

AFP

Par AFP

Publié le 20/11/2022 à 10:37 Temps de lecture: 7 min

Les près de 200 Etats réunis depuis le 6 novembre à Charm el-Cheikh, pour la 27e conférence climat de l'ONU, sont finalement parvenus à une décision finale, dans la nuit de dimanche, après des négociations âpres et à rallonge, qui ont dépassé de plus de 30 heures l'horaire initial. Si les négociateurs ont convenu de la création d'un fonds consacré aux pertes et préjudices des pays en développement face au changement climatique, un pas qualifié « d'historique », d'autres volets de l'accord laissent sur leur faim, en premier lieu celui de l'ambition à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

## Pas assez d'ambition, pour Khattabi

Le résultat de la COP27 n'est pas à la hauteur des attentes, en particulier sur le volet « atténuation », a réagi la ministre fédérale du Climat, Zakia Khattabi (Ecolo), pour qui « la montagne a accouché d'une souris ».

« Des rapports récents indiquent que nous nous dirigeons vers une alerte mondiale de 2,5°C. C'est une catastrophe pour l'humanité, et en particulier pour les pays et les communautés les plus vulnérables. Je suis venue pour conclure un accord ambitieux concernant l'opérationnalisation de l'accord de Paris et du Pacte climatique de Glasgow. On en est loin ! », se désole la ministre belge, qui a participé aux négociations à Charm el-Cheikh, en Egypte.

**À lire aussi** [cop27-pourquoi-faut-il-sauver-le-soldat-15oc \(2\)](#)

Alors que cette décennie est décisive pour réussir à contenir la hausse du mercure à 1,5°C, comme l'ont répété les nombreux rapports du Giec, le texte final est insuffisant pour s'assurer que les grands émetteurs augmentent et accélèrent leurs réductions d'émission, selon la ministre. « Pour ce faire, il fallait que le Mitigation Work Program soit conçu comme un outil de suivi et de pilotage permettant une mise en œuvre effective et efficace de l'Accord de Paris et du Pacte de Glasgow, et pas un salon de discussion. »

## ✉ Newsletter Planète

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

La COP27 a décidé la création d'un fonds pour les pertes et préjudices subis par les pays du Sud en raison du dérèglement climatique, une revendication de longue date des pays en développement. Mais « si l'enjeu de la justice climatique a enfin légitimement

trouvé sa place dans l'accord, je regrette que cela soit au détriment de l'atténuation », poursuit Mme Khattabi. « Pour moi, les deux vont de pair, la solidarité c'est aussi mettre tout en œuvre en amont pour éviter les pertes et dommages. Nous marchons sur deux jambes, ici nous quittons la COP en boitant et on sait que, si l'on n'y prend garde, cela laisse des traces. »

« Le manque de confiance entre les parties était trop important et a pesé sur les négociations. Cet accord était le seul possible dans ce contexte. Un nouveau chapitre s'ouvre, les premières lignes doivent permettre de rétablir la confiance, préalable nécessaire à un futur accord plus ambitieux », conclut la ministre belge.

### **À lire aussi** [La méfiance entre le Nord et le Sud mine la COP27 qui se prolonge](#)

La création d'un nouveau fonds spécifique consacré aux pertes et dommages est « un résultat très positif de la COP27 », a réagi dimanche, depuis Charm el-Cheikh, Jean-Pascal van Ypersele, climatologue de l'UCLouvain qui sera candidat à la présidence du Giec en 2023. Le scientifique belge juge toutefois « regrettable » que la création de ce fonds ait été nécessaire, « tout simplement parce qu'aucune politique ou mesure suffisante d'atténuation ou d'adaptation n'a été mise en place au cours des 40 dernières années. »

## L'Union européenne déçue

Dans le clan européen, le vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, faisait la moue dimanche matin. Certes les Vingt-Sept avaient fait une ouverture sur le fonds pour les pertes et dommages mais l'UE en espérait bien davantage sur le plan de l'ambition. « Trop de parties ne sont pas prêtes à faire des efforts accrus, certains ont même voulu revenir en arrière par rapport au pacte de Glasgow », dont l'objectif est de maintenir en vie l'objectif de limiter à 1,5°C la hausse du mercure mondial, a dénoncé le Néerlandais.

Selon lui, trop de pays ont peur de faire les efforts nécessaires pour réduire le changement climatique. Il a également appelé les pays participants à reconnaître les lacunes de l'accord.

Concernant les pertes et préjudices, M. Timmermans a déclaré que l'UE était confrontée à un « dilemme moral ». Les propositions présentées à Charm el-Cheikh n'allaient pas assez loin, mais le négociateur a fait valoir que l'Union européenne ne voulait pas « simplement supprimer un fonds pour lequel les pays vulnérables se sont battus pendant des décennies ». Cela aurait été une « énorme erreur et une grosse occasion manquée ».

L'UE n'en oublie toutefois pas ses objectifs climatiques plus ambitieux.

## Beaucoup de « frustration »

L'Allemagne a estimé que « l'espoir et frustration » se mêlent dans les résultats atteints par la conférence sur le climat. « Nous avons fait une percée en matière de justice climatique – avec une large coalition d'États après des années de stagnation », a salué sur Twitter la cheffe de la diplomatie Annalena Baerbock. Mais « le monde perd un

temps précieux sur la trajectoire de 1,5 degré » à cause du manque d'ambition dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

### **À lire aussi** [«Inacceptable», «un échec n'est pas exclu»... la tension monte à la COP 27](#)

La France a salué avancées pour les pays les plus vulnérables mais regretté « le manque d'ambition climatique » de la COP27 en Egypte, dans un communiqué de la ministre de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher. « Aucune avancée n'a été obtenue sur la nécessité de faire des efforts supplémentaires de réduction des gaz à effet de serre et sur la sortie des énergies fossiles. C'est une vraie déception », regrette la ministre qui souligne toutefois que ce sommet « répond aux attentes des pays les plus vulnérables avec une avancée forte : la création de nouveaux outils de financement pour les pertes et dommages liés aux catastrophes climatiques ».

Le Premier ministre britannique Rishi Sunak a salué « les progrès » réalisés à la COP27. « Je salue les progrès réalisés à la COP27, mais il n'y a pas de temps pour la complaisance », a-t-il écrit dans un communiqué publié sur Twitter. « Garder l'engagement des 1,5 degré est vital pour l'avenir de notre planète », a-t-il écrit, ajoutant : « Il faut faire plus ».

## L'Otan salue un pas important en avant

Pour le secrétaire général de l'Onu, qui d'ordinaire ne mâche pas ses mots pour rappeler l'urgence climatique, cette COP27 « a fait un important pas en avant » vers plus de justice. Mais Antonio Guterres concède que le problème des émissions de gaz à effet de serre, qui continuent d'augmenter, n'a pas été traité à Charm el-Cheikh. « Un fonds pour les pertes et dommages est essentiel mais il n'est pas une réponse si la crise climatique raye un petit Etat insulaire de la carte ou transforme tout un pays d'Afrique en désert », résume le Portugais, sous forme de mise en garde.

Les regards sont d'ores et déjà tournés vers la COP28, prévue fin 2023, et qui sera organisée aux Émirats arabes unis. Avant cela, la COP15 biodiversité, retardée par la pandémie, se déroulera en décembre prochain à Montréal. Une COP biodiversité à laquelle le texte de décision de la COP27 ne fait, étonnamment, nulle mention.

### **À lire aussi** [Climat: de fortes tensions brouillent la fin de la COP27](#)

## Des réactions mitigées

L'adoption d'un fonds dédié pour financer les dégâts climatiques lors de la COP27 dimanche, est « une première étape décisive vers l'objectif de justice climatique », a réagi sur Twitter le Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif.

« Il appartient au comité de transition de s'appuyer sur ce développement historique », a ajouté le Premier ministre. Selon l'ONU, les inondations qui ont submergé un tiers du territoire du Pakistan lors des moussons cet été et affecté quelque 33 millions de personnes ont causé plus de 30 milliards de dollars de dégâts et pertes économiques.

Sherry Rehman, ministre pakistanaise du Changement climatique et présidente en exercice du puissant groupe de négociation G77+Chine, s'est également montrée enthousiaste. « Nous avons lutté pendant 30 ans et aujourd'hui à Charm el-Cheikh cette

épopée a donné naissance à son premier résultat positif. L'établissement d'un fonds n'est pas une question de charité. C'est clairement un acompte sur l'investissement à plus long terme dans notre avenir commun et un investissement dans la justice climatique »

### [Pourquoi](#)

[?OpinionsPodcastsPolitiqueSociétéMondeÉconomieVidéosSportsCultureMADPlanèteSantéLéNARepensons notre quotidien](#)

[La UneLe fil infoCommentairesPartagerACCUEILPLANÈTECLIMAT](#)

## La ministre flamande Demir critique le résultat de la COP27: «Nous faisons déjà beaucoup»

La ministre flamande du Climat Zuhal Demir (N-VA) avait déjà décidé de ne pas se rendre à Charm el-Cheikh.

Par Belga

Publié le 20/11/2022 à 16:20 Temps de lecture: 2 min

Ayant elle-même refusé de se rendre sur place, la ministre flamande du Climat Zuhal Demir n'a pas manqué dimanche de critiquer l'issue de la COP27 à Charm el-Cheikh. Via Twitter, puis au JT de la mi-journée de la chaîne privée VTM, la ministre N-VA a affirmé que la position de la Belgique était de ne pas soutenir la création d'un fonds pour les pertes et préjudices subis par les pays du Sud en raison du dérèglement climatique, une revendication de longue date des pays en développement.

La création de ce fonds a été saluée comme positive et légitime par la ministre fédérale Zakia Khattabi ou encore le ministre wallon Philippe Henry. Ce dernier assumait, en l'absence de la ministre flamande, le rôle (assuré à tour de rôle entre les ministres belges) de chef de délégation belge à la coordination européenne. Les deux ministres écologistes ont parallèlement estimé que la COP27 n'a pas été assez loin sur d'autres points, aboutissant à un résultat décevant.

### [À lire aussi COP27: un symbole fort et des tonnes de problèmes en souffrance](#)

Autre son de cloche chez Zuhal Demir : « Nous avons convenu au niveau belge qu'il n'y aurait pas de flux de financements supplémentaires pour les dommages au pays en développement, car nous faisons déjà aujourd'hui du financement climatique », affirme-t-elle à VTM.

Pour elle, le commissaire européen Frans Timmermans, chef de délégation européenne à la COP, « a pris une position diamétralement opposée à celle de la Belgique ». « Nous faisons déjà beaucoup. Assez, c'est assez ».

# COP27: le climat ne doit pas devenir un astre mort des politiques internationales

Le format de la COP n'est plus adapté au monde qui nous entoure. Il doit se renouveler.

AFP **Carte blanche** -

Par Pierre-Jean Clause, ambassadeur pour le Climat de l'Union européenne, directeur de Génération Maastricht (le plus grand think-and-do tank dirigé par des jeunes en Europe), chercheur au King's College London en géopolitique.

Publié le 25/11/2022 à 09:40 Temps de lecture: 4 min

La COP27, qui s'est tenue dans la station balnéaire égyptienne de Sharm el-Sheikh, a été l'occasion d'assister à des marchandages houleux sur la manière de lutter contre le changement climatique. Malgré le caractère avéré d'une certaine inefficience de la plupart de ces réunions, une chose dénote pour son millésime 2022 : ces deux semaines de débats ne sont plus d'un format adapté au monde qui les entoure.

Il est louable que, pour la première fois, les jeunes aient bénéficié d'un espace spécifique pour accueillir des dialogues et des discussions visant à accélérer l'action climatique mondiale. Des dirigeants du monde entier se sont réunis pour concevoir et mettre en œuvre des changements forts. Alors que nous continuons à travailler sans relâche pour protéger notre planète, les principaux dirigeants doivent augmenter considérablement leur ambition afin de s'aligner sur ce que la science dit être nécessaire. À de bien nombreuses étapes, un accord semblait impossible à atteindre. Dans les dernières heures, les pays se sont disputés sur de simples mots dans un résultat qui couvrait des questions telles que l'objectif de température de 1,5°C, l'élimination progressive des combustibles fossiles, les besoins et les droits des populations autochtones, la protection de la nature et la manière d'organiser une transition juste vers des énergies propres pour ceux qui dépendent économiquement des combustibles fossiles.

## Deux pas en avant, deux pas en arrière

Il en est assez des petits pas vers la justice climatique : la création d'un fonds pour les pertes et dommages est une lueur d'espoir, mais cela n'en fait pas un faisceau de lumière. Les experts internationaux notent des points de basculement, l'arrivée « solutions basées sur la nature ». Mais pour deux pas en avant, deux pas en arrière : pour ces bonnes avancées, on note aussi l'absence d'intégration de l'objectif d'élimination progressive des combustibles fossiles. Le format est devenu obsolète pour obtenir des changements de fond, pour nos générations et pour les suivantes. Les pays en développement cherchent à obtenir une aide financière pour les pertes et dommages – l'argent nécessaire pour sauver et reconstruire l'infrastructure physique et sociale des pays dévastés par des conditions météorologiques extrêmes – depuis près de trois décennies. Parvenir enfin à un accord sur un fonds est une étape importante. Mais cette conférence, par la difficulté du sujet mais aussi par son format, ne permet pas de définir les critères fermes sur lequel le fonds sera mis en place. Il n'y a pas encore d'accord sur la manière dont le financement doit être fourni et d'où il doit provenir. [À lire aussi Ce qu'il faut retenir de la COP27 au bilan contrasté \(podcast\)](#)

## Les réflexes du passé

Il n'y a pas de réponse facile à la question de l'évolution du format des COP. Mais elles doivent évoluer afin de refléter la réalité où nous sommes. La temporalité n'est pas le souci : une avancée serait de mieux segmenter la présentation des rapports d'avancement sur les réalisations concrètes des gouvernements et du secteur privé, puis, la deuxième semaine, de se concentrer sur l'identification des domaines où des actions supplémentaires et plus rapides sont nécessaires. Cette COP a permis de mettre en exergue certaines survivances du passé : pourquoi classer les participants du secteur privé comme observateurs de la COP plutôt que comme participants officiels, alors que leur présence même est décriée par des militants écologistes ? Ne pas les reconnaître ne permet-il pas de leur laisser une plus grande marge de manœuvre ? Avec un peu de chance, la COP de l'année prochaine aux Émirats Arabes Unis tracera une nouvelle voie vers l'action climatique dont le monde a besoin de toute urgence.

### ✉ Newsletter Lettres du Soir

Deux à trois fois par semaine, découvrez le regard de nos chroniqueurs sur l'actualité directement dans votre boîte e-mail.

Je m'inscris

## Place aux jeunes !

La courte victoire de la COP27 eut été d'avoir des jeunes qui se rassemblent avec une conscience claire de cette nécessité d'action. Les processus de la COP, formels et informels, suscitent toujours une forte incompréhension. En somme, il faut permettre à un plus grand nombre d'interagir avec les processus de la COP pour manœuvrer et agir. La société civile et les jeunes ont ce pouvoir d'être les instigateurs de l'action en faveur du climat, et ne doivent pas se contenter d'être des témoins passifs ou irrationnels des politiques climatiques. Les jeunes sont le moteur de l'innovation et du changement, ils sont la force motrice des solutions au changement climatique.

## Après la COP27: comment l'Europe peut prendre un véritable leadership en matière de protection du climat

Si l'Europe se retire du rôle qu'elle a joué ces dernières années, la route pour faire face à l'urgence climatique passera de difficile à impossible. Elle doit donc rester compétitive en maintenant une saine rivalité avec les entreprises américaines et continuer à soutenir les économies plus vulnérables.

AFP **Carte blanche** -

Par Susi Dennison, directrice du programme «European Power» du Conseil européen pour les relations internationales (ECFR)

Publié le 28/11/2022 à 14:41 Temps de lecture: 5 min

Les dernières heures de la COP27 ont sûrement été les plus chargées. La version finale du texte comprenait des écrits sur l'acceptabilité de « l'énergie à faibles émissions », laissant un goût amer aux pays qui avaient soutenu la proposition de l'Inde d'éliminer progressivement toute utilisation de combustibles fossiles.

Mais il y a aussi eu un changement majeur dans les derniers jours qui a apporté un certain succès à la conférence : le fonds pour les pertes et dommages. Alors que la COP27 risquait de se terminer par une impasse sur la question épineuse d'un fonds de réparations pour les États du Sud les plus touchés par le changement climatique, un plan a été abandonné. L'UE a proposé que, s'il y avait un engagement mondial à atteindre un pic d'émissions d'ici 2025, elle soutiendrait un nouveau fonds mondial pour financer la réponse aux catastrophes climatiques dans les pays les plus vulnérables du monde. Jusque-là, l'UE s'était alignée sur les États-Unis en bloquant les idées avancées par les pays moins développés. Maintenant, à la 11e heure, l'UE a laissé les États-Unis isolés dans l'opposition.

Depuis que les États-Unis ont rejoint l'accord de Paris sur le climat, l'UE et les États-Unis ont poursuivi différents styles de leadership climatique. L'approche américaine – caractérisée par la loi sur la réduction de l'inflation, entrée en vigueur en août 2022 – a été axée sur la contribution des États-Unis aux objectifs de Paris par le biais d'aides d'État aux entreprises désireuses d'investir dans les énergies propres, afin de les maintenir compétitives. L'UE, d'autre part, a aspiré à montrer l'exemple grâce au pacte vert pour l'Europe, la première tentative d'une puissance mondiale de transformer ses économies par la décarbonation, avant tous les autres acteurs. Des aspects clés du pacte vert, tels que le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, rendront plus difficile pour les entreprises des pays voisins de concurrencer les entreprises européennes à moins qu'elles ne se décarbonent également. Mais la philosophie du Green Deal européen était de faire d'abord les choix difficiles, en utilisant la réglementation pour pousser les entreprises à changer, montrant aux pays plus réticents que le voyage vers la neutralité carbone était navigable. **À lire aussi** [Ce qu'il faut retenir de la COP27 au bilan contrasté \(podcast\)](#)

La marque de puissance climatique de l'UE a rencontré un problème de crédibilité en 2022 avec l'agression russe en Ukraine. Dans la crise énergétique qui en a résulté, les États membres de l'UE ont rapidement tenté de remplacer les approvisionnements en combustibles fossiles de la Russie par des combustibles similaires – ce faisant, réduisant les approvisionnements d'autres pays et faisant grimper les prix mondiaux du gaz. Avant la COP27, les dirigeants de l'UE ont poussé d'autres pays à atteindre et à approfondir leurs objectifs dans le cadre de l'accord de Paris, tout en faisant marche arrière. Ils ont été accusés d'hypocrisie : ils ont ignoré leurs propres promesses de décarbonation lorsque leur sécurité énergétique était menacée.

## Newsletter L'actu à midi

L'essentiel de l'actualité sélectionnée par la rédaction du Soir, du lundi au vendredi à midi.

Je m'inscris

Comme le montre un nouvel outil de suivi des accords énergétiques lancé par l'ECFR ce mois-ci, il y a une part de vérité dans cette accusation. Parmi les nouveaux accords d'approvisionnement énergétique que l'UE a conclus en 2022, seule la moitié comporte un élément d'énergie propre. Et ceux-ci varient en profondeur – allant d'un engagement

à explorer des sources d'énergie renouvelables sourcés par des pays non UE au développement d'infrastructures appropriées, en passant par les importations directes d'énergie propre.

## Un consensus fragile

Charm El Cheikh a démontré à quel point le consensus mondial pour coopérer autour du climat est fragile, compte tenu du manque de confiance béant sur le financement climatique, le nationalisme vaccinal et le financement de la dette. Et – compte tenu de l'absence de progrès vers la fin de l'utilisation des combustibles fossiles lors de la COP de cette année – les engagements européens en matière d'action pour le climat sont plus nécessaires que jamais. Il est loin d'être certain que le président américain après les élections de 2024 sera aussi favorable à l'agenda climatique que Biden. Si l'Europe se retire du rôle de leader qu'elle a joué ces dernières années, le chemin vers la décarbonation mondiale passe de rocailleux à impossible.

## UE et Etats-Unis main dans la main ?

Dans ce contexte, la conversion tardive de l'UE à la cause de l'augmentation du financement climatique en faveur des pays les plus vulnérables est la bienvenue, mais pas suffisante pour qu'elle continue d'exercer son pouvoir climatique dans les mois et les années à venir. L'UE doit également donner l'exemple à son leadership en matière de climat, en démontrant que l'action pour le climat est compatible avec la sécurité énergétique durable, et en fait un élément clé, pour l'Europe comme pour toutes les autres parties du monde.

L'UE a besoin d'un plan pour investir rapidement dans l'énergie propre et la développer, démontrant que les choix d'investissement respectueux du climat seront payants. L'investissement dans une transformation industrielle robuste et durable au sein de l'UE la placera dans une meilleure position pour concurrencer les États-Unis à mesure que la loi sur la réduction de l'inflation commencera à avoir des effets. En empruntant à l'exemple américain, l'UE peut exercer sa propre marque de puissance climatique qui lui permet d'être à la fois compétitive – en maintenant une saine rivalité avec les entreprises américaines – et de soutenir les économies plus vulnérables.

Une combinaison européenne réussie d'investissements et de réglementation pourrait même convaincre les États-Unis d'en faire plus sur le plan réglementaire. Deux régions mondiales fonctionnant avec des approches de décarbonations similaires sont plus fortes qu'une pour concurrencer le modèle chinois alimenté par le carbone. Mais les dirigeants européens doivent agir maintenant, mettre en place les investissements et les incitations en faveur de l'énergie propre à l'échelle nécessaire, façonner le paysage post-COP27 et pousser les autres vers la mise en œuvre. Le message des Européens à Charm el-Cheikh doit être suivi par l'UE démontrant dans la pratique qu'elle peut le faire chez elle.

## COP27: l'équité au détriment du bien commun?

L'expérience des dernières décennies démontre que les mécanismes du marché sont inadaptés à répondre aux menaces globales.

Martyn Wheatley/Photonews      **Carte blanche -**

Par Eric Muraille, biologiste, Université Libre de Bruxelles; Philippe Naccache, enseignant-chercheur, Inseec Grande Ecole

Publié le 13/12/2022 à 11:08 Temps de lecture: 5 min

Depuis la Déclaration de Rio de Janeiro de 1992, les gouvernements occidentaux ont été les principaux organisateurs de la réponse politique internationale visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre responsables du changement climatique.

Les [niveaux records d'émissions de CO2](#) enregistrés en 2022 questionnent la pertinence de la stratégie déployée depuis 30 ans. L'objectif de l'Accord de Paris de 2015 de limiter la hausse des températures à +1,5°C est déjà [considéré comme irréaliste par les experts](#). En conséquence, le scénario catastrophe d'un réchauffement climatique de +3,8° pour la France à fin du siècle semble [de plus en plus réaliste pour le CNRS](#).

La [défaillance du leadership](#), souvent évoquée comme explication, est peu crédible pour expliquer à elle seule trois décennies d'échec collectif. La gouvernance libérale, propre aux démocraties, présente-t-elle des faiblesses structurelles la rendant incapable de proposer une réponse pertinente aux menaces globales ? C'est la thèse que nous proposons dans [une étude récente](#).

## Libre marché et justice équitable

C'est au XVIIIe siècle, dans un monde occidental déchiré par les guerres de religion, que le libéralisme s'est développé. Pour solutionner ces conflits, celui-ci propose de dissocier la gouvernance de tout système normatif religieux ou philosophique.

### **Newsletter Lettres du Soir**

Deux à trois fois par semaine, découvrez le regard de nos chroniqueurs sur l'actualité directement dans votre boîte e-mail.

Je m'inscris

Ainsi, selon Rawls et Larmore, un État libéral doit être neutre. Il ne peut soutenir une conception philosophique ou religieuse particulière du « bien commun ». Une société libérale se caractérise donc par sa tolérance envers un « pluralisme de valeurs ». Ces valeurs pouvant être incompatibles, le principe même de l'existence d'un bien commun, désirable par tous, est souvent remis en question (1). Mais si celui-ci est une chimère, comment gouverner en faveur de l'intérêt général ?

Bentham, Mill et Smith théorisèrent que la libre poursuite des intérêts privés représentait la meilleure manière de satisfaire les désirs du plus grand nombre. A la fin du XXe siècle, pour lutter contre les inégalités croissantes engendrées par la libre concurrence, Rawls proposa un principe de justice équitable et fit la promotion d'un « libéralisme égalitaire » basé sur une redistribution des richesses aux plus démunis. Ce faisant, il visait à renforcer la cohésion sociale sans sacrifier les libertés individuelles. **[À lire aussi](#)** [Podcast – COP 15 sur la biodiversité: à quoi ça sert?](#)

Ainsi, bien que souvent considéré comme tel, le libéralisme moderne n'est pas axiomatiquement neutre. Il postule que la libre concurrence permet d'auto-organiser et d'optimiser les processus économiques, sociaux et décisionnels et qu'une justice sociale équitable peut compenser les inégalités engendrées par ce système.

## L'échec du logiciel libéral face aux menaces globales

Guidés par ces principes, les gouvernements occidentaux ont privilégié des outils favorables au marché, tels que les bourses du carbone, pour lutter contre le changement climatique. Celles-ci ont jusqu'à présent été incapables de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Pire, elles se sont parfois montrées perméables aux manipulations financières et escroqueries. Une escroquerie sur la TVA a entraîné 6 milliards de pertes pour les États européens. En 2009, Europol affirmait que « Dans certains pays, jusqu'à 90 % du marché du carbone était le fait d'[activités frauduleuses](#) ». On s'explique donc mal la volonté de la Commission européenne de déléguer à [des mécanismes financiers la protection de la biodiversité](#), c'est-à-dire de laisser, une fois de plus, les marchés gérer le problème.

Lors de la COP27, il a été reconnu que les dégâts causés par le réchauffement climatique [touchaient davantage les pays les plus vulnérables](#) et l'Union européenne a accepté le principe de la création d'un [fonds de secours alimenté par les pays les plus riches](#). Un projet qui s'inscrit dans la logique du libéralisme égalitaire et de la justice sociale, et qui a été interprété par certains comme [l'avènement d'une « ère d'équité climatique »](#). Mais en pratique, comment imaginer que ce fonds, actuellement de 338 millions d'euros, soit suffisant pour indemniser les victimes du changement climatique ? On estime à plus de 165 milliards le seul coût des [10 plus importantes catastrophes dues au climat en 2020](#). [À lire aussi Après la COP27: comment l'Europe peut prendre un véritable leadership en matière de protection du climat](#)

De nombreux modèles prédisent que la hausse de température de plus de 3°C fera s'effondrer les rendements agricoles, [augmentera la fréquence des conflits](#) et surtout rendra quasi inhabitables plusieurs zones densément peuplées du sud de la planète. On estime que d'ici 50 ans, jusqu'à 3 milliards d'individus pourraient vivre dans [des conditions climatiques quasi insupportables](#). Comment espérer indemniser les milliards d'individus qui vont tout perdre dans les prochaines décennies ? Et surtout, à combien sera évaluée leur vie ou leur santé ?

Ainsi, la création de ce fonds, malgré sa nécessité, ne peut masquer l'absence de progrès sur les mesures visant à s'attaquer aux causes des menaces environnementales. Pourtant, au vu de la gravité des futures conséquences du dérèglement climatique, tels que famines, migrations de masse et guerres qui affecteront l'ensemble de l'humanité, des changements systémiques de nos sociétés et une redéfinition des priorités de la gouvernance s'imposent d'urgence.

L'expérience des dernières décennies démontre que les mécanismes du marché sont inadaptés à répondre aux menaces globales. En se référant au modus vivendi de Hobbes, nous proposons une définition minimale de ce qu'est le bien commun et de la manière de l'atteindre. Nous postulons que la survie de l'espèce humaine ainsi que la préservation de la santé constituent un bien commun « minimum » qui devrait réunir l'assentiment de l'immense majorité des êtres humains. Les concepts *One Health*, *Planetary Health* et *EcoHealth*, qui constituent [le socle conceptuel des agences internationales de santé publique](#), reconnaissent la profonde interconnexion entre santé

humaine, santé animale et état des écosystèmes naturels. En conséquence, une stratégie de lutte intégrée contre le changement climatique, la pollution et l'effondrement de la biodiversité par la régulation des activités économiques représente la seule politique environnementale réellement équitable et efficace, susceptible de profiter à tous.

(1) Willke and Willke, « Corporate Moral Legitimacy and the Legitimacy of Morals » (ref. 34), 34.

## Sécheresse, canicules, inondations, mégafeux: le bilan climatique de l'année 2022

Partout dans le monde, l'année 2022 a été particulièrement impactée par de nombreuses catastrophes climatiques. Que doit-on craindre pour l'avenir ?

Article réservé aux abonnés Journaliste au pôle Edition

Par **Candice Bussoli**

Publié le 30/12/2022 à 19:08 Temps de lecture: 4 min

Épisodes caniculaires répétés, mégafeux ravageurs dans plusieurs régions de France, ouragans dévastateurs aux États-Unis, importantes inondations à plusieurs endroits du globe, sécheresses généralisées... À s'y méprendre, cela pourrait être le scénario d'un prochain film de science-fiction. Pourtant non, ceci est bien 2022 du point de vue climatique.

Selon François Gemenne, politologue, chercheur, directeur de l'Observatoire Hugo dédié aux migrations environnementales à l'Université de Liège, « un des effets principaux du changement climatique dans les pays industrialisés est l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements extrêmes, notamment des vagues de chaleur. Et ce, y compris potentiellement en dehors des périodes habituelles ». En plein dans le mille. Pour ceux qui douteraient encore, à en voir les catastrophes énumérées pour cette année, le changement climatique est loin d'appartenir au champ lexical de la fiction.

« Aujourd'hui, nous quittons une terre caractérisée par un climat très stable qui s'appelle l'Holocène et qui a duré pendant 12 000 ans. À la place, nous entrons dans une ère de climat instable qu'on appelle désormais l'anthropocène », poursuit le spécialiste du climat. Les repères climatiques disparaissent et l'expression « il n'y a plus de saison » prend tout son sens. Par exemple, « nous allons nous retrouver avec des températures que nous considérons comme anormales à certaines périodes de l'année, mais qui, en fait, constituent la nouvelle normalité ».

### Réveillonner sous 16 degrés, la nouvelle norme ?

Cette année, la Saint-Sylvestre à un goût de réchauffé avec des températures qui atteindront les 16 degrés par endroits. « L'an passé, on était à 14 degrés à la même date. Ce qui était déjà inédit. Battre un record deux années de suite est assez remarquable, explique David Dehenauw, météorologue et chef de travaux à l'Institut royal météorologique de Belgique (IRM). Ces degrés supérieurs aux normales de saison sont un signal qu'il faut prendre en considération. » Si ces températures permettent à certaines personnes de crier un ouf de soulagement face à leur facture d'énergie, les constats restent alarmants.

## ✉ Newsletter L'actu à midi

L'essentiel de l'actualité sélectionnée par la rédaction du Soir, du lundi au vendredi à midi.

Je m'inscris

Dans son rapport annuel publié lors du lancement de la COP27 en novembre dernier à Charm el-Cheik (Égypte), l'Organisation météorologique mondiale (OMM) met en lumière que ses huit dernières années sont à l'aube de devenir les plus chaudes jamais enregistrées. En moyenne, entre 2013 et 2022, la température a été supérieure de 1,14 °C. Un bilan plus important que celui du sixième rapport du GIEC qui prévoyait une augmentation de 1,09 °C. « Le réchauffement climatique va avoir une série de conséquences que cela soit à l'échelle planétaire ou atmosphérique, alarme le climatologue de l'ULiège Sébastien Doutreloup, il y a un manque réel d'anticipation. Pourtant ce n'est pas faute d'avoir prévenu. Le premier rapport du GIEC qui a été publié en 1990 annonçait déjà tous les événements que nous subissons actuellement. Pire, toutes les solutions qu'il faudrait appliquer étaient déjà écrites et restent aujourd'hui totalement valables. » Dire que 2022 est l'année du climat déboussolé est faux. « On sait depuis très longtemps vers quel modèle on se dirige et on avait toutes les cartes en main pour ne pas y parvenir, » ajoute le climatologue.

### S'adapter, s'adapter et encore s'adapter.

Dans ces solutions figure l'éternelle « diminution des gaz à effet de serre ». « On a longtemps cru que réduire nos émissions de gaz à effet de serre suffirait, mais ça ne suffira pas. C'est une condition nécessaire, mais pas suffisante, » précise François Gemenne. Végétaliser, ajuster l'aménagement du territoire, modifier les horaires de travail... La liste des clefs pour lutter contre le réchauffement climatique est longue.

« Il y a des impératifs d'adaptation qui sont énormes et qui, pour le moment, ne sont pas, rencontrés. Pendant longtemps, nous avons mis une distance psychologique entre nous-mêmes et les impacts du changement climatique. Ce qui a causé énormément de retard, concède Gemenne, par exemple, les pompiers en Belgique ne sont guère équipés pour faire face à des feux de forêt alors que c'est ce qui nous attend dans les prochaines années ». Il poursuit : « C'est la stabilité du climat pendant l'Holocène qui a permis le développement de l'agriculture et l'expansion des civilisations. Notre défi actuel sera de voir comment il va être possible de conserver une société prospère avec un climat beaucoup plus instable ».

Pour les climatologues, réguler le climat est avant tout une question de préparation et d'investissement de la part des pouvoirs publics. De plus en plus d'actions de collectifs de militants défenseurs de l'environnement émergent pour interpeller les politiques sur la thématique. Attaques contre les œuvres d'art et manifestations, le mouvement citoyen s'amplifie et ne cesse de redoubler d'inventivité. « L'urgence n'est plus de crier au feu, mais d'éteindre l'incendie », commente François Gemenne. Inondations, canicules, mégafeux, ouragans, rendez-vous en 2023 pour un nouveau bilan climatique.

# Alexandrie: une île artificielle pour contrer la montée des eaux

Une île artificielle est en cours de construction au large d'Alexandrie, dans le delta du Nil, et aura pour nom Abu Qir. Son inauguration est prévue pour 2024. Port immense, infrastructures écoresponsables, pôle commercial, économique, Abu Qir doit servir de vitrine pour une Égypte qui se veut moderne et écologique.

Article réservé aux abonnés Les travaux de construction ont commencé cette année et

devraient prendre fin en 2024. - Le Progrès Egyptien.

Par Lucie Boudin-Dufils (st.)

Publié le 30/12/2022 à 18:18 Temps de lecture: 3 min

Un rapport du GIEC affirme que la région est l'une des trois les plus vulnérables au monde face au changement climatique. Élévation du niveau de la mer et événements météorologiques extrêmes, menacent les 18.000 habitants de la région. Des digues sont en construction le long des côtes du pays, financées par le ministère égyptien des ressources en eau et de l'irrigation et par le fond vert pour le climat (ONU). Aujourd'hui c'est carrément une île qui s'élève, pour limiter les effets du changement climatique sur le delta.

## Trouver des solutions contre les inondations

D'après le Fonds vert pour le climat (ONU), une hausse d'un mètre du niveau de la mer, entraînerait la submersion de 20 % des terres du delta du Nil à la fin du siècle. Région très peuplée (un quart des Égyptiens), en plein boom démographique, et représentant 20 % du PIB du pays d'après l'ONU, sa submersion aurait des conséquences humaines et économiques dramatiques pour l'Égypte. Deux tiers des décès liés aux catastrophes naturelles sont dus aux inondations. Ce qui en fait la catastrophe naturelle la plus mortelle.

L'Égypte doit trouver des solutions pour contrer cette montée des eaux. Présenté le 15 novembre dernier, le projet d'Abu Qir servirait de digue, et de zone de d'habitation, d'activité, protégée de la montée des eaux. Pour Mark Stege, consultant en climatologie, interrogée par *National Geographic*, la construction d'île ne fait que commencer.

## Un moyen pour l'Égypte d'améliorer son image

Devant faire face à un défi climatique et démographique, l'Égypte du président al-Sissi veut que la réponse soit grandiose. En effet, outre la motivation climatique, la construction de cette île est aussi le moyen pour le gouvernement égyptien de montrer un pays dynamique, définitivement moderne et écoresponsable, dans la lignée de son accueil de la COP27 en novembre dernier. Bilkiss Mentari, dans un article de l'*Africa News Agency*, explique qu'Abu Qir « sera la première ville Égyptienne entièrement construite sur une île artificielle, s'étendant sur plus de 1400 acres dans la mer (près de 6 kilomètres carrés) et comprendra une série de tours de grande hauteur ». Il ajoute que la ville s'appuiera sur des énergies renouvelables, dans le cadre d'une « extension de la nouvelle capitale administrative », à l'est de la ville, comprenant aussi « le port d'Abu Qir,

plus grand port maritime des côtes nord et de la Méditerranée ». Le Caire doit elle aussi se montrer sous son meilleur jour : New Cairo, sa version 2.0 devra aussi miser sur les énergies vertes. Face au défi climatique, l'Égypte n'a pas d'autre choix que de se montrer inventive et combattante.

## Sécheresse, canicules, inondations, mégafeux... l'urgence est là

Partout dans le monde, l'année 2022 a été particulièrement impactée par de nombreuses catastrophes climatiques.

Que doit-on craindre pour l'avenir ?

Article réservé aux abonnés Journaliste au pôle Edition

Par [Candice Bussoli](#)

Publié le 31/12/2022 à 00:00 Temps de lecture: 4 min

Episodes caniculaires répétés, mégafeux ravageurs dans plusieurs régions de France, ouragans dévastateurs aux Etats-Unis, importantes inondations à plusieurs endroits du globe, sécheresses généralisées... A s'y méprendre, cela pourrait être le scénario d'un prochain film de science-fiction. Pourtant non, ceci est bien 2022 du point de vue climatique.

Selon François Gemenne, politologue, chercheur et directeur de l'Observatoire Hugo dédié aux migrations environnementales à l'Université de Liège, « un des effets principaux du changement climatique dans les pays industrialisés est l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements extrêmes, notamment des vagues de chaleur ». « Et ce, y compris potentiellement en dehors des périodes habituelles. » En plein dans le mille. Pour ceux qui douteraient encore, à en voir les catastrophes énumérées pour cette année, le changement climatique est loin d'appartenir au champ lexical de la fiction.

« Aujourd'hui, nous quittons une terre caractérisée par un climat très stable qui s'appelle l'Holocène et qui a duré pendant 12.000 ans. A la place, nous entrons dans une ère de climat instable qu'on appelle désormais l'Anthropocène », poursuit le spécialiste du climat. Les repères climatiques disparaissent et l'expression « il n'y a plus de saison » prend tout son sens. Par exemple, « nous allons nous retrouver avec des températures que nous considérons comme anormales à certaines périodes de l'année, mais qui, en fait, constituent la nouvelle normalité ».

### Réveiller sous 16 °C

Cette année, la Saint-Sylvestre à un goût de réchauffé avec des températures qui atteindront les 16 °C par endroits. « L'an passé, on était à 14 °C à la même date. Ce qui était déjà inédit. Batre un record deux années de suite est assez remarquable », explique David Dehenauw, météorologue et chef de travaux à l'Institut royal météorologique de Belgique (IRM). « Ces degrés supérieurs aux normales de saison sont un signal qu'il faut prendre en considération. » Si ces températures permettent à certaines personnes de pousser un ouf de soulagement face à leur facture d'énergie, les constats restent alarmants.

Dans son rapport annuel publié lors du lancement de la COP 27 en novembre dernier à Charm el-Cheik (Egypte), l'Organisation météorologique mondiale (OMM) met en lumière que ces huit dernières années sont à l'aube de devenir les plus chaudes jamais enregistrées. En moyenne, entre 2013 et 2022, la température a été supérieure de 1,14 °C. Un bilan plus important que celui du sixième rapport du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) qui prévoyait une augmentation de 1,09 °C. « Le réchauffement climatique va avoir une série de conséquences que cela soit à l'échelle planétaire ou atmosphérique », alarme le climatologue de l'ULiège Sébastien Doutreloup. « Il y a un manque réel d'anticipation. Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir prévenu. Le premier rapport du Giec qui a été publié en 1990 annonçait déjà tous les événements que nous subissons actuellement. Pire, toutes les solutions qu'il faudrait appliquer étaient déjà écrites et restent aujourd'hui totalement valables. » Dire que 2022 est l'année du climat déboussolé est faux. « On sait depuis très longtemps vers quel modèle on se dirige et on avait toutes les cartes en main pour ne pas y parvenir », ajoute le climatologue.

## S'adapter, s'adapter et encore s'adapter

Dans ces solutions figure l'éternelle « diminution des gaz à effet de serre ». « On a longtemps cru que réduire nos émissions de gaz à effet de serre suffirait, mais ça ne suffira pas. C'est une condition nécessaire, mais pas suffisante », précise François Gemenne. Végétaliser, ajuster l'aménagement du territoire, modifier les horaires de travail... La liste des clefs pour lutter contre le réchauffement climatique est longue.

« Il y a des impératifs d'adaptation qui sont énormes et qui, pour le moment, ne sont pas rencontrés. Pendant longtemps, nous avons mis une distance psychologique entre nous-mêmes et les impacts du changement climatique. Ce qui a causé énormément de retard », concède Gemenne. « Par exemple, les pompiers en Belgique ne sont guère équipés pour faire face à des feux de forêt alors que c'est ce qui nous attend dans les prochaines années. » Il poursuit : « C'est la stabilité du climat pendant l'Holocène qui a permis le développement de l'agriculture et l'expansion des civilisations. Notre défi actuel sera de voir comment il va être possible de conserver une société prospère avec un climat beaucoup plus instable. »

Pour les climatologues, réguler le climat est avant tout une question de préparation et d'investissement de la part des pouvoirs publics. De plus en plus d'actions de collectifs de militants défenseurs de l'environnement émergent pour interpeller les politiques sur la thématique. Attaques contre les œuvres d'art et manifestations, le mouvement citoyen s'amplifie et ne cesse de redoubler d'inventivité. « L'urgence n'est plus de crier au feu, mais d'éteindre l'incendie », commente François Gemenne. Inondations, canicules, mégafeux, ouragans, rendez-vous en 2023 pour un nouveau bilan climatique.

## Climat : les promesses de l'Accord de Paris sont hors de portée

Malgré les engagements pris dans l'Accord climatique de Paris en 2015, les plans de réduction d'émissions de gaz à effet de serre ne suffisent pas à atteindre l'objectif, constatent les Nations unies. Et les indispensables mesures concrètes se font attendre. Article réservé aux abonnés Parmi les éléments sur la longue « to do list » proposée par les experts de l'ONU, on

retrouve l'élimination progressive de tous les combustibles fossiles sans capture de CO<sub>2</sub>. -  
Shutterstock.Chef adjoint du pôle Planète

Par [Michel De Muelenaere](#)

Publié le 8/09/2023 à 19:14 Temps de lecture: 3 min

En décembre 2015, tous les pays de la planète prenaient un engagement solennel : œuvrer pour maintenir l'élévation de la température mondiale bien en dessous de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle et poursuivre les efforts pour ramener le réchauffement à 1,5°C. Près de huit ans plus tard, les progrès sont très insuffisants et ne permettent pas d'envisager que l'objectif soit atteint, [indiquent les Nations unies dans un nouveau rapport](#).

1

## Des engagements trop faibles

Il y a huit ans, la promesse globale de l'Accord de Paris s'est accompagnée d'engagements nationaux. Pays par pays, tous les Etats jurent de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Pour l'Europe, il s'agit par exemple de les diminuer de 55 % en 2030 par rapport à 1990 et d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Les Etats-Unis promettent de leur côté de réduire leurs rejets de gaz à effet de serre de 50 à 52 % d'ici à 2030 par rapport à 2005. La Chine promet d'atteindre le pic d'émissions de CO<sub>2</sub> avant 2030, puis la neutralité carbone avant 2060.

[À lire aussi Climat: les solutions existent, mais «le monde marche alors qu'il devrait sprinter», alerte le Giec](#)

Mais la somme actuelle de ces engagements ne suffit pas, indique la Convention des Nations unies sur le climat (UNFCCC) dans un rapport très attendu, publié ce vendredi. Et non seulement les engagements ne sont pas à la hauteur mais, en plus, on n'est pas sûr qu'ils seront tenus. De nombreuses circonstances pourraient donner prétexte au ralentissement, voire à l'arrêt des réductions promises. « Le non-alignement des Etats sur les Accords de Paris n'est pas de nature à entraîner le monde des entreprises et les marchés », indique Thomas Taylor, responsable Climat auprès de l'assureur britannique Aviva. « Certaines entreprises continuent à investir dans les énergies fossiles parce que c'est là où c'est le plus rentable, que les autorités n'ont pas introduit de régulation et que les coûts pour l'environnement ne sont pas pris en compte dans les activités économiques. »

Il faut donc en faire « beaucoup plus », dit le rapport, qui reconnaît cependant les « progrès importants » accomplis depuis Paris. Alors qu'en l'absence d'engagements, le monde se dirigeait vers un réchauffement de 4°C, les dernières annonces faites à la COP27 devraient permettre de « limiter » la hausse à 2,4 – 2,6°C pour autant qu'ils soient tenus. « Il y a des circonstances atténuantes », dit un expert européen. « Certaines promesses datent d'avant l'Accord de Paris ; elles ont donc été prises à un moment où le contenu même de l'accord n'était pas encore connu. » Nul besoin de dire qu'elles doivent être remises à niveau.

## Newsletter Planète

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

**À lire aussi** [Rapport du Giec: le climat n'est pas «le problème de quelqu'un d'autre»](#)

2

## Des mesures insuffisantes

« Le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs à long terme de l'Accord de Paris », rappellent cependant les experts dans leur document de 47 pages. Il faut se donner des objectifs plus ambitieux. Les émissions globales de gaz à effet de serre doivent « se stabiliser entre 2020 et 2025 » si on veut avoir plus d'une chance sur deux de limiter la hausse de la température à 1,5°C. Ensuite, elles doivent diminuer rapidement : de 43 % en 2030 et de 60 % en 2035 par rapport à 2019, et atteindre zéro émissions nettes de CO<sub>2</sub> en 2050 et en 2070 pour tous les gaz à effet de serre, indiquait le Giec (groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat), dans un récent rapport.

Aujourd'hui, « la fenêtre se rétrécit rapidement pour accroître l'ambition et mettre en œuvre les engagements existants afin de limiter le réchauffement à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels ».

3

## Une vaste « to do list »

Mais il faut aussi, et surtout, mettre en œuvre des mesures concrètes. Celles-ci passeront par « des changements importants et rapides dans les pratiques existantes », insistent les experts des Nations unies. Atteindre des émissions nettes nulles de gaz à effet de serre, rappellent-ils, exige « des transformations systémiques dans tous les secteurs et contextes ». Augmenter le recours aux énergies renouvelables et décarbonées ; éliminer progressivement tous les combustibles fossiles sans capture de CO<sub>2</sub> ; mettre fin à la déforestation ; réduire les émissions autres que le CO<sub>2</sub> (le méthane, le protoxyde d'azote...)... la *to do list* est vaste. Et celui-ci rappelle que seules des mesures sur l'énergie ne suffiront pas, même si elles représentent 74 % des réductions d'émission potentielle. Il faudra aussi « des mesures de l'offre et de la demande » ; le changement des modes de consommation.

**À lire aussi** [Pourquoi l'année climatique 2023 est si exceptionnelle](#)

En particulier, insiste Laurence Tubiana, directrice de la Fondation européenne pour le climat, « il est tout à fait clair que toute nouvelle infrastructure fonctionnant avec des énergies fossiles [charbon, pétrole, gaz fossile, NDLR] est incompatible avec l'Accord de Paris ». Les experts plaident également pour une meilleure protection des milieux naturels et des océans, la restauration des milieux naturels dégradés, et pour un changement des modèles agricoles et alimentaires.

Si le rapport insiste sur le chemin qui reste à parcourir, il rappelle également que les mesures pour combattre le réchauffement climatique apportent un grand nombre d'avantages pour l'économie, pour la nature, pour la santé humaine, pour l'emploi, pour le développement des pays les plus pauvres...

## Une COP28 mouvementée à venir

Le document des Nations unies est le prélude à un exercice inscrit dans l'Accord de Paris : le *global stocktake*, nouveau venu dans le jargon usuel. Cette étape, qui se déroule obligatoirement tous les cinq ans, vise à mesurer l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, les progrès réalisés par les pays dans la réduction des émissions, ainsi que les impacts du changement climatique et les besoins en matière d'adaptation. Lors de la prochaine COP qui se déroulera début décembre à Dubaï, les Etats participants devront faire le point de l'état de la lutte contre le réchauffement. Ils constateront que les efforts sont insuffisants. Et devraient promettre dans la foulée, comme l'Accord de Paris le prévoit, de présenter en 2030 de nouveaux plans de réduction de leurs émissions. Ces plans devront être plus ambitieux que ce qui est aujourd'hui sur la table.

« Après cette confrontation avec la réalité, la COP28 sera, d'une certaine manière, le moment de vérité pour l'Accord de Paris », conclut Tubiana.

## Jenan Almarzooqi : « Un pays qui viole tant les droits humains ne devrait pas pouvoir organiser la COP »

Pour la jeune défenseure émiratie des droits humains Jenan Almarzooqi, les Emirats arabes unis manquent cruellement d'une société civile ainsi que des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, indispensables au succès d'une COP. Article réservé aux abonnés Jenan Almarzooqi, défenseure des droits humains, tranche avec le sultan Ahmed al-Jaber, président de la COP28, ministre émirati de l'Industrie et PDG de la compagnie nationale pétrolière du pays (Adnoc). - D.R. et AFP. **Entretien** - Journaliste au pôle International

Par [Ugo Santkin](#)

Publié le 1/12/2023 à 15:55 Temps de lecture: 1 min

La COP est normalement un forum où la société civile peut sans crainte apporter sa contribution et où les droits à la liberté d'expression et de manifestation pacifique sont respectés. Mais, à entendre Jenan Almarzooqi, défenseure des droits de l'homme exilée aux Etats-Unis et fille du prisonnier de conscience émirati Abdulsalam Dewish Almarzooqi, ces standards seront loin d'être au rendez-vous lors de cette 28<sup>e</sup> Conférence des parties à Dubaï.

[À lire aussi Climat : la COP 28 s'ouvre sur un premier accord](#)

***Les Emirats arabes unis (UAE) ont été dénoncés par de nombreuses ONG comme un Etat policier où les opposants font l'objet d'une surveillance intensive. Est-ce que ce type de surveillance pourrait se produire pendant la COP ?***

C'est quelque chose de courant. Et cela se produit depuis des années, non seulement envers les citoyens émiratis mais aussi envers les étrangers. Il y a actuellement aux

UAE des détenus jordaniens qui ont été arrêtés pour avoir échangé des messages WhatsApp sur la guerre au Yémen. Il est évident que les autorités surveillent les textes et dossiers de tout un chacun. Ma famille est placée sur liste noire simplement car nous sommes des défenseurs des droits humains. Outre le fait qu'ils écoutent les appels et qu'ils ont mis en place un système de surveillance très intense, ils punissent les gens qui s'expriment, même en privé, et qui ne sont pas d'accord avec les opinions et les politiques du gouvernement.

***Cette surveillance pourrait-elle aussi avoir lieu dans la zone placée sous l'égide de l'ONU et où les protagonistes sont censés être à l'abri de la surveillance et de toutes pressions du gouvernement à l'image de ce que les ONG ont dénoncé lors de la COP27 en Egypte ?***

## ✉ Newsletter Planète

Le rendez-vous hebdomadaire pour tout savoir sur l'évolution de notre planète.

Je m'inscris

Les UAE ne se soucient pas de ces « détails ». Ils violent très clairement les diverses conventions internationales des droits de l'homme. Un exemple : ils gardent des gens en prison au-delà de leur peine. Malgré tous les appels de l'ONU et du groupe de travail sur la détention arbitraire, ils ne prennent rien en considération. Ils font partie du système onusien, mais ils rejettent toutes ses recommandations. S'ils se permettent ça, c'est parce qu'ils ont suffisamment de pouvoir et d'argent pour faire ce qu'ils veulent et cacher toutes ces choses sous le tapis. Et personne ne leur demande vraiment de rendre des comptes.

***Cela pourrait-il compromettre le succès de la COP ?***

Cela dépendra de la réaction des acteurs de la société civile et de la façon dont ceux-ci vont exposer toutes les violations des droits de l'homme. Mais je crains malheureusement que la voix des dirigeants émiratis, leurs relations publiques et leur argent soient bien plus puissants que les quelques défenseurs des droits de l'homme. Et donc ce point de vue là, les UAE n'ont rien à craindre quant au succès de « leur » COP.

***Il est donc vain d'essayer de dénoncer les violations des droits humains aux UAE pendant la COP ?***

Les UAE sont l'un des rares pays où même les manifestations pacifiques ne sont pas autorisées. Les défenseurs des droits de l'homme doivent faire preuve d'intelligence et de ruse pour parler et sensibiliser sur les violations de ces droits fondamentaux. Beaucoup d'ONG ont sensibilisé les personnes susceptibles d'être fliquées afin qu'elles puissent se protéger. Nous ne devrions pas avoir peur, mais nous avons affaire à un gouvernement dont nous ne savons pas ce qu'il pourrait faire. Nous devons essayer de faire bouger les choses, mais il faut être très prudents. Je pense que les journalistes qui ont un niveau de protection supérieur (au moins pendant la COP) ont un rôle à jouer pour nous aider à dénoncer tout ce système d'oppression.

***Les UAE essaient de jouer un rôle de plus en plus important sur la scène diplomatique, comme en témoigne l'organisation de la COP. Y voyez-vous un whitewashing pour faire oublier la question de la violation des droits de l'homme ?***

Un pays avec un tel bilan en matière de violations des droits de l'homme ne devrait pas pouvoir organiser une COP\*. Car ces violations n'ont pas commencé hier. A titre d'exemple, en 2013, l'ONU a dénoncé la détention arbitraire de 94 personnes (dont son père, NDLR). Plus récemment, c'est la détention au-delà de leur peine qui a été dénoncée par les Nations unies. Mais rien ne change car le pays a beaucoup d'argent et d'influence, et qu'il déploie énormément d'efforts pour étouffer ce qui les dérange. Le gouvernement est capable de tout cacher et de continuer à montrer que le pays prône la tolérance et le respect des droits de l'homme. Mais c'est un leurre. L'institution en charge des droits humains n'est pas une institution indépendante. Elle fait partie du gouvernement et de l'appareil de sécurité de l'Etat, comme toutes les institutions du pays. Donc, oui, sans aucun doute, la COP est une opération de *whitewashing* pour les autorités émiraties.

### ***Les Emirats arabes unis se sont engagés à organiser une COP inclusive. Est-ce que ces promesses vont être tenues ?***

Encore une fois, je ne me fierais pas à ce que disent les UAE. Depuis de nombreuses années, ils disent qu'ils vont suivre certaines recommandations de l'ONU et qu'ils vont améliorer la situation en matière de droits humains, de protection des minorités, etc. Mais nous n'avons rien vu qui allait dans ce sens. Alors même s'ils disent que tout le monde est le bienvenu à la COP, que les droits de chacun et que la liberté d'expression seront respectés, je n'y crois pas.

### ***Avez-vous des nouvelles de votre père ?***

Mon père a terminé sa peine en juillet 2022, mais il n'a toujours pas été libéré. Cela fait plus d'un an. Mais le pire, c'est que depuis que je suis aux Etats-Unis, ils ont interdit toute communication entre mon père et moi. Ma famille avait encore des contacts réguliers avec lui jusqu'en avril dernier. Mais depuis, les appels sont interdits, personne n'a eu de nouvelles de lui. Les visites ont été suspendues pendant le covid, mais elles n'ont jamais repris. Nous ne savons rien de l'endroit où il se trouve ni de son état de santé. Beaucoup d'autres détenus se trouvent dans cette situation.

### ***Y a-t-il un message que vous aimeriez transmettre lors de la COP ?***

J'appelle tous les acteurs qui sont présents à la COP, spécifiquement les chefs d'Etat et les organisations internationales, à faire pression sur les UAE afin qu'ils libèrent tous les prisonniers de conscience qui sont détenus au-delà de leur peine et qui ont passé des années en prison sans raison et sans preuve d'un quelconque crime qu'ils auraient commis. Ensuite, ces dirigeants nationaux et internationaux devraient commencer à demander des comptes aux personnes responsables de ces violations. Celles-ci doivent être inquiétées car si elles ne le sont pas, cette situation perdurera. Enfin, tous les autres acteurs qui prennent part à la COP, qu'il s'agisse d'ONG, de journalistes ou autres, doivent poser des questions dérangeantes, prendre la parole ou la plume pour dévoiler toutes les violations des droits de l'homme. Le tout intelligemment et prudemment car les autorités émiraties feront tout ce qui est en leur pouvoir pour décrédibiliser les critiques.

### ***Avez-vous encore de l'espoir ?***

Je ne crois plus en ces autorités ni en leurs (futures) actions étant donné les violations systématiques commises depuis plus de dix ans. Cependant, je garde espoir car nous savons que nous avons raison. Le jour où nous perdons espoir, nous perdons notre cause.

**À lire aussi** [Climat : les promesses mondiales mènent à un réchauffement d'environ 3°C \(infographies\)](#)

\* Dans un souci d'équité, l'organisation des COP est tournante. Chaque année, ces événements se déplacent dans une région du monde différente. L'ordre est prédéfini par l'ONU, dont dépendent ces événements. Les Nations unies ont découpé le monde en cinq groupes de pays : Afrique, Asie-Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Europe occidentale et autres, et Europe orientale. Après la COP27 en Egypte, qui représentait l'Afrique, c'était au tour d'un pays de la zone « Asie-Pacifique » d'organiser, et donc de présider, la COP de cette année.

# COP27: faut-il brûler les conférences sur le climat?

Comme chaque année, une COP, un sommet mondial, va réunir des dizaines de milliers de personnes autour de la question du climat. Et comme chaque année, des questions reviennent : ces grandes réunions sont-elles efficaces ? Quel est l'intérêt de les maintenir en l'état ? Faut-il imaginer d'autres manières d'aborder le dossier ?

Chef adjoint du pôle Planète

Par **Michel De Muelenaere**

Publié le 5/11/2022 à 06:00 | Temps de lecture: 12 min

C'est, avec le défilé du 21 juillet, la grippe saisonnière et la Noël, un rendez-vous annuel incontournable. La COP de fin d'année est de retour ce dimanche. Depuis la première « conférence des parties » à Berlin en 1995, le carrousel n'a connu qu'une seule exception : en 2020 pour cause de covid. Cette année, le sommet mondial se tiendra à Charm el-Cheikh (péninsule du Sinaï) du 6 au 18 novembre, Sharm El-Sheikh, diront les anglophones, maîtres du jeu dans ces forums internationaux. Si le monde des experts et des amateurs éclairés frétille d'impatience, une bonne partie du grand public – et même au-delà – se (re)pose la question : à quoi servent ces « grands-messes » qui déplacent des dizaines de milliers de personnes dans des lieux ensoleillés et exotiques (mais pas toujours, demandez à ceux qui ont suivi le sommet de Bonn en novembre 2017 ou celui de Katowice (Pologne) en décembre 2018...) ?

Crime de lèse-majesté ou questionnement légitime ? A la charge des COP, il est vrai que le théâtre des opérations est radicalement abscons, que les discussions avancent à pas d'escargots, que les résultats sont souvent maigrichons et que, même étiques, les engagements ne sont pas toujours respectés par ceux qui les prennent. Face à l'enjeu du dossier climatique, les COP semblent rarement à la hauteur. Tout ça pour ça, entend-on souvent soupirer, même chez les plus enthousiastes.

Lentes les négociations climatiques ?

Incontestablement. Entre la création de la Convention des Nations unies pour le climat (1992) et le premier accord climatique – le protocole de Kyoto, en 1997 – il s'est écoulé cinq années. Entre la conclusion de ce dernier et son entrée en vigueur, il s'est écoulé huit ans. Sur une idée lancée à Bali en 2007, après un gros trou d'air en 2009 (la COP de Copenhague), l'accord de Paris a vu le jour en 2015. S'il a fallu cinq ans de négociations formelles, son entrée en vigueur aura pris moins d'un an. Bien qu'un des éléments cruciaux de sa mise en œuvre, le « rulebook » n'ait été adopté qu'à Glasgow, en 2021, six ans plus tard... D'où l'impression, parfois justifiée, que de COP en COP, les mêmes sujets reviennent sur la table, engrangeant progrès millimétrique sur avancée mineure, sans avoir l'air de jamais toucher le but.

Des bilans maigrichons, ces COP ?

Assurément. Le protocole de Kyoto n'engageait que les pays industrialisés et les économies « en transition » (anciens pays du bloc soviétique), leur imposant une réduction minimale de leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2 % en 2008-2012 par rapport à 1990. Un faible début.

En 2009, tout en reconnaissant la nécessité de limiter la hausse des températures à maximum 2 °C au-dessus du niveau préindustriel, la COP15 de Copenhague ne concrétise aucun engagement précis. Un semi-échec.

Conclu en 2015, l'accord de Paris est une exception remarquable. « Révolutionnaire », avait-on écrit à l'époque, sous les regards sceptiques des plus engagés. Contrairement à Kyoto qui fixait un objectif de réduction des émissions, Paris scelle l'engagement de tous à maintenir l'élévation de la température « bien en-dessous de 2°C » et si possible sous 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle. L'accord issu de la COP21 prévoit aussi un mécanisme de révision régulière des engagements des Etats avec un engagement de les relever si besoin. Un succès. Mais il faut encore l'appliquer. Car Paris implique en réalité des changements radicaux, tant au niveau national qu'international. Et il est possible qu'à l'époque ses signataires ne se soient pas tout à fait rendu compte des implications concrètes de leur geste.

Pas à la hauteur les COP ? « Mais à quelle hauteur voudrait-on qu'elles soient ? », s'interroge Romain Weikmans, qui enseigne la politique climatique à l'ULB. « On a trop d'attentes par rapport aux COP : c'est peut-être lié au fantasme, à l'utopie ou la dystopie d'un gouvernement mondial qui serait capable d'imposer des directions à tous les pays. Cette vision qui me semble présente dans beaucoup d'esprits est à des années lumières de la réalité du monde dans lequel on vit. Il n'y a pas du tout de gouvernement mondial ! Et s'il en existait un, il resterait à voir s'il serait disposé à lutter contre le changement climatique à la hauteur des attentes de certains. »

Delphine Misonne, juriste spécialisée en droit de l'environnement aux facultés Saint-Louis, et habituée de ces cénacles se fait plus cruelle : « Les Etats ressemblent à des enfants qui ont peur du noir. Pour eux, c'est plus confortable de rester assis et de discuter ensemble autour du feu, au lieu de faire leurs difficiles devoirs chez eux. La communauté mondiale est devenue accro aux moments "COP" où elle continue à réfléchir. La conséquence est que l'action nationale semble rester à jamais dépendante de l'adoption d'un nouvel "accord", quel qu'en soit le sens juridique, tant qu'une nouvelle négociation est en cours ». Bla-bla-bla, aurait dit Greta Thunberg...

Trop compliqué tout cela ?

Une chatte n'y retrouverait pas ses jeunes, c'est vrai. Une COP, cela ressemble autant à une foire aux boudins qu'à une convention d'aliens. Au fil des années la bulle scientifico-technocratique-climatique n'a cessé d'enfler. Certes, lâcher des experts sur un dossier aussi complexe ne peut que déboucher sur des arcanes sibyllins et biscornus. Le jargon s'installe, les textes sont des maquis. Les machins en tout genre se créent : des « fonds », des « chemins », des « initiatives », des « dialogues », des « processus », des « facilités », des « alliances », des « partenariats », des « trajectoires »... autant de colifichets et de totems autour desquels la troupe se trémousse.

La complexité est à la mesure de la globalité du problème. On commence à peine à mesurer à quel point la question climatique (et environnementale) pénètre profondément dans toutes les sphères de la politique, de l'économie, de la culture, de la science, des comportements individuels et collectifs... Plus rien ne peut continuer comme avant. Jusqu'alors confinés dans des notes en bas de page abordées s'il reste du temps après les choses « sérieuses », ces enjeux deviennent véritablement centraux, parce qu'ils sont tout simplement liés à la survie et de la qualité de vie de toute l'espèce humaine sur notre planète. Rien d'étonnant à ce qu'il faille un temps d'adaptation pour comprendre et maîtriser cette énormité. Rien d'étonnant à ce que des intérêts mis en cause calent ou se rebiffent face à la nouvelle donne.

Autant d'enjeux, autant d'intérêts, de transversalité, de partenaires aussi différents autour de la table ne peuvent que donner des solutions hyper-complexes et difficilement lisibles. Ajoutez à cela que le mode de négociation – tout le monde a droit à la parole, et l'accord ne peut se faire qu'au consensus de près de 200 parties – débouche forcément sur des compromis (insatisfaisants ou bancals) et de multiples tentatives pour se ménager des échappatoires face à un avenir qui menace parfois certains intérêts établis.

Des engagements que personne ne respecte ?

On pourrait le penser. Si Paris fixe un objectif de 2°C (même si c'est celui de 1,5°C qui est le plus mis en avant, vu les graves impacts déjà à 2°C), il est actuellement hors d'atteinte. Il n'y a « pas de scénario crédible », a indiqué le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres. Si ce qu'il y a sur la table est respecté, le monde se dirige vers un réchauffement de 2,4 à 2,6°C d'ici à la fin du siècle (et peut-être davantage ensuite). Et il n'est pas sûr que tout ce qui est promis par les Etats sera mis en œuvre. Certes, l'effort ne fait que commencer et il sera colossal : une réduction des émissions mondiales de 45 % d'ici 2030 si on veut respecter l'objectif de 1,5°C. Or, elles ne sont même pas stabilisées...

Prévoyant – ou tourseux, c'est selon – certains pays ont fait payer leur approbation par l'aménagement de mécanismes leur permettant de retarder voire de diminuer leur véritable effort. Ce sont ceux qui ont le plus à perdre de la sortie des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz fossile) ; ceux qui veulent à tout prix préserver leur économie ; ceux dont le « mode de vie n'est pas négociable », comme le disait le président américain George Bush. On trouve donc dans les accords des chausse-trappes, des exceptions et des délais. On trouve aussi des « mécanismes de marché » qui permettent aux entreprises et aux Etats de payer pour ne pas vraiment réduire leurs émissions. Un péché originel qui soumet un enjeu humain à la logique froide des marchés, selon les plus en pointe. Un système indispensable qui permet à chacun de s'adapter à son rythme, disent les autres. En tout cas, un tableau opaque qui suggère que l'argent a pris le pouvoir et que ce sont les puissants qui sont à la manœuvre.

« Il est édifiant de regarder les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> et sa concentration dans l'atmosphère, rappelle François Sana, représentant syndical (CSC) au sein de la délégation belge, qui fait partie des déçus de ces grands rendez-vous auxquels il a participé. Les deux ne font qu'augmenter depuis des années. Or, le véritable enjeu pour maîtriser le réchauffement climatique est leur baisse, au niveau mondial. De ce point de vue, les faits sont têtus, et on n'observe globalement aucun progrès, et ce malgré les 26 conférences pour le climat. » En réalité, depuis Paris, l'essentiel de la responsabilité des progrès ou des échecs s'est progressivement transféré sur les épaules des Etats signataires de l'accord, conformément à une méthode d'action pour le climat qui part désormais « de la base ». Si on manque d'ambition, de volonté et de courage à ce niveau, rien n'avancera. Ou si peu.

Haut lieu de greenwashing, les COP ?

Très certainement. Chez les Etats qui font assaut de pseudo-vertu. Mais aussi principalement dans le chef de grandes entreprises ou secteurs industriels qui viennent plus ou moins ouvertement laver plus vert que vert, vendre une technologie miracle, pousser leur business en coulisses, défendre leur chiffre d'affaires ou s'abreuver au ruissellement des financements internationaux.

Trop chères les COP ?

Chères, certainement. Chaque sommet climat accueille entre 30 et 40.000 participants. Qui ne logent pas tous sous des tentes et ne mangent pas tous des biscottes. La COP21 à Paris avait coûté entre 170 et 180 millions d'euros et attiré 40.000 personnes. 37.000 s'étaient rendues à Glasgow (COP26) pour un budget d'environ 114 millions. Chaque pays hôte annonce des retombées économiques locales équivalentes. Invérifiable. Trop de monde, alors ?

Mais, rappelle le chercheur de l'ULB Romain Weikmans, « on attend plus d'un million de visiteurs pour la Coupe du monde au Qatar. Le salon du meuble de Milan accueille quelque chose comme 400.000 visiteurs. Le salon de l'auto de Genève en accueille 600.000. Doit-on s'offusquer de voir des dizaines de milliers de personnes voyager pour participer à la COP ? ». Pour certains, c'est oui. « Le problème c'est que les COP sont devenues un business tout court », constate Delphine Misonne. Qui relève aussi que, comme chaque fois, l'horeca local tire parti de la présence des délégués. Parfois de façon éhontée, comme cette année à Charm el-Cheikh. « Le prix des hôtels est délirant, dit-elle. Pourquoi est-ce nécessaire, cet hyper-luxe, quand on compare au projet et aux problèmes de la planète. Il y a une dérive qui s'installe. » De ce point de vue, « elles se consomment toutes seules, ces COP ».

Tout est alors à jeter ?

Beaucoup de défauts, souvent reflets d'un monde aux incohérences multiples. Mais sous prétexte qu'il y a toujours des guerres dans le monde, se débarrasse-t-on de l'assemblée générale des Nations unies dont les Etats membres se sont engagés, dans une charte signée en 1945 « à préserver les générations futures du fléau de la guerre » et qui ont proclamé « [leur] foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites » ? Sous prétexte que la faim fait toujours des ravages dans le monde, brûle-t-on la FAO, l'organisme des Nations unies dont l'objet est de « mener les efforts internationaux vers l'élimination de la faim » avec l'objectif « d'atteindre la sécurité alimentaire pour tous et d'assurer un accès régulier et suffisant, une nourriture de bonne qualité permettant à tous de mener une vie saine et active » ? Et le même raisonnement vaut pour les droits de l'homme, les relations sociales ou la protection du patrimoine culturel...

L'efficacité des COP dépend de la volonté de leurs participants. « Les COP sur le climat n'ont pas vocation à régler tous les problèmes, pose Sana. Elles n'ont pas voix au chapitre important des relations commerciales internationales qui ont un impact significatif sur le climat, par exemple. » Ces réunions mondiales « sont l'occasion pour le monde de faire le point sur la situation et les perspectives climatiques. Elles sont également un moment pendant lequel la tension politique, médiatique et l'opinion publique est très forte ». Pour lui, « la société civile, les mouvements citoyens, les mouvements de jeunes et le monde syndical [présents dans les coulisses de tous les sommets climatiques, NDLR] doivent continuer sans relâche à mettre la pression sur le monde politique pour que les beaux engagements se traduisent en actions à court terme cohérentes avec l'objectif ultime ».

Reste que cela n'empêche pas certains de réfléchir à d'autres moyens d'action. Parmi des cercles académiques circule ainsi l'idée d'un [« traité de non prolifération de l'énergie fossile »](#). Le charbon, le pétrole et le gaz fossile étant responsables de près de 80 % de toutes les émissions de CO2 depuis le début de la révolution industrielle...

« La situation géopolitique mondiale est très tendue et c'est déjà un petit miracle en soi que des délégations du monde entier (et des représentants de tout type) se rassemblent et discutent », poursuit Weikmans. « La COP est le moment phare de l'année en termes de mobilisation de la société civile, des scientifiques, des think tanks, des médias, etc. C'est en fait une sorte de bilan annuel de là où on est et de là où on devrait être. Je crois que le focus devrait être davantage sur l'action ou l'inaction des gouvernements, entreprises, citoyens, etc., plutôt que sur le texte final de la conférence. Celle-ci donne aussi une visibilité médiatique à des voix qui sont souvent mises de côté (pays pauvres, minorités de tout type, etc.). » Une COP, conclut Delphine Misonne, « ce n'est pas non plus seulement à propos de l'adoption de textes. Il s'agit d'un processus, d'un moment coagulant » entre les participants. Un processus d'émulation, de pression, d'apprentissage de la marche en commun...